

Institut Grand-Ducal

A C T E S
de la Section
des Sciences Morales et Politiques

Volume XI

Publication réalisée par Georges ALS

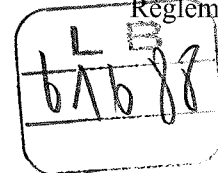
2008



© Institut Grand-Ducal 2008
Imprimerie Rapidpress S.à r.l., Bertrange
ISBN 978-2-9599794-9-1

Table des matières

Préface du président.....	5
I. COMMUNICATIONS (ordre alphabétique)	7
1. CAMPAGNA Norbert : D'un prétendu droit du coupable à la sanction pénale (18.06.2007)	9
2. HAUSEMER Hubert : L'athéisme devant le problème du mal (14.01.2008) Discussion.....	35
3. RAVARANI Georges : Quel(s) juge(s) voulons-nous ? (26.03.2007) Discussion.....	69
4. SITTER LIVER Beat : Albert Schweitzer : Bioethik im Rahmen einer umfassenden Seinsethik (22.05.2007)	109
5. STEICHEN Alain : La légitimité des droits de succession (11.02.2008).....	133
6. STEIWER Jacques : La démocratie en question (16.04.2007) Discussion.....	185
7. WAGENER Marco : La fin du travail ? (17.09.2007) Discussion.....	225
8. WEBER Raymond : La coopération au développement: enjeux, perspectives et politiques (12.11.2007)	265
II. IN MEMORIAM	289
Gaston Thorn 1967-2007	291
III. Tableau des membres.....	297
a) Membres effectifs	299
b) Membres correspondants.....	305
c) Membres d'honneur.....	306
IV. Publications de la Section 1967-2008	309
V. Organisation de l'Institut.....	335
L'Institut et ses sections	340
Règlement de la Section des sciences morales et politiques	349



Autre contribution extérieure, l'importante présentation de M. Jacques Steiwer sur «*La démocratie en question*».

Sur le plan des contributions de nos propres membres, nos philosophes se signalent par deux conférences de nature très différente. Norbert Campagna, dans sa conférence pose la question à première vue paradoxale «*Existe-t-il un droit d'être puni ?*». Hubert Hausemer traite du problème de l'athéisme devant le problème du mal en le comparant à la situation de l'homme religieux devant ce même problème.

Du côté de la science juridique, Georges Ravarani présente une contribution de grande actualité sous le titre «*Quel(s) juge(s) voulons-nous ?*», suivie de l'abondante discussion à laquelle cet exposé avait donné lieu et des réponses que l'orateur avait bien voulu y apporter.

Sur un sujet très différent, mais lui aussi exposé aux controverses salutaires, cette fois-ci dans le domaine fiscal, le volume XI présente la conférence toute fraîche d'Alain Steichen sur «*La légitimité des droits de succession*».

Quant aux économistes, en présence des défis auxquels notre société est confrontée, Marco Wagener publie sa conférence sur «*La fin du travail ?*», interrogation à laquelle il répond, en nous rassurant, négativement, et, devant les problèmes angoissants que pose le continent africain, Raymond Weber présente sa conférence sur «*La coopération au développement: enjeux, perspectives et politiques*».

J'espère de tout cœur que ces travaux recueillent de studieuses lectures et qu'ils donnent lieu à de savantes et utiles réflexions.

Au cours de l'année 2007 nous avons eu à déplorer le décès de Gaston Thorn, membre honoraire de notre Section, ancien premier ministre de notre pays et président de la Commission Européenne auquel nos Actes rendent hommage.

Luxembourg, février 2008

André Elvinger

I. COMMUNICATIONS

Séance du 18 juin 2007

**D'UN PRÉTENDU DROIT DU COUPABLE
À LA SANCTION PÉNALE**

par
Norbert Campagna

Norbert Campagna (*1963) est docteur en philosophie, habilité à diriger des recherches. Il enseigne à l'Université du Luxembourg et au Lycée de Garçons Esch. Il est membre de l'équipe de recherche de Paris XII et collabore actuellement à un projet de recherche du FNRS suisse sur la philosophie du droit pénal. Auteur de 16 livres, il a également publié quelques 25 articles dans des revues scientifiques internationales et plus de 60 articles dans des recueils et Actes. Il est membre du comité directeur de la Société Européenne de Recherche en Éthique.



Dans cette contribution, nous nous proposons de réfuter l'idée qu'il existe un droit du coupable à être puni. Les quatre principaux arguments tendant à justifier l'existence d'un tel droit ne sont pas concluants. Si on peut admettre que chaque homme a le droit d'accéder au bien qu'ils présupposent, on ne saurait admettre que la peine soit le seul moyen pour accéder à ce bien. De ce fait, un droit d'être puni ne saurait être dérivé du droit à cet autre bien. Nous verrons par ailleurs que le recours à un droit d'être puni est utilisé pour concilier les idées apparemment inconciliables de peine et de dignité humaine. Mais dans la mesure où ce recours n'est pas concluant, la tentative de conciliation échoue.

Table des matières

Introduction.....	3
1. Justifications classiques de la peine	5
2. Le droit du coupable à la peine	10
3. La peine rédemptrice ou expiatoire.....	13
4. La peine réintégratrice	16
5. La peine pédagogique	19
6. La peine humanisatrice	21
Conclusion	25

D'UN PRÉTENDU DROIT DU COUPABLE À LA SANCTION PÉNALE

Introduction

Après que certains théoriciens du droit pénal aient plaidé au XVIII^e siècle, avec le succès que l'on sait, pour une humanisation du droit pénal - abolition des peines infâmantes, des peines particulièrement cruelles ou encore des peines qui, outre le coupable, touchaient également directement ses proches¹, nous trouvons aujourd'hui un nombre croissant de pénalistes - des juristes, mais aussi des philosophes qui s'interrogent sur le droit pénal - qui plaident en faveur d'une abolition, sinon totale, du moins partielle de la peine en tant que telle. Il ne s'agit donc pas de punir encore plus humainement qu'on ne le fait déjà par rapport à la période d'avant le triomphe de la philosophie pénale des Lumières², mais de cesser de punir, la peine étant considérée comme intrinsèquement inhumaine. Le but n'est donc pas d'opérer des réformes dans le cadre d'un paradigme donné et inamovible³, mais d'abandonner le paradigme en tant tel - la question subsidiaire étant si dans le cadre de ce nouveau paradigme, on pourra encore parler de droit pénal.⁴

¹ Ce mouvement pour une humanisation de la peine reste bien entendu lié au nom de Cesare Beccaria qui, s'il critique d'une part l'impunité, n'en réclame pas moins, d'autre part, de limiter la souffrance liée à la peine au strict nécessaire, l'atrocité des peines prévues par la loi étant d'ailleurs pour lui une cause d'impunité - le jury ou le juge refusant de prononcer un verdict de culpabilité si celui-ci doit entraîner l'application de peines atroces et inhumaines (Cesare Beccaria, *Dei delitti e delle pene*, Milano 2003, p. 79).

² Sur le droit pénal des Lumières, voir notamment Mario Cattaneo, *Illuminismo e legislazione penale*, Milano 1993.

³ De telles réformes peuvent prendre la forme de peines dites alternatives. Dans ce sens, Hoffmann-Riem plaide pour «un droit pénal doté de fantaisie» (Wolfgang Hoffmann-Riem, *Kriminalpolitik als Gesellschaftspolitik*, Frankfurt am Main 2000, p. 110).

⁴ On pourrait opter pour l'appellation «droit criminel», le droit pénal n'étant qu'une forme historiquement déterminée que peut prendre le droit criminel. Le droit criminel contiendrait les normes juridiques qui à la fois autorisent les pouvoirs publics à réagir d'une certaine manière au phénomène criminel et qui tracent des limites juridiques aux actions de ces pouvoirs. L'application d'une peine n'est alors qu'une manière parmi bien d'autres de répondre au phénomène criminel. Un tel droit criminel renvoie bien entendu à une politique criminelle, dont il est un élément, comme le souligne Renout (Harald W. Renout, *Droit pénal général*, Paris 2001, p. 23). Voir à ce sujet notamment Wolfgang Hoffmann-Riem, *Kriminalpolitik als Gesellschaftspolitik*, Frankfurt am Main 2000.

Klaus Lüderssen, l'un des représentants les plus radicaux du courant antipénaliste écrit: «Nous avons besoin de l'imputabilité; nous n'avons pas besoin de la peine».⁵ Punir est à ses yeux un anachronisme et ne peut plus être justifié de quelque manière que ce soit. C'est notamment l'abandon de l'idée de rétribution - un abandon qui, pour Lüderssen, semble acquis dans nos sociétés modernes - qui a enlevé tout sens à la peine.

Antoine Garapon, bien qu'il ne défende pas une position aussi radicale que celle de Lüderssen, remet aussi en question le recours à la peine et propose de modeler le droit pénal - dont la peine était l'un des axes majeurs - sur le droit civil - qui place la réparation au centre⁶: «Si la peine est aussi stérile pour l'auteur que pour la victime, la réparation se présente comme un *win-win-contract*, un échange dont toutes les parties peuvent sortir gagnantes».⁷ Pour Garapon, il est plus important de reconstruire le lien social détruit ou du moins endommagé par le crime que d'infliger une peine. Dans cette reconstruction, on privilégiera d'une part la reconstitution de la victime en tant que sujet⁸, mais également celle du coupable. La capacité éthique, comme le note Garapon, doit être restituée à la victime et à l'auteur⁹.

Braithwaite et Pettit abondent dans le même sens lorsqu'ils font remarquer que la peine n'est généralement pas le meilleur moyen dont dispose la société pour réagir à des comportements dangereux¹⁰. À leurs yeux, le but d'un système de justice criminelle devrait être de rendre la puissance d'agir à toutes les personnes concernées par un crime, qu'il s'agisse du criminel, de la victime ou de tiers. Le crime ayant déstructuré les relations interpersonnelles, il s'agit de les reconstruire.

Pour ces auteurs, la peine pénale classique ne saurait tout au plus être qu'une *ultima ratio*, à n'utiliser qu'avec la plus extrême parcimonie dans

⁵ Klaus Lüderssen, *Abschaffen des Strafsens ?*, Frankfurt am Main 1995, p. 86.

⁶ Antoine Garapon, *La justice reconstructive*, in: Antoine Garapon, Frédéric Gros, Thierry Pech, *Et ce sera justice*, Paris 2001, p. 254.

⁷ *Ibid.*, p. 309.

⁸ *Ibid.*, p. 272.

⁹ *Ibid.*, p. 308.

¹⁰ John Braithwaite, Philip Pettit, *Not just deserts*, Oxford 2000 (réimpression), p. 2. Pour l'exposition de la théorie républicaine de la peine, on consultera aussi Philip Pettit, *Republicanism*, Oxford 1999, notamment p. 155ss. Cette théorie républicaine s'inscrit dans un cadre plus vaste, dont l'axe central est la notion de conciliation ou de reconstruction. Voir notamment à ce sujet Lorenzo Picotti, Giorgio Spangher (sous la dir.), *Verso una giustizia penale «conciliativa»*, Milano 2002 ainsi que Heather Strang, John Braithwaite (éds.), *Restorative justice and civil society*, Cambridge 2001.

des cas rares et bien définis¹¹ - voire à ne plus utiliser du tout, comme le suggère Lüderssen, qui défend une position extrême que l'on pourrait qualifier d'abolitionniste.¹² Ce ne sont plus simplement des modalités d'infliction de la peine qui remettent en question la dignité humaine, mais la peine en tant que telle.¹³

1. Justifications classiques de la peine

Ces mises en question plus ou moins radicales de la logique pénale traditionnelle rejettent les arguments que l'on a couramment mis en avant pour justifier l'acte de punir. Dans cette première partie de notre contribution, nous allons brièvement présenter les principales justifications de la peine. Nous laisserons de côté la question de savoir ce qu'est au juste une peine et en quoi cette dernière se distingue d'une réparation, d'une vengeance, d'une mesure administrative, etc.¹⁴

Un premier type de justification se réfère à une idée transcendante de justice et peut s'exprimer par la formule «Tout crime mérite châtement».¹⁵ La peine découle en quelque sorte de la nature ou de l'essence même du

¹¹ Certaines formes classiques de la peine, comme par exemple l'emprisonnement, peuvent encore être prônées, non pas comme mesures pénales, mais comme mesures de précaution - en enfermant le criminel, on l'empêche de commettre de nouveaux crimes.

¹² Se référant à la Loi fondamentale allemande, Naucke fait remarquer qu'on peut déduire de cette loi tant l'abolition de la peine que le devoir de punir (Wolfgang Naucke, *Strafrecht. Eine Einführung*, Neuwied e.a. 1995, p. 86).

¹³ Cattaneo fait remarquer que dans le cadre des réflexions sur le droit pénal, nous sommes confrontés à deux exigences apparemment contradictoires, à savoir d'une part l'exigence de punir et d'autre part l'exigence de respecter la dignité humaine. Selon Cattaneo, il ne sera jamais possible de trouver une solution pleinement satisfaisante (Mario Cattaneo, *Pena, diritto e dignità humana*, Torino 1998, p. 18).

¹⁴ Notons seulement que le terme *poena* désignait originellement la somme d'argent que le coupable devait verser à la victime (Jean-Marie Carbasse, *Histoire du droit pénal et de la justice criminelle*, Paris 2000, p. 30).

¹⁵ Nous trouvons une telle théorie «absolue» de la peine chez le grand juriste pénaliste allemand Feuerbach. Il fait toutefois une différence entre la loi pénale et la peine. Le but de la première est de dissuader et donc de prévenir. Mais le but de la peine en tant que telle n'est pas la prévention, ni particulière, ni générale. Il définit en effet la peine en disant qu'il s'agit d'un mal infligé à un sujet au seul motif de l'acte criminel commis. Ce dernier est une raison nécessaire et suffisante pour l'application de la peine, et il ne saurait être question de faire entrer d'autres considérations, par exemple de nature préventive (Paul J. Anselm von Feuerbach, *Revision der Grundsätze und Grundbegriffe des positiven peinlichen Rechts. Teil I*, Aalen 1966, p. 9ss).

crime¹⁶ - de même, qu'à l'inverse, une peine n'est une peine que si elle vise à punir un crime commis par la personne que l'on veut punir¹⁷ - et tout crime doit de ce fait donner lieu à une peine. Ne pas punir équivaut à se rendre coupable envers l'ordre du monde et constitue de ce fait un délit quasi-ontologique¹⁸ - ou quasi-grammatical, si on se place sur le terrain du tournant linguistique.

Un deuxième type de justification se réfère à la victime - ou éventuellement à ses proches, notamment si la victime est morte lors du crime - et affirme que la victime a le droit d'exiger la punition du criminel par l'Etat. La peine serait dans ce cas quelque chose qui est dû à la victime.¹⁹ Comme le contrat social - si nous le présupposons comme fondement de la société et/ou de l'Etat - prévoit, pour des raisons de pacification sociale, l'abdication du droit de punir par les individus contractants - pour autant qu'ils aient

16 Selon Carrara, l'idée de la punition du coupable est un contenu nécessaire du droit (Francesco Carrara, *Programma del corso di diritto criminale*, Bologna 1993, p. 351). Il s'agit là d'une thèse conceptuelle qui va bien au-delà de la simple thèse empirique affirmant que nous avons en nous une propension à punir - thèse que Carrara mentionne également, en précisant que c'est Dieu lui-même qui nous a doté de l'instinct d'infliger une sanction à celui qui nous a causé du tort (Ibid, p. 385).

17 Autrement dit: Tout châtement présuppose crime. Il s'agit là d'une thèse conceptuelle ou grammaticale que l'on trouve par exemple déjà au 18^e siècle chez Burlamaqui: «Il paraît encore de là que la peine suppose toujours le crime, et que par conséquent on ne doit pas mettre au rang des peines proprement ainsi nommées, tous les maux auxquels les hommes se trouvent exposés, sans avoir commis antécédemment quelque crime» (Jean-Jacques Burlamaqui, *Principes du droit politique*, Caen 1984, Tome 1, Partie 3, Chapitre 4, Paragraphe XIII - orthographe modernisée). Selon cette conception, il serait logiquement impossible de punir un innocent ou du moins quelqu'un que l'on estime être innocent - car on peut punir un innocent dont on est convaincu qu'il est coupable. Sur ce sujet, voir aussi Richard M. Hare, *Essays on political morality*, Oxford 1998, p. 204ss.

18 On pourrait mentionner ici la distinction entre les peines naturelles et les peines artificielles, les premières suivant toujours le délit ou le crime. Ainsi, pour prendre un exemple simple, la gourmandise exagérée produit toujours des problèmes digestifs que d'aucuns pourront interpréter comme une peine naturelle, c'est-à-dire attachée par la nature elle-même à l'action qui viole la norme. Notons que certains auteurs hésitent à parler de peine au sens strict dans ce genre de cas.

19 Charles Barton estime par exemple que «les systèmes juridiques doivent concéder à la victime le droit à une justice rétributive équitable, de même que le droit y correspondant de faire preuve de clémence et d'accorder la grâce selon qu'ils le jugent approprié dans leur propre cas» (Charles K.B. Barton, *Getting even*, Chicago and La Salle 1999, p. xiv).

possédé ce droit à l'état de nature²⁰ - et qu'il instaure l'Etat comme seul détenteur d'un tel droit, la victime peut attendre et même exiger de l'Etat qu'il punisse tout crime à sa place. En refusant de punir le coupable, l'Etat se rendrait lui-même coupable d'un déni de justice envers la victime ou, le cas échéant, ses proches.²¹

Un troisième type de justification se réfère à la société dans son ensemble et considère que la société a le droit d'exiger l'application de peines pénales aux criminels, que ce soit dans le but d'affirmer la suprématie du droit sur la violence ou dans celui de protéger les individus ou la société contre de nouveaux crimes - qui pourraient être commis soit par l'individu puni (prévention spéciale) soit par n'importe quel autre individu (prévention générale). La peine est exigée par la société comme mesure préventive et son application peut être vue comme un moyen pour respecter le droit à la sécurité que la société possède respectivement que chaque individu possède

20 Il y a un profond désaccord sur ce point. Certains auteurs admettent que les individus possédaient déjà le droit de punir à l'état de nature et qu'ils n'ont donc fait que transférer ce droit existant à l'Etat lorsqu'ils ont conclu le pacte social - Locke accepte cette thèse. Voir John Locke, *Second treatise of government*, Cambridge 1993 (réimpression), Chapitre II, Paragraphe 8. D'autres auteurs affirment au contraire que le droit de punir - du moins le droit de punir détenu par des hommes - ne prend naissance qu'avec la société politique - on trouvera par exemple cette thèse chez Pufendorf, *On the duty of man and citizen in two books* (titre latin original: *De jure naturae et civis juxta legem naturalem libri duo*), Cambridge 1991, Livre II, Chapitre 13, Paragraphe 5. Si tous les auteurs sont d'accord pour affirmer que dans l'état de nature l'un des présupposés nécessaires à la punition est présent - l'existence d'une loi que l'on peut transgresser -, ils ne sont pas d'accord sur l'existence d'un second présupposé, à savoir l'autorité d'un homme sur un autre. Or il semble que l'acte de punir n'est concevable que dans le cadre d'une relation asymétrique - celui qui punit doit avoir un certain type d'autorité sur celui qui est puni. Tous sont d'accord pour dire que dans l'état de nature Dieu peut punir les hommes pour la transgression de la loi naturelle, car Dieu possède par nature l'autorité sur ses créatures, mais des auteurs comme Pufendorf estiment que la liberté naturelle des hommes exclut toute idée d'autorité de l'un sur l'autre et donc aussi tout droit de punir. Un tel droit ne peut exister que suite à l'introduction, par le biais du contrat, d'une inégalité artificielle.

21 Certains auteurs font la distinction entre la peine et la réparation. S'ils estiment que la victime a un droit imprescriptible à la réparation, de sorte que l'Etat n'a pas le droit d'exempter le criminel du dédommagement du tort subi par la victime, ils pensent que la peine n'est pas due à la victime, de sorte que l'Etat ne viole pas un droit de la victime en grâçant le criminel. Voir à ce sujet Thomas Hobbes, *Leviathan*, Cambridge 2002 (réimpression). Notons que Hobbes n'est pas cohérent dans sa conception du droit de punir: D'un côté, il définit la punition comme étant un mal infligé par l'autorité publique, puis affirme, d'un autre côté, que les individus ont abandonné leur droit de punir et que le souverain a conservé le sien (ibid., Partie II, Chapitre XXVII, p. 214). Mais comment les individus pouvaient-ils posséder un droit de punir alors qu'ils n'avaient pas d'autorité publique ?

en tant que membre d'une société politique. En réaffirmant la suprématie du droit, la peine restaure le sentiment de sécurité.²² La peine peut donc être conçue comme quelque chose qui serait dû soit à l'idée de justice, soit à la victime, soit à la société dans son ensemble. Sauf dans le premier de ces trois cas, où toute trace de volonté déterminante est absente, cela ne signifie pas, bien entendu, qu'il faille nécessairement punir. Ainsi, il se pourrait que la victime décide de pardonner au coupable et par là éventuellement de renoncer à recevoir ce qui lui est dû.²³ Si la peine était due à la victime, l'Etat devrait cesser toute action pénale dès lors que la victime renonce à l'exercice de son droit ou renonce à ce que l'Etat satisfasse son droit de voir le coupable puni. Il en va de même pour la société, qui peut aussi décider de dispenser le coupable de la peine, voire renoncer à toute action de nature pénale, le procès inclus. Certes, si la peine est à la fois due à la victime et à la société, il faudra l'accord des deux parties pour une dispense de la peine ou pour un abandon de l'action pénale. Ce ne serait qu'en construisant le droit à voir le coupable puni comme un droit inabandonnable de la victime ou de la société - à l'instar, par exemple, du droit à ne pas être vendu comme esclave - que l'on pourrait fonder un devoir absolu de punir. Mais je vois mal ce qui permettrait de faire du droit de punir un tel droit inabandonnable.²⁴ Que l'idée de justice en tant que telle exige la punition du coupable, que le coupable mérite donc sa peine, semble être devenue une thèse anachronique ou du moins une thèse qui ne fait plus l'unanimité. Les théories dites absolues de la peine - «absolute Strafzwecktheorien» en allemand - reflètent une conception rétributiviste qui semble incompatible avec une humanisation du droit pénal. Infliger une peine en faisant entièrement abstraction des conséquences positives qui s'en suivent semble plutôt s'apparenter à la vindicte qu'à la justice. Déjà des auteurs comme Platon²⁵ et Sénèque²⁶ affirmaient que la peine ne devait pas être rétributive,

22 Voir par exemple Franz von Liszt, *Lehrbuch des deutschen Strafrechts*, Berlin 1900.

23 Antoine Garapon se prononce par exemple pour la reconnaissance d'un droit de grâce - certes encadré - que pourrait exercer la victime (Antoine Garapon, *op. cit.*, p. 294). La même suggestion se trouve aussi chez Otfried Höffe, *Gerechtigkeit*, München 2001, p. 84.

24 Ce n'est tout au plus qu'à l'égard d'une justice pénale absolue que nous pouvons concevoir un devoir inabandonnable de punir. Et dans la mesure où ce devoir de punir ne peut être exercé en l'absence d'un droit de punir, ce dernier est, médiatement du moins, également inabandonnable.

25 Il défend cette thèse notamment dans les *Lois* (Platon, *Sämtliche Werke. Band VII. Die Gesetze*, Zürich 1974, 934a).

26 Tout son *De ira* tend à prouver que la peine doit regarder vers le futur et non vers le passé (Lucius Annaeus Seneca, *Philosophische Schriften. Band 1*, Darmstadt 1999).

c'est-à-dire qu'elle ne devait pas être conçue comme le prix que le coupable devait nécessairement payer pour le simple fait d'avoir transgressé une norme.²⁷ Pour utiliser la formule consacrée: on ne doit pas punir *parce qu'un* crime a été commis, mais *pour que* de nouveaux crimes ne se commettent pas. Le crime est tout au plus une condition nécessaire de la peine - on n'a pas le droit de punir un innocent -, mais il ne saurait être une condition suffisante - on n'a pas le droit de punir simplement parce qu'un crime a été commis. Le crime, pourrait-on aussi dire, est l'*occasion* de la peine et non pas sa *raison*. L'opportunité d'infliger une peine doit toujours être évaluée à la lumière du futur. Il ne faut infliger le mal de la peine - et toute peine est infliction de mal - que si du bien peut en ressortir.

Que la victime ait le droit d'exiger la punition du coupable est une thèse qui paraîtra également hautement suspecte à quelques-uns. La peine, comme il vient d'être dit, est toujours infliction d'un mal. Or pourquoi la victime exigerait-elle comme son droit l'infliction d'un mal - qui ne peut au fond jamais, prise tout seule, lui faire retrouver son état d'avant le crime²⁸ -, si ce n'est par simple désir de vengeance ? La peine viendrait dans ce cas satisfaire un désir dont la valeur morale est pour le moins problématique.²⁹ L'idée qu'il existe un droit à voir sa vengeance assouvie est sinon choquante, du moins troublante. On pourra certes admettre que la victime ne peut pas s'empêcher, souvent, de ressentir un profond sentiment de haine envers le coupable et que ce sentiment l'incitera à se venger en rendant le mal pour le mal - cet échange créant, chez elle, une certaine satisfaction -, mais avant de faire du sentiment de haine à satisfaire un fondement du droit de la victime à exiger la punition du coupable, il faut d'abord interroger ce

27 Beaucoup d'auteurs faisaient généralement une distinction entre les peines humaines et les peines divines. Se basant sur un passage de l'Épître de Paul aux Romains (12, 19), ils affirmaient que la peine purement rétributive - que l'on identifiait à la vengeance - était réservée à Dieu et à lui seul, les peines humaines devant s'inspirer d'une logique dissuasive - la peine comme instrument servant à dissuader d'éventuels candidats au crime. Dieu, dit par exemple Grotius, «quand même il punit les Impies, il ne le fait à d'autres desseins, que de les punir», alors que pour ce qui en est des hommes, «aucun Homme ne doit faire du mal à un autre, qu'en vue de procurer par là quelque bien» (Hugo Grotius, *Du droit de la guerre et de la paix* (titre original latin: *De iure belli ac pacis*), Caen 1984, Livre II, Chapitre XX, Paragraphe IV, Point 2). Le même Grotius affirme par ailleurs que Dieu est le seul à avoir le droit de punir les enfants pour des crimes commis par leur père.

28 Platon insiste déjà sur ce point (Platon, *op. cit.*).

29 Pour une réhabilitation du sentiment de vengeance - qui cherche toutefois à concevoir ce sentiment indépendamment du sentiment de haine -, voir Barton, *op. cit.*

sentiment sur sa validité morale. Et la réponse apportée à cette interrogation aura de grandes chances d'être négative.³⁰

Quant au droit de la société à voir le coupable puni, il se fonde sur le droit de la société et des individus qui la composent à être protégé contre le crime.³¹ La peine devient ainsi un instrument de protection sociale, et en tant que tel, elle pourra aussi être jugée à l'aune de son efficacité. S'il devait s'avérer que la réparation, la resocialisation ou d'autres mesures non pénales sont plus efficaces pour faire diminuer la criminalité ou pour augmenter le sentiment de sécurité, ce seront ces autres mesures que la société aura le droit d'exiger de l'Etat et non la punition du coupable. Pour les partisans d'une abolition de la peine, cette dernière a fait la preuve de son inefficacité - à laquelle s'ajoute son caractère inhumain.

Au vu de ce qui vient d'être dit, les justifications classiques de la sanction pénale semblent toutes souffrir de graves déficiences et elles ne semblent pas suffire pour légitimer l'infliction d'un mal dans le cadre d'une action pénale. Faut-il dès lors renoncer à toute peine pénale ?

2. Le droit du coupable à la peine

Jusqu'ici nous n'avons fait qu'envisager le recours à des instances autres que le criminel lui-même pour juger de la question du droit à la peine. Il existe pourtant un courant de pensée qui pose la question du droit à la peine à partir du criminel lui-même, l'idée étant que ce dernier a le droit d'exiger sa peine. Dans les cas considérés jusqu'ici, le destinataire du mal de la peine était différent du destinataire des conséquences bénéfiques découlant de l'application de la peine. Dans le cas présent, celui qui subit la peine est le même que celui qui profite des bienfaits de la peine. Ce type de justification - qui n'est pas nouveau, comme nous le verrons encore - est en harmonie avec une conception qui tend à faire des droits de l'individu le seul critère de référence pour légitimer une action qui a aussi des conséquences négatives pour l'individu concerné. Ce qui, à première

³⁰ Certains auteurs, comme Hampton, cherchent à faire une distinction entre la vengeance et la rétribution, affirmant que celui qui se venge a pour but de diminuer la valeur du délinquant, alors que le rétributiviste ne vise qu'à faire comprendre au délinquant qu'il s'est arrogé une supériorité qu'il n'a pas, la peine devenant ainsi «un second acte de maîtrise (mastery) qui nie la preuve de supériorité inhérente dans l'acte originaire du délinquant» (Jeffrie G. Murphy / Jean Hampton, *Forgiveness and mercy*, Cambridge 2002 (reprint), p. 129).

³¹ Sur cette question, voir par exemple Hyman Gross, *A theory of criminal justice*, New York 1979. Selon Gross, l'obligation morale de punir n'existe que pour autant que la sanction est nécessaire à la protection de la société.

vue, semble contraire à la dignité de l'homme, s'avère, à y regarder de plus près, un bon moyen pour préserver sa dignité.

S'il ne saurait certes être question de rejeter en bloc l'idée des droits de l'homme et de la protection qu'ils assurent à l'individu, il nous paraît néanmoins nécessaire d'attirer l'attention sur certaines dérives du discours des droits de l'homme. Le risque est en effet grand que l'on conceptualise en termes de droits de l'homme des atteintes graves à l'intégrité physique des personnes, la conceptualisation agissant alors comme un masque, comme quelque chose qui nous permet de mieux «avalier la pilule». ³² Nous n'affirmons pas qu'il en est nécessairement ainsi chez tous ceux qui conçoivent la peine comme l'objet d'un droit-crédence du coupable, mais la prudence reste de mise. ³³

À première vue, cette idée d'un droit du coupable à la peine a un air plutôt déconcertant. Comment quelqu'un pourrait-il en effet posséder un droit à ce qu'un mal - et toute peine, répétons-le, est un mal - lui soit infligé ? On peut certes imaginer le cas d'un coupable qui demande à être emprisonné pour ainsi être mis à l'abri de la vengeance de la victime ou de ses proches. Dans ce cas, ce n'est pas la peine qu'il revendique, mais la sécurité, la prison étant pour lui le seul lieu où il puisse vraiment se sentir en sécurité. Mais imaginer que quelqu'un revendique un droit à être puni semble déjà être contredit par le comportement de tous les auteurs de crime. Le simple fait que tous les criminels cherchent par tous les moyens à échapper à la justice semble à première vue réfuter l'idée d'un tel droit, car nous ne sommes pas habitués à voir massivement des gens non seulement ignorer, mais même fuir ce à quoi ils ont droit. Et notons qu'ils ne fuient pas seulement une peine qu'ils considéreraient comme injuste, mais ils cherchent aussi à se soustraire à des peines que, par ailleurs, ils peuvent juger justes.

Ecartons d'emblée un malentendu possible. Dans nos Etats de droit modernes, le coupable a le droit de n'être puni que selon la législation en vigueur, c'est-à-dire qu'il a le droit à ce que ne lui soient appliquées que les peines prévues par la loi - la loi prévoyant toujours un maximum de la peine et souvent un minimum. Ce droit à ne subir que les peines légales

³² Il y a quelques années, les instances médicales suisses avaient élaboré un projet visant à légitimer la stérilisation de personnes mentalement déficientes en recourant au droit de ces personnes à vivre librement leur sexualité.

³³ Le fait de savoir qu'en punissant le criminel nous ne faisons rien d'autre que de lui accorder ce à quoi il a droit, nous permet d'avoir la meilleure conscience du monde en punissant. Mais comme l'écrit Barbara Hudson, «Plutôt que d'imposer des sanctions avec une confiance sûre d'elle-même (self-righteous confidence), nous devrions toujours punir avec mauvaise conscience» (Barbara Hudson, *Understanding justice. An introduction to ideas, perspectives and controversies in modern penal theory*, Buckingham 2003, p. 186).

n'implique toutefois pas encore un droit à être puni ni, par ailleurs, un devoir correspondant de l'Etat de punir. Son but est simplement de protéger le coupable contre des peines arbitraires. De même que tout autre individu, le criminel bénéficie de la protection légale, et chez lui cette protection légale inclut la protection contre l'application de peines non prévues par la loi.³⁴

Si elle peut à première vue paraître aberrante, l'idée d'un droit à être puni a été développée et justifiée par certains auteurs. Dans ce qui suit, nous voudrions passer en revue les principales justifications d'un tel droit à être puni. Si elles s'inspirent toutes d'une seule et même logique, elles se distinguent néanmoins par leur contenu respectif. La logique à l'oeuvre dans chacune de ces justifications met en avant le fait que la privation de la peine prive le coupable d'un bien qui lui est dû *et qui est différent de la peine elle-même*. Cette dernière précision est importante, car elle permet d'ôter son caractère aberrant à l'idée d'un droit à être puni. On ne demande en effet pas la peine pour elle-même, mais parce qu'à travers elle, on peut affirmer, préserver ou promouvoir une autre valeur. Comme dans les théories de la prévention spéciale et de la prévention générale, la peine est instrumentalisée, sauf que maintenant elle n'est pas un instrument au service de la société, qu'elle est censée protéger contre de nouveaux actes criminels, mais un instrument au service du coupable lui-même, auquel elle permet de profiter d'un bien.³⁵ Cela permet en même temps de se dégager du reproche d'instrumentalisation du criminel que les théories préventives de la peine doivent souvent affronter. C'est sur la nature précise de ce bien que les opinions divergent parmi ceux qui affirment l'existence d'un droit à être puni. Le mal de la peine n'est donc justifié que s'il apporte un bien

³⁴ C'est Franz von Liszt qui a dit que la loi pénale était la «Grande Charte (magna charta) du criminel» (Franz von Liszt, *op. cit.*, p. 66, note 12).

³⁵ Nous ne nous situons pas là dans le cadre de ce que Laingui et Lebigre qualifient de délincoentrisme. Ce dernier affirme que la société doit payer une dette envers le criminel pour ce qu'elle lui a fait (André Laingui / Arlette Lebigre, *Histoire du droit pénal*, Paris s.d., p. 115). Il s'agit donc pas pour la société de se faire pardonner d'avoir permis que celui qui allait devenir criminel de grandir dans des conditions sociales déplorables. Un tel délincoentrisme peut d'ailleurs remettre en question le droit de l'Etat de punir, comme le fait remarquer Rama Mani: «[O]n peut se poser la question de savoir si les Etats possèdent l'autorité morale pour punir dans des situations où les délinquants sont eux-mêmes souvent les victimes d'injustices structurelles et distributives à l'intérieur de leurs sociétés» (Rama Mani, *Beyond retribution*, Cambridge 2002, p. 38). Si l'Etat n'a donc pas rempli son devoir de combattre des situations criminogènes, il perd en quelque sorte le droit de punir ceux qui sont devenus des délinquants du fait de vivre dans un milieu criminogène. Si d'une part il faut certes prendre au sérieux cette remise en question de l'autorité morale de punir, il ne faut pas d'autre part refuser d'admettre que le recours au crime résulte aussi d'une décision individuelle.

à celui auquel il est infligé, un bien qui est au moins aussi grand que le mal subi. Le refus de punir le coupable équivaut alors au refus de le faire bénéficier d'un bien auquel il a droit, la peine n'étant rien d'autre que le moyen de lui procurer ce bien.

Cela étant, au moins trois types de question se posent. Un premier type est de nature strictement philosophique et concerne le bien qui serait dû au coupable: Le coupable a-t-il vraiment droit à ce bien? Un deuxième type de question est également de nature philosophique: Est-ce à l'Etat de faire en sorte que le coupable puisse bénéficier du bien en question? Un troisième type de question nous fait quitter le terrain strictement philosophique pour nous faire entrer sur un terrain plus empirique: En supposant que le coupable a vraiment droit au bien en question, la peine est-elle le moyen le plus approprié, voire le seul pour le lui procurer? Il s'agit ici d'évaluer un moyen par rapport à une fin, ce qui implique, d'une part, une considération des avantages et des inconvénients du moyen en question, et d'autre part la recherche d'éventuelles alternatives qui, tout en présentant les mêmes avantages que le moyen, ne présentent pas les mêmes inconvénients et peuvent de ce fait être considérées comme préférables.

Dans les quatre parties qui suivent, nous présenterons les quatre principales justifications généralement alléguées pour légitimer l'idée d'un droit à être puni. Nous montrerons qu'aucune de ces justifications ne permet de légitimer un droit à être puni. Dans tous les cas, il est possible de trouver des moyens autres que la peine infligée par une tierce personne pour obtenir le bien que seule la peine était censée permettre d'obtenir.

3. La peine rédemptrice ou expiatoire

La personne qui commet un délit ou un crime agit mal. Ce mal ne reste pas extérieur au coupable - sous la forme de la souffrance de la victime ou du sentiment diffus de crainte et de méfiance qui se propage dans la société dans son ensemble -, mais il 'pollue' en quelque sorte sa propre identité. Par le fait d'avoir commis un crime, on cesse d'être un innocent et on devient un coupable. La peine permet alors de retrouver l'innocence perdue.

Dans une conception bouddhiste du monde, on dira que l'individu se charge d'un *kharma* négatif qui lui rendra plus difficile l'accès au *nirvana*. L'individu en question devra passer par une chaîne plus longue de réincarnations que s'il n'avait pas commis de crime. Dans le bouddhisme, les réincarnations expriment l'idée de peines naturelles inextricablement liées aux actes des individus. Les vies successives deviennent autant d'occasions pour l'individu de se purifier du *kharma* négatif.

Faire de la peine un instrument expiatoire, c'est voir en elle un instrument grâce auquel le coupable peut se délivrer du mal qu'il a contracté en commettant le crime. La présence en lui du mal l'empêche d'accéder à un bien auquel il peut espérer accéder. En permettant au coupable de se délivrer du mal qu'il a contracté par son acte criminel, la peine lui ouvre aussi à nouveau la voie vers le bien qu'il recherche.

Derrière l'idée de peine rédemptrice ou expiatoire, nous trouvons l'idée de rachat, de rédemption - «réemption» vient d'ailleurs du latin «redemptio» et «redimere», ce dernier verbe signifiant «racheter». La peine est le moyen par lequel le coupable se rachète une nouvelle innocence après avoir abandonné son innocence initiale en commettant le crime. En lui refusant ce rachat, on lui refuse donc de retrouver son innocence. Et en lui refusant de retrouver son innocence, on lui refuse la jouissance des biens liés au statut de l'innocence. Si l'on dit souvent que par le biais de la peine la société «règle ses comptes» avec le criminel, on pourrait dire ici que c'est le criminel qui «règle ses comptes» avec lui-même, car c'est lui qui veut payer ce qu'il doit afin de pouvoir à nouveau bénéficier de ce à quoi il a le droit d'espérer.

La peine rédemptrice peut aussi se concevoir comme une peine thérapeutique, l'état de criminel étant alors assimilé à un état de maladie, alors que l'état d'innocence est assimilé à un état de bonne santé. Or de même que tout malade - au sens traditionnel du terme - a le droit d'accéder aux soins qui lui permettront de retrouver la santé, tout coupable a le droit de se voir infliger une peine qui lui permettra de retrouver l'état d'innocence perdu. L'idée d'une peine rédemptrice ou expiatoire se retrouve surtout dans des contextes religieux. S'il a fallu la souffrance du Christ pour délivrer les hommes des conséquences du péché originel - le Christ est en ce sens le Rédempteur du genre humain -, la souffrance du coupable suffit souvent pour délivrer ce dernier des conséquences de son crime. Contrairement au genre humain, il n'a donc pas besoin de la souffrance d'un autre, mais sa propre souffrance suffit.

Dans ce contexte, certains font une distinction entre la peine et la pénitence, sans pourtant dire exactement comment ces deux phénomènes se distinguent. Selon Urru, la pénitence est «une oeuvre extérieure imposée par le supérieur ecclésiastique compétent et acceptée par l'intéressé afin de rendre satisfaction de manière appropriée pour un délit commis, soit contre Dieu soit contre l'Eglise».³⁶ La pénitence, poursuit l'auteur, sert à éviter

³⁶ Angelo Giuseppe Urru, *Punire per salvare. Il sistema penale nella Chiesa, Milano 2001*, p. 129.

la vraie peine due. Urru considère néanmoins que la pénitence est un type de sanction pénale.³⁷

Un élément qui pourrait permettre de distinguer la peine de la pénitence est le caractère souvent passif de la première - on *subit* une peine - et le caractère généralement actif de la seconde - on *fait* pénitence. Si tel est le cas, l'idée de rachat - qui semble renvoyer à des actes - serait plutôt liée à la pénitence qu'à la peine. Si la société «règle ses comptes» en faisant subir une peine au criminel - une peine équivalente au dommage subi, si la loi du talion est appliquée -, le criminel «règle ses comptes» en s'infligeant par ses actes une souffrance équivalente au mal qui se trouve en lui et qu'il doit expier.

Mais quoi qu'il en soit de la distinction entre peine et pénitence, ce qui nous importe, c'est que s'il s'agit uniquement pour le criminel de se racheter, il peut s'imposer lui-même des actes conduisant à un tel rachat. Le fait que les parties au contrat social ont cédé leur éventuel droit naturel de punir à l'Etat doit être compris comme impliquant uniquement le droit de punir *autrui* - et encore, car les parents conservent le droit de punir leurs enfants - et non pas également le droit de se punir *soi-même* ou en tout cas celui de s'infliger à soi-même un mal à vocation expiatoire. Certains jugeront peut-être aberrante cette idée d'auto-punition, mais si nous nous plaçons dans l'optique d'une peine rédemptrice, elle paraîtra moins aberrante - elle sera aussi peu aberrante que l'idée de se soumettre à une intervention parfois douloureuse du dentiste pour se faire soigner une dent en mauvais état. On ne se soumet pas à la peine pour des raisons que l'on pourrait qualifier de masochistes, mais parce que la peine nous permet d'obtenir un bien ou nous replace dans l'état qui nous rend digne de l'obtention d'un bien.

Au vu de ce qui vient d'être dit, nous pouvons affirmer que la notion de peine rédemptrice ou expiatoire n'implique pas le droit d'être puni par l'Etat. Tout au plus implique-t-elle du côté de l'Etat le devoir de ne pas nous ôter le droit de nous soumettre nous-mêmes à une peine ou pénitence. Dans nos Etats de droit modernes, l'individu possède ce droit, même si l'Etat dresse quelques limites légales quant au choix de la peine que l'on est en droit de s'infliger. L'automutilation, par exemple, est encore souvent réprimée par le code pénal ou peut pour le moins justifier une intervention de la part des pouvoirs publics destinée à empêcher l'individu concerné de se mutiler de quelque façon que ce soit. Mais aucune loi n'interdit à une personne de se nourrir exclusivement de pain et d'eau pour expier tel délit ou tel crime. De même, aucune loi n'interdit à une personne de rester volontairement enfermée pendant vingt ans dans une pièce de douze

³⁷ *Ibid.*, p. 39. Voir également Roger Merle, *La pénitence et la peine, Paris 1985*.

mètres carrés pour expier un meurtre. La peine expiatoire présuppose donc seulement le droit de se punir et non pas le droit d'être puni. Les individus n'ont pas besoin de l'Etat pour s'infliger une peine expiatoire.

4. La peine réintégratrice

La notion de peine rédemptrice ou expiatoire tend à considérer l'individu comme un être isolé. Le but de la peine est de lui faire retrouver une identité personnelle qu'il a perdue par le délit ou crime qu'il a commis. La notion de peine réintégratrice considère l'individu comme membre d'une communauté. Par le biais de son acte criminel, il se met en dehors de la communauté à laquelle il appartient ou il donne le droit à la société de l'exclure.

Cette idée d'exclusion se trouve par exemple dans la philosophie pénale de Fichte. Selon ce dernier en effet, tout crime devrait en principe conduire à exclure l'individu de toute protection juridique.³⁸ Une telle exclusion constitue la peine suprême. Estimant que le but de la peine est d'assurer la sécurité juridique des individus, Fichte affirme que si ce but peut aussi être atteint par une peine moindre que l'exclusion de toute protection juridique - au Moyen-Âge on disait de l'exclu qu'il était *vogelfrei* -, il faut appliquer cette peine moindre. Dans ce contexte, le philosophe allemand introduit l'idée d'un *Abbüßungsvertrag*, c'est-à-dire d'un contrat de pénitence: «Ce contrat est utile, et ce aussi bien pour tous (le tout étatique) que pour chaque particulier. Le tout obtient par ce biais l'espoir de conserver le citoyen dont l'utilité prédomine sur sa nocivité ainsi que l'*obligation* [du côté du coupable - N.C.] d'accepter la pénitence; l'individu [obtient - N.C.] le *droit parfait* d'exiger qu'on applique cette dernière plutôt que la peine majeure qu'il encourt. Il existe un droit, un droit du citoyen qui est très utile et très important, d'être puni».³⁹

Fichte semble donc envisager deux types de peine. D'un côté, la peine majeure de l'exclusion, de l'autre, la peine mineure de la pénitence - *Abbuße* -, peine qui permet à l'individu de réintégrer une société dont il s'est en quelque sorte déjà exclu lui-même par son crime - du moins a-t-il implicitement conféré aux autres le droit de l'exclure. Ce droit d'exclusion peut être considéré comme un droit naturel, un droit qui accompagne l'idée-même de crime. Fichte estime toutefois que la société peut mettre entre parenthèses l'exercice de ce droit. Elle le fait par le biais d'un contrat.

³⁸ Johann Gottlieb Fichte, *Grundlage des Naturrechts*, Hamburg 1979, p. 254.

³⁹ *Ibid.*, p. 255.

C'est ce dernier qui est le fondement du droit de l'individu d'être puni d'une autre manière que par l'exclusion. Refuser au coupable une peine par laquelle il peut réintégrer la société, c'est lui refuser la reconnaissance d'un droit contractuel qu'il possède.

Ce contrat est bénéfique pour les deux parties. Il l'est pour le coupable, qui continue à bénéficier de la protection juridique et qui n'est dès lors pas à tout instant soumis au risque d'être tué comme une vulgaire bête sauvage. Et il est utile pour la société, qui peut continuer à bénéficier de la force de travail du coupable.

Comme nous l'avons déjà noté, la théorie fichtéenne de la peine est une théorie préventive. Le philosophe allemand estime que tout crime doit être puni afin que l'impunité de certains ne réveille pas chez d'autres un espoir d'impunité qui les inciterait à «tenter le coup». L'impératif pénal fichtéen est un impératif hypothétique, et l'auteur de la *Grundlage des Naturrechts* se démarque expressément de l'impératif pénal catégorique kantien.⁴⁰

Pour une version plus apurée de la peine réintégratrice, nous devons nous tourner vers Duff, qui dans son livre *Trials and punishments* écrit que le criminel a le droit d'être puni, car par le biais de la peine, il réintègre la communauté dont il s'était exclu. Une telle conception de la peine, note Duff, traite le criminel «non pas seulement comme une victime passive ou comme quelqu'un auquel on doit imposer une souffrance, mais comme un agent moral avec lequel nous sommes engagés dans un processus communicatif d'argumentation et de persuasion - elle cherche sa participation et pas seulement sa soumission».⁴¹

Le présupposé sous-jacent à la conception réintégratrice de la peine est que par le crime, l'individu s'est placé en dehors de la communauté. Si nous nous plaçons dans une optique aristotélicienne, l'individu ne peut pleinement se réaliser qu'à l'intérieur d'une communauté. Laisser l'individu en dehors de la communauté signifierait donc lui ôter la possibilité de réaliser pleinement son humanité. Si certains estimeront peut-être qu'un criminel - et notamment quelqu'un qui a commis un crime de sang - a renoncé à son humanité et ne mérite donc pas d'être réintégré dans la communauté -, d'autres - et ils constituent, je pense, la majorité - estimeront qu'aucun homme ne doit être exclu définitivement de la communauté. Dès lors, si le crime provoque une exclusion du coupable et si le coupable a le droit de ne pas être exclu - ou du moins le droit d'être réinclu après avoir été ou s'être exclu -, il doit avoir la possibilité de réintégrer la communauté dont il s'est exclu. Et c'est ici qu'intervient la peine: elle est un moyen de réintégration.

⁴⁰ *Ibid.*, p. 276.

⁴¹ R.A. Duff, *Trials and punishments*, Cambridge 1991, p. 263.

En purgeant sa peine, le coupable paie sa dette envers la société et se rend ainsi à nouveau digne d'en devenir membre à part entière. Dans son livre *Le crime et la peine*, Proal cite l'exemple de criminels qui pensent qu'en subissant leur peine, ils ne font que s'acquitter d'une dette qu'ils avaient contractée et qui, une fois contractée, leur permettra d'être à nouveau des membres à part entière de la communauté.⁴² Pour cette notion de peine réintégratrice, l'idée de symétrie est centrale. Alors que la peine rédemptrice tend plutôt à s'acquitter d'une dette que l'on a contractée envers soi-même, la peine réintégratrice renvoie à l'idée d'une dette envers autrui. Tant que la dette n'est pas acquittée, il y a asymétrie entre le criminel et les autres individus: il est leur débiteur. Certes, le créancier peut effacer la dette du débiteur, mais loin de rétablir la symétrie, un tel effacement de la dette semble plutôt accroître l'asymétrie, car si avant l'effacement le créancier devait de l'argent ou certains services au débiteur, l'effacement de la dette le met dans une situation où il lui doit la gratitude, c'est-à-dire non seulement un acte extérieur, mais un acte intérieur. La peine n'exige en principe que des actes extérieurs. Et pour éviter que le criminel doive la gratitude à celui qui lui a permis d'exécuter sa peine, la peine sera transformée en un objet auquel le criminel a droit et non pas en un objet que l'autre peut librement décider de lui accorder ou non. De ce fait, une sorte de symétrie est établie avant même que la symétrie parfaite ne soit rétablie suite à la peine subie. En effet, si le criminel a le devoir de subir la peine pour s'acquitter de sa dette envers la société - rappelons que le contrat de pénitence fichtéen crée l'obligation de subir la peine -, la société a le devoir de faire subir la peine au criminel. Ce dernier peut donc exiger de la société ce que cette dernière peut exiger de lui. En subissant sa peine, le criminel s'acquitte de sa dette envers la société et en le punissant, la société s'acquitte de sa dette envers le criminel. Même si nous supposons premièrement que le crime exclut le criminel de la société - ou qu'il s'en exclut lui-même -, deuxièmement qu'il le transforme en débiteur et troisièmement que le criminel exclu a le droit d'être réintégré dans la société, il n'est pas évident qu'il possède un droit à être puni. Après tout, il peut librement décider de payer sa dette. Ainsi, si je cause un tort à quelqu'un, je peux à tout moment librement décider de réparer ce tort. Si droit il y a, ce peut tout au plus être le droit d'être réintégré dans la société après avoir réparé le tort causé.⁴³ Je ne vois pas pourquoi l'individu devrait aussi posséder un droit à exiger qu'on l'oblige à payer sa dette. Et si droit

⁴² Voir Louis Proal, *Le crime et la peine*, Paris 1892, p. 505.

⁴³ On pourrait aussi parler d'un devoir de la société d'accepter à nouveau en son sein celui qui aura payé sa dette envers elle.

il y a ici, ce ne peut être que le droit de ne pas être empêché de payer sa dette. Ce n'est que si nous supposons que la sanction pénale est le seul moyen pour s'acquitter de sa dette que le droit de ne pas être empêché de payer sa dette devient identique au droit de subir une peine pénale. Mais il n'y a *a priori* aucune raison pour faire de la peine pénale le seul moyen de s'acquitter de sa dette.

5. La peine pédagogique

Lorsqu'un individu agit en contradiction avec la norme, il peut soit ne pas connaître la norme, soit la connaître. De même, son action peut être volontaire ou involontaire. Nous ne parlons de délit ou de crime que lorsque celui qui agit était en mesure de connaître la norme et qu'il a agi de manière volontaire. Nous supposons donc qu'il savait ce qu'il ne devait pas faire et qu'il était également en mesure de ne pas le faire. S'il a néanmoins violé la norme, c'est parce qu'il a librement accordé une plus grande importance à d'autres considérations qu'à celles relatives au respect de la norme.

Si nous ne pouvons appliquer une peine qu'à un individu qui était censé connaître la norme, le but de la peine ne saurait être de faire connaître la norme à l'individu. L'adage allemand n'est pas «Wer noch nicht gehört hat, muss fühlen», mais «Wer nicht hören will, muss fühlen» - cette dernière formule pouvant être traduite par: Quiconque ne veut pas entendre, doit sentir. Le criminel connaissait la norme, mais il n'a pas cru en son efficacité ou il avait oublié son existence. La peine est là pour venir lui rappeler l'existence de la norme et que la norme n'existe pas seulement sur le papier, mais qu'elle est aussi efficace dans la réalité.

C'est là un premier sens dans lequel une peine peut être dite pédagogique. La peine apprend ou rappelle quelque chose au criminel. Et d'après l'adage allemand que nous venons de citer, elle ne le lui rappelle pas seulement par le biais de la raison, mais aussi et surtout par celui des sens. La peine n'est pas un moyen de convaincre la raison par des moyens rationnels, mais par le biais de la souffrance liée à la peine. Si la loi pénale agit par la menace, la peine montre le sérieux de la menace et apprend donc au criminel qu'il doit prendre la menace au sérieux.

Considérée de cette manière, la peine pédagogique ne semble en premier lieu n'affecter que le comportement extérieur. Le criminel apprend que dorénavant il devra accorder une plus grande importance au risque d'être puni lorsqu'il calculera les avantages et les inconvénients liés à tel ou tel type d'action. Par le biais d'une peine pédagogique, on peut toutefois aussi essayer de transformer le criminel de l'intérieur. S'il a commis un

crime, c'est qu'il n'a pas voulu respecter la loi. En agissant sur sa volonté et non seulement sur son entendement calculateur, on peut espérer faire de lui un être qui, pour utiliser les notions kantienne, n'agit pas seulement légalement - en conformité avec la loi -, mais aussi moralement - par pur respect pour la loi. La peine aurait ainsi pour vocation de transformer le criminel en un bon citoyen. La peine ecclésiastique, dit Urru, a pour but la conversion du délinquant.⁴⁴ Wladimir Solowjow, après avoir dit que la victime avait le droit d'être protégée et indemnisée et que la société avait le droit à la sécurité, ajoute: «[L]e criminel a le droit à l'instruction et à l'amélioration».⁴⁵ Et la peine est l'instrument qui réalise cette instruction et amélioration. Solowjow peut dès lors affirmer que la peine est due au coupable.

D'une manière générale, la conception pédagogique de la peine renvoie à un droit du criminel d'apprendre à ne plus commettre de crimes et de délits.⁴⁶ Cette conception présuppose que la peine provoque et permet un tel processus d'apprentissage. En subissant la peine, le criminel apprend à devenir quelqu'un qui ne commet plus de crimes et devient par là aussi quelqu'un qui, à l'avenir, ne subira plus de peine. La peine présente, pourrait-on également dire, lui permet d'éviter des peines futures.

Cette conception pédagogique de la peine suscite plusieurs types d'objection. Nous pouvons certes admettre que tout individu a le droit de devenir un meilleur individu et d'apprendre où se situent exactement les limites entre le bien et le mal, le permis et l'interdit. Mais cela n'implique pas encore automatiquement un droit à être puni, car la peine n'est pas, loin s'en faut, le seul moyen d'être instruit à ce sujet.

Un deuxième type d'objections a trait à l'envergure de l'amélioration recherchée par le biais de la peine. Fichte écrit: «Par ailleurs, il était question d'amélioration dans ce contrat. Nullement d'amélioration *morale* des intentions intérieures. Car à leur égard, aucun homme n'est le juge d'un autre; il n'était question que d'une amélioration *politique* des mœurs et maximes pour l'agir en tant que tel».⁴⁷ La peine ne doit donc pas faire de nous de meilleurs hommes, mais elle doit seulement servir à nous apprendre qu'il est dans notre propre intérêt de ne pas violer la norme, sous

⁴⁴ Angelo Giuseppe Urru, *op. cit.*, p. 27.

⁴⁵ Wladimir Solowjow, *Recht und Sittlichkeit*, Frankfurt am Main 1971, p. 123.

⁴⁶ Notons que le destinataire de l'aspect pédagogique de l'application du droit pénal est ici le délinquant. Il existe aussi une conception qui conçoit la société dans son ensemble comme destinataire. Selon cette conception, le procès pénal permet à la société d'apprendre quelque chose sur soi-même et est de ce fait important. Voir à ce sujet Mark Osiel, *Mass atrocity, collective memory and the law*, New Brunswick and London 2000.

⁴⁷ Johann Gottlieb Fichte, *op. cit.*, p. 267.

peine de subir des conséquences que nous préférons éviter. Dès lors que les autorités appliquant la peine cherchent à transformer notre caractère, à procéder à ce que Fichte appelle une amélioration - on pourrait aussi dire éducation - *morale*, elles outrepassent leurs droits en pénétrant dans une strate de notre personnalité que nous jugeons indisponible. C'est d'ailleurs aussi pour cette raison que le grand penseur libéral allemand Wilhelm von Humboldt se prononce contre une légitimation pédagogique de la peine.⁴⁸

6. La peine humanisatrice

Au XVIII^e siècle, la philosophie pénale des Lumières poursuivait comme objectif une humanisation de la peine. Il fallait en finir avec des peines cruelles et inhumaines, comme celle infligée à Damiens en 1757.⁴⁹ Le but de la peine ne devait pas être de faire souffrir le coupable autant que possible, mais de prévenir de nouveaux passages à l'acte. Selon Bentham, l'application du droit pénal doit s'orienter d'après le principe de parcimonie: la meilleure prévention possible avec la moindre souffrance possible. Si une mise en scène de punition ou une punition purement fictive sans souffrance produit le même résultat qu'une vraie punition avec souffrance, il faudra privilégier la mise en scène à la réalité.⁵⁰ L'humanisation de la peine se traduit donc par le refus de toute souffrance inutile - dans le cas de Bentham, l'utilité ou l'inutilité se mesure à l'aune des effets préventifs. Cette tendance humanisante a été critiquée par Kant, non pas tant du fait qu'elle était humanisante, mais parce qu'aux yeux du philosophe allemand elle n'était pas suffisamment humanisante. Dans la mesure où la peine infligée au coupable est justifiée à la lumière des conséquences préventives sur la société en général, le coupable est traité comme un pur moyen et non pas aussi comme une fin en soi. Or une telle instrumentalisation, même si elle se satisfait d'un minimum de souffrance, est incompatible avec l'humanité qui est en chacun de nous. Aux théories préventives de la peine,

⁴⁸ Wilhelm von Humboldt, *Ideen zu einem Versuch, die Gränzen der Wirksamkeit des Staats zu bestimmen*, Darmstadt 1980, p. 189ss.

⁴⁹ On peut en lire une description dans les pages d'ouverture de Michel Foucault, *Surveiller et punir: Naissance de la prison*, Paris 1975.

⁵⁰ Jeremy Bentham, *The rationale of punishment*, Honolulu 2004, p. 29. Merle note qu'en droit canon, «tout est prévu minutieusement pour faire en sorte que la peine entraîne le moins de dommage possible pour le coupable» (Roger Merle, *op. cit.*, p. 53).

Kant opposera une théorie rétributive, estimant qu'elle seule empêche une instrumentalisation du coupable.⁵¹

Nous trouvons donc déjà au XVIII^e siècle l'opposition entre une peine humaine et une peine humanisatrice. Dans la philosophie kantienne, la peine humanisatrice se caractérise par l'absence de toute intention instrumentalisante. Pour le philosophe allemand, la peine de mort n'est pas en soi déshumanisante, même si elle paraît inhumaine à certains penseurs. Fidèle au principe du talion, Kant estime que certains criminels méritent la peine de mort et que l'application de cette peine ne doit pas dépendre des conséquences positives ou négatives qui pourraient s'en suivre. Prendre en compte ces conséquences reviendrait à instrumentaliser le criminel.

Kant n'a pas tant insisté sur le fait que l'application en soi de la peine pouvait être humanisatrice que sur l'intention de celui qui applique la peine. Dans ce qui suit, nous allons tenter de voir comment l'application de la peine en elle-même peut être considérée comme un geste humanisateur. Commençons par noter que déjà Sénèque, dans son *De ira*, avait affirmé que «la forme de peine la plus infâmante est de ne pas apparaître digne d'être puni».⁵² Le refus de punir peut d'une part traduire une volonté de pardon, mais il peut aussi d'autre part traduire une volonté de mépris et d'humiliation. Il y a certaines catégories d'êtres que nous jugeons normal de ne pas punir, sans qu'il y ait là nécessairement une volonté de pardon ou de mépris. Il s'agit des enfants, des personnes souffrant d'un handicap mental et des déséquilibrés mentaux - cette dernière catégorie ne correspondant pas nécessairement à la précédente. Nous estimons en effet que ces êtres ne sont pas responsables de leurs actes. Or une peine ne peut être infligée qu'à un être capable de répondre de ses actes.

En refusant de punir quelqu'un - ce quelqu'un étant un adulte normalement constitué -, on pourrait donc lui signifier qu'on ne le considère pas comme étant un être humain au sens plein du terme, ou au moins comme un sujet de droit.⁵³ Alexandre Kojève a attiré l'attention sur ce point en disant que «le crime est tout autre chose que la maladie, et on distingue nettement le fou 'irresponsable' du criminel proprement dit, censé avoir une volonté libre

⁵¹ Immanuel Kant, *Die Metaphysik der Sitten. Rechtslehre*, Frankfurt am Main 1982, p. 452ss. Pour une analyse détaillée de la philosophie pénale kantienne, voir Mario Cattaneo, *Dignità umana e pena nella filosofia di Kant*, Milano 1981.

⁵² Sénèque, *op. cit.*, p. 209.

⁵³ La peine, écrit Collingwood, est «l'expression à l'égard d'un criminel de l'attitude morale que celui qui punit a envers lui» (Robin G. Collingwood, *Essays in political philosophy*, Oxford 1995, p. 130). En tant qu'être humain responsable, le criminel mérite une telle attitude, de sorte que Collingwood peut faire de cette attitude l'objet d'un devoir de celui qui punit.

et consciente quoique criminelle».⁵⁴ Le fou est enfermé dans un asile où il ne fera plus de mal à personne. Il ne s'agit pas là d'une peine, mais d'une mesure préventive, comme on en prend vis-à-vis d'un animal dangereux. Le criminel, au contraire, est jugé et puni. L'application de la peine devient ainsi un acte humanisant, car par elle on reconnaît implicitement chez le coupable des qualités ou compétences que nous jugeons constitutives d'un être humain pleinement réalisé, d'une personne au sens juridique du terme.

Hegel a été l'un des premiers à insister sur ce point. Dans la mesure où l'action du coupable est considérée comme une action *voulue*, elle contient un élément rationnel et dans la peine «le criminel est *honoré* comme rationnel».⁵⁵ L'application de la peine équivaut donc à une reconnaissance de la rationalité et par là aussi de la pleine humanité du criminel. À l'inverse, le refus de punir équivaut à un refus de reconnaissance de la rationalité du criminel. Et un tel refus peut être interprété comme un geste de mépris.

La conception humanisatrice de la peine se retrouve également chez Duff. Selon lui, le «droit d'être réprimandé ou même puni» est équivalent au «droit d'être traité, respecté et considéré (cared for) en tant qu'agent moral».⁵⁶ Il oppose clairement la sanction pénale à la détention psychiatrique en disant que seule la sanction tient compte de la rationalité et de la responsabilité de l'agent.

On pourrait certes objecter que bon nombre de criminels cherchent à se faire passer pour des fous ou au moins pour des déséquilibrés mentaux afin d'échapper à la peine. C'est là un fait, mais il ne signifie pas que ces criminels ne veulent plus être considérés comme des agents rationnels. Ils ne veulent tout simplement pas qu'un ou plusieurs juges - ou une poignée de jurés - les considèrent comme des agents rationnels à un moment donné. Pour eux, le fait d'être déclaré irresponsable est un moyen pour échapper à une peine qui pourrait les priver de l'exercice de leur liberté ou qui pourrait du moins considérablement réduire le nombre des options entre lesquelles ils peuvent effectivement choisir.

S'il n'y a aucun doute que tout être humain a en principe le droit d'être reconnu comme un agent rationnel, on peut toutefois se demander si le procès et l'application de la peine sont les seuls moyens d'opérer une telle reconnaissance. Un être humain rationnel est un être humain accessible à la communication et à l'argumentation. Le simple fait de dire à un

⁵⁴ Alexandre Kojève, *Esquisse d'une phénoménologie du droit*, Paris 1988, p. 463.

⁵⁵ Georg Wilhelm Friedrich Hegel, *Grundlinien der Philosophie des Rechts*, Frankfurt am Main 1986, Paragraphe 100.

⁵⁶ R.A. Duff, *op. cit.*, p. 70.

criminel qu'il a mal agi, de chercher à lui faire comprendre la portée de son acte, signifie qu'on le reconnaît dans sa dimension rationnelle et donc, comme dirait Hegel, qu'on l'honore comme rationnel. L'appel à la faculté de compréhension est un signe de reconnaissance de la rationalité de l'autre et le fait de lui appliquer une peine n'est pas nécessaire à une telle reconnaissance.

Tout au plus pourrait-on dire dans ce contexte que si les seuls termes de l'alternative devant laquelle nous nous trouvons sont soit d'appliquer une peine, soit d'interner dans un asile psychiatrique, l'application de la peine est la seule des deux options à respecter la dimension de rationalité de la personne concernée. Mais en réduisant l'alternative à deux termes, cette position ne tient pas compte du fait que l'on pourrait décider ni de punir, ni d'interner, mais de discuter avec le criminel pour lui faire prendre pleinement conscience de ce qu'il a fait. En d'autres termes, l'alternative esquissée présuppose déjà qu'un choix a été fait en amont et que la seule manière de concevoir la non-punition est l'internement.

Dans ce contexte, on peut mentionner la procédure de la palabre, étudiée notamment par Bidima. Dans certaines sociétés traditionnelles africaines, le crime est d'abord perçu comme la rupture de relations et la réponse au crime sera en premier lieu soumise à l'exigence de restaurer ces relations. La palabre est un moyen pour y parvenir. Elle est aussi un moyen pour constituer le sujet de droit. En permettant au coupable de participer à la palabre, on lui montre qu'on l'accepte comme égal. Le but d'une telle palabre ne doit pas nécessairement être la condamnation du coupable, car comme l'écrit Bidima, «Souvent, on ne donne tort à personne mais on attribue le conflit à un mauvais génie».⁵⁷ S'il est un droit du coupable qu'il faut respecter, ce n'est donc pas tant le droit d'être puni que le droit de participer à la palabre - ou à des procédures équivalentes. La sanction pénale peut servir de moyen de communication entre toutes les parties concernées⁵⁸, mais elle n'est pas l'unique moyen d'instaurer une telle communication par le biais de laquelle les participants se construisent et se reconnaissent comme sujets.

⁵⁷ Jean-Godefroy Bidima, *La palabre. Une juridiction de la parole*, Paris 1997.

⁵⁸ Pour une telle conception communicationnelle de la peine, voir par exemple Rolf-Peter Calliess, *Theorie der Strafe im demokratischen und sozialen Rechtsstaat*, Frankfurt am Main 1973.

Conclusion

Dans cette contribution, nous avons tenté de définir le devoir de punir de l'Etat en présupposant non pas un droit de la victime immédiate ou de la société dans son ensemble et en tant que victime médiate de voir le coupable puni, ni une quelconque exigence émanant de l'idée de justice en tant que telle, mais en partant de l'idée d'un droit du criminel lui-même. La peine serait donc quelque chose que l'Etat doit au coupable. Alors que les justifications classiques de la peine cherchaient désespérément à concilier l'infliction volontaire de souffrances et la dignité humaine, la justification par le biais d'un droit du coupable à être puni semble pouvoir trancher le nœud gordien. Car qu'y a-t-il de mieux à même de préserver ma dignité humaine si ce n'est le respect de mes droits ?

Nous avons analysé quatre justifications possibles d'un tel droit du coupable à être puni. Une première justification conçoit la peine comme un moyen pour ramener un équilibre ou une purification à l'intérieur du criminel. Par le crime, le coupable s'est chargé de mal. La peine lui permet de s'en libérer et par là de rétablir en lui un état qui le rend digne d'accéder à un bien auquel il a *a priori* droit. Nous avons montré qu'une telle conception présupposait tout au plus un devoir de l'Etat de ne pas priver les individus du droit de se punir eux-mêmes.

Une seconde justification conçoit la peine comme un instrument de réintégration sociale. Par le crime, le coupable a contracté une dette envers la société. Cette dernière doit permettre au criminel de rembourser sa dette et la peine est le moyen par lequel elle le fait. En refusant de lui infliger la peine, elle refuse de lui ouvrir la voie de la réintégration. Cette seconde justification ressemble à la première, à ceci près que si la première justification tend à concevoir le coupable comme un individu isolé qui doit régler ses comptes avec lui-même, la seconde le place dans un contexte social où il doit régler ses comptes avec la société. Cette deuxième justification ne suffit pas non plus à fonder un devoir de l'Etat de punir le coupable, devoir qui correspondrait à un droit du coupable. Car d'une part, le coupable peut à tout moment décider lui-même de rembourser sa dette. Ensuite, il n'est pas évident que la peine soit le seul moyen de rembourser cette dette que l'on aurait contractée envers la victime ou la société. Cette deuxième justification permet tout au plus de justifier un devoir de l'Etat envers le criminel de ne pas l'empêcher de faire les actes nécessaires à sa réintégration sociale ainsi qu'en éventuel devoir de la société de réintégrer le coupable dès lors que celui-ci a fait ce qu'il devait faire.

Une troisième justification repose sur l'idée que la peine a une valeur pédagogique. Si elle consiste certes à infliger une souffrance au coupable,

cette souffrance lui apprend qu'il devra dorénavant orienter sa vie selon la justice. Grâce à elle, il apprend où sont les limites entre le bien et le mal et qu'il faut éviter de faire le mal. La peine sert donc à faire du coupable un homme meilleur. Or chaque homme a le droit de devenir vertueux. Nous ne contesterons bien entendu pas ce droit, mais qu'il nous soit néanmoins permis de dire que la peine n'est pas nécessairement le seul moyen d'amener un criminel vers le bien. Pour le dire très simplement: on peut aussi apprendre sans souffrir. Qui plus est, le coupable peut décider lui-même d'apprendre, sans que l'Etat lui impose l'apprentissage par la peine.

La quatrième et dernière justification est sans nul doute la plus forte. Car contrairement aux trois premières justifications - la deuxième pointant déjà toutefois vers la quatrième -, qui toutes laissent ouvertes la voie d'une initiative émanant du criminel lui-même, la quatrième semble présupposer une action des autres. Si je peux certes me reconnaître moi-même comme un agent rationnel, la reconnaissance par les autres reste néanmoins primordiale. L'enfer, disait Sartre, c'est les autres, et si les autres refusent obstinément de me reconnaître comme un agent rationnel, je finirai probablement moi-même par ne plus me reconnaître comme tel. Cela étant, il semble important de protéger l'individu contre le refus de reconnaissance, et le droit à être puni peut être considéré comme un instrument par lequel l'individu peut imposer aux autres, et en premier lieu à l'Etat, qu'ils l'honorent en tant qu'être rationnel. Nous avons noté que s'il doit certes être admis que chaque être humain a en principe le droit d'être reconnu et honoré en tant qu'être rationnel, la peine n'est pas le seul moyen de procéder à une telle reconnaissance, même dans le cas d'un criminel.

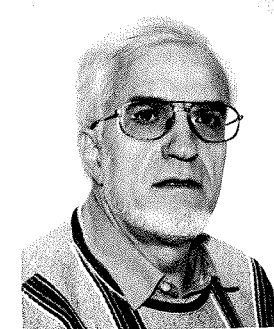
Il semble donc que la justification de la peine par le biais d'un droit positif - un droit à - échoue. Cela ne signifie pas, bien entendu, que la peine soit illégitime, mais tout au plus qu'il faut se rabattre sur d'autres types de justification. Mais cela ne signifie pas non plus que les tentatives de justifier la peine par le recours à un droit positif du coupable ne puissent rien nous apprendre. Elles nous apprennent en effet que dès lors que nous condamnons quelqu'un pour un crime qu'il a commis, nous devons veiller à ce que cette condamnation et la peine qui s'en suit soient aussi utiles pour le condamné lui-même.

Séance du 14 janvier 2008

L'ATHÉISME DEVANT LE PROBLÈME DU MAL

par
Hubert Hausemer

Etudes de philosophie, de français et de grec ancien à Luxembourg, Paris et Tübingen. Thèse de doctorat sur la philosophie de la religion de Karl Rahner. Hubert Hausemer a enseigné la philosophie et le français au Lycée de Garçons à Esch-sur-Alzette ainsi que la déontologie de l'enseignement et l'éthique à l'ISERP (Institut supérieur d'enseignement et de recherche pédagogiques).



Le mal, sous toutes ses formes, est considéré traditionnellement comme un fait majeur susceptible de mettre en difficulté voire carrément en échec toute théodicée. Le mal n'est pas seulement une pièce maîtresse dans l'argumentaire des philosophes athées, mais il figure en bonne position dans les débats du citoyen moyen quand il est question de la religion en général et de l'existence de Dieu en particulier. Le problème du mal est donc tout sauf un thème purement académique. L'exposé tente toutefois de montrer que, contrairement à ces opinions courantes, la fameuse phrase de Georg Büchner : «Warum leide ich? Das ist der Fels des Atheismus», est loin d'être évidente et peut elle aussi être questionnée. Une analyse approfondie de la nature du mal, conduit à la thèse suivant laquelle, au lieu d'être une aporie seulement pour le croyant, le mal constitue pour l'athée aussi une difficulté, différente certes de celle de l'homme religieux, mais non moins insurmontable. Dans la conclusion, la question sera soulevée de savoir s'il est possible d'aboutir à une position philosophique cohérente et raisonnable face au double échec - des théodicées et de l'athéisme - devant le mal.

Table des matières

A. Introduction.....	3
B. Qu'est-ce que l'athéisme?	5
C. Qu'est-ce que le mal?	9
D. Le problème du mal	14
E. L'athéisme (axiologique) devant le mal	15
I. Position du problème.....	15
II. Agir sur les faits	17
1. Agir sur l'Homme	17
2. Changer le monde	20
III. Agir sur le jugement de valeur	23
F. Conclusions.....	26
G. Discussion.....	30
H. Bibliographie	33

L'ATHÉISME DEVANT LE PROBLÈME DU MAL

A. Introduction

D'ordinaire, les philosophes comme le grand public pensent que le mal est un problème et une difficulté en premier lieu sinon exclusivement pour la religion et la théologie. J'ajouterai pour ma part: et plus précisément pour les religions monothéistes, et encore plus spécialement, parmi elles, pour le christianisme, car il y est question d'un Dieu tout-puissant et tout-bon, respectivement d'un Dieu créateur et d'un Dieu-Amour.

Ceci explique que le mal est traditionnellement pour l'athéisme un argument majeur sinon l'argument par excellence contre l'existence d'un tel Dieu. Et même si l'argument du mal a connu sa grande vogue seulement depuis les temps modernes, il ne date pas de ces temps, mais on le trouve tout au long des siècles de la culture occidentale. Sa formalisation logique se trouve déjà chez Epicure (342-270 av. J.-Chr.), du moins à en croire le père de l'Eglise Lactance (250-325) qui, dans son 'De Ira Dei', lui attribue l'argument suivant au chapitre 13 de son traité. L'argument se base sur les deux prédicats de Dieu en jeu et cités plus haut, à savoir la toute-puissance et la toute-bonté, en les combinant deux à deux suivant les deux opérateurs de l'affirmation et de la négation: chacun des prédicats pouvant être vrai ou faux, cela donne les quatre couples suivants, dans la visée de prévention ou d'élimination du mal:

- Si Dieu veut prévenir/éliminer le mal et ne le peut pas, alors il est impuissant et donc pas Dieu.
- Si Dieu ne veut pas prévenir/éliminer le mal mais le peut, alors il est méchant et donc pas Dieu.
- Si Dieu ne veut pas prévenir/éliminer le mal et ne le peut pas, alors il est à la fois impuissant et méchant, et donc a fortiori pas Dieu.
- Enfin: si Dieu veut et peut prévenir/éliminer le mal, il est certes Dieu, mais pourquoi alors y a-t-il le mal?

Cette question est bien sûr rhétorique et signifie que, pour le moins, Dieu n'existe pas.

Sur l'arrière-plan de ce raisonnement, on comprend la fameuse boutade de Stendhal (que Nietzsche d'ailleurs regrettait de ne pas avoir trouvée

lui-même¹): «*La seule excuse de Dieu* (entendons: face au mal), *c'est qu'il n'existe pas.*» Et l'athéisme, fondé sur l'argument du mal, mérite tout à fait d'être appelé, comme le fait Marcel Conche, un «*athéisme axiologique*»², ce qui entraîne que «d'un point de vue moral, je n'ai pas le droit de croire, je ne puis croire en Dieu. Il est donc moralement nécessaire de nier l'existence de Dieu»³.

Inversement, cet argument fait que du côté du croyant, du théologien, de l'homme religieux s'impose ce que depuis le fameux livre de Leibniz, publié en 1710, on appelle «*théodicée*», c'est-à-dire, au sens littéral du terme, une entreprise de justification de Dieu devant le tribunal de la raison humaine. Il faut avouer cependant, c'est du moins mon point de vue, que les arguments proposés par la théodicée sont faibles et insatisfaisants, à tel point que je n'hésite pas à parler d'un échec de la théodicée. Et si une théodicée peut réussir, ce ne peut sans doute être que celle que Kant, dans son essai intitulé «*De l'échec de toutes les tentatives philosophiques en matière de théodicée*» (1791), appelle «*théodicée authentique*» (A 212): c'est celle que Dieu donne lui-même; il l'oppose à la «*théodicée doctrinale*» (ibid.) qui est l'oeuvre de l'homme et de sa raison bien trop limitée pour aboutir à une réussite.

Mais à supposer que les tentatives de théodicée se soient jusqu'ici toutes soldées par un échec, est-ce que pour autant le mal est sans problème pour l'athéisme lui-même, de sorte que, ayant une fois pour toutes liquidé Dieu, il peut passer sans plus à l'ordre du jour? Certes, en éliminant ainsi Dieu, l'athéisme respectivement se débarrasse ou débarrasse les hommes d'un scandale et d'une contradiction, à savoir d'un être prétendument tout-puissant et tout-bon, qui cependant fait souffrir, ou du moins permet que souffrent, ses créatures. C'est toujours cela de gagné, pourrait-on dire. Il reste pourtant à faire une observation toute banale: en éliminant Dieu, on ne fait pas disparaître pour autant le mal; les hommes continuent à souffrir des mêmes maux qu'auparavant.

On imagine sans peine la réponse de l'athéisme: Dieu ayant disparu, le mal qui reste n'est plus un problème théorique de principe, mais devient un problème purement pratique, ou plus précisément, technique, à savoir

¹ *Ecce Homo, Warum ich so klug bin*, § 3.

² Marcel Conche, *Orientation philosophique*, p. 57, PUF, Paris 1990.

³ *ibid.*, p. 55.

comment prévenir, éliminer, ou du moins diminuer, le mal? Cette réponse est tout à fait recevable, mais n'en constitue pas moins, à mes yeux, une solution de facilité qui finalement ne tient pas la route: l'hypothèse que je voudrais développer dans la suite consiste justement à affirmer que l'athéisme lui aussi bute, face au mal, sur des difficultés voire des apories.

Pour le montrer, je procéderai en quatre temps. Il s'agit d'abord de tirer au clair de quoi il est question:

1. Qu'est-ce que l'athéisme dont il est parlé ici?

2. Qu'est-ce que le mal?

3. En quoi exactement le mal pose-t-il problème?

Ensuite, le sujet proprement dit pourra être abordé de front:

4. En quoi le mal pose-t-il plus particulièrement problème à l'athéisme?

Je terminerai sur une conclusion où j'esquisserai une possible issue à une situation qui, comme nous le verrons, semble bloquée, à savoir où théisme⁴ et athéisme semblent tous les deux démunis devant le mal.

B. Qu'est-ce que l'athéisme ?

Cette question est moins incongrue qu'elle ne paraît. D'un point de vue historique, par exemple, mais que je ne vais pas développer ici, le terme est très ambigu: «*athée*» peut tout aussi bien désigner des incroyants que des croyants; rappelons que les premiers chrétiens étaient considérés comme des athées par le monde hellénistique polythéiste⁵. Je me restreindrai ici au sens moderne du terme, c'est-à-dire au sens que le mot a pris depuis les Lumières jusqu'à nos jours, mais presque exclusivement en Occident. Pour nous, «*athéisme*» signifie à première vue: négation de Dieu. Mais cette définition est trop simple et en fin de compte inutilisable; en effet, historiquement du moins, l'athéisme s'est toujours constitué en réaction au théisme, ou plus exactement en rapport avec et contre un certain théisme, et donc aussi en supposant une certaine idée de Dieu ou de la divinité. C'est ce qui explique sans doute que le monothéisme des premiers chrétiens ait pu être apostrophé comme un athéisme par les tenants du polythéisme auquel il s'opposait.

⁴ Le terme «*théisme*» sera utilisé dans la suite comme signifiant simplement le contraire de l'athéisme.

⁵ Voir à ce sujet p. ex. Dominique Folscheid, *L'esprit de l'athéisme et son destin*, La Table Ronde, Paris 2003, surtout la première partie p. 27-202.



L'athéisme dont il sera question dans ce qui suit, c'est justement l'athéisme 'axiologique', basé sur l'argument du mal: «*Notre point d'Archimède est, a été, le fait irrécusable du mal absolu*»⁶, et ce mal absolu, pour Conche, n'est autre que la souffrance des enfants, comme il ressort du titre du premier chapitre de son livre. C'est cet athéisme qu'il s'agit de présenter ici, pour voir quelles sont ses caractéristiques.

Or, le Dieu auquel s'oppose l'athéisme axiologique, c'est le Dieu du christianisme (ou du moins le Dieu supposé être celui du christianisme). Ce Dieu est

- créateur, c'est-à-dire qu'il est, d'une façon ou d'une autre, à l'origine du monde, et en est responsable;
- transcendant, c'est-à-dire différent et 'hors' de sa création;
- tout-puissant, c'est-à-dire capable de créer à partir de rien, donc sans matériau préexistant; de ce fait, sa création dépend de lui;
- tout à fait bon et aimant, ce qui explique l'intention et la raison suffisante de son acte créateur;
- personnel, c'est-à-dire interlocuteur de sa création.

S'opposer à ce Dieu, et précisément sur la base du mal, entraîne pour l'athéisme plus que la simple négation de ce Dieu; l'athéisme axiologique comporte forcément d'autres éléments encore.

Je me rallie pour l'essentiel à la présentation de l'athéisme faite par un athée très en vue actuellement, **André Comte-Sponville**, dans un livre récent: «*Être athée, ce n'est pas nier l'existence de l'absolu; c'est nier sa transcendance, sa spiritualité, sa personnalité – c'est nier que l'absolu soit Dieu (...) Si l'on entend par 'absolu' (...) ce qui existe indépendamment de toute condition, de toute relation ou de tout point de vue – par exemple l'ensemble de toutes les conditions (la nature), de toutes les relations (l'univers), qui englobe aussi tous les points de vue possibles ou réels (la vérité) – on ne voit guère comment on pourrait en nier l'existence: l'ensemble de toutes les conditions est nécessairement inconditionné, l'ensemble de toutes les relations est nécessairement absolu, l'ensemble de tous les points de vue n'en est pas un. C'est ce qu'on peut appeler le naturalisme, l'immanentisme ou le matérialisme. Ces trois positions métaphysiques, sans être toujours identiques, convergent, concernant le sujet qui nous occupe et au moins négativement, sur l'essentiel: elles récusent tout surnaturel, toute transcendance, tout esprit immatériel (donc aussi tout Dieu créateur). Je les fait miennes toutes les trois. La nature est pour moi*

⁶ Cf. Marcel Conche, *op. cit.*, p. 267.

le tout du réel (le surnaturel n'existe pas), et elle existe indépendamment de l'esprit (qu'elle produit, qui ne la produit pas). Il en découle que tout est immanent au Tout (si l'on désigne ainsi, avec une majuscule qui est de convention plutôt que de déférence, l'ensemble de tout ce qui existe ou arrive ...) [Ce Tout] est sans créateur (tout créateur faisant partie du Tout, il ne saurait créer le tout lui-même), sans extérieur, sans exception, sans finalité. C'est ce qu'on peut appeler le réel – l'ensemble des êtres et des événements –, à condition d'y inclure la puissance d'exister et d'agir qui les rend possibles (l'ensemble des causes, point seulement des effets). (...) Que la nature existe avant l'esprit qui la pense, j'en suis convaincu. C'est où le naturalisme, pour moi, mène au matérialisme. Mais l'esprit n'en existe pas moins, ou plutôt cela seul lui permet d'exister. Être matérialiste, au sens philosophique du terme, c'est nier l'indépendance ontologique de l'esprit. Ce n'est pas nier son existence (car alors le matérialisme même deviendrait impensable). L'esprit n'est pas la cause de la nature. Il est son résultat le plus intéressant. (...) Si tout est immanent, l'esprit l'est aussi. Si tout est naturel, la spiritualité l'est aussi. Cela, loin d'interdire la vie spirituelle, la rend possible. Nous sommes au monde, et du monde: l'esprit fait partie de la nature.»⁷

a) Naturalisme

Commentons brièvement les éléments constitutifs de cet athéisme. La principale caractéristique me semble être le naturalisme. Depuis quelque temps, on distingue en philosophie communément différentes formes de naturalisme qui cependant sont reliées entre elles (consulter à ce sujet les ouvrages cités en note⁸):

- naturalisme métaphysique: tout ce qui est, est une partie intégrante de la nature;
- naturalisme ontologique: tout ce qui est, est étudié par les sciences naturelles et donc n'existe que ce qui est objet des sciences naturelles; en fin de compte, ce qui seul existe, ce sont des faits naturels, des choses et des événements qui se livrent à l'observation;
- naturalisme méthodologique: seules les sciences naturelles donnent une connaissance adéquate du réel, c'est-à-dire de la nature;

⁷ André Comte-Sponville, *L'esprit de l'athéisme*, Albin Michel, Paris 2006, p. 148-151.

⁸ Geert Keil – Herbert Schnädelbach (Hrsg.), *Naturalismus*, Suhrkamp, Frankfurt 2000. Bernd Goebel – Anna Maria Hauk – Gerhard Kruip (Hrsg.), *Probleme des Naturalismus*, Mentis, Paderborn 2005.

Ulrich Lülke – Hubert Meisinger – Georg Souvignier (Hrsg.), *Der Mensch – nichts als Natur? Wissenschaftliche Buchgesellschaft, Darmstadt 2007.*

- naturalisme anthropologique: l'homme lui aussi (n') est (qu') une partie du Tout, de la nature; il n'est pas «dans la Nature comme un empire dans un empire»⁹;
- naturalisme éthique: les valeurs, les normes, les devoirs et les interdits ne sont rien d'autre que des faits naturels; il n'y a pas de coupure entre le Sein et le Sollen, entre l'être et le devoir-être, la loi de Hume n'a pas lieu d'être: toute prétendue obligation p. ex. se ramène finalement à la pression des intérêts individuels ou sociaux, à des besoins, à des désirs ou à d'autres motivations biologiques, psychologiques, sociales, culturelles etc.

b) Matérialisme

Une autre caractéristique de l'athéisme, c'est qu'il nie certes Dieu, mais pas l'intellect ou l'esprit, et cela, le texte de Comte-Sponville en fait foi, ne l'empêche pas d'être matérialiste: refuser que l'origine de la nature et du monde soit due à Dieu c'est-à-dire à un pur esprit n'implique pas le refus de l'esprit lui-même, mais le refus de sa priorité temporelle et qualitative sur la matière. Être matérialiste, dans ces conditions, ne veut pas dire, comme c'est le cas pour le matérialisme des Lumières, que toute réalité se ramène à des atomes, mais cela signifie que l'esprit, quelle que soit son importance, dépend de quelque chose de non-spirituel: le supérieur dépend de l'inférieur et s'explique à partir de lui, la nature n'a besoin de rien d'autre pour être expliquée, elle s'explique par elle-même.

c) Immanentisme

Enfin, l'athéisme est immanentiste. Cette caractéristique a un versant évidemment négatif: elle exprime le refus de quelque chose de transcendant, d'extérieur au Tout de l'être. Positivement parlant, il s'agit de voir que ce Tout est infini, mais fermé sur lui-même dans la mesure où il contient tout, il est autosuffisant: tout ce qui est se trouve à l'intérieur de ce Tout. L'immanentisme n'est certes pas nécessairement athée, le panthéisme est dans ce cas, mais l'athéisme est nécessairement immanentiste.

Critique

Cette description de l'athéisme convient tout à fait à l'athéisme axiologique, mais ne lui est pas spécifique, car il lui manque justement ce qui est proprement axiologique, à savoir son enracinement dans la problématique

9 Baruch Spinoza, *Ethique*, Préface à la troisième partie.

du mal. Ce qui a été dit jusqu'ici de l'athéisme suffit pour que face au mal il constate la contradiction entre le Dieu tout-puissant et bon d'un côté et la souffrance des hommes de l'autre; et comme il convient, pour toute contradiction, de la refuser, c'est-à-dire de la refuser en abandonnant un de ses termes, l'athéisme éliminera en l'occurrence le terme 'Dieu'.

Mais ce qui manque pour qu'il y ait athéisme axiologique, c'est d'abord l'indignation, la protestation, la révolte face au mal, le refus non seulement logique, mais moral de Dieu (et bien sûr du mal lui-même). Rappelons-nous la fameuse phrase d'Ivan Karamazov: au regard de la souffrance des enfants, il refuse d'entrer dans le paradis où, dit-on, toute souffrance sera effacée, tout crime pardonné et toute larme séchée. Ivan déclare: «Je me hâte de rendre mon billet d'entrée. Et pour peu que je sois un honnête homme, il est de mon devoir de le rendre le plus longtemps possible à l'avance. C'est ce que je fais. Ce n'est pas Dieu que je n'accepte pas, Aljocha, je ne fais que très respectueusement lui rendre son billet.»¹⁰ A quoi Aljocha répond: «C'est de la rébellion»¹¹, car il a compris qu'en dépit des dénégations d'Ivan, on ne peut pas refuser «l'univers créé par lui»¹² sans du même coup refuser Dieu lui-même.

Il y a un deuxième manque dans l'athéisme présenté plus haut; l'athéisme axiologique comporte un autre élément moral encore: il propose la libération des hommes, non pas dans l'immédiat de leurs souffrances elles-mêmes, mais des fausses explications du mal et par là-même des fausses consolations apportées par la croyance en Dieu, du genre de «l'opium du peuple» selon la fameuse expression de Marx.

C. Qu'est-ce que le mal?

L'essence du mal, voilà encore une prétendue évidence qu'il appartient à la philosophie de lever, de démasquer et de tirer au clair. Il est en effet surprenant de voir à quel point dans l'immense littérature philosophique sur le mal, rares sont les auteurs qui se donnent la peine d'établir une définition en bonne et due forme du mal, c'est-à-dire une définition que les logiciens appellent une définition respectivement en intension ou en compréhension, qui donc indique les caractères essentiels et distinctifs du

10 Fedor Dostoïevski, *Les Frères Karamazov*, Livre Quatrième, chapitre 4.

11 *ibid.*

12 *ibid.*, Livre Quatrième, chapitre 3.

mal. En général, on ne trouve chez eux, comme du reste chez le commun des mortels, qu'une définition en extension, c'est-à-dire par énumération d'exemples, de cas du mal, comme p. ex. la souffrance des innocents, ou encore par la citation des grandes catégories du mal, comme p. ex. le mal physique, moral, métaphysique etc. Il s'agit là d'un genre de définition manifestement insuffisant, car il ne dit pas en quoi exactement ces cas ou ces catégories sont à considérer comme étant des exemples de mal.

La première fois que j'ai trouvé une définition en intension du mal, c'est chez Jules Prussen; j'aurai plus loin l'occasion de revenir encore à lui. La même définition se trouve, bien plus tard, également chez Paul Ricoeur, mais là encore seulement au détour de la subordonnée d'une phrase qui parle d'autre chose¹³. De façon plus explicite et bien en évidence, cette définition figure chez Miklos Vetö¹⁴. Voici enfin cette définition: selon Jules Prussen, le mal consiste dans le «*décalage entre ce qu'il y a et ce qu'il devrait y avoir*»¹⁵, ou bien, dans une formule plus développée, nous lisons sous sa plume: «Fondamentalement, nous l'avons vu, il s'agit [dans le cas du mal] du rapport entre 'ce qui est' et 'ce qui devrait être', entre (pratiquement) ce que nous éprouvons être là, et ce que nous exigeons. Et la métaphysique a son origine naturelle dans l'expérience, au moins provisoire, que ce qui est est le 'ce-qui-devrait-être' exclu, ou nié, ou expressément absent: l'expérience est celle du non-être de ce qui devrait être.»¹⁶

Les termes importants de cette définition sont les suivants:

- décalage: littéralement, une cale a été déplacée, d'où les synonymes pour désigner le mal: déplacement, désaccord, écart, divergence, disproportion;
- être/devoir-être: Prussen présente le mal surtout comme un manque; on pourrait toutefois ajouter, tout en maintenant le terme de décalage: le mal peut être aussi de l'ordre d'un excès;
- exigence: ce terme explique pourquoi il y a décalage; ce dernier existe parce qu'il y a une exigence qui juge l'être, et le juge non-conforme à un devoir-être ou à un ne-pas-devoir-être.

¹³ Paul Ricoeur, *Le Mal. Un défi à la philosophie et à la théologie*, Labor et Fides, Genève 1986, p. 28.

¹⁴ Miklos Vetö, *Le Mal*, L'Harmattan, Paris 2000, p. 7 et 9.

¹⁵ Jules Prussen, *Essais et Conférences*, Luxembourg 1985, p. 226 / *Apologie du Solipsisme*, Luxembourg 1986, p. 65, 267, 314 / *Cours de Théorie de la Connaissance et de Métaphysique*, Luxembourg 1992, p. 15.

¹⁶ *Cours de Théorie de la Connaissance et de la Métaphysique*, p. 129.

L'élément 'exigence' est capital, nous le verrons, pour bien comprendre le mal et le problème du mal. Il montre en effet que, contrairement à ce qu'affirme Comte-Sponville, le mal n'est pas purement et simplement un fait, un fait comme d'autres, à la seule différence qu'il est désagréable: «*Ce qu'on appelle traditionnellement le problème du mal (...) n'est un problème que pour les croyants. Pour les athées, le mal est un fait, qu'il faut reconnaître, affronter, surmonter si l'on peut, mais qu'il n'est guère difficile de comprendre. Le monde n'est pas fait pour nous, ni par nous. Pourquoi correspondrait-il en tout à nos désirs, à nos besoins, à nos exigences? 'Le monde n'est pas une nursery', disait Freud. Et Alain: 'Cette Terre ne nous a rien promis.' L'existence du mal, pour l'athée, va de soi. C'est moins un problème (théorique) qu'un obstacle (pratique) et une évidence.*»¹⁷ Si cependant, comme l'affirme Jules Prussen, et comme le dit Comte-Sponville lui-même, il n'y a de mal que s'il y a exigence, alors le mal ne peut se réduire à un fait, ce serait gravement méconnaître le mal. Il y a plus dans le mal que du factuel, et je voudrais le montrer maintenant rapidement.

Bien sûr, le mal, sous toutes ses formes, n'est pas une illusion, un mauvais rêve, une erreur; il est bien ancré dans le réel, il est quelque chose de réel, mais il n'est pas que cela, il est bien autre chose encore. Dans ce que nous appelons le mal, il y a quatre niveaux ou couches de réalités à distinguer. Prenons comme exemple un enfant qui souffre, de maladie (cf. le fils du juge Othon dans *La Peste* de Camus) ou de maltraitance (comme l'enfant dans les *Frères Karamazov* de Dostoïevski), et peu importe si nous considérons le mal du point de vue de la victime ou de celui de l'observateur.

- Premier niveau: Des faits **observables**, comme p. ex. fièvre, nausée, douleurs dans le cas de maladie, coups et blessures dans le cas de maltraitance. Ces faits cependant ne sont pas en soi déjà un mal, ils sont en soi axiologiquement neutres.
- Deuxième niveau: Ces faits ne sont pourtant pas simplement observés, ils sont vécus, ressentis, et cela spontanément comme quelque chose de négatif, de désagréable: une perturbation, un obstacle, une destruction ... En termes prusseniens, ces faits sont vécus comme le décalage entre ce qui est ici et maintenant et ce qui est le cas normal, ou est du moins jugé comme tel. Ce ressenti s'exprime en général de façon sensible p. ex. par des cris, des pleurs, des gémissements ... A ce niveau, les faits en question seront par la suite appelés **douleurs** (*Schmerzen*, *Schmäerzen*/Wéi). La douleur, telle qu'elle est entendue ici, est vécue de façon strictement

¹⁷ André Comte-Sponville, *op. cit.*, p. 123.

individuelle, car non seulement la douleur d'un individu ne peut pas être ressentie par un autre, mais en plus elle est ressentie par chacun d'une autre manière. Une remarque capitale s'impose ici: contrairement à la terminologie traditionnelle, le terme 'douleur' ne sera pas réservé au mal de nature physique: il peut y avoir douleur à tous les niveaux de l'être humain, physique certes, mais aussi psychique, moral, intellectuel etc.

Mais en général, l'être humain en état de douleur n'en reste pas à ce niveau de douleur, mais passe de suite à un autre plan, celui de la mise en relation entre lui et cette douleur :

– Troisième niveau: Les faits vécus comme des douleurs sont en plus ressentis comme non voulus, subis, imposés, plus ou moins difficiles à supporter voire carrément insupportables. A ce niveau s'ajoute donc à la douleur un jugement psychologique. Et le fait vécu comme contraire à la volonté sera dorénavant appelé **souffrance (Leiden, Leed/Leiden)**. La souffrance s'exprime dans la plainte. En termes prusseniens, la souffrance est le décalage entre ce qui est ici et maintenant et ce que je veux, projette ou souhaite. Comme la douleur, la souffrance peut se manifester à tous les niveaux de l'être humain: ce dont je souffre peut être une rage de dents, mais aussi un affront, mon ignorance etc. Comme la douleur, la souffrance est de nature individuelle: personne ne souffre des mêmes faits ni de la même manière. Mais en tant qu'êtres humains, nous ne nous arrêtons normalement pas à la souffrance :

– Quatrième niveau: Au jugement psychologique, nous ajoutons un jugement moral: nous jugeons le fait en question non seulement comme une douleur, c'est-à-dire comme un dérangement désagréable, ni seulement comme une souffrance, c'est-à-dire comme un empêchement difficile à supporter, mais comme un fait qui ne devrait pas être, comme quelque chose qui est inacceptable, intolérable, injustifiable. Un fait jugé comme ne devant pas être, ou comme devant être tout en n'étant pas, sera dans la suite appelé un **mal (Übel, Iwwel)**. En termes prusseniens, le mal est le décalage entre ce qui est ici et maintenant et ce qui devrait ou ne devrait pas être, entre le Sein et le Sollen ou le Nichtsollen.

A la différence de la douleur et de la souffrance, le mal repose sur ou suppose un jugement moral. De ce fait, le mal vécu s'exprime dans une accusation; en allemand, un jeu de mot est possible: le mal s'exprime non plus dans une 'Klage', mais dans une 'Anklage'. Du fait de ce jugement moral, le mal est non plus de nature individuelle mais universelle: ce qui est jugé comme (ne) devant (pas) être, l'est comme (ne) devant (pas) être ni seulement maintenant, ni seulement ici, ni seulement pour moi ou tel autre, mais pour tous, universellement.

Le mal est-il donc un fait? La réponse est: oui et non. Oui, le mal est un fait dans la mesure où au départ de tout discours sur le mal il y a des faits: maladie, dépression, cruauté, sottise, finitude etc. Mais, encore une fois, de par eux-mêmes, ces faits ne sont que des faits objectifs et axiologiquement neutres. Pour qu'ils deviennent un mal, il faut respectivement un jugement moral ou une exigence qui portent sur eux et les 'transforment' en un mal.

Ce jugement moral et cette exigence posent évidemment deux problèmes, dont le premier ne sera que mentionné ici: le 'devoir-être' ou le 'ne-pas-devoir-être' qui définissent le mal supposent, comme fondement, un système moral. Mais pour mon propos, il n'est pas besoin de développer cette question, il suffit de s'en tenir à la définition du mal. Un second problème par contre se pose, sur lequel il faudra revenir un peu plus loin: face à l'être tel qu'il se présente, est-il nécessaire du tout de poser un jugement de valeur, est-il inévitable de soulever des exigences? En termes prusseniens: l'exigence et le jugement de valeur ne peuvent-ils pas ou ne devraient-ils même pas être abandonnés purement et simplement, le mal disparaissant du même coup? Rendons-nous cependant compte dès maintenant des conséquences et du prix à payer d'une telle entreprise: s'il n'y a plus de mal, alors il n'y a plus que de la souffrance et de la douleur, c'est-à-dire des vécus subjectifs, individuels, relatifs, et des jugements non plus moraux mais simplement affectifs; ce qui alors n'est plus que faussement appelé un mal ne relève plus d'un interdit ou d'un refus catégoriques, mais seulement hypothétiques.

Dans la tradition théologique et philosophique, on avait l'habitude de distinguer différents types de mal; la classification de **Leibniz** est la plus connue:

- mal physique: douleurs, maladies,
- mal moral: la méchanceté (das Böse),
- mal métaphysique: la finitude de l'homme telle qu'elle s'exprime dans l'ignorance et l'erreur, la dépendance et la mort.

On pourrait cependant multiplier les catégories, en ajoutant p. ex. le mal psychologique, le mal esthétique etc. Ces distinctions ne me semblent pas très pertinentes, ne fût-ce que parce que chaque type de mal peutrejaillir sur les autres. Je propose de nous en tenir à **deux grandes catégories du mal** qui ont, de fait, joué dans l'histoire du problème un rôle majeur et se rapportent à l'origine du mal:

- Le mal qui a une origine non-humaine: Dieu ou la Nature; l'exemple paradigmatique en est le 'Désastre de *Lisbonne*' (1755) qui a relancé le

problème du mal. Ce mal contredit le bonheur, l'épanouissement, la réalisation de soi de l'homme.

— Le mal dont l'homme est lui-même l'origine; l'exemple paradigmatique en est 'Auschwitz'. Ce mal viole la dignité de l'homme, son autonomie et son autodétermination.

D. Le problème du mal

Le titre de l'exposé comporte trois mots-clés; deux viennent d'être commentés. Reste à préciser le troisième: en quoi le mal pose-t-il problème? Pourquoi le mal, comme manque ou comme excès, est-il rejeté si violemment? Il me semble que ce qui pose problème dans le cas du mal, c'est son sens, ou plus exactement le fait que, apparemment ou réellement, il est impossible de lui assigner un sens.

Cette affirmation demande une élucidation du concept de sens. Or, celui-ci est d'une polysémie décourageante: pas moins de neuf significations se révèlent au terme d'un rapide survol. Ainsi, par sens, on peut entendre:

- la faculté propre de chaque organe sensoriel: on parlera p. ex. du sens de la vue,
- une affinité particulière pour une certaine réalité: avoir le sens de la musique,
- la direction: sens unique, sens interdit,
- le but ou la finalité p. ex. d'un voyage ou d'une entreprise,
- la fonction, l'utilité de quelque chose,
- la cause ou la raison d'une chose,
- la signification des différents éléments du langage: mots, expressions, phrases ...,
- l'ordre, la loi, la règle: le sens d'un ensemble de choses, d'événements, de processus,
- la valeur, l'importance: le sens de la vie.

Si donc le mal fait problème, c'est qu'une réponse satisfaisante à la question de son pourquoi, de son sens manque, du moins à première vue. Mais que veut dire 'sens' dans ce cas? La question se pose de façon d'autant plus insistante et douloureuse que nous avons devant nos yeux la longue liste des significations de ce mot. Y a-t-il un dénominateur commun entre les neuf significations?

Il me semble qu'on peut répondre par l'affirmative à cette question, à condition de faire abstraction des deux premières significations, qui manifestement n'ont rien à voir avec les autres. Je me rallierai ici à un philosophe juif injustement oublié, Felix **Weltsch** (1885-1964), un ami intime de Franz Kafka. Peu avant sa mort, il avait terminé le manuscrit du livre «Sinn und Leid», dont je vais citer un passage capital: «Der Sinn bedeutet also die Rolle, die ein Element in einer größeren Einheit spielt; die wirkende konstruktive Rolle, ohne welche diese höhere Einheit nicht sein könnte, was sie ist (...) Sinn hat ein Wort, eine Geste, ein Ding, ein Geschehen, wenn es eine umfassendere Einheit, ein höheres Ganzes gibt, in dem dieses Wort, diese Geste, dieses Ding, dieses Geschehen ein konstruktiver Teil ist, ohne welchen dieses höhere Ganze nicht wirksam wäre.»¹⁸ A partir de là se laisse d'ailleurs également éclaircir ce qu'est le contraire du sens, le non-sens:

«So bleibt uns denn als die endgültige Sinnlosigkeit jene, bei der es auch keine Möglichkeit einer höheren Einheit gibt, zu der das betreffende Geschehen ein Fundament sein könnte.»¹⁹

A du sens donc, ce dont l'origine ou l'aboutissement permet de l'intégrer dans un tout, ou bien de le voir comme étant déjà une partie organique, intégrante d'une unité, d'un système (au sens étymologique du terme), d'un contexte, d'un ordre. Ce qui est ainsi reconnu comme ayant un sens a donc trouvé sa place dans un tout, est à sa place, à son *topos* dans un *cosmos*. Le mal, quant à lui, révélerait son sens et sa valeur dans la mesure où il serait intégrable dans un ordre; cet ordre pourrait être conçu comme préexistant, donné, ou bien comme en voie de constitution, en évolution, comme le pense p. ex. Pierre Teilhard de Chardin.

E. L'athéisme (axiologique) devant le mal

I. Position du problème

Rappelons schématiquement le résultat de cette première étape 'phénoménologique':

- Le **mal** est ce qui ne devrait pas être, qui n'a pas de lieu, de place dans le réel, et qui pourtant s'y trouve, qui est inacceptable et injustifiable, qui non seulement n'a pas de sens mais ne peut ni sans doute ne doit en avoir.

¹⁸ Felix Weltsch, *Sinn und Leid*, Philo Verlagsgesellschaft, Berlin 2000, S. 38-39.

¹⁹ *ibid.*, S. 42.

– L'**athéisme axiologique** s'insurge contre ce mal et contre l'existence d'un Dieu créateur, personnel, tout-puissant et tout-bon. Il trouve que l'un ne peut coexister avec l'autre et que donc, comme dans le cas de toute contradiction en bonne et due forme, l'un des termes de la contradiction ne peut être; or, comme le mal (du moins le fait jugé comme un mal) existe de toute évidence, Dieu n'est pas, ne peut être et ne doit pas être.²⁰

Supposons maintenant que l'athéisme dise vrai, que Dieu ait disparu ou soit reconnu comme n'ayant même jamais existé: qu'en est-il alors du mal? Une première réponse tout à fait banale mais non moins vraie consiste à constater qu'alors respectivement le mal et les faits jugés comme étant un mal n'en disparaissent pas pour autant. Certes, l'athéisme axiologique peut se prévaloir d'un résultat non négligeable: avec Dieu disparaît un scandale logique et moral. En effet, un être prétendument parfait, tout-puissant et tout-bon qui serait cependant à l'origine du mal est une sorte de méta-mal; or, l'athée s'en trouve libéré, à la différence du théiste.

Toutefois, même si celui qui en tant que créateur aurait été à l'origine des faits mauvais n'est pas/plus, ces faits subsistent: il y a donc un scandale qui, à première vue du moins, subsiste également. Les faits qui ont conduit à nous débarrasser de Dieu, continuent soit à entraver le bonheur de l'homme (la Nature: Lisbonne), soit à violer sa dignité (l'Homme: Auschwitz). La disparition de Dieu n'entraîne pas, de par elle-même, que des enfants ne tombent plus malades ou ne soient plus maltraités. L'athée doit donc, malgré son apparente victoire sur Dieu, affronter malgré tout le mal, doit y répondre c'est-à-dire prendre position par rapport à la question de son éventuel sens. Quelles sont à cet égard les solutions athées possibles?

La solution athée typique semble être celle de l'élimination du mal, et non pas de la révélation d'un sens du mal. Mais comme il y a dans le mal deux éléments: des faits d'un côté, des jugements de valeur de l'autre, il y a en principe deux méthodes pour éliminer le mal:

– agir sur les faits, c'est-à-dire les éliminer et/ou les prévenir, donc changer le monde, ou dans les termes de la définition du mal: ajuster l'être au devoir-être;

²⁰ L'argumentation pourrait encore être conduite d'une autre manière: un être qui permet ou produit le mal ne peut qu'être lui-même un être mauvais et méchant, dans le cas de Dieu, cela conduit à une contradiction interne: le Dieu prétendument tout-bon serait en même temps méchant, ce qui ne peut être.

– agir sur le jugement de valeur, c'est-à-dire éliminer ou abandonner ce jugement, ou dans les termes de la définition du mal: respectivement ajuster et réduire le devoir-être à l'être.

II. Agir sur les faits

Agir sur les faits signifie principalement agir respectivement sur les causes de ces faits ou sur les responsables de ces faits. Or il y a fondamentalement deux candidats en lice pour cette responsabilité, maintenant que Dieu est écarté: l'Homme et la Nature.

1. Agir sur l'Homme

Les faits jugés comme un mal (dont le paradigme est Auschwitz ou encore l'enfant maltraité dans les Frères Karamazov) sont attribués à l'Homme; pour les prévenir, les faire disparaître ou au moins les modifier, il faut donc agir sur l'Homme pour qu'il ne commette plus le mal. Mais n'est-ce pas une tâche à la **Münchhausen**, ce fameux baron prussien qui s'est sorti lui-même du marécage en se tirant par ses propres cheveux? En effet, la solution du mal envisagée ici consiste à ce que le responsable du mal doit s'empêcher lui-même de continuer à commettre le mal. Je me hâte de préciser, en réponse à une possible objection, que même celui qui n'aurait jamais encore commis de mal ne pourrait malgré tout être sûr d'être à l'abri de toute tentation, ne fût-ce que parce qu'il fait partie du genre humain, et que donc il est vulnérable comme les autres et peut se retrouver dans des conditions et des situations où il est difficile voire impossible de sauvegarder son intégrité morale.

On comprend que l'une des positions athées (mais est-ce une solution?) puisse être le **pessimisme** ou le désespoir anthropologique, selon lequel l'homme est une 'Fehlkonstruktion', une construction manquée, ratée. Je ne citerai qu'un exemple, celui de quelqu'un qui s'est fait connaître comme un anticlérical et athée virulent, Karl-Heinz Deschner. Voici ce qu'il écrit à propos de l'homme:

«Die Geschichte [ist] ein Blutsumpf, ein gigantischer Blutsumpf, das Schandmal der Menschheit. Und am weitesten in der Barbarei haben es die Kulturvölker gebracht.»²¹ «Diese ganze Gesellschaft strotzt vor Lügen und hält sich überhaupt nur lügend aufrecht – bei ihrer zweitausendjährigen 'Erziehung', Herandrillung durch Lügner, Heuchler, Schwachköpfe, durch

²¹ Karl-Heinz Deschner, *Was ich denke*, München 1994, S. 12.

Leute, die doch schlechthin alles, alles Bedeutsame jedenfalls, verfälscht, verdreht, auf den Kopf gestellt haben.»²² «Was soll man tun? Was kann man glauben? Was darf man hoffen? Ich weiß nicht, ich weiß es nicht, ich habe keine Lehre, ich habe keine Theorie, ich habe kein Programm, ich sehe keine Möglichkeiten, ich sehe keinen Ausweg, ich sehe nur das Rad, das sich dreht, das sich dreht, das sich dreht ... Geben wir es doch zu, dass wir alle nichts wissen, dass wir abgewirtschaftet haben, dass wir ausverkauft haben, dass wir fertig sind, dass wir nichts gelernt haben aus der Geschichte, und dass wir nichts lernen können aus ihr. Was ist die Geschichte, die politische Geschichte? Sie ist ein großer Kothaufen fehlgeschlagener Hoffnungen.»²³

La seule conclusion logique et morale qu'on puisse tirer de cette position, c'est le suicide individuel et collectif, donc la destruction de l'humanité. Mais il y a aussi une position athée plus optimiste, appelons-la **humaniste**, selon laquelle il est permis encore de croire en l'homme, à l'instar de ce que Albert Camus écrit tout à la fin de son roman 'La Peste': «Il y a dans les hommes plus de choses à admirer que de choses à mépriser.»

Cette foi en l'homme ne peut cependant pas être affirmée tout simplement et sans plus, il faut la justifier face à l'histoire humaine; il est besoin à cet effet d'une **anthropodicée**, pour montrer que l'homme n'est pas tout entier mauvais et méchant et qu'au moins il est capable de changer, soi-même et les faits jugés mauvais, qu'il est perfectible. Comment procéder? Je voudrais présenter et commenter deux stratégies athées visant respectivement à innocenter l'homme ou à montrer qu'il est digne de confiance.

a) *Anthropodicée*

Si nous supposons acquis le naturalisme, l'homme est un être de nature comme les autres et comme tel soumis aux contraintes des lois de la nature et par là au déterminisme naturel. Cette solution entend ainsi montrer que n'étant pas libre, l'homme n'est pas non plus responsable des maux qu'il cause. Elle se trouve chez bon nombre d'athées, dans la foulée de la découverte, depuis le 18^e siècle, de toujours *nouveaux déterminismes*: déterminisme biologique dans toutes ses formes (mécaniciste, évolutionniste, héréditaire, génétique, neurologique ...), déterminisme socio-économique (p. ex. chez Marx), déterminisme psychologique (Freud) etc. A l'homme est accordée

²² *ibid.*, S. 57.

²³ *ibid.*, S. 28-29.

tout au plus la liberté d'action, tant qu'il n'y a pas trop d'obstacles, mais certainement pas le libre arbitre, la liberté de choix et de décision.

Cette solution n'est en fin de compte cependant qu'une victoire à la Pyrrhus: l'affirmation du déterminisme est certes susceptible d'innocenter l'homme, mais elle entraîne pour celui-ci des conséquences désastreuses:

- L'homme se révèle incapable d'agir sur la base de ses intentions, de sa volonté, de ses projets; comment alors pourrait-il entreprendre d'agir sur les faits mauvais?
- Le déterminisme dépouille l'homme de son statut de sujet éthique, de son autonomie et de sa dignité, donc justement de ce qui a conduit l'athéisme à refuser Dieu.
- En fait, cette solution ramène les deux grands types de mal à un seul: Auschwitz se voit réduit à Lisbonne.

b) *Ratiodicée*

Il reste cependant une stratégie tout à fait différente, presque à l'opposé de la précédente: l'homme est réellement perfectible, il peut évoluer, car il peut être éduqué voire s'éduquer lui-même. Comme l'a dit un humoriste: le chaînon manquant entre le singe et l'homme est tout trouvé, c'est nous, c'est l'homme actuel.

Mais qui entre en ligne de compte pour éduquer l'homme, sinon l'homme lui-même? Et revoilà Münchhausen. Marx en était bien conscient quand il écrivait dans la troisième de ses 'Thèses sur Feuerbach': «[Der] Erzieher muss selbst erzogen werden.» Il semble toutefois que l'athéisme ait un recours: depuis le siècle des Lumières, beaucoup pensent qu'il y a dans l'homme une instance qui peut l'aider à changer, à évoluer, à se perfectionner: la **Raison**.

Mais: la raison n'est pas venue à l'homme seulement au 18^e siècle, comment expliquer les maux des siècles précédents? Si donc on invoque la raison comme solution au problème du mal, il est besoin de montrer que la raison est digne de confiance et capable d'améliorer l'homme, il faut mettre en oeuvre une **ratiodicée**. Une manière d'envisager cette entreprise pourrait consister dans la distinction opérée p. ex. par Karl-Otto Apel entre l'unique raison, la raison fondamentale d'un côté, et les multiples rationalités d'autre part, c'est-à-dire les applications spécialisées de la raison à des domaines variés. La raison serait en quelque sorte l'instance de contrôle et de correction des rationalités.

On peut cependant avoir des doutes sérieux quant au succès de cette opération:

- Qui ou quoi effectuerait cette ratiodicée, sinon la raison elle-même ? Elle serait juge et partie à la fois. Une fois de plus, nous assistons au retour de Münchhausen.
- Cette solution ne fait en réalité que repousser le problème, des rationalités vers la raison elle-même.
- Ensuite, comment rendre compte du fait massif de ce que, par un léger changement du titre du fameux livre d'Adorno et Horkheimer, on pourrait appeler 'La dialectique de la Raison': la compromission de la raison dans le phénomène d'Auschwitz lui-même?
- Enfin, on doit se poser la question si l'on peut vraiment considérer qu'il y a une raison fondamentale à part des rationalités, et pure donc de toutes les dérives de celles-ci au cours des siècles.

En fin de compte, ni l'homme ni la raison ne semblent vraiment dignes de confiance ni réformables, du moins pas par leurs propres forces.

2. Changer le monde

L'homme n'est pas seul responsable du mal, il y a des faits mauvais manifestement produits par la Nature, ce qui d'ailleurs représente une partielle décharge de l'homme. Comme face à l'Homme, l'athée peut également face à la Nature prendre deux positions de principe diamétralement opposées. Et d'abord celle d'un pessimisme cosmique: la Nature est foncièrement mauvaise; pensons à la loi de la jungle: dévorer et être dévoré. Le peu de bien qui provient de la Nature ne compte pas vraiment, de toute façon, tout disparaît en fin de compte, est détruit ou du moins décline et se détériore. «Le mal absolu est sans pourquoi, il est absurdité pure. Il suffit donc à constituer la réalité dans son ensemble comme injustifiable, irraisonnable, absurde.»²⁴ La seule conclusion logique et morale à tirer de cette position serait cette fois-ci le suicide cosmique.

Nous pouvons par contre adopter la position qui consiste à vouloir éliminer le mal naturel ou au moins le diminuer. Mais comme la Nature a déjà été à l'origine de tant de maux, et reste donc susceptible de continuer à le faire, il est besoin de montrer que malgré tout la Nature mérite notre confiance, qu'elle n'est pas irrémédiablement mauvaise: nous devons procéder à une

²⁴ Marcel Conche, *op. cit.*, p. 219.

cosmodicée. Et de nouveau, comme dans le cas de l'anthropodicée, deux tentatives sont ouvertes à l'athéisme:

a) La Nature est en son fond innocente, car elle fonctionne suivant des lois nécessaires incontournables: elle est soumise au *déterminisme naturel*. Mais si tel est le cas, alors il n'y a dans la Nature ni bien ni mal, il n'y a que des faits neutres, posés par la nature, et qu'il serait absurde de juger selon des catégories morales. Qu'en est-il alors toutefois des victimes du mal naturel? Or, comme il n'y a (plus) ni bien ni mal, il n'y a plus de victimes non plus: le fils du juge Othon a la peste, il en meurt à la fin, tout cela, ce ne sont que des faits, et la révolte de Rieux est parfaitement vaine. Il a beau s'écrier: «Je refuserai jusqu'à la mort d'aimer cette création où des enfants sont torturés»²⁵, et Camus de son côté a beau déclarer: «Je continue de lutter contre cet univers où des enfants souffrent et meurent»²⁶, dans les deux cas, ce qui est dit est intrinsèquement absurde. Et quand Camus ajoute quelques lignes plus loin: «Nous ne pouvons pas empêcher peut-être que cette création soit celle où des enfants sont torturés. Mais nous pouvons diminuer le nombre des enfants torturés»²⁷, sa déclaration n'a de sens qu'en dehors d'une position naturaliste. Selon celle-ci, en effet, l'homme fait partie ou même est une partie de la Nature dont le déterminisme ne laisse place qu'à des faits, de telle sorte que non seulement toute révolte est vaine, mais est même en elle-même impossible. Ou bien, pour le dire encore en d'autres termes: toute révolte morale comme tout jugement de valeur ne sont, dans une visée naturaliste, eux-mêmes que des faits naturels, au même titre que les faits qu'ils prétendent juger et refuser, ils n'ont pas d'autre sens et surtout pas de sens authentiquement normatif.

b) Dans une *perspective évolutionniste* et historique, la Nature est elle-même évidemment en évolution, des progrès ne sont pas exclus; et surtout, l'homme peut, semble-t-il, intervenir dans cette évolution et éventuellement en changer le cap. Des maux peuvent être éliminés et/ou prévenus, d'autres peuvent être mis au service de biens plus grands.

Mais nous l'avons déjà vu: dans une optique naturaliste, l'homme ne peut pas vraiment agir de façon intentionnelle et délibérée; quant

²⁵ Albert Camus, *La Peste*, in: Albert Camus, *Théâtre, récits, nouvelles*, Ed. de la Pléiade, Paris 1962, p. 1395.

²⁶ Albert Camus, *L'Incroyant et les Chrétiens*, in: Albert Camus, *Essais*, Ed. de la Pléiade, Paris 1965, p. 372.

²⁷ *ibid.*, p. 374.

à l'instrumentalisation du mal, elle est non seulement inacceptable psychologiquement, mais en plus elle transformerait le mal, ce qui ne devrait absolument pas être, en autre chose, en souffrance et douleur: le mal ne serait plus un mal, serait tolérable sous certaines conditions, et les victimes du mal se trouveraient trahies.

Mais même à supposer qu'il y ait évolution et possible intervention humaine, et que le mal serve à quelque chose, **il reste pour l'athéisme une difficulté qui me semble sans solution**: le mal que des innocents ont subi dans le passé. Non seulement ce mal ne peut pas disparaître ou être annulé, mais il ne peut même d'aucune manière être réparé, alors que dans une perspective théiste ce n'est pas a priori impossible. Kant déjà avait incidemment relevé l'injustice dont souffrent les hommes du passé par rapport à ceux du présent, surtout si l'on suppose une vision évolutionniste des choses:

*«Befremdend bleibt es immer hiebei: dass die älteren Generationen nur scheinen um der späteren willen ihr mühseliges Geschäft zu treiben, um nämlich diesen eine Stufe zu bereiten, von der diese das Bauwerk, welches die Natur zur Absicht hat, höher bringen könnten; und dass doch nur die spätesten das Glück haben sollen, in dem Gebäude zu wohnen, woran eine lange Reihe ihrer Vorfahren (zwar freilich ohne ihre Absicht) gearbeitet hatten, ohne doch selbst an dem Glück, das sie vorbereiteten, Anteil nehmen zu können.»*²⁸

C'est cependant Max Horkheimer qui, déjà dans sa période marxiste et athée, avait amèrement constaté l'injustice, c'est-à-dire le mal qui incombe aux victimes du passé: «Was den Menschen, die untergegangen sind, geschehen ist, heilt keine Zukunft mehr. Sie werden niemals aufgerufen, um in der Ewigkeit beglückt zu werden. Natur und Gesellschaft haben ihr Werk an ihnen getan, und die Vorstellung des Jüngsten Gerichts, in welche die unendliche Sehnsucht von Bedrückten und Sterbenden eingegangen ist, bildet nur einen Überrest des primitiven Denkens, das die nichtige Rolle des Menschen in der Naturgeschichte erkennt und das Universum vermenschlicht»²⁹ (texte datant de 1934). Deux ans plus tard il renchérit: «Alle diese Wünsche nach Ewigkeit und vor allem nach dem Eintritt der universalen Gerechtigkeit und Güte sind dem materialistischen Denker mit dem religiösen, im Gegensatz zur Stumpfheit der positivistischen Haltung,

²⁸ Immanuel Kant, *Ideen zu einer allgemeinen Geschichte in weltbürgerlicher Absicht*, Dritter Satz, 1784, A 391.

²⁹ Max Horkheimer, *Kritische Theorie I*, S. 198.

gemeinsam. Wenn dieser aber bei dem Gedanken, der Wunsch sei ohnehin erfüllt, sich beruhigt, so ist jener von dem Gefühl der grenzenlosen Verlassenheit des Menschen durchdrungen, das die einzige wahre Antwort auf die unmögliche Hoffnung ist»³⁰ (texte datant de 1936).³¹

III. Agir sur le jugement de valeur

Dans cette solution disponible à l'athéisme, agir signifie éliminer le mal de façon absolument radicale: en éliminant le jugement de valeur, en éliminant donc le devoir-être, le Sollen, en ramenant, en réduisant celui-ci à l'être, au Sein, le mal ne disparaît pas matériellement, mais en quelque sorte 'logiquement'. Ou encore en d'autres termes: en démasquant le devoir-être, c'est-à-dire le fameux décalage entre l'être et le devoir-être, comme une erreur voire une illusion, l'idée même du mal s'anéantit. Il ne reste alors plus au monde que l'être: «Seul le réel est réel, qui contient tous les jugements. Comment pourraient-ils le juger absolument?»³² Ajoutons pour plus de précision: Les jugements continuent bien à exister, mais en quelque sorte seulement sous leur aspect de faits; ils perdent leur valeur normative qui est démasquée comme étant de l'ordre de l'erreur. Spinoza, mais aussi le bouddhisme, sont des représentants de cette option.

Dans cette solution athée entre en jeu l'immanentisme de l'athéisme. En effet, si d'après la loi de Hume, le devoir-être ne peut se déduire de l'être, d'où vient-il donc, d'où peut-on le tirer? La seule réponse à la question n'est-elle pas celle de Vittorio Hösle:

«Wenn es aber nicht möglich ist, die Sätze der Ethik auf deskriptive

³⁰ *ibid.*, S. 372.

³¹ Cette préoccupation, le désir d'une justice dont il savait pourtant qu'elle ne serait jamais le cas, du moins pas dans une optique athée, semble avoir poursuivi Horkheimer (1895-1973) toute sa vie. En témoignent ces quelques passages tirés d'une interview donnée par lui à la fin de sa vie, en 1970: «[Theologie ist der] Ausdruck einer Sehnsucht, einer Sehnsucht danach, dass der Mörder nicht über das unschuldige Opfer triumphieren möge (...) [Die Religion] kann aber dem Menschen bewusst machen, dass er ein endliches Wesen ist, dass er leiden und sterben muss; dass aber über dem Leid und dem Tod die Sehnsucht steht, dieses irdische Dasein möge nicht absolut, nicht das Letzte sein (...) [Für die Religion bleibt] die Sehnsucht nach vollendeter Gerechtigkeit. Diese kann in der säkularen Geschichte niemals verwirklicht werden; denn selbst wenn eine bessere Gesellschaft die gegenwärtige soziale Unordnung ablösen würde, wird das vergangene Elend nicht gutgemacht und die Not in der umgebenden Natur nicht aufgehoben.» (Max Horkheimer, *Die Sehnsucht nach dem ganz Anderen. Ein Interview mit Kommentar von Helmut Gunkel*, Hamburg 1970, S. 62, 67, 69).

³² André Comte-Sponville, *op. cit.*, p. 194.

*Sätze zurückzuführen, dann ist das Sittengesetz etwas der Welt Transzendentes.*³³

Or, comme l'athéisme immanentiste nie forcément toute transcendance, il n'y a pas pour lui de véritable devoir-être, celui-ci n'est qu'une construction, illégitime et trompeuse, de l'esprit humain, basée sur un mauvais usage de nos facultés rationnelles cognitives.

Si par contre nous arrivons à atteindre le niveau de connaissance adéquat (Spinoza), si nous renonçons respectivement à l'idée d'un moi substantiel ou à la 'soif' caractéristique de ce moi (bouddhisme), alors nous reconnaissons que

- seul l'être est, le devoir-être n'est qu'un fantasme;
- l'être est ce qu'il est, ni bon ni mauvais, il consiste dans des faits neutres; ce que nous appelons du mal n'est en réalité qu'un fait comme les autres, une fois que nous arrivons à le dépouiller de tout jugement de valeur parfaitement superfétatoire.

Il faut par conséquent renverser notre façon habituelle de penser, comme nous le demande Spinoza: «*Ce n'est pas parce qu'une chose est bonne que nous la désirons, c'est inversement parce que nous la désirons que nous la jugeons bonne.*»³⁴ Il s'agit donc de renoncer à l'idée même de devoir-être et aux jugements de valeur, ce qui, à y regarder de près, revient au naturalisme.

Et en fait il me semble que c'est le naturalisme qui exprime la vérité de l'athéisme. Celui-ci n'est pas encore vraiment lui-même tant qu'il se contente de nier et de refuser Dieu: il est alors plutôt un anti-théisme et se trouve dans une position purement réactive et donc pas autonome. Le véritable athéisme n'est même pas un a-théisme, car il se définit alors de façon négative, par une absence; la version affirmative, constructive de l'athéisme réside à mon avis dans le naturalisme: «*Plutôt que de désirer toujours ce que nous n'avons pas, c'est-à-dire plutôt que d'espérer (...), il s'agit au contraire de désirer ce qui ne manque pas (...), désirer ce qui est. C'est ce que j'appelle une spiritualité libérée du manque (...).* Une spiritualité de la plénitude, ce serait aussi, et peut-être surtout, une spiritualité qui nous permettrait de comprendre et de vivre cette vérité étonnante et simple: que nous sommes déjà sauvés.»³⁵

³³ Vittorio Hösle, *Die Philosophie und die Wissenschaften*, München 1999, S. 201.

³⁴ Baruch Spinoza, op. cit., Troisième partie, Scolie de la Proposition, 9.

³⁵ André Comte-Sponville, *Une spiritualité de l'amour*, in: *Panoramiques* No 64, 2003, p. 138-139.

Cependant, l'athéisme naturaliste et immanentiste bute, face au mal, sur des **difficultés rédhibitoires**:

– Si le naturalisme est vrai, s'il n'y a que de l'être, que des faits et plus de valeurs, alors il n'y a plus non plus de mal. Qu'en est-il alors des victimes de Lisbonne et d'Auschwitz? Ce qu'elles ont vécu et subi, ce n'est alors plus du mal, mais tout au plus des souffrances et des douleurs, c'est-à-dire des états de choses certes désagréables et peut-être même insupportables, mais certainement pas inacceptables. N'est-ce pas une façon de trahir les victimes?

– Comme il faut renoncer aux catégories du bien et du mal, qu'il n'y a plus à distinguer que l'agréable et le désagréable, l'homme se trouve de nouveau, et c'est quand même paradoxal pour un athée, dépouillé de son statut de sujet éthique, de son autonomie comme de sa dignité; il est ramené au stade d'un sujet purement psychologique et sensible.

– Revenons un instant à la première solution athée, à savoir la transformation du monde, de l'homme lui-même, des faits, donc l'ajustement de l'être au devoir-être. Il est évident qu'à prendre au sérieux le naturalisme, cette solution se dissout et se révèle non seulement impossible, mais franchement impensable. En tout cas, il faut que l'athée y renonce si jamais il est tenté par elle, car elle ne fait que créer des douleurs et des souffrances parfaitement superflues, j'ai failli dire qu'elle crée un nouveau mal (se reporter à ce sujet au texte précédemment cité de Comte-Sponville, citation no 35).

– J'ajouterai enfin la critique ou du moins les réserves venant de la part d'un athée, en l'occurrence Jules Prussen, qui, dans les passages que je vais citer, fait preuve une fois de plus de son admirable honnêteté intellectuelle. Alors que Prussen était lui-même plus que tenté par la réduction du devoir-être à l'être pour ainsi éviter le mal et la souffrance, réduction qu'à l'instar des stoïciens il appelait 'le consentement', entendant par là le fait de consentir à l'être tel qu'il se présente au lieu de maintenir certaines exigences et d'en appeler à un devoir-être à la fois chimérique et douloureux, voici cependant ce qu'il écrit:

«*Il y a aussi des exigences auxquelles on ne 'voudrait' pas renoncer: le réel peut renfermer des éléments auxquels on sent qu'il serait immoral de consentir.*»³⁶ «*Il y a non seulement des choses qu'il est difficile d'accueillir – les souffrances de toutes sortes – il y en a qu'il serait, on le sent, immoral d'accueillir.*»³⁷ «*Le programme de Hegel (...) n'est-il pas réduit à l'absurde par un fait tel que Auschwitz? Est-ce une simple faiblesse ou étroitesse de*

³⁶ Jules Prussen, *Cours de Théorie de la Connaissance et de Métaphysique*, Luxembourg 1992, p. 123.

³⁷ *ibid.*, p. 212.

notre raison, de notre intelligence [il s'agit ici sans doute d'une allusion à Spinoza, H. H.], qui fait trouver Auschwitz totalement insupportable³⁸ [dans ma terminologie, ce dernier mot serait 'inacceptable'. H.H.]

J'en conclus que l'athéisme conduit, face au mal, à une situation paradoxale, voire franchement grotesque: L'athéisme commence par congédier Dieu sous prétexte que ce Dieu, face au mal, se révèle comme un être profondément immoral (rappelons-nous à cet égard la fameuse phrase de Stendhal), pour aboutir à congédier d'abord le mal lui-même, et en fin de compte l'homme en tant que sujet éthique. Il semble ainsi se confirmer que la mort de Dieu entraîne avec elle finalement la mort de l'homme lui-même.

F. Conclusions

Je voudrais faire **cinq remarques** pour terminer:

1. Si tout ce qui vient d'être exposé est correct, alors nous nous trouvons devant une situation complexe et paradoxale à la fois:

- Dès le départ, le mal et le respect pour les victimes ont paru rendre le théisme impossible voire même immoral.
- A la fin de la communication, l'athéisme axiologique se révèle comme rendant impossible la notion même de mal et par là même aussi le respect pour les victimes.

Il semble donc que prendre le parti des victimes exclut à la fois Dieu et l'athéisme, interdit de se rallier au théisme aussi bien que de se rallier à son antipode. En plus, il paraît qu'il n'y a pas de tierce possibilité. En effet, l'agnosticisme, auquel on pourrait penser comme possible alternative, ne tient pas devant le problème du mal, du moins pas en ce sens qu'il n'est pas à même, à mon avis, de former le concept même du mal sans prendre parti pour un recours à une transcendance, ce qu'il affirme ne pas pouvoir assumer; de fait donc, même s'il n'adopte pas non plus explicitement, en vertu de sa prudence en matière métaphysique, la position naturaliste, il pratique celle-ci, qu'il le veuille et en soit conscient ou non. Sauf si en âme et conscience il se déclare provisoire et transitoire, l'agnosticisme revient en réalité à l'athéisme.

2. Le débat avec l'athéisme a mis en évidence les véritables enjeux du problème du mal:

- Il y va en premier lieu du concept même du mal: est-il un concept

³⁸ *ibid.* 212-213

authentique, sui generis, qui désigne ce qui ne devrait pas être, ou bien doit-il être réduit aux notions de douleur et de souffrance?

- Le second enjeu, à partir de là, concerne l'éthique tout court: y a-t-il un véritable devoir-être, avec ses valeurs, ses impératifs, devoirs et interdits, ou bien ne s'agit-il là que d'obligations relatives et contextuelles, de conventions, de traditions, de contrats ou de motivations du genre: approbation/réprobation sociale, besoins, désirs, intérêts individuels et sociaux?

- Enfin, troisièmement, l'homme lui-même est un enjeu d'importance quant à son statut: est-il un réel sujet éthique doté d'autonomie et de dignité et placé comme tel devant des décisions concernant le bien ou le mal, ou est-il seulement un sujet sensible et psychologique, n'ayant à faire des choix qu'entre l'agréable ou le désagréable?

3. Revenons au curieux aboutissement auquel a apparemment mené la discussion sur le mal, à savoir que ni le théisme ni l'athéisme ne sont acceptables. Or, ce double rejet est lui aussi inacceptable, au moins à l'égard des victimes du mal: chacun à sa manière est incapable de respecter leur dignité; mais comment assurer alors ce respect? Or, si en philosophie, on tombe sur un dilemme ou une aporie, cela signifie en général qu'il y a un problème en amont, du côté des présupposés de la difficulté.

Dans notre cas, il me semble que nous n'avons pas encore suffisamment analysé la nature propre du problème que pose le mal. Partons de la question suivante: que serait une solution du problème du mal qu'on pourrait juger satisfaisante? Deux réponses sont en tout cas insuffisantes:

- La solution pragmatique ou technique, à savoir l'élimination du mal, est non seulement irréaliste car irréalisable, mais surtout elle ne répond pas à la question du sens du mal.
- La solution naturaliste, à savoir l'évanouissement du concept même du mal par le renoncement aux jugements de valeur, n'est pas recevable, car elle laisse sur la touche elle aussi les victimes.

Seule serait satisfaisante la réponse de nature théorique, qui nous livrerait le bien fondé, le sens du mal. Or, nous avons déjà vu quel est le sens d'un phénomène, d'un fait, d'un acte ou d'un événement: c'est sa place dans un Tout, dans un ordre. Le sens du mal serait trouvé si on pouvait lui assigner une place et un rôle dans le Tout respectivement de l'Être et de la Création. Mais: ce genre de solution est par définition impossible, vu que, par définition, le mal est ce qui ne devrait pas être, c'est-à-dire ce qui par nature est hors de tout ordre, est manque ou excès. Et cette solution serait

en plus immorale, car elle constituerait elle aussi une trahison des victimes, elle serait la preuve que les victimes sont des victimes à juste titre. C'est là sans doute la signification d'une citation que fait Jules Prussen d'une phrase tirée du roman «Efraim» d'Alfred Andersch: «Wer mir Auschwitz erklären möchte, ist mir verdächtig.»³⁹

Le problème du mal est donc un problème paradoxal; toute solution, tout sens qu'on trouverait au mal ferait de lui autre chose que du mal. Toutes les autres questions sont telles que, sans solution, elles sont un mal et créent souffrances et douleurs. Seule la question du mal engendrerait un (nouveau) mal, si elle recevait une réponse. Faut-il donc abandonner la question? Cependant, ne plus poser la question du mal, ce serait encore une façon d'abandonner les victimes, et constituerait donc aussi un mal. La situation semble définitivement inextricable.

4. Il reste que l'analyse du caractère spécifique du problème du mal fait apparaître un présupposé qui mérite d'être regardé de plus près. En effet, nous avons repris, comme allant de soi et donc sans la mettre en question, la conception courante du sens, selon laquelle a un sens:

- ce qui est une partie organique d'un Tout, déjà constitué ou en voie de constitution;
- ce qui a sa place dans un ordre, un cosmos;
- ce qui s'intègre harmonieusement dans un ensemble.

Or, l'échec du théisme comme de l'athéisme me semble un symptôme parmi d'autres que cette idée du sens est inadéquate et doit sans doute être abandonnée, du moins dans le cas du mal. Elle est en effet basée, à son tour, sur des présupposés très lourds, comme:

- il y a un ordre cosmique préexistant ou en voie de constitution,
- Dieu est le maître d'oeuvre de cet ordre, il l'a créé et le maintient en état, comme un suprême horloger.

Avec Paul Ricoeur je voudrais plutôt proposer une autre approche du sens: au mal, dit-il, il faut «donner non une solution, mais une réponse»⁴⁰. Qu'est-ce à dire? Je me permets d'interpréter un peu librement les termes de Ricoeur:

- Par solution il faut entendre: intégrer le mal dans un ordre et par là réduire la question afin finalement de la 'dissoudre' (voir à ce sujet l'expression

³⁹ *ibid.*, p. 213.

⁴⁰ Paul Ricoeur, *op. cit.*, p. 39.

fréquemment utilisée par Jules Prussen: «*retour à la Fraglosigkeit*»⁴¹). Mais la seule façon de donner à la question du mal une solution, de la dissoudre, consisterait à dissoudre le mal lui-même, ce qui est à la fois utopique et immoral, nous l'avons vu.

– Par réponse, il ne faut pas entendre ce qu'on veut dire communément par ce mot, car alors on le réduit à celui de solution. Il faut plutôt recourir à son étymologie: re – spondere signifie promettre, s'engager, garantir en retour. Répondre au mal veut dire, pour la victime comme pour l'observateur, réagir au mal, prendre ses responsabilités (responsabilité et réponse, on le sait, ont la même étymologie).

Pour le tiers, l'observateur, répondre au mal de la victime, signifie se solidariser avec elle, et cela à trois niveaux:

- Au niveau théorique: maintenir coûte que coûte le devoir-être et le concept authentique du mal, et par là reconnaître la victime comme victime, c'est-à-dire comme victime d'un vrai mal. Rappelons que cela demande le recours à une transcendance.
 - Au niveau pratique (éthique): assurer à la victime présence, accompagnement, aide et soutien.
 - Au niveau pragmatique-technique: s'engager en vue de prévenir, de diminuer et d'éliminer le plus possible les faits jugés comme un mal.
- Il va de soi qu'aux niveaux pratique et technique, la collaboration est tout à fait possible et souhaitable entre athées et théistes.

5. Remarque finale: L'athéisme ne peut pas, sérieusement, fournir de réponse au mal au plan théorique; il le peut aux plans pratique et technique, mais seulement de fait, en étant plus ou moins infidèle à ses principes.

Qu'en est-il des théistes? Voici ce qu'en tant que philosophe je puis en dire au stade actuel de mes recherches: s'il y a un Dieu qui, dès l'abord, c'est-à-dire de par sa nature même, se solidarise avec les victimes du mal et exige de ses fidèles d'en faire autant, au sens où la relation active avec les victimes est en même temps une rencontre avec ce Dieu, alors le mal n'est pas nécessairement ni absolument une preuve de sa non-existence.

⁴¹ Jules Prussen, *op. cit.*, p. 29, 121, 212 etc.

G. Discussion

M. Harpes objecte à l'orateur d'avoir mis l'accent trop sur le côté axiologique de l'athéisme, alors qu'en philosophie c'est l'aspect logique qui domine, et en plus semble suffisant: l'athéisme logique est selon Harpes en position de force, dans la mesure où il peut mettre en lumière le caractère autodestructeur du théisme face au mal.

Réponse: Je n'entends en aucun cas nier cette force de l'athéisme, qui est la sienne quand il est en position réactive, critique par rapport au théisme. Mais même alors, sa force n'est peut-être qu'apparente si, comme Paul Weingartner⁴², on montre que tant l'argument d'Epicure que la version simplifiée de cet argument chez Hume sont logiquement invalides. Quant à l'athéisme, dès qu'il s'affirme comme une théorie substantielle, constructive, c'est-à-dire comme un naturalisme immanentiste, tout mon exposé a eu comme visée de montrer qu'alors l'athéisme, axiologique ou non, bute sur des apories et se révèle à son tour autodestructeur.

Madame Carpentier demande si la définition du mal peut avoir un sens dans le cas du mal d'origine non humaine, sauf au prix d'une anthropomorphisation illégitime de la Nature.

Réponse: Je pense qu'évidemment il ne s'agit pas de doter la Nature des mêmes caractères qui sont ceux de l'homme et ainsi de la personnifier. Il me semble néanmoins que la définition du mal peut et doit être maintenue sans qu'on tombe forcément dans l'erreur de l'anthropomorphisme, car le mal naturel, quand il touche l'homme, conduit à la même réaction de révolte et de refus que s'il s'agit d'un mal ayant l'homme pour origine. Pourquoi les souffrances d'un enfant du fait d'une maladie seraient-elles moins inacceptables que celles qui lui seraient infligées par un être humain? Un mal est et reste un mal, quelle que soit son origine; il en serait de même si on comparait le mal fait par un homme irresponsable à celui venant d'un homme en pleine possession de ses moyens. Ce qui change dans les deux cas, ce n'est pas l'essence du mal, donc le jugement de valeur sur le fait en question, mais c'est que dans l'un des cas, il y a un interlocuteur qu'on peut rendre responsable, et pas dans l'autre. Le jugement moral sur ce qui arrive à l'enfant est le même, mais pas les conséquences pratiques à tirer de ce jugement dans l'un et l'autre de ces cas.

⁴² Paul Weingartner, *Evil: Definitions of Different Kinds and the Question whether God wills Evil*, p. 145-169 (ici p. 159-161) in: Paul Weingartner (Hrsg.), *Das Problem des Übels in der Welt*, Peter Lang, Frankfurt 2005.

Ceci dit, comme je l'ai montré, la position athée, en vertu de son naturalisme, est non seulement démunie devant le mal naturel: il ne peut y avoir pour elle que des faits neutres et objectifs; mais elle ne l'est pas moins devant le mal humain: l'homme, étant un être de nature, est tout aussi irresponsable et se révèle finalement être tout aussi peu un interlocuteur que la nature. En plus, la solution apparemment typique de l'athéisme et qui consiste à intervenir dans la nature pour prévenir, diminuer ou abolir le mal est elle aussi vaine, comme nous l'avons vu plus haut. Poussée logiquement jusqu'au bout, la position athée ne pourra être, selon moi, que celle d'un fatalisme amoraliste radical ou celle du suicide déjà évoquée plus haut.

M. Als Athéisme et théodicée

Le mal n'est pas le seul problème du monde, ni même peut-être le principal, ce qui ne l'empêche pas d'être un problème universel. Il concerne tous les êtres humains, mais les uns plus que les autres. Nous tombons malades, nous subissons des douleurs, nous mourons, nous subissons des injustices, des tyrannies, nous perdons des êtres qui nous sont très chers. Nous souffrons. Le mal est parfois dû à notre faute, p. ex. parce que nous menons une vie contraire à la santé, ou une vie contraire à la morale, ou parce que nous nous désintéressons de la politique et en subissons les conséquences.

M. Hausemer a raison, l'on ne voit pas pourquoi la non-existence de Dieu fournirait une réponse à la question du mal – à moins de supposer un monde totalement désordonné, sans but et sans raison. Mais cette dernière hypothèse soulèverait deux questions:

- Quelle serait donc l'origine de ce désordre?
- Pourquoi l'humanité n'en tirerait-elle pas la conclusion logique, qui serait de mettre un terme au mal par un suicide collectif, que l'existence des armes atomiques rendrait aujourd'hui possible?

Mais que constatons-nous? Personne ne songe à cette solution. Il est connu que pendant la guerre, forme extrême du mal, le nombre des suicides diminue. Dans les camps de concentration, mal plus terrible encore, il semble qu'il y ait eu peu de suicides. Enfin, le débat sur l'euthanasie fait apparaître que même dans l'absolue misère physique les gens rechignent à abréger leur vie.

Pourquoi donc ne nous suicidons-nous pas?

La réponse s'impose: Parce que nous considérons la vie comme le plus grand bien auquel nous ne voulons absolument pas renoncer. Le mal n'est

donc pas seul à faire problème, il y a encore une question du bien, et dans leur confrontation, c'est le bien qui l'emporte. Le mal, tel qu'il est présenté par certains athées, ne serait-ce donc pas un problème mal posé?

La vie, malgré le mal, est une chose si gratifiante qu'elle semble un don de Dieu. Si nous ne la tenons pas de Dieu, de qui tiendrions-nous donc ce souverain bien?

L'athéisme n'a pas de réponse. La religion a au moins l'avantage d'en fournir une.

Réponse: *Il n'est pas facile de répondre à un texte qui tient plus du témoignage, et doit être respecté comme tel, que de l'argumentation et de la proposition d'objections. En plus, ce texte aborde des questions qui vont bien au-delà du sujet proprement dit de la communication. Je me bornerai donc à quelques commentaires touchant le propos même de ma conférence.*

Pour maints athées, le monde est effectivement désordonné, et le peu d'ordre qu'on peut y déceler est selon eux dû au hasard. Mais en premier lieu, ce qui fait problème pour eux, ce n'est pas le monde, ordonné ou non, mais le rapport difficile entre l'homme et ce monde: manifestement l'homme n'est pas très bien adapté à ce monde, voilà pourquoi le monde est qualifié justement par eux d'absurde. Et c'est pour eux un aspect du mal.

Quant à la question du suicide, individuel ou collectif voire cosmique, les observations de M. Als sont certes justes. Il n'en reste pas moins que ce n'est pas seulement l'amour de la vie qui peut empêcher ce suicide, mais aussi le manque de courage et également le manque de lucidité. J'ai dit dans ma communication que le suicide était la conclusion logique de certaines positions athées; mais on sait que tout le monde ne pense pas les problèmes ou les idées jusqu'au bout, soit par peur devant la radicalité des conclusions qui seraient alors à tirer, soit par manque de clairvoyance.

Je pense moi aussi qu'il n'y a pas qu'un problème du mal, mais aussi un problème du bien. Cette question serait à traiter, s'il s'agissait de tenter de reconstruire une théodicée. D'un côté en effet, il semble difficile de définir le mal sans référence au bien (l'inverse n'étant pas vrai). D'autre part, en pastichant un peu Thomas d'Aquin: on peut certes demander 'Si Deus est, unde malum?', mais il faut alors aussi poser la question 'Si non est Deus, unde bonum?'.

H. Bibliographie

Remarque préliminaire:

Il n'existe pas, à ma connaissance, d'ouvrage philosophique ou théologique traitant explicitement la question soulevée dans ma conférence, alors que la bibliographie concernant la critique de la théodicée est innombrable. Je ne ferai donc mention ici que des ouvrages effectivement cités.

Albert Camus, Essais, Edition de la Pléiade, Paris 1965

Albert Camus, Théâtre, récits, nouvelles, Edition de la Pléiade, Paris 1962

André Comte-Sponville, L'esprit de l'athéisme, Albin Michel, Paris 2006

André Comte-Sponville, Une spiritualité de l'amour, in: Panoramiques No 64, 2003

Marcel Conche, Orientation philosophique, PUF, Paris 1990

Karl-Heinz Deschner, Was ich denke, München 1994

Fedor Dostoïevski, Les Frères Karamazov

Dominique Folscheid, L'esprit de l'athéisme et son destin, La Table Ronde, Paris 2003

Bernd Goebel – Anna Maria Hauk – Gerhard Kruip (Hrsg.), Probleme des Naturalismus, Mentis, Paderborn 2005

Max Horkheimer, Die Sehnsucht nach dem ganz Anderen. Ein Interview mit Kommentar von Helmut Gumnior, Furche, Hamburg 1970

Max Horkheimer, Kritische Theorie I, Fischer, Frankfurt 1968

Vittorio Hösle, Die Philosophie und die Wissenschaften, Beck, München 1999

Immanuel Kant, Ideen zu einer allgemeinen Geschichte in weltbürgerlicher Absicht

Geert Keil – Herbert Schnädelbach (Hrsg.), Naturalismus, Suhrkamp, Frankfurt 2000

Ulrich Lüke – Hubert Meisinger – Georg Souvignier (Hrsg.), Der Mensch – nichts als Natur? Wissenschaftliche Buchgesellschaft, Darmstadt 2007

Friedrich Nietzsche, Ecce Homo

Jules Prussen, Apologie du Solipsisme, Luxembourg 1986

Jules Prussen, Cours de Théorie de la Connaissance et de Métaphysique, Luxembourg 1992

Jules Prussen, Essais et Conférences, Luxembourg 1985

Paul Ricoeur, Le Mal, Labor et Fides, Genève 1986

Baruch Spinoza, Ethique

Miklos Vetö, Le Mal, L'Harmattan, Paris 2000

Paul Weingartner (Hrsg.), Das Problem des Übels in der Welt, Peter Lang, Frankfurt 2005

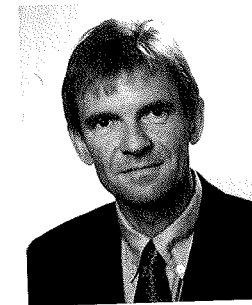
Felix Weltsch, Sinn und Leid, Philo Verlagsgesellschaft, Berlin 2000

Séance du 26 mars 2007

QUELS JUGES VOULONS-NOUS ?

par
Georges Ravarani

Georges Ravarani, né en 1954, a été juge au tribunal d'arrondissement de Luxembourg de 1981 à 1991, avocat de 1992 à 1996 et président du tribunal administratif de 1997 à 2007. Il est actuellement président de la Cour administrative. Il est par ailleurs professeur invité à l'Université du Luxembourg.



S'il est indéniable qu'une justice digne de ce nom ne peut être rendue que par des juges impartiaux, on doit constater qu'aujourd'hui, entraîné par la presse, le citoyen s'intéresse plus aux apparences qu'à la substance et à la motivation des décisions judiciaires. Les exigences démesurées à l'égard du juge concernant les preuves de son impartialité entraînent ce qu'on a appelé «la tyrannie de l'apparence». Or, un juge qui s'investit corps et âme dans la solution d'un litige tout en affichant des convictions fortes, n'est-il pas préférable à un «sphinx» qui dissimule le cas échéant ses préjugés ? S'il est vrai qu'un juge doit être irréprochable tant dans sa vie privée que dans sa vie professionnelle, exiger de lui qu'il ne participe pas à la vie de la cité se révélerait contre-productif. Si l'impartialité du juge peut être remise en question de plus en plus facilement, à terme la confiance du justiciable dans l'une des institutions essentielles d'une démocratie en pâtira. L'indépendance et l'impartialité du juge exigent comme contrepartie qu'il soit soumis à une vraie responsabilité en cas de manquements réels à ses devoirs. Mais là également, à force de faire de la surenchère, on aboutira à ce que le juge se souciera plus de sa propre responsabilité civile que de la solution adéquate des litiges portés devant lui, et là encore, la justice n'en sortira pas grandie.

Table des matières

1. Les devoirs du juge dans sa profession
2. Ses devoirs dans sa vie privée
3. La responsabilité du juge
4. Discussion

QUELS JUGES VOULONS-NOUS ?

«Justice should not only be done, but should manifestly and undoubtedly be seen to be done...»¹

Ces mots ont été prononcés, apparemment pour la première fois, en 1923 par un juge anglais dans une affaire assez banale: Un motocycliste impliqué dans un accident de la circulation fut poursuivi en justice pour conduite dangereuse. Il se révéla ultérieurement que le greffier (*Clerk to the Justices*) était membre de l'étude d'avocats qui avait présenté une demande civile contre lui au cours du procès. Les juges s'étaient retirés, accompagnés du greffier, pour délibérer et étaient retournés pour condamner le motocycliste. Lorsqu'il apprit la qualité du greffier, le motocycliste interjeta appel. Les juges prêtèrent un serment dans lequel ils affirmèrent qu'ils étaient parvenus à leur décision sans en avoir référé à leur greffier. Lord Chief Justice HEWART ne remit pas en question la véracité de ces serments, mais il estima que là n'était pas la question: *«Nothing is to be done which creates even a suspicion that there has been an improper interference with the course of justice.»*

Quelle noble formule, lourde de sens, lourde de conséquences, constamment mise en exergue par la Cour européenne des droits de l'homme qui y a bâti une importante jurisprudence à travers l'article 6, paragraphe 1er de la Convention européenne des droits de l'homme.²

Mais on voit d'emblée, l'accent est mis sur **les apparences, non sur la substance**.

Et l'on peut se demander, effectivement, si, aujourd'hui, les exigences portées par le **monde extérieur** sur la justice ne sont pas essentiellement

¹ Lord HEWART dans l'affaire *Rex vs. Sussex Justices Ex parte McCarthy* 1923.

² article 6, paragraphe 1er de la Convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales, signée à Rome, le 4 novembre 1950: «Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement, publiquement et dans un délai raisonnable, par un tribunal indépendant et impartial, établi par la loi, qui décidera, soit des contestations sur ses droits et obligations de caractère civil, soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle (&).»

focalisées sur les apparences de justice plutôt que sur sa substance. A vrai dire, les apparences, l'accessoire – important, il est vrai, mais accessoire quand-même – éclipsent, engloutissent le principal, à savoir la justice rendue sur le fond.

Le **rapport d'évaluation du Conseil de l'Europe** sur les différents systèmes judiciaires dans les pays membres délivre une note tout à fait honorable aux juridictions administratives luxembourgeoises.³ Pourquoi ? Il y est mis en évidence que les juridictions administratives n'ont pas de retards dans la fixation et l'évacuation des affaires et qu'elles ont un site internet où sont publiées, entre autres, leurs décisions.

Nulle mention de la qualité des jugements et arrêts, de leur contenu, de leur motivation, du fond du droit.

Cela doit quand-même inciter à se poser des questions.

Serait-on vraiment arrivé – même matière de justice – à une étape où être ce n'est rien, mais paraître, ô paraître ?⁴

Il semble malheureusement vrai que le public ne soit pas réellement intéressé par la motivation des décisions juridictionnelles.

Et cela fait du sens: dans un **litige auquel un justiciable est personnellement intéressé**, celui-ci n'est probablement que très marginalement intéressé à la motivation du jugement qui tranche son litige. Ce à quoi il s'intéresse, c'est le résultat. S'il gagne, les juges n'ont fait que confirmer ce qu'il savait déjà lorsqu'il a engagé le procès. Pour paraphraser Jean-Denis Bredin, qu'est-ce que le justiciable exige du droit et des décisions de justice ? Que le droit du moment, que le jugement d'espèce lui donnent raison, qu'ils servent «son» droit. – S'il perd, c'est que les juges n'ont pas réellement compris ou pire, lui sont hostiles. Quelque longue et élaborée que soit la décision, il va faire appel. Et s'il perd à toutes les instances, il caresse l'idée ou brandit la menace d'aller à Strasbourg où, enfin, il obtiendra satisfaction. Le paroxysme de ce

³ v. l'article de A. HENIQUEL, «Les lacunes du service après-vente» paru au *Letzeburger Land* du 13 octobre 2006, p. 2 et s.: «Les juridictions administratives récentes font par contre quasiment un sans faute: communication avec le justiciable correcte, délais respectés.» Il est pareillement souligné qu'au Luxembourg, les juridictions administratives sont les seules à disposer d'un site internet.

⁴ cf. en allemand, «Schein» et «Sein»

phénomène de désintérêt des plaideurs pour la motivation des décisions se manifeste en France où – efficacité oblige – les juges ne livrent très souvent la motivation de leurs jugements qu'une fois que le perdant a interjeté appel.⁵

Le **public en général**, ceux qui n'ont encore jamais eu à mener un procès, réagissent plus ou moins de la même manière.

Les matières civile et administrative n'intéressent en général pas le grand public. Et en **matière pénale**, la seule chose qui intéresse vraiment c'est la condamnation du prévenu. Un acquittement est bien souvent considéré avec méfiance, et tout au plus comme un obscur dysfonctionnement de la justice. Peu importe que ceux qui ont étudié le dossier aient, après des pages et des pages de motivation, trouvé telle ou telle solution, tout le monde sait beaucoup mieux que les juges si le prévenu est coupable ou non. Quel organe de presse, quel commentateur autorisé, quel expert autoproclamé s'est jamais sincèrement plongé dans la motivation des décisions sur la sellette avant de les décrier ?

Et la justice, cette autre «Grande Muette», encaisse. La Justice n'explique pas, elle ne s'explique pas. Il y a rarement bataille de la motivation, mais constamment **bataille de l'opinion**, et celle-là, à coup sûr, est régulièrement perdue par la justice. Le grand paradoxe du désintérêt pour la justice expliquée et comprise va de pair avec une toujours plus **grande sollicitude pour les juges**. A un instant où de multiples instances intermédiaires, autrefois capables d'éviter des litiges à un échelon consensuel, voient contester puis disparaître leur autorité, le public se tourne de plus en plus vers le juge avec des problèmes que celui-ci ne peut simplement pas résoudre à la satisfaction des justiciables. On n'a qu'à penser aux nombreuses batailles engagées en matière de divorce où le juge ne peut que gérer une machine à perdre, où l'on fait de lui le «brasseur de la misère humaine.»

Mais le juge n'échappe pas non plus au phénomène de **remise en question de toute autorité**, quelle qu'elle soit. Au contraire, le public se montre extrêmement critique à son égard.⁶

⁵ S. GUINCHARD et alii, *Droit processuel*, Dalloz 2001, n° 438, p. 546

⁶ Au niveau international, il y a une prise de conscience de ce phénomène par les juges. V. le constat fait par en 2002 par un groupe de présidents de juridictions lors de l'élaboration des «Principes de Bangalore sur la déontologie judiciaire», reproduits in *L'éthique du juge, une approche européenne et internationale*, Dalloz 2003, p. 211 et s.

Il est vrai qu'il a, aux yeux des hommes politiques, une **légitimité** très fragile, si tant est qu'il ait une quelconque légitimité. En tout cas, il ne peut pas se prévaloir d'une élection démocratique.

Est-ce une raison pour, au-delà de sa décision qui déplaît, lui dénier la légitimité de juger autrui ?

Loin de moi l'idée de proposer une sortie du gouffre de la question de la légitimité. Qu'il me soit seulement permis de faire deux remarques qui montrent plutôt que la solution de ce problème n'est peut-être pas pour demain.

D'une part, il existe des systèmes où l'élection des juges est une réalité. Le système est le plus poussé aux **Etats-Unis** où, dans environ la moitié des Etats, les juges sont élus, dans un certain nombre d'entre eux même directement par les citoyens. Un juge de première instance de Pennsylvanie a décrit les problèmes qu'il doit affronter: les élections y ont lieu tous les dix ans. Il faut faire campagne, trouver un parti qui soutient la campagne, lever des fonds. Les plus gros donateurs dans ce genre d'élections sont les avocats qui s'attendent plus tard à des retours. Il y a plus: lorsqu'il fait campagne, le juge doit prendre position sur les thèmes qui intéressent les électeurs: pour ou contre la peine de mort, l'avortement, etc.⁷ – S'il s'écarte plus tard de ces positions, sa légitimité en pâtira ...

D'autre part, même pour ceux qui se font consacrer dans une élection démocratique, les **hommes politiques**, la légitimité est une denrée rare, un parfum volatile: quelle est l'effet la légitimité de celui qui, triomphalement élu pour cinq ans, se trouve après un an au plus bas dans les sondages ? Le problème ne paraît donc pas tellement être celui de la légitimité au moment de l'investiture, mais de conserver celle-ci tout au long du mandat. Et là, on voit une singulière ressemblance entre tous ceux qui exercent un mandat public, qu'il soit électif ou autre: conserver, tout au long de l'exercice du mandat, l'adhésion des citoyens. Or, cette adhésion ne se mesure pas – exclusivement – par des élections périodiques.

Tout comme l'homme politique qui, investi d'un mandat électif, doit pouvoir, s'il veut s'investir dans le bien de la chose publique, prendre des mesures impopulaires sur le moment, tout juge, quelle que soit sa légitimité

⁷ Gary S. GLAZER, *L'élection des juges américains et les problèmes d'éthique*, in *L'éthique du juge: une approche européenne et internationale*, Dalloz 2003, p. 53 et s.

initiale, doit jouir d'une réelle **indépendance**, à la fois du pouvoir politique et du justiciable pendant la durée du mandat dont il est investi, si l'on veut qu'il puisse l'exercer convenablement.

Justement, l'indépendance du juge, est-ce qu'elle est le signe de son pouvoir ou de son devoir ? Peut-il s'enorgueillir de ce qu'il appartient au Troisième Pouvoir ou son indépendance lui rappelle-t-elle, plus modestement, qu'il relève ce qu'on pourrait appeler, d'une manière un brin caricaturale, «**Troisième Devoir**» ?

La nuance n'est pas anodine, elle est de taille. Elle relève de la place de la justice dans une organisation étatique et, au-delà même, de la raison d'être profonde de la fonction de juger. Le juge est-il un organe du pouvoir ou un arbitre ? Doit-il résider dans un pompeux «**Palais**» de justice ou un bureau fonctionnel lui suffirait-il ? La justice doit-elle impressionner, voire faire peur ou doit-elle essayer d'expliquer et de faire comprendre ? Le juge doit-il porter la **robe** ou doit-il se présenter devant le justiciable vêtu sobrement d'un costume civil ? La robe est, historiquement, un vêtement de prêtre: le roi qui, investi de la mission divine de rendre la justice, la délègue à des clercs auxquels il remettait sa robe de pourpre afin, une fois de plus, de légitimer l'exercice de la fonction.⁸ La justice est-elle divine, transcendante du moins, ou est-elle faite par les humains pour les humains ? Si l'on peut comprendre que tous ces attributs extérieurs du Pouvoir sont importants pour la justice pénale, cela vaut-il encore pour la justice civile et la justice administrative ?

Indépendance, oui, pouvoir, oui, mais à quel effet ? Si l'on reconnaît au juge un *pouvoir* juridictionnel et l'*indépendance* – du pouvoir politique, du justiciable – dans l'exercice de ses fonctions, toujours faut-il savoir pourquoi il se voit investi de cette sacrosainte indépendance.

«*Justice must not only be done...*». La formule employée par Lord HEWART ne relève certainement pas de l'aspect «pouvoir» du juge, mais justement de son «devoir». Elle montre justement que l'indépendance n'est pas une fin en soi: elle est tout entière au service de l'**impartialité** du juge. Celui-ci doit être impartial et faire voir, en toute circonstance, qu'il est impartial. L'obligation d'impartialité du juge est consubstantielle à la fonction de juger.

⁸ A. GARAPON, *Bien juger*, éd. Odile Jacob 1997, p. 71 et s.

Seulement, la formule heureuse deviendrait-elle la victime de son succès ? Dans un **monde dominé par l'image**, le regard critique du public, guidé en cela par les médias, ne se focalise d'ailleurs pas sur une quelconque composition anonyme d'une juridiction. Non, le public veut pouvoir mettre un visage sur toute décision de justice. Il veut des noms et s'intéresse de près au juge en tant qu'individu, à sa personnalité. C'est en cela que la notion d'impartialité commence à être chargée d'aspects absolument étrangers à la vraie signification du terme. A force d'être **chargée**, d'être **parasitée**, l'impartialité a perdu sa lisibilité.

Tel **juge qui s'investit dans l'instruction d'un litige**, qui discute avec les plaideurs, qui les confronte avec leurs contradictions, qui déclare d'emblée aux parties, au début de l'audience, qu'il a lu le dossier et qu'il ne le trouve pas convaincant ou qu'il se trouve plus convaincu par la thèse de l'une que par celle de l'autre et les invite à le convaincre du contraire, est-ce qu'il commet le péché mortel, celui du préjugé ? Un sondage parmi les membres du barreau livrerait probablement une majorité écrasante pour le «oui». En réalité, au risque de se fragiliser, le juge donne une chance supplémentaire à celui qui a mal ficelé son dossier.

Là encore, la justice du paraître constitue la solution de facilité: quoi de plus facile pour un juge que de se présenter comme **sphinx insondable** devant les plaideurs, de ne laisser paraître aucun état d'âme.⁹ Est-ce vraiment là une garantie qu'il ne se soit pas forgé une ferme opinion, le cas échéant *ad hominem*, avant même d'avoir pris connaissance du dossier, en d'autres termes, qu'il n'ait pas pré-jugé? «*Dissimuler l'arbitraire, c'est le rendre plus menaçant encore.*»¹⁰

Qu'est-ce qui compte en réalité ? Finalement, ce qui compte, c'est que le juge s'investisse avec **sincérité** et une dose d'enthousiasme dans la solution du litige porté devant lui. Mais voilà des attitudes dont on ne lui saura probablement pas gré et qui risquent même de le rendre suspect. Dans ce

9 L'image de la Justice, femme aux yeux bandés tenant le glaive et la balance, doit être comprise dans sa vraie signification: «Justice is portrayed as blind not because she ignores the fact and circumstances of individual cases but because she shuts her eyes to all considerations extraneous to the particular case.» (Court of Appeal, *Locabail (U.K.) Ltd. vs Bayfield Properties Ltd and others* [2000 1 All E.R. 65 (CA)])

10 V. BOLARD, *L'équité dans la réalisation méthodique du droit privé, Principes pour un exercice rationnel et légitime du pouvoir de juger*, Thèse Paris 2006, n° 28, p. 49

sens, on a pu parler de la «**tyrannie de l'apparence**»¹¹ ou de la «frénésie de la partialité».¹²

Que tolère-t-on de la part du juge ?

Les philosophes les plus autorisés, Montesquieu jusqu'à ses disciples actuels, ont beau exiger du juge qu'il ne soit que la «**bouche de la loi**», en d'autres termes qu'il soit un automate sans opinions ni convictions. Comment peut-il – si tant est qu'il le veuille bien – se cantonner dans ce rôle ? Que doit-il faire si la loi prévoit qu'il faut dénoncer les vices d'une chose vendue dans un *bref délai*, qu'il doit fixer la pension alimentaire en fonction des *besoins* du créancier et des *facultés* du débiteur, qu'il doit déclarer responsable celui qui, par *sa faute*, a causé dommage à autrui ? Si une dizaine de lois instituent, en cas d'insolvabilité du débiteur, des *privilèges* qui ont, tout un chacun, vocation à être le premier en rang et passer avant tous les autres lorsque les avoirs du débiteur ne suffisent pas à désintéresser tous les créanciers. Quelle «bouche de la loi» va apprécier la durée du *bref délai*, les *besoins* de l'un et les *facultés* de l'autre, la *faute* de l'auteur d'un dommage, le rang du *privilège* ?¹³ Le législateur ne peut ni ne veut – les exemples où il reste volontairement flou le prouvent à suffisance – tout prévoir.

Si l'on ne peut dès lors interdire au juge d'interpréter la loi, du moins de doit-il pas opérer, diront quelques-uns, par de spectaculaires revirements

11 P. MARTENS, *Revue trimestrielle des droits de l'homme* 1996, p. 640

12 S. GUINCHARD, *Indépendance et impartialité du juge. Les principes de droit fondamental*, in *L'impartialité du juge et de l'arbitre, Etude de droit comparé*, Bruylant 2006, p. 39

13 Portalis tranche de manière bien réaliste avec cette opinion dans son discours préliminaire sur le projet du code civil: «L'office de la loi est de fixer, par de grandes vues, les maximes générales du droit: d'établir des principes féconds en conséquences, et non descendre dans le détail des questions qui peuvent naître sur chaque matière. C'est au magistrat et au jurisconsulte, pénétrés de l'esprit général des lois, à en diriger l'application. De là, chez toutes les nations policées, on voit toujours se former, à côté du sanctuaire des lois, et sous la surveillance du législateur, un dépôt de maximes, de décisions et de doctrines qui s'épure journellement par la pratique et par le choc des débats judiciaires, qui s'accroît sans cesse de toutes les conséquences acquises, et qui a constamment été regardé comme le vrai supplément de la législation & - Il y a une science pour les législateurs, comme il y en a une pour les magistrats; et l'une ne ressemble pas à l'autre. La science du législateur consiste à trouver dans chaque matière, les principes les plus favorables au bien commun; la science du magistrat est de mettre ces principes en action, de les ramifier, de les étendre, par une application sage et raisonnée, aux hypothèses privées; d'étudier l'esprit de la loi quand la lettre tue, de pas s'exposer au risque d'être, tour à tour, esclave et rebelle, et de désobéir par esprit de servitude.»

de jurisprudence, des choix de société, dans le silence le plus complet de la loi. On peut citer l'exemple du désormais fameux arrêt *PERRUCHE* de la Cour de cassation française qui a reconnu à un enfant né handicapé le droit à être indemnisé du fait même d'être né (handicapé).¹⁴ Ceci étant dit, le législateur s'accommode fort bien de ce développement du droit, en l'absence de tout texte, par la jurisprudence. Ainsi le législateur français a-t-il implicitement reconnu la légitimité du processus en votant, peu après l'arrêt *PERRUCHE*, une loi dite «*anti-PERRUCHE*».¹⁵

On observe par ailleurs la hantise de nombreux plaideurs de se trouver en face d'un juge qui aborderait la solution du litige avec une quelconque **idée préconçue**. Or, avec les idées préconçues, antinomiques à l'impartialité du juge, cela va assez vite dans notre pays.¹⁶ Je dirais même que quelques-uns ont des idées préconçues sur les idées préconçues. Permettez-moi de vous livrer quelques exemples.

Alors qu'en Allemagne et en Italie, pays membres du Conseil de l'Europe et relevant de la juridiction de la Cour européenne des droits de l'homme, l'on estime qu'un juge qui a ordonné une **mesure provisoire** dans une

¹⁴ Cass. fr. ass. plén. 17 novembre 2000, JCP 2000, II, 10438, rapport SARGOS, note F. CHABAS. V. aussi G. BOLARD et S. GUINCHARD, *Le juge dans la cité*, JCP 2002, I, 137, n° 38, qui citent encore l'exemple d'un arrêt de la Convention européenne des droits de l'homme du 26 février 2002 qui, à une majorité de quatre voix contre 3, a refusé d'autoriser l'adoption d'un enfant par des homosexuels (le fait étonnant ayant été, aux yeux des auteurs, la position des trois juges minoritaires).

¹⁵ loi du 4 mars 2002

¹⁶ La jurisprudence luxembourgeoise en matière de respect des obligations découlant de l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme est particulièrement développée, v. J.-C. WIWINIUS, *L'application de l'article 6, paragraphe 1, de la Convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales par les juridictions luxembourgeoises*, Pas. 31, chron. p. 209 et s. Le «standing» de la Convention résulte de la jurisprudence constante reconnaissant aux conventions internationales régulièrement approuvées par une loi une valeur supra-légale (jurisprudence inaugurée par un arrêt de la Cour de cassation du 8 juin 1950, Pas. 15, p. 41 et du Conseil d'Etat du 28 juillet 1951, Pas. 15, p. 263, constamment réaffirmée dans la suite), voire supra-constitutionnelle (v. Cour sup. de justice 5 décembre 2002, n° 337/02: «Les dispositions des articles 82 et 116 de la Constitution ne peuvent être appliquées que si et dans la mesure où elles sont compatibles avec les normes consacrées par les conventions de droit international relatives aux droits de l'homme régulièrement incorporées dans le droit interne et ayant des effets directs dans l'ordre juridique national.»). La loi elle-même n'est pas en reste: l'article 443, 5° du code d'instruction criminelle, introduit par une loi du 5 juillet 1996, permet l'ouverture d'une procédure en révision lorsqu'il résulte d'un arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme rendu en application de la Convention qu'une condamnation pénale a été prononcée en violation de cette convention.

affaire est mieux informé pour participer au jugement au fond¹⁷, notre jurisprudence et, en ce qui concerne les juridictions administratives, la loi interdisent au juge qui a connu de l'affaire à un stade intermédiaire de la procédure de participer au jugement définitif.¹⁸

¹⁷ B. HESS, *L'impartialité du juge en droit allemand*, in *L'impartialité du juge et de l'arbitre, Etude de droit comparé*, Bruylant 2006, p. 165. L'auteur retient à propos de la connaissance anticipée du litige par le juge, p. ex. lorsque le juge du fond ordonne une mesure provisoire, comme une injonction de payer: «&le juge reste compétent pour trancher le litige. Sa connaissance anticipée de l'affaire résulte du même procès, de la même instance. Mais comme le juge statue en référé selon des règles différentes (souvent sans contradictoire), sur la base de moyens de preuve différents, sa décision préliminaire ne comporte aucun préjugé sur le fond. Par conséquent, le droit allemand ne reconnaît aucun doute légitime relatif à l'impartialité du juge concerné dans cette hypothèse.» L'Italie se montre à son tour réticente à l'égard d'un cloisonnement strict entre le provisoire et le fond. Ainsi, l'article 186quater du code de procédure civile dispose que le juge peut ordonner le paiement d'une somme d'argent ou la livraison d'une chose mobilière ou immobilière «dans les limites où il estime la preuve acquise». La mesure a force exécutoire mais peut être révoquée par la décision qui tranchera sur le fond. Il s'agit clairement de situations dans lesquelles le magistrat chargé de juger le litige au fond connaît par avance de l'affaire qui lui est confiée. Le phénomène est d'autant plus remarquable que le jugement définitif sera rendu par ce juge unique; en effet, dans le système italien, le tribunal est habituellement composé d'un magistrat unique. La solution est justifiée par la circonstance que la conviction du juge se forme par étapes. (v. A. SALETTI, *La connaissance anticipée du litige et l'impartialité du juge du fond* in *L'impartialité du juge et de l'arbitre, Etude de droit comparé*, Bruylant 2006, p. 122). Il a été estimé, à ce sujet, que «la thèse, selon laquelle sous prétexte de préserver l'impartialité, la requête ou l'octroi d'une mesure provisoire au cours de l'instance exigerait la substitution successive du juge du fond conduirait d'ailleurs à des résultats inadmissibles, à savoir le démembrement de l'instance, en dépit de toute exigence de rationalité et d'effectivité de la justice civile. Je crois que ces considérations sont bien plus importantes que celles tirées de la distinction (discutable et controversée dans le cas d'une mesure concédée au cours de l'instance) entre la «connaissance sommaire», qui précède l'octroi de la mesure provisoire, et la «connaissance pleine» de l'affaire, sur laquelle le jugement se base.» (G. TARZIA, *L'impartialité du juge et le procès équitable à la lumière de la Constitution italienne*, in *L'impartialité du juge et de l'arbitre, Etude de droit comparé*, Bruylant 2006, p. 113). La jurisprudence belge adopte des solutions similaires (v. *L'impartialité du juge et de l'arbitre, Etude de droit comparé*, Bruylant 2006, avant-propos de J. VAN COMPERNOLLE, p. XII). Le droit français est en sens contraire, v. Cass. fr. ass. plén. 6 novembre 1998, D. 99, I: «& lorsqu'un juge a statué en référé sur une demande tendant à l'attribution d'une provision en raison du caractère non sérieusement contestable d'une obligation, il ne peut ensuite statuer sur le fond du litige afférent à cette obligation.»

¹⁸ Cour d'appel 21 mai 1990, Bulletin F. Laurent n° II/93, p. 122; Feuille de liaison de la Conférence Saint-Yves n° 77, p. 32. L'article 11, paragraphe 7 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives dispose que le juge qui a connu de la demande d'effet suspensif du recours dirigé contre une décision administrative ne peut plus siéger au fond.

Il n'y a aucun problème à ce que le juge qui a refusé la **liberté provisoire** à un détenu ne participe pas au jugement sur sa culpabilité. Il aura pris position, ne serait-ce que de manière provisoire, sur la réalité de l'infraction reprochée au prévenu. Mais pourquoi ne peut-il plus juger de sa culpabilité après lui avoir accordé la liberté provisoire, alors qu'une telle décision ne porte pas sur la culpabilité ou l'innocence du détenu et n'est même pas motivée du tout ?¹⁹

En Allemagne, celui qui sollicite l'**aide juridictionnelle** doit d'abord faire examiner la question de savoir si l'affaire n'est pas manifestement vouée à l'échec. Qui procède à ce test ? Le juge qui connaîtra du fond de l'affaire.²⁰ – En Belgique, une section du Conseil supérieur de la justice est essentiellement occupée à élaborer des **projets et avis** concernant de près ou de loin la justice. Les magistrats membres de ce conseil siègeront plus tard dans des formations appelées à appliquer les textes ainsi avisés. Qu'en est-il chez nous ? La loi prévoit expressément, en ce qui concerne les juridictions administratives, que celui qui a collaboré, à quelque titre que ce soit, à l'élaboration d'un texte, ne saurait siéger plus tard dans une affaire où il est appelé à interpréter ce texte.²¹ Il faut convenir que la création des juridictions administratives luxembourgeoises est une suite directe de l'arrêt *PROCOLA* de la Cour européenne des droits de l'homme du 28 septembre 1995.²² – Il n'est pas inintéressant de constater qu'au sein même de cette juridiction, les excès d'un attachement extrême à la théorie des apparences commencent à être dénoncés: Le Conseil d'Etat français avait eu à connaître d'un acte administratif dans une composition qui comprenait un conseiller qui, ultérieurement au prononcé de l'arrêt, fut nommé secrétaire général au ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie. Dans un arrêt rendu majoritairement le 9 novembre 2006, la Cour européenne des droits de l'homme a conclu à une violation de l'article 6, paragraphe 1er de la Convention en raison du fait que les pourparlers concernant cette nomination avaient, selon toute vraisemblance, commencé au moins un

¹⁹ Consacrant une jurisprudence allant dans ce sens, l'article 64-1 de la loi du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire, introduit par une loi du 16 juin 1989, dispose que les magistrats du siège qui ont antérieurement, comme membres de la chambre du conseil du tribunal d'arrondissement ou de la Cour d'appel, ordonné le renvoi devant la juridiction de fond ou statué sur la mise en liberté du prévenu, ne peuvent, à peine de nullité, concourir au jugement des affaires qu'ils ont instruites

²⁰ B. HESS, *op. et loc. cit.*

²¹ art. 23 de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif

²² Série A, n° 326, req. 14570/89

certain temps avant la délibération de la formation de jugement et que cette circonstance était de nature à faire douter de l'impartialité du Conseil d'Etat, étant donné que le conseiller ayant participé au jugement était pressenti pour exercer des fonctions importantes dans le ministère qui était l'adversaire de la société requérante dans de nombreux litiges importants et qu'il ne pouvait partant pas apparaître comme quelqu'un de neutre à son égard. La majorité de la Cour estimait qu'en l'espèce la requérante ne disposait pas de garanties «contre une éventuelle influence extérieure» du fait des pourparlers concernant la nomination – non encore intervenue au moment de l'arrêt litigieux du Conseil d'Etat – ce qui pouvait «nourrir a posteriori des doutes objectivement fondés quant à l'indépendance et l'impartialité de la formation de jugement à laquelle appartenait l'intéressé.» – Dans une opinion partiellement dissidente, trois juges (la décision ayant été acquise par quatre voix contre trois), se sont plaints d'un «attachement extrême à la théorie des apparences, laquelle pourrait déboucher sur une forme de suspicion généralisée finalement génératrice d'insécurité juridique.»²³

D'aucuns estiment qu'il y a problème lorsqu'un magistrat a clairement pris position, dans une **publication scientifique**, sur un problème juridique susceptible d'être débattu ultérieurement devant lui.²⁴ Ou lorsqu'un juge s'est prononcé dans un **jugement par défaut** et que l'affaire revient chez lui sur opposition relevée par le défendeur défaillant.²⁵ Plus généralement, quelles sont les chances de se trouver devant un tribunal sans *a priori* lorsqu'un plaideur veut renverser une **jurisprudence bien établie** émanant de ce tribunal ?

Que veut-on au juste ? Que le juge soit une **feuille blanche**; qu'il soit sans passé; qu'il ne se soit manifesté en aucune manière avant qu'il ne soit saisi de l'affaire d'espèce ? Une poupée sage, lisse, affable, la tête vide ? A terme n'exige-t-on pas, à vrai dire, un **nouveau juge pour chaque**

²³ CEDH 9 novembre 2006, *SACILOR-LORMINES C/ FRANCE*, req. n° 65411/01

²⁴ E. KRINGS, *Devoirs et servitudes des membres du pouvoir judiciaire*, J.T. 1988, n° 29, p. 495

²⁵ La jurisprudence estime jusqu'à avis contraire que de par son essence, l'opposition tend à provoquer un nouveau jugement et cela par le tribunal même qui a statué, après que celui-ci aura entendu la partie défaillante, de sorte qu'un parti pris des juges siégeant dans l'instance d'opposition n'est pas à craindre, v. Cour d'appel 1er octobre 1987, Pas. 27, p. 150; Cass. 6 janvier 1994, Pas. 29, p. 277. Assez curieusement, en Italie, où l'on n'éprouve pas de difficultés à faire siéger au fond le même juge qui a déjà accordé une mesure provisoire comme le paiement d'une somme d'argent, n'admet pas que l'opposition puisse apparaître devant le même juge que celui qui a rendu le jugement frappé d'opposition (v. A. SALETTI, *op. et loc. cit.*)

nouvelle affaire ? Et, fait paradoxal s'il en est, on préfère apparemment un juge inconnu, imprévisible, à un juge dont la solution qu'il va donner au litige est prévisible. Les auteurs les plus autorisés posent l'équation: convictions personnelles du juge = préjugés du juge. «*Le justiciable doit être protégé contre les convictions personnelles du juge.*»²⁶ Faut-il vraiment se méfier d'un juge qui a des convictions fortes qu'il n'hésite pas à dire et à vivre mais qui est capable et disposé à écouter des arguments qui vont à l'encontre de ces convictions et prêt à changer d'opinion après un débat nourri ? Faut-il lui préférer un juge sans convictions – affichées –, insondable, imprévisible ?

La **confusion** est manifeste: les opinions juridiques du juge, sa jurisprudence à proprement parler, sont suspectées de partialité alors que ses décisions ne sont que **prévisibles**. Alors qu'on s'offusquerait à juste titre de ce qu'il ait une opinion préconçue sur tel et tel individu, avant que la règle juridique ne soit appliquée à celui-ci, on lui reproche d'avoir une opinion prévisible eu égard aux raisonnements juridiques qu'il a précédemment appliqués à son cas.

Nouvel exercice périlleux pour le juge dans le contexte des exigences d'impartialité, dans quelle **langue** va-t-il conduire l'audience, mener les débats ? Lui reprochera-t-on un parti pris lorsqu'il laissera plaider en luxembourgeois un avocat face à un adversaire francophone, s'il laisse s'expliquer en luxembourgeois, voire en allemand, une partie lors d'une visite des lieux, quitte à ce qu'un avocat ne puisse alors pas suivre ces explications ? Qui d'entre nous n'a pas déjà essuyé, dans de pareilles circonstances, des regards indignés, voire des mises au point corsées ? Le terrain est miné. Désormais, le juge se rendra suspect s'il n'autorise pas des plaidoiries en anglais: avec les derniers développements jurisprudentiels de la Cour de justice des Communautés européennes, on est sur le bon chemin ... Quoi qu'il en soit, nous avons réussi le formidable exploit de rendre suspect l'usage de notre propre langue dans notre pays. Serait-ce le produit d'une infériorité autoproclamée du véhicule de nos pensées, reflet de la supériorité d'autres, également largement autoproclamée. Qu'il me soit seulement permis de mentionner que si les jugements au Luxembourg sont rédigés en français, les délibérés se font en luxembourgeois. Certains diront que cela explique bien des choses ...

²⁶ S. GUINCHARD, *op. cit.*, p. 26

Cette tyrannie de l'apparence accompagne le juge non seulement dans la salle d'audience et dans sa fonction de juger proprement dite, mais encore bien au-delà, dans sa **vie publique** voire dans sa **vie privée**.

Pendant combien d'heures par jour un juge est-il juge ? Le temps de l'audience, le temps de sa présence au bureau ou 24 heures sur 24 ?

C'est ce dans contexte que se posent les questions de savoir si un juge peut être membre d'un **parti** ou d'une organisation politiques, d'un *service club*, de telle institution de bienfaisance, s'il peut être marié à un membre du barreau, être lié d'amitié avec de potentiels justiciables.

Là encore, les exigences du public à l'égard du juge sont incommensurables, voire irréalistes.

On exige du juge ni plus ni moins qu'à ce qu'il soit au courant de tout, tout en ne s'occupant de rien. Qu'il vive sur la Lune mais qu'il sache tout ce qui se passe sur Terre. Un être loin des humains mais plein d'humanité. L'on s'offusque volontiers de ce qu'il évolue dans une **tour d'ivoire** mais dès qu'il participe à la vie de la cité, qu'il mène une vie où il entre en contact avec le public, il se rend suspect, on se pose des questions sur son impartialité.

Tel magistrat a publiquement réfléchi sur la question de la simple appartenance d'un magistrat à un **parti politique** en voulant fixer la règle de l'interdiction d'une telle appartenance, tout en étant lui-même membre d'un *service club*. On pourrait tout aussi bien opter pour l'exact contraire de la solution préconisée. Ce qui poserait en réalité problème dans l'un et l'autre cas, ce serait une attitude partisane.

Quant à la question récurrente des **mariages entre juges et avocats**, elle relève de la même problématique. Il est évident que le juge ne siègera pas dans l'affaire plaidée par son conjoint. Mais au-delà, doit-on vraiment supposer que dans des affaires dans lesquelles un avocat n'occupe pas, il va souffler les solutions à son conjoint juge parce qu'il est en de mauvais termes avec tel confrère et son conjoint va prendre la revanche pour lui en faisant perdre les procès à cet avocat ?

Il est vrai que si l'avocat commence à rédiger les jugements de son conjoint juge et si celui-ci se met à rédiger les conclusions de son partenaire, alors il y a problème et il faut que des instances disciplinaires efficaces fassent leur travail.²⁷

Mais de là à affirmer qu'on ne peut plus tolérer le mariage entre avocats et juges il y a un pas qu'il faut se garder de franchir. Il n'est que trop vrai que la problématique est séduisante parce qu'elle permet de jeter impunément et indéfiniment l'opprobre sur la magistrature. Or, il ne s'agit pas, à proprement parler, d'un problème de mariage entre avocats et juges. Qu'on ne se trompe pas, en effet: interdire les mariages entre les juges et les avocats ne résoudra pas le problème de l'impartialité. Quid des **liaisons extra-conjugales**? Là encore priorité au paraître: ceux qui arrivent à cacher leurs relations ne seront pas inquiétés. Où tracer la limite? Qu'en sera-t-il de ceux qui sont simplement liés d'amitié, de ceux qui se rencontrent lors d'un dîner, se retrouvent pour une promenade? Il est évident que les magistrats liés d'amitié avec des avocats qu'ils voient plus ou moins régulièrement sur le plan privé, ne siégeront pas dans les affaires plaidées par ceux-ci. Tout ici est question de tact, de doigté, de délicatesse.

Il n'existe tout simplement pas de solution radicale et définitive à ce problème qui, en réalité ne se résume pas à un problème de mariage entre avocats et juges. Qui, parmi ceux qui ont fait de la question leur cheval de bataille, a

²⁷ S'il est vrai que les magistrats exercent par excellence «des activités spécifiques de l'administration publique, dans la mesure où celle-ci agit comme détentrice de la puissance publique chargée de la sauvegarde des intérêts généraux de l'Etat ou des autres collectivités publiques» (CEDH Grande chambre 8 décembre 1999, Pellegrin, § 66), ce qui les soustrait, en principe, au volet «droits et obligations de caractère civil» au sens de l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales, il n'est pas certain que des sanctions disciplinaires graves, p. ex. celles qui les privent définitivement de leur emploi, n'y rentrent pas, voire ne relèvent pas du volet «accusation en matière pénale», étant donné que la Cour applique trois critères alternatifs en la matière, dont précisément celui de la gravité de la sanction, v. B. LOMBAERT, La Convention européenne des droits de l'homme dans le contentieux de la fonction publique belge, Nemesis-Bruylant 2001, p. 24 et s.; M. ÖNCÜ, La fonction publique et l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme, Nemesis-Bruylant 2004, p. 18 et s.; F. SUDRE et alii, Les grands arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme, PUF 2003, p. 174 et s. Les tribunaux luxembourgeois essaient de suivre le cheminement pour le moins tortueux de la jurisprudence strasbourgeoise en la matière et leur jurisprudence n'est à leur tout pas à l'abri de contradictions (v. en faveur de l'applicabilité de l'article 6, paragraphe 1er de la Convention aux sanctions sévères frappant des fautes graves des fonctionnaires trib. adm. 1er juillet 1999, n° 10936 du rôle, 27 octobre 1999, n° 10680 du rôle, 31 décembre 2003, n° 16307 du rôle; en faveur de l'exclusion de l'applicabilité aux agents publics exerçant une parcelle de la puissance publique, trib. adm. 10 octobre 2001, n° 13266 du rôle).

jamais proposé une **solution praticable**? L'on peut au moins espérer que ceux qui se révéleraient être les plus ardents détracteurs des magistrats ne se vanteraient pas eux-mêmes publiquement d'avoir tel ou tel magistrat comme meilleur ami. S'il subsiste en effet un dernier péché, civil, laïc, non religieux, mais assurément mortel, c'est celui de l'incohérence. Qu'une chose soit claire, au demeurant: les exigences de ceux qui préconiseraient un **cloisonnement total** entre le monde des magistrats et celui des avocats seraient irréalistes, voire, à proprement parler, inhumaines et, en tout cas contre-productives. A combien de débats juridiques fructueux, à quels chocs des idées salutaires donnent régulièrement lieu des rencontres entre magistrats et avocats, que ce soit dans un cadre strictement privé ou dans celui d'associations de juristes!

L'on ne saurait tout simplement exiger du juge qu'il ne soit pas **un homme ou une femme en chair et en os**. Il est évident que le juge doit constamment d'efforcer à se défaire de ses convictions partisans personnelles, qu'il arrive à garder ce que l'on a appelé une «juste distance»²⁸ par rapport aux plaideurs et aux problèmes dont il est saisi. Si le justiciable n'est pas prêt à accepter cette idée, l'impartialité sera toujours une notion parasitée qui conduira à des exigences extrêmes. On a vu, en France, sous le sigle de l'impartialité, récuser un prévenu musulman son juge au motif que celui-ci était juif.

Sur le **plan technique**, le doute systématisé sur l'impartialité du juge peut d'ailleurs très rapidement conduire à des impasses. On n'a qu'à imaginer un plaideur mettre en doute l'impartialité d'une chambre entière d'un petit tribunal ayant, pour le surplus, juridiction sur l'intégralité du territoire. Comme par hasard, c'est le cas du tribunal administratif du Luxembourg. Qu'on appelle cela techniquement **récusation** ou demande de renvoi

²⁸ D. COMMARET, Une juste distance ou réflexions sur l'impartialité du magistrat, D. 1998, chron. p. 262

pour suspicion légitime²⁹, quelqu'un doit statuer sur le reproche formulé. On n'acceptera pas que ce soit la chambre taxée de partielle qui puisse se prononcer elle-même. Va-t-on demander à l'autre chambre du tribunal de s'y prononcer ? Mais allons donc ! Restons sérieux ! Ils sont collègues, ils ont des bureaux qui se jouxtent, ils se connaissent bien, trop bien ... On va les récuser à leur tour. Pour la Cour administrative, qui n'a même pas deux chambres, le tour est joué encore plus rapidement. Elle ne trouvera personne – hormis elle-même – pour connaître du problème. Va-t-on délocaliser le litige à Metz, à Trèves ou à Arlon ?

Tel avocat peu scrupuleux maniera avec habileté l'arme absolue de la récusation. Car, en réalité **le juge récusé est piégé**, quelle que soit l'issue de la procédure de récusation. A supposer que la demande de récusation soit rejetée comme non fondée, comment le juge blanchi pourrait-il donner des gages de son impartialité ? Il n'y a pas de miracle à ce que tel avocat se soit félicité du comportement impeccable pour ne pas dire prévenant d'un juge qu'il avait auparavant vainement récusé et du résultat inespéré du litige. Preuve par quatre de l'«impartialité» du juge ! Un autre juge contre lequel une procédure de récusation avait échoué s'est ensuite volontairement départi.³⁰

²⁹ Pour la distinction entre récusation et demande de renvoi pour suspicion légitime, v. p. ex. Cour d'appel 4 décembre 2002, PROCUREUR D'ETAT et Me HAMILIUS c/ CREDITANSTALT AG: la suspicion légitime n'est expressément prévue qu'en matière pénale (art. 542 c.i.c.). Il est cependant admis que les demandes de renvoi (d'un tribunal à l'autre) peuvent également avoir lieu en matière civile. La Cour de cassation est compétente en la matière. La demande de récusation collective, c'est-à-dire dirigée contre un tribunal entier, est à assimiler à une demande de renvoi pour suspicion légitime. Si les récusations individuelles, c'est-à-dire visant nommément un ou plusieurs magistrats appelés à connaître de l'affaire, sont dirigées contre tous les magistrats composant la juridiction saisie, ou visent un nombre tel de magistrats que cette juridiction ne puisse plus se constituer, il n'y a plus récusations proprement dites, mais motif de renvoi à une autre juridiction, pour cause de suspicion légitime. La Cour a alors examiné, après le tribunal (composé d'autres magistrats que ceux qui faisaient l'objet de la récusation) les demandes de récusation (identiques) dirigées individuellement contre les membres de la chambre du tribunal saisie du litige au fond.

³⁰ Dans un jugement du 15 janvier 2002, n° 14/02, le tribunal d'arrondissement de Luxembourg avait déclaré recevable et admissible la demande de récusation dirigée contre un juge et invité celui-ci à prendre position sur les reproches dirigés contre lui. Le juge en question répondit de manière circonstanciée aux reproches de partialité formulés à son encontre tout en informant le tribunal de sa résolution de se déporter de toute manière si l'affaire devait réapparaître devant la chambre à laquelle il appartenait. Il expliqua qu'il ne se sentirait plus libre à l'égard des prévenus qui lui avaient adressé ce reproche, quelle que fût par ailleurs la décision qu'il serait amené à prendre en collégialité avec les juges siégeant avec lui.

On voit, celui qui invoque la partialité du juge est gagnant à tous les tours.

La **surenchère** des insinuations et les continuelles remises en cause de l'impartialité du juge ébranleront, à terme, l'indispensable **confiance du justiciable** dans une des institutions essentielles du pays, ce qui a de quoi inquiéter.

Tout ceci ne veut absolument pas dire que le juge ne doit pas être **vigilant** à tous les niveaux et s'efforcer de rendre une justice de qualité dans des délais rapprochés. Pour y parvenir, il doit se remettre continuellement en cause, ne pas se reposer sur ses certitudes.

L'autorité lui est conférée par la loi; le respect, il doit le conquérir chaque jour à nouveau.

Ceci comporte, parmi d'autres choses, qu'il reste à l'affût et se retire dès lors qu'on peut à juste titre mettre en doute son impartialité, subjective ou objective.

Il faut, comme quelqu'un l'a résumé en un seul mot, que le juge soit **inquiet**.

Ceci étant dit, peut-être ne suffit-il pas d'être moralement inquiet. Peut-on réellement se contenter d'une **responsabilité morale** du juge qui n'aurait à répondre que devant sa conscience ? Sa mauvaise conscience suffirait à réguler sa conduite. «*Mais cela requiert un héroïsme et un sens moral qu'il n'y a pas lieu de présumer dans un degré de concentration plus dense chez les magistrats que chez les autres hommes.*»³¹

Si nous voulons des juges responsables, il faudrait peut-être qu'ils puissent également engager leur **responsabilité** à propos de leurs actions.

Nous avons au Luxembourg un système très élaboré de responsabilité civile de l'Etat du fait du fonctionnement defectueux de ses services judiciaires.³² A l'instar du fameux article 1382 du code civil, la moindre faute, la faute plus légère commise dans ce domaine engage la responsabilité

³¹ M.-A. FRISON-ROCHE, *La responsabilité des magistrats: l'évolution d'une idée*, JCP 1999, I, 174, n° 43

³² Art. 1er, al. 1er de la loi du 1er septembre 1988 sur la responsabilité de l'Etat et des collectivités publiques

de l'Etat. Même les jugements erronés qui causent préjudice peuvent engager la responsabilité de l'Etat.

Mais il n'y a pas de responsabilité personnelle du juge. Hormis la **prise à partie**, extrêmement rare et difficile à mettre en œuvre, il n'y a aucune responsabilité civile personnelle du juge pour les fautes commises dans l'exercice de ses fonctions.

Est-il vraiment téméraire de postuler que, dans l'absolu, la responsabilité des magistrats devrait être une responsabilité de droit commun, comme celle des autres professionnels ? N'est-il pas un fait que l'élément régulateur par excellence d'une profession est, au-delà des responsabilités disciplinaires (élément régulateur essentiellement interne à la profession et n'associant pas la victime de comportements répréhensibles) et pénale (lacuneuse en ce qu'elle n'appréhende que les comportements très graves), la **responsabilité civile personnelle** qui affecte directement le patrimoine du professionnel. Une telle responsabilité, qui paraît indispensable dans un régime caractérisé par la liberté individuelle, et surtout par rapport à des professions marquées par l'indépendance de ceux qui les exercent, fait pratiquement défaut chez ceux qui « distribuent » les responsabilités, ordonnent des réparations, défont des carrières.

Il n'est donc que trop évident que sur le vif, l'instauration de cette responsabilité de droit commun devrait trouver de nombreux adeptes³³, surtout en dehors du corps de la magistrature.

Bien entendu, les magistrats résistent.

Ils avancent p. ex. que **l'activité de juger comporte de nombreux aléas**, que l'erreur fait partie de l'acte de juger. Or, cet argument ne semble pas tout à fait décisif, étant donné qu'il y a d'autres professions où la prise de risques, l'incertitude de la voie choisie, fait à son tour partie du métier. On pense avant tout aux médecins, voire aux architectes. — Or, on n'a qu'à voir la situation d'un médecin qui est de service lors d'une urgence hospitalière, et qui doit prendre des décisions d'une extrême importance dans des laps de temps excessivement courts. La jurisprudence lui concède-t-elle pour autant le droit à l'erreur ?

³³ v. p. ex. P. OUDOT, *Récapitulatifs sur la responsabilité civile des principaux acteurs du procès*, in *Liber amicorum en l'honneur de Raymond Martin*, Bruylant 2004, p. 28, n° 5

Concernant les aléas de la fonction, on pourrait être tenté de souligner que l'activité juridictionnelle diffère foncièrement des autres activités professionnelles en ce qu'elle est reconnue par le législateur comme aléatoire et engendrant des erreurs, des voies de recours contre les jugements étant organisées. — Ne faut-il pas répondre que les **voies de recours** sont avant tout destinées à réparer les erreurs et à prévenir des dommages causés par ces erreurs, mais qu'elles n'enlèvent pas le caractère fautif aux erreurs qui causent néanmoins un préjudice ?

L'institution d'une responsabilité personnelle du magistrat compromettrait-elle son **indépendance** ? C'est plutôt le contraire, la responsabilité est la contrepartie de son indépendance. Indépendance ne veut pas dire irresponsabilité.

Quoi qu'il en soit, en envisageant l'institution d'une responsabilité civile personnelle des magistrats du fait de leur fonction juridictionnelle, on se heurte malgré tout à des **problèmes graves**.

On ne doit pas, dans ce contexte, s'arrêter au constat, qui a sa part de vérité, que **les juges sont les juges des juges**, et au danger de voir se développer à l'égard du comportement des magistrats une jurisprudence plus indulgente que par rapport aux autres justiciables, et cela quels que soient les textes qui régissent la matière. A bien y réfléchir, cela se retrouve encore chez d'autres professions, étant donné la pratique judiciaire de recourir largement à l'avis d'experts — médecins, architectes, etc. — en matière de responsabilité professionnelle.

D'autres objections paraissent engendrer de véritables problèmes de fond.

Il y a le problème de la **collégialité** liée au secret du délibéré. Quid, par ailleurs, si la décision, comme la détention provisoire, est l'enchaînement d'actes successifs, réquisition du ministère public, décision du juge d'instruction, puis de la chambre du conseil ? En tout cas, si on met en cause la responsabilité personnelle des magistrats, ils ne doivent pas être prisonniers de la collégialité, et il faudrait mettre en place un système dans lequel ils puissent démontrer, dans un procès en responsabilité, quelle a été leur attitude individuelle. Alternativement, il faudrait émousser la règle du secret du délibéré en leur permettant, comme dans d'autres systèmes juridiques, de formuler des opinions divergentes.

Il y a le danger de voir la **jurisprudence** se figer, par peur de tentatives de revirements censurés, exposant les auteurs de voies inexplorées à des actions en responsabilité personnelle.³⁴ «*Vouloir changer la jurisprudence relèverait alors d'une sorte de martyre ...*»³⁵ On arriverait encore à la situation peu satisfaisante dans laquelle seuls les magistrats en haut de la hiérarchie, qui ont le dernier mot à dire, échapperaient, vu l'intangibilité de la chose jugée, à la mise en cause de leur responsabilité.³⁶

L'institution d'une **assurance obligatoire** pourrait encore constituer une piste à explorer, mais n'aboutirait-elle pas, en fin de compte, à «dérresponsabiliser» à nouveau les juges ?³⁷ En effet, qui supporterait le coût d'une telle assurance ? Si une telle assurance était obligatoire, à terme, elle serait prise en considération pour le calcul du traitement des magistrats, et le montant de la prime ferait partie, d'une certaine manière, de ce traitement, de sorte qu'elle serait prise en charge, indirectement, par l'Etat. De cette façon, la responsabilité civile des magistrats serait, en fait prise en charge par l'Etat. De plus, l'Etat étant son propre assureur, pourquoi exiger alors une assurance à conclure auprès d'une compagnie d'assurance ? N'a-t-on pas souligné, à bon droit semble-t-il, qu'en la matière, «*nos concitoyens n'attendent pas la condamnation d'un magistrat à une réparation financière qui serait, en fin de compte, diluée dans l'assurance; ils demandent au contraire que des magistrats responsables rendent des décisions dont ils peuvent être amenés à répondre devant l'autorité compétente.*»³⁸

En raison de toutes ces difficultés, pour éviter que tout procès se solde par le procès du juge, on pourrait alors arriver à convaincre d'aucuns qu'un système permettant au justiciable de rechercher **directement** la responsabilité civile personnelle du juge serait une voie qui ne présenterait pas que des avantages.

³⁴ On est allé jusqu'à proposer la création d'un fonds d'indemnisation pour les victimes de revirements jurisprudentiels

³⁵ M.-A. FRISON-ROCHE, *op. cit.*, n° 56

³⁶ exception faite des conséquences d'un recours exercé devant la Cour européenne des droits de l'homme

³⁷ P. OUDOT, *op. cit.*, p. 29, n° 5

³⁸ J.-Cl. MAGENDIE, *La responsabilité des magistrats: contribution à une réflexion apaisée*, D. 2005, chr. p. 2419

Mais, diront les détracteurs des juges, il faudrait au moins prévoir une **action récursoire** de l'Etat condamné pour fonctionnement défectueux de ses services judiciaires largement ouverte, voire systématique, contre le juge qui est à l'origine de ce fonctionnement défectueux.

Dans ce contexte, cela vaut la peine de se demander à qui il faut **comparer** les magistrats. Peut-on les comparer aux médecins, aux avocats, aux architectes ? Il est vrai qu'à l'égal de ceux-ci, ils ont une grande liberté d'action, vu leur indépendance, élément essentiel de leur statut. Mais il ne faut rien exagérer. Concernant les professions libérales, le client a en général une relation contractuelle de confiance avec ceux qui relèvent de cette dernière catégorie, tandis que le magistrat est un agent de l'Etat qu'on ne se choisit pas et avec lequel l'entrée en contact n'est pas forcément volontaire, surtout en matière pénale. De plus, le montant total des condamnations prononcées par un juge au cours d'une année est hors de proportion avec son salaire annuel.

Et puisqu'on parle salaire, ne faut-il pas plutôt comparer les juges avec les **salariés** ? Or la loi ne permet un recours du patron contre le salarié qu'en cas de négligence grave de celui-ci.³⁹

Un système qui permettrait d'engager la responsabilité de l'Etat du fait du fonctionnement défectueux de ses services judiciaires, basé sur la faute légère, d'ores et déjà réalisé, complété, non par une responsabilité civile directe des magistrats du fait de leur fonction juridictionnelle, envers les justiciables, mais par une **action récursoire de l'Etat** en cas de faute lourde, réaliserait peut-être un équilibre de tous les intérêts contradictoires en lice. Il faudrait s'attacher, non aux erreurs d'appréciation contenues dans les jugements, mais à la méconnaissance préjudiciable de règles procédurales.

Quels juges voulons-nous ? Des juges compétents, impartiaux, inquiets et responsables. Mais si les juges inquiets finissaient par s'inquiéter plus des conséquences personnelles de leurs décisions que des implications pour les parties, l'objectif d'une justice acceptable et acceptée, pourtant recherché par tous, serait singulièrement compromis.

Pour terminer, j'espère que ceux qui font le procès à la Justice se montreront à leur tour impartiaux et la feront bénéficier d'un procès équitable !

³⁹ article 121-9 du code du travail

Discussion

Président: Je pense qu'un exposé aussi riche que celui que notre confrère Georges Ravarani vient de nous présenter ce soir doit donner lieu à des observations et à des questions, et je vous donne très volontiers la parole.

Marc Elvinger: Que pensez-vous des propositions actuelles de l'institution d'un conseil national de la magistrature ou d'une institution de ce type ?

Georges Ravarani: *Alors, si vous voulez bien, je sens comme une certaine obligation de réserve: je ne vais pas vous fournir mon sentiment personnel mais je veux vous mettre très sommairement au courant de ce qui se passe dans ce cadre. Je fais partie de cette Conférence Nationale de la Justice qui a été mise en place par le Ministre de la Justice où il y a cinq groupes: il y a parmi ceux-ci un groupe institutionnel qui a été mis en place et qui a réfléchi, voire proposé, la mise en place d'un Conseil national de la justice, composé paritairement ou non, de magistrats d'une part et de personnes issues, disons, du monde civil d'autre part, et ce Conseil national de la justice aurait de très larges compétences. Il serait responsable du recrutement des magistrats, de leur nomination, de leur promotion, de leur discipline et il serait souverain dans ce sens que le ministre de la Justice n'aurait, ni pour les magistrats du siège ni même pour les membres du parquet, plus aucun pouvoir de décision personnel concernant leur nomination. Celle-ci interviendrait toujours par arrêté grand-ducal mais le gouvernement n'aurait plus de compétence propre en la matière. Toutes ces questions relèveraient de ce Conseil national de la justice. Il s'agirait d'une réforme de taille, qui nécessiterait évidemment aussi une modification de la Constitution.*

Norbert Campagna: Je veux aborder trois sujets qui n'ont pas été directement abordés par votre conférence:

1. Qu'est-ce que vous pensez de l'instauration d'un système de jury populaire ou disons d'un système de jury qui transmet la question de fait à un juge qui ensuite aurait à décider de l'application du droit à l'affaire? Est-ce que ce ne serait pas là au fond un moyen de concilier les deux systèmes du moins dans le cadre du droit pénal, peut-être pas pour certaines questions assez techniques du droit fiscal ou je ne sais quoi d'autre. Donc la première question: Est-ce que vous voyez la possibilité d'instaurer un tel

système aussi au Luxembourg? Est-ce que ça vous paraîtrait prometteur pour résoudre quelques-uns des problèmes que vous avez abordés ?

2. Dans le cadre du droit romain impérial il y avait la procédure du référé, c'est-à-dire lorsque le juge ne savait pas comment trancher la question, il la renvoyait simplement à l'empereur et il demandait à l'empereur ou alors au conseiller de l'empereur de trancher la question à sa place. C'est-à-dire là on faisait appel au législateur et on demandait au législateur de trancher la question qu'il n'avait peut-être pas pu ou pas voulu trancher en faisant la loi. Donc qu'est-ce que vous penseriez au fond d'un tel recours qui serait fait ainsi au législateur pour lui dire: «Ecoutez, votre loi, pour des raisons que j'ignore, n'est pas très claire, précisez la chose.»

3. La prévisibilité: Ici aussi on n'a pas le droit de choisir son juge. Dans le cadre du droit musulman, on a les différentes écoles juridiques, c'est-à-dire, là au fond, le justiciable peut se choisir son juge et dire, moi, dans cette affaire là, je veux être jugé par un juge qui a cette tradition là, plutôt que par un juge qui a cette tradition là. Là au fond on peut plus ou moins prévoir quel genre de jugement il y aura, tandis qu'ici chez nous on aurait aussi d'une certaine manière la possibilité de choisir son juge en disant: «Voilà, ce juge là il appartient plutôt à l'école libérale et un autre plutôt à l'école conservatrice et moi je préfère avoir plutôt ce juge-ci que ce juge-là». Donc est-ce que ce ne serait pas là simplement, par provocation un peu, si on peut introduire ce critère de la prévisibilité. Est-ce qu'il ne faudrait pas demander au juge d'aller aussi dans le public et lui expliquer: «Voilà, moi je défends telle ou telle position» et après, bon, à tous les justiciables de choisir plutôt un juge de cette tradition-ci ou plutôt de cette tradition-là.

Georges Ravarani: *Je vais vous donner des réponses de praticien.*

Première question: l'institution du jury: Je n'étais dans ma carrière presque jamais juge pénal. Je suis tout de même un observateur de la justice pénale et j'ai trouvé toujours une aubaine que le Luxembourg n'ait pas de jury. Même notre Cour d'assises était composée de juges professionnels qui ne se laissaient pas impressionner, qui prenaient ça comme une autre affaire, et maintenant on a la justice correctionnelle criminelle qui est également composée de magistrats professionnels. Je crois qu'il y avait un large consensus pour ne pas faire juger des affaires par un jury populaire qui est tout simplement beaucoup plus influençable par des effets de manche, moins rigoureux dans la prise en considération des seuls faits objectifs et

très – voire trop – émotionnel, et cela certainement pas toujours en faveur de l'accusé. Il faut dire aussi que cela implique d'énormes problèmes techniques. En France il y a le dogme de la justice populaire qui est infaillible. Donc, si un jury dit que quelqu'un est coupable nul ne pourra, dans une instance d'appel p. ex. dire qu'il n'est pas coupable. Or, puisque l'appel est un droit fondamental reconnu par la Convention européenne des droits de l'homme, la France a dû mettre aussi de l'eau dans son vin, elle a dû instituer un jury d'appel. Mais pourquoi le jury d'appel aurait-il raison plutôt que le jury de première instance (que ce soit en cas d'acquiescement ou de condamnation en deuxième instance) ? Il est vrai que le jury d'appel est composé de plus de juges que le jury de première instance – douze juges en appel contre neuf en première instance, y compris, chaque fois, les trois juges professionnels qui en font partie. L'importance d'un vote majoritaire se trouve renforcée en ce qu'en première instance, il faut une majorité de huit sur douze pour arriver à une décision défavorable à l'accusé, et, en instance d'appel, de dix sur quinze (soit dit entre parenthèses qu'un acquiescement en première instance et une condamnation en instance d'appel est possible puisque non seulement l'accusé, mais également le ministère public peut relever appel de la première décision). Or, malgré tout, une décision de culpabilité peut être obtenue avec une minorité de voix contre une majorité de voix ayant voté pour l'acquiescement. On peut ainsi imaginer une décision d'acquiescement en première instance prise à la majorité de 9 voix contre 3. En instance d'appel, si le minimum légal de 10 juges optent pour la culpabilité, cinq se prononçant en faveur de l'acquiescement, la décision de culpabilité aura recueilli, les deux instances confondues, 13 voix, contre 14 en faveur de l'acquiescement, et cela en présence d'une qualification absolument identique des juges de première et de seconde instance. La distorsion est évidemment plus grande encore lorsque l'acquiescement en première instance est obtenu moyennant 10 ou 11 voix voire à l'unanimité. Dans cette dernière hypothèse, il peut y avoir, après l'instance d'appel, une condamnation ayant recueilli au total 10 voix contre 17 en faveur de l'acquiescement ! – Dans le cas des juges professionnels, des décisions rendues en appel recueillant – pour les deux instances confondues – une minorité de voix (p. ex. 3 votes pour la solution A en première instance, un vote pour la solution A en instance d'appel et deux votes pour la solution B, la solution B s'imposera avec 2 voix sur 4), sont également possibles, mais à tout le moins peut-on affirmer que les juges d'appel professionnels sont plus intelligents – pour le dire de manière moins polémique: ils ont en général plus d'expérience – que les juges de première instance, tandis qu'on ne dirait pas que le jury d'appel est plus compétent que le jury de première instance.

Deuxième question: le référé au législateur. A Rome, cela n'était théoriquement pas compliqué parce qu'il n'y avait pas de régime de séparation des pouvoirs. La justice était déléguée et il n'était que naturel que le juge qui exerçait une justice déléguée s'en remette au législateur, c'est-à-dire à l'empereur, pour lui demander ce qu'il voulait dire au juste en édictant une norme. Cela est plus difficile dans un régime de séparation des pouvoirs où la souveraineté réside dans la nation et où les trois pouvoirs constitutionnels, législatif, exécutif et juridictionnel, ne se délèguent pas mutuellement leurs pouvoirs et où les juges sont constitutionnellement investis du pouvoir d'interpréter et d'appliquer la loi. De plus et surtout, même si on est d'avis que le législateur est souverain et exerce tous les pouvoirs, je crois que cette prérogative d'interpréter toutes les ambiguïtés contenues dans les textes qu'il édicte constituerait pour lui un cadeau empoisonné. Techniquement, il serait submergé. Il y a littéralement tous les jours des problèmes d'interprétation où le juge – qui est précisément là pour ça – doit interpréter des normes peu claires ou pouvant recevoir l'une ou l'autre interprétation et le législateur, qui vote de plus en plus de lois de plus en plus compliquées, ne s'en sortirait plus. Si, pour délester le Parlement, on portait les questions d'interprétation devant des conseillers spéciaux, relevant de la Chambre des Députés, formés pour la tâche, pourquoi ne pas laisser ce soin aux juges qui sont à leur tour formés pour interpréter les textes peu clairs ? Surtout, je crois que le législateur n'en voudrait pas de cette tâche d'interpréter ses textes obscurs. Tout d'abord, pourquoi le Code civil, qui est une loi, contient-il une disposition, l'article 5, qui interdit au juge de s'abstenir de juger sous prétexte d'obscurité de la loi ? La législation foisonne de concepts qu'on appelle en allemand des «unbestimmte Rechtsbegriffe», c'est-à-dire de normes volontairement peu claires où, déjà en les votant, le législateur confie au juge la tâche de les interpréter et de les préciser. En matière de vente p. ex., la loi prévoyait que si on découvrait que l'objet acheté était atteint d'un vice, il fallait agir en justice dans un bref délai. Lors d'une récente réforme de la disposition, on a prévu qu'il faut désormais non plus agir en justice dans un bref délai, mais qu'il faut dénoncer le vice dans un bref délai. Ce qui est important dans le présent contexte, c'est que le législateur a laissé en place le bref délai. Or cela veut dire quoi ? Une semaine, un mois, une année ? Manifestement, le législateur veut que ce soit le juge qui le dise. Si celui-ci fournit une interprétation qui déplaît au législateur, ce dernier a le dernier mot, il peut réagir et faire une loi qui précise la notion ou qui en donne une interprétation carrément contraire à celle fournie par les juges. C'est ainsi qu'en France, après la jurisprudence PERRUCHE, qui a reconnu comme préjudice indemnisable le fait d'être né handicapé,

le législateur a voté une loi anti-PERRUCHE excluant désormais le caractère réparable d'un tel dommage. Autre exemple: nous avons un très important article 1384 du code civil sur la responsabilité des choses, tous les accidents de la circulation y passent. L'article 1384 c'est l'œuvre du juge, réinventé en quelque sorte par le juge. Dans la suite, le législateur est intervenu par petites touches et a, par des textes législatifs, modifié le système jurisprudentiel sur des points de détail. Voilà la preuve que la loi interprétée par le juge fait partie de l'édifice et que le législateur s'en accommode, intégrant ses lois dans le système jurisprudentiel qui existe déjà. Je crois que c'est donc plutôt un match de ping-pong salutaire, un échange qui s'instaure avec, le cas échéant, je suis d'accord, des choix de société, mais là le législateur peut réagir en votant des lois qui corrigent une interprétation de la loi qui lui déplaît.

Et votre troisième question, ça c'est une question fondamentale. Elle relève plutôt de l'égalité des citoyens devant la loi que de la prévisibilité des décisions de justice. Bien sûr que je saurais exactement quel juge je choisirais s'il y a un juge qui dit: «Moi, j'acquitte tout le monde et je suis contre la peine de mort, je suis contre la peine de prison et je suis contre les amendes». Je veux ce juge. Et je crois il y a une question beaucoup plus fondamentale dans notre pays, je ne sais pas comment ça se passe dans des pays où le droit musulman est applicable, mais dans notre droit il y a l'article 10bis de la Constitution qui postule l'égalité devant la loi et je dirais que ce serait une entorse à l'égalité, celle du droit et de l'obligation du même juge pour tous, en principe. Il est fondamental qu'on ne puisse pas se choisir son juge, l'application de la loi doit être la même pour tous. Et vous avez le système en Amérique où les juges élus se plaignent amèrement de ce que, depuis un arrêt de la Cour suprême, ils ne peuvent plus se refuser à se prononcer sur des questions susceptibles d'être débattues ultérieurement devant eux comme juges élus sous peine de s'être déjà fixés et de ne plus disposer de la liberté et de l'indépendance de juger. La Cour suprême a vu dans ce refus une entorse à la liberté d'expression et les juges ont dû alors vraiment dire s'ils sont pour ou contre l'avortement, pour ou contre la peine de mort. Bien entendu, imaginez un juge qui se fait élire parce qu'il s'est déclaré en faveur de la peine de mort – comment pourrait-il en être autrement – et qui appliquerait alors en cours d'exercice de son mandat de juge une jurisprudence libérale et renoncerait à prononcer la peine capitale. Mais, il perdrait sa légitimité. Je crois que ce serait un gouffre. Imaginez ce qui s'est passé en France où un Musulman a récusé un juge parce que ce dernier était juif... Voilà à quoi le choix de son juge pourrait conduire.

Georges Als: Je présente d'abord mes félicitations au conférencier pour l'exposé fouillé et vivant qui nous a introduit dans un monde nouveau et nous en a fait entrevoir la complexité. Il y a une trentaine d'années, mon ami Robert Kriebs, Ministre de la Justice, me raconta l'expérience qu'il venait de faire en adressant une lettre ministérielle aux autorités des Cours et Tribunaux pour leur demander d'étudier les moyens d'améliorer le fonctionnement de leurs administrations. La réponse qu'il reçut fut la suivante: «Monsieur le Ministre, nous ne sommes pas une administration, mais un pouvoir». Voilà posé le problème. La justice est un pouvoir comme le Gouvernement et le Parlement et en tant que tel n'a pas d'instructions et même de conseils à recevoir.

Il y a cependant une double différence:

1. Gouvernement et Parlement sont élus pour une période limitée, les magistrats sont nommés à vie. D'accord: on ne peut pas élire les juges, ils doivent être nommés à vie dans l'intérêt de leur indépendance, sans quoi ils risqueraient de subir des pressions politiques pour leur renouvellement. Le danger résultant de cette situation, c'est que les magistrats ne fassent pas toujours preuve d'ardeur au travail.

2. Le système des checks and balances fonctionne bien aux niveaux inférieurs puisque les jugements peuvent être modifiés par des juridictions supérieures, mais le contrôle ne fonctionne plus au niveau supérieur. Lorsque la juridiction suprême s'est prononcée, il n'y a plus de recours: Roma locuta causa finita. A cela il y a eu récemment des amendements par la création d'une Cour Constitutionnelle, d'une Cour Internationale, d'une Cour des Droits de l'Homme et cela ne fait évidemment que déplacer le problème. La justice est censée être aveugle. M. Ravarani nous a dit à juste titre que l'indépendance du juge n'est qu'un moyen pour les besoins de son impartialité. Thémis est représentée avec un bandeau sur les yeux. Si elle enlève ce bandeau pour lorgner à droite et à gauche, justice n'est plus faite.

Voici trois cas pris sur le vif pour illustrer ce propos.

Premier cas: L'arrêt de la Cour suprême des Etats-Unis dans l'affaire de l'élection présidentielle Bush - Al Gore (2001). Il est généralement admis aujourd'hui que l'élection du président Bush jr a été faussée, et cela avec la connivence de la Cour suprême. Les Etats-Unis, en matière de démocratie, entendant servir d'exemple à l'univers, cet arrêt ne peut pas nous laisser

indifférents lorsque nous parlons de la magistrature et des juges que nous voulons avoir.

Second cas, la Cour Suprême de l'Union Européenne a été amenée à se prononcer sur les modalités de l'imposition des fonctionnaires européens pour les revenus autres que ceux liés à leur fonction européenne, donc essentiellement les revenus de la fortune. Ceux-ci doivent-ils être pris en compte à partir de zéro comme s'il n'y avait pas d'autre revenu, c'était le point de vue d'un fonctionnaire européen, ou doivent-ils être comptés à partir du niveau des revenus liés à la fonction européenne, c'était le point de vue de l'administration fiscale nationale. Une cause célèbre est connue sous le nom «affaire Humbert». Dans ce litige les juges européens étaient à la fois juges et partie puisque leur imposition personnelle dépendait de leur décision. Auraient-ils donc dû se désister, car nul ne peut être à la fois juge et partie ? S'ils ne se désistaient pas, trois possibilités s'offraient théoriquement, les deux conceptions en litige, et une voie médiane. Ils ont opté pour la solution la plus conforme à leur propre intérêt. Leur décision a mis un trait final sous cette affaire parce que c'était de nouveau un arrêt en dernier ressort.

Troisième cas: Dans une affaire récente, des magistrats luxembourgeois déboutent un plaignant s'estimant injurié en arguant que l'épithète dont il s'était vu affubler devait être appréciée dans le contexte de l'affaire dite de la "Gëlle Fra", et, sans citer d'un mot l'argumentaire adverse, ces magistrats estiment que l'emploi de la déformation du nom de l'appelant était destiné non pas à viser ce dernier personnellement, "mais faire passer auprès de ses lecteurs, à tort ou à raison, l'ensemble des adversaires du monument litigieux comme d'éternels opposants à la liberté d'expression". Où allons-nous si des magistrats peuvent ainsi faire étalage de préférences politiques personnelles – à tort ou à raison ?

Or, ces exemples montrent que le fonctionnement de la justice se prête à des coups d'Etat silencieux et redoutables. L'exercice de fonctions judiciaires n'est pas seulement une question de compétence mais plus encore de moralité. Mais pour qu'un juge soit impartial et désintéressé, ayant les yeux bandés, il faut que ceux qui choisissent les magistrats, soient eux aussi intimement convaincus que moralité et désintéressement soient les premières qualités d'un fonctionnaire judiciaire.

Georges Ravarani: *Merci de les appeler des questions. Alors, en un mot, vous faites, je crois, un procès à la justice qui n'est pas, dirais-je peut-être,*

pas tout à fait équitable. Je dois vous dire: Comment les juges de la Cour de justice des Communautés européennes se seraient-ils départis ? Je peux dire que c'est le pain quotidien des juges administratifs luxembourgeois. S'ils sont appelés à se prononcer dans le cadre d'un litige impliquant une question de déductibilité de certaines dépenses du revenu imposable, ils jugent le cas échéant – indirectement – de la déductibilité de leurs propres dépenses. Mais existe-t-il une solution réaliste pour éviter cela. La voie la plus élégante, je plaisante, consisterait à exempter les juges de tout impôt. Ou est-ce qu'il faut qu'on les délocalise à chaque fois à Metz ou à Trèves, lorsqu'ils ont à juger une affaire fiscale de principe, regardent dans leur propre poche l'argent s'envoler ou respectivement rester dedans. Cela n'est pas sérieux non plus. – Pour rester théorique, je crois vous faites un double procès, d'une part à la manière de juger et d'autre part à l'administration de la justice elle-même. Je crois que les manuels de droit sont pleins de jugements critiqués, critiquables, faux, ça fait la richesse, le pain quotidien des avocats et des juges. Ce n'est pas une science exacte, comme il y a plein de lois qui sont mauvaises, plein d'actes du Gouvernement qui sont exécrables, ma foi, ça doit continuer quand-même. Il faut pouvoir critiquer les jugements, mais rendre responsables les juges du fait qu'ils ont rendu une décision erronée... D'une part, cela est possible au Luxembourg, mais d'autre part, il faut aussi que quelqu'un finalement ait le dernier mot et qu'on ne puisse éternellement remettre en question ce qui a été définitivement jugé. Comme vous l'avez dit le problème du dernier mot n'est que déplacé. Si l'on rend possible au justiciable non satisfait d'une décision indigène de s'adresser à un tribunal supra-national, si la Cour Européenne des Droits de l'Homme à Strasbourg rend un jugement qui ne vous donne pas satisfaction (car, bien entendu, cinquante pourcent des clients de la justice sont insatisfaits parce qu'ils perdent leur procès), quelle serait la solution que vous proposez pour que tout justiciable soit finalement satisfait ? A la limite tout procès se terminerait par le procès du juge. Je ne sais pas si la justice en sortirait gagnante. – Je suis d'accord avec vous que la question du recrutement des magistrats est extrêmement importante, qu'il faut que la nomination des juges se fasse en fonction à la fois de leur compétence technique et de leurs qualités humaines, en dehors de toutes autres considérations, surtout politiques.

Un autre problème, si on demande à un corps judiciaire: «Est-ce que vous voulez faire un effort pour rendre les jugements dans des délais plus rapprochés, à ne pas accepter des remises etc.?», si là ce corps répond «Nous sommes un pouvoir», je crois que là ce serait se tromper de registre, car le juge est certainement indépendant dans la manière dont il rend les

jugements, du contenu de ses jugements, mais il ne l'est pas concernant son obligation de remplir le service public consistant à rendre justice, d'évacuer les procès de manière en motivant les jugements de manière convenable et de prononcer les jugements dans des délais raisonnables.

André Elvinger: Il y a des cas où le législateur, lorsqu'il est mécontent de son juge, est tenté par l'abus. Certes, le législateur est souverain pour l'avenir. On ne peut donc lui reprocher un abus lorsque, le juge ayant rendu une décision contraire à ce que l'administration avait cru prévoir sur un texte existant, il change la loi dans le sens que l'administration avait, sans succès, préconisé. C'est fréquemment le cas dans le domaine fiscal. Je prends l'exemple tel qu'il s'est présenté, où l'administration estime que la vente des parts d'une société de personnes immobilière est à considérer fiscalement comme constituant la vente d'un immeuble, et comme étant dès lors soumise aux droits d'enregistrement. L'administration perd son procès. Le législateur intervient alors par un texte positif nouveau assimilant à un immeuble ce type de parts de sociétés de personnes détenant des immeubles.

Vous avez, je crois, Monsieur le conférencier, décrit cela comme l'«échange» entre le juge et le législateur.

Tout cela devient délicat par contre lorsque le législateur intervient de façon soi-disant interprétative, en réalité rétroactive. On a vu, sur l'intervention de groupes de pression, des interventions de ce type. La perfection n'est pas de ce monde. S'il est vrai que la justice, étant faite par les hommes, n'est pas parfaite, le législateur ne l'est pas non plus.

Mais il faut que le juge reste maître dans son domaine. On en a vu un bel exemple dans les décisions de la Cour de Justice des Communautés Européennes faisant la leçon même au Parlement Européen sur le siège et les droits de travail des institutions européennes, et encore, en 2004, lors de la condamnation du Conseil des Ministres par la Cour de Justice à propos du pacte de stabilité.

Georges Ravarani: *Vous permettez, je crois que vous avez fait allusion à une affaire qui dans les années quatre-vingts avait fait couler beaucoup d'encre, il y avait la question d'agriculteurs qui voulaient sortir d'une coopérative laitière et où le tribunal d'arrondissement de Luxembourg, puis la Cour d'appel, interprétant la loi, avaient estimé qu'on peut sortir de cette*

coopérative. Le législateur, sous l'effet de haute pression, a dans la hâte voté une loi rétroactive et l'affaire n'était pas définitive alors qu'il y avait eu pourvoi en cassation et la Cour de cassation a appliqué la nouvelle loi rétroactive et a cassé l'arrêt. Et la sortie de la coopérative laitière n'était plus possible parce qu'il y avait une loi rétroactive qui avait été votée. Ce qui est intéressant, c'est qu'aujourd'hui ceci ne pourrait probablement plus se passer ainsi, parce que la Cour des Droits de l'Homme regarde désormais si une loi rétroactive n'est pas abusivement employée en matière civile et si elle ne met pas en doute les fameux droits acquis. Mais ce serait alors un juge qui taperait sur les doigts d'un législateur.

Marc Elvinger: Le problème de la rétroactivité peut aussi se poser pour le juge au cas de revirement de jurisprudence.

Jean Mischo: C'est pour éviter cela que la Cour de Justice des Communautés Européennes a été amenée à limiter à l'avenir l'applicabilité d'une interprétation donnée par elle à une disposition du traité dans le cadre d'une saisie à titre préjudiciels. Elle l'a fait à titre exceptionnel afin de tenir compte des troubles graves qu'un de ses arrêts était susceptible d'entraîner pour le passé, par exemple pour l'équilibre financier de certains régimes de pension. Elle a toutefois aménagé une exception à cette non-rétroactivité de son interprétation en faveur des personnes qui, avant la date de l'arrêt, avaient engagé une action en justice ou soulevé une réclamation équivalente selon le droit national applicable.

Patrick Kinsch: Le même phénomène se trouve dans la jurisprudence française récente : la Cour de cassation vient de l'admettre à propos d'un revirement de jurisprudence sur la prescription des actions en justice (Ass. plén. 21 décembre 2006, JCP 2007, II, 10040). Cet arrêt change l'interprétation reçue jusque là d'un texte relatif à la prescription des actions, de telle manière que l'action introduite en l'espèce par le demandeur aurait dû être jugée prescrite. Et néanmoins, la Cour de cassation a constaté que le demandeur n'avait fait que se conformer à la jurisprudence qui existait au moment de l'introduction de son action. Par conséquent, elle décide que l'application immédiate du revirement de jurisprudence à la prescription d'une action antérieurement introduite méconnaîtrait le droit du demandeur à un procès équitable au sens de la Convention européenne des droits de l'homme, si bien qu'elle n'a effectivement opéré le revirement que « pour l'avenir ».

Georges Ravarani: *Je crois qu'en France on a proposé une solution tout à fait originale. On a, avec tout le sérieux du monde, proposé la création d'un fonds d'indemnisation pour les victimes de revirements de jurisprudence. Une autre voie consisterait dans l'annonce, pour l'avenir, d'un revirement de jurisprudence, seul moyen pour éviter l'effet rétroactif d'une interprétation nouvelle d'un texte, question amplement discutée dans les Dalloz et Semaine Juridique. Mais, est-ce qu'un mal ne chasserait pas un autre, car si le juge disait désormais, à partir de la prochaine affaire, je vais juger de manière différente, il procéderait par voie de règlement. Donc il se lierait d'avance et la règle du précédent serait ainsi, en quelque sorte à rebours, introduite dans notre système. Jusqu'à présent nous n'avons pas la règle du précédent, le juge doit être libre dans sa décision, il ne doit pas se sentir lié par des précédents jurisprudentiels, même s'ils émanent de lui-même, voire d'une Cour suprême. Chaque affaire est individuelle. Le nouveau système conduirait peut-être encore plus à un gouvernement des juges, si les juges pouvaient édicter des solutions pour l'avenir.*

André Elvinger: Nous avons un bel exemple, mais cette fois-ci dans le droit administratif européen, de prévention d'un effet rétroactif nuisible. Lorsque Mme Nelly Kroes, Commissaire européen, a condamné notre bon vieux système des sociétés holding, elle a, constatant que ce système existe depuis 1929 et que la Commission aurait pu intervenir depuis des décennies, reconnu la légitimité de la confiance de ceux qui avaient pu admettre que cette loi continuerait à produire son effet à plus long terme. Si la Commission n'avait pas pris la sage mesure d'une «grandfathering clause», c'est sans doute sur recours du gouvernement luxembourgeois que la Cour de Justice aurait dû assurer la protection de la légitime confiance.

Patrick Kinsch: Je voudrais que vous développiez un peu plus vos idées sur le rôle du juge face aux questions de société. Parmi les différents exemples auxquels on pourrait penser, l'exemple le plus clair est celui du mariage entre homosexuels. Il est envisageable que l'admissibilité de ces mariages est une question qu'il appartient au juge de trancher, étant donné qu'il s'agit d'une question d'interprétation du Code civil ou pour le moins – si le Code civil interdit clairement le mariage homosexuel – d'une question de compatibilité des dispositions du Code avec le principe (constitutionnel ou international) d'égalité devant la loi. Si un juge est saisi de ce type de question, il me semble qu'il peut réagir de trois manières.

Il peut estimer que par principe, il ne lui appartient pas du tout de trancher cette question de société, qui doit être tranchée par le Parlement.

Deuxième possibilité, il estime qu'il doit au contraire la trancher, parce qu'ultimement, c'est une question qui est d'ordre moral, et que le juge ne peut pas refuser de trancher s'il ne souhaite pas renier ses convictions morales (seulement, il risque de s'agir de convictions morales variables selon les juges : un juge peut estimer que la valeur de l'égalité est une valeur morale suprême et rendre un jugement favorable au mariage homosexuel, alors que tel autre juge estimera l'homosexualité immorale, etc.). Ou alors, troisième possibilité, un compromis : il essaie de trancher la question en faisant abstraction de ses convictions morales personnelles, et en s'orientant par rapport à ce qu'il croit être un consensus existant parmi ses concitoyens, mais alors la question est de savoir : comment est-ce qu'un juge peut décider mieux qu'un parlement de l'existence de ce type de consensus ?

Georges Ravarani: *Alors je dois vous dire, mais c'est probablement un accès de primitivité, je ne vois pas de réel problème, puisque je parle vraiment en tant que praticien, j'applique la loi. Il y a un couple qui vient chez moi et qui dit: on nous refuse de célébrer notre mariage devant l'officier de l'Etat civil, et nous croyons en tant que couple homosexuel que nous y avons droit. Qu'est-ce que je fais comme juge? Je dois accrocher ma décision à un texte. Je dois trouver un texte. Alors dire qu'il n'y a pas de texte c'est aussi donner une solution et dire: vous n'avez pas ce droit. Le droit ne prévoit pas ça. Ou je trouve un texte national que je malmène un tout petit peu en l'appliquant à une hypothèse pour laquelle il n'était pas prévu dans l'intention du législateur. Oui l'article 1384 du code civil était lui aussi malmené dans un premier temps parce qu'on y lisait des choses que les rédacteurs du code civil n'avaient pas imaginées, mais tout le monde s'en accommode maintenant. Ou je trouve un texte international, l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme p. ex. qui confère un droit à la vie privée ou le droit au mariage de l'article 12 de la Convention et là je dirais que ce texte international tient en échec les textes nationaux. Il m'appartiendrait alors comme juge – dans le sens que je me sentirais obligé – de décider si, en application de ces textes, le mariage homosexuel est admis ou prohibé.*

– Je me permets de vous donner un exemple tout à fait pratique où un tribunal luxembourgeois a dû opérer ce que vous appelez un choix de société: le code civil luxembourgeois, je crois que c'était l'article 367, prévoyait qu'en cas d'adoption de l'enfant du conjoint, on pouvait se dispenser du consentement du conjoint divorcé lorsque celui-ci avait perdu le divorce et qu'il n'avait pas la garde de l'enfant. On a parlé d'une espèce d'expropriation du père de son enfant. Qu'a fait le tribunal

d'arrondissement de Luxembourg ? Il a estimé que ce texte était contraire à l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme qui protège la vie familiale. Choix de société, si vous voulez. En principe, c'est au législateur que revient le dernier mot. Il peut changer la loi pour réagir contre l'interprétation donnée à la loi existante par les tribunaux. Il est vrai qu'en cas de contrariété d'un texte à la Constitution, c'est plus difficile, car il faut alors changer la Constitution, mais cela est possible et cela s'est fait. Je donne l'exemple des règlements ministériels qui ont été déclarés anticonstitutionnels et qui ont été validés par un changement de l'article 36 de la Constitution. C'est plus difficile encore au cas où les juges estiment qu'une loi est contraire à un traité international. Dans ce cas, il faudrait déjà obtenir une modification, une précision, un amendement du traité, chose extrêmement difficile lorsqu'il s'agit d'un traité multilatéral. Mais cela n'est-il pas justement le jeu des Institutions, les checks and balances ? Nul pouvoir constitutionnel n'exerce seul le pouvoir dans un régime de séparation des pouvoirs. Chaque pouvoir a un domaine de compétence et chacun tient, dans une certaine mesure, en échec le débordement de ses compétences par les autres. Et si un tribunal, après avoir sérieusement examiné la question, estime qu'une loi est contraire à un traité international, il est et reste dans son rôle : il applique le droit, il compare deux normes et il donne la préférence à la norme hiérarchiquement supérieure. Il se peut qu'il soit incidemment amené à opérer des choix de société, mais seulement là où les textes sont assez ambigus pour lui laisser un tel choix et, précisons-le, lui imposer un tel choix. Car une fois de plus, il ne saurait se refuser à juger sous couvert d'obscurité ou d'ambiguïté de la loi. Si le «choix de société» que le juge opère déplaît au législateur, à lui de réagir et d'imposer une autre solution claire. C'est ce qui a été fait, p. ex., dans l'affaire PERRUCHE dont on vient de parler.

Patrick Kinsch : D'accord, mais cela suppose que le sens des articles 8 et 12 soit clair. Dans le cas du mariage entre homosexuels, il me semble que le sens de l'article 12, combiné avec le principe d'égalité, n'est pas clair, et qu'une discussion est possible. Si un juge est saisi pour la première fois de la question de la compatibilité avec l'article 12 de la Convention d'un article du Code civil qui prohibe le mariage entre homosexuels, comment doit-il procéder pour déterminer, pour la première fois, le sens des dispositions de la Convention par rapport à ce problème ?

Georges Ravarani : Si la justice était une science exacte, on aurait un gros ordinateur où en haut on mettrait les faits et la solution sortirait après quelques minutes. On peut toujours espérer que le relais des circonstances

atténuantes n'est pas défectueux, mais pour le reste le juge serait un automate. Pourquoi n'est-il pas un automate ? Parce que le droit ne se prête pas à cela, les textes sont sujets à interprétation. Je reviens aux «unbestimmte Rechtsbegriffe», le législateur aime ces concepts. Il est là pour tracer les grandes lignes, établir des principes, au juge d'appliquer ces grands principes aux cas individuels. Le législateur ne peut tout simplement pas tout prévoir, tout réglementer. Les textes seraient illisiblement longs. Et l'opération serait malgré tout vouée à l'échec : l'imagination humaine est trop fertile pour qu'elle ne dénicher pas des lacunes dans les textes et s'engouffre dans la brèche. De plus, le droit évolue et là aussi, le législateur s'en accommode fort bien. Dans de nombreux domaines, si ce n'étaient pas les juges qui avaient fait évoluer le droit, en comblant des lacunes de la loi, en donnant de nouvelles interprétations à des textes anciens, ma foi, le législateur il devrait travailler jour et nuit. – Lorsque les dispositions sur le mariage ont été introduites dans le code civil en 1804, on ne pensait probablement pas au mariage homosexuel. Il en allait vraisemblablement de même lors de l'élaboration des articles 8 et 12 de la Convention européenne des droits de l'homme. Lorsque l'article 1384 du code civil fut rédigé, il n'était pas destiné à s'appliquer aux accidents de la circulation. Or le juge, appliquant les textes anciens aux réalités nouvelles, a dû opérer le choix, soit d'appliquer ces textes à des réalités nouvelles, soit de ne pas le faire. S'il le fait, il est certainement dans son rôle, et le Parlement est dans le sien s'il corrige législativement la voie choisie par la juge.

M. Entringer : Je voudrais faire quelques remarques principalement d'ordre sociologique, c'est-à-dire, analyser les pratiques des magistrats comme un fait social.

C'est surtout à partir des années quatre-vingt du siècle passé que le statut et la fonction du juge ont, dans plusieurs pays, retenu une large attention. L'intérêt accordé par les politiques, les médias et de simples citoyens aux problèmes de l'application du droit s'est développé à partir de circonstances conjoncturelles et pour des raisons structurelles.

Ainsi, grâce aux dossiers qui, au cours des dernières décennies, ont défrayé la chronique judiciaire en France et en Italie et notamment l'affaire dite d'Outreau, l'activité juridique a pris une place de plus en plus importante dans le débat public. Ces événements ont, entre autres, incité à réfléchir sur la nature des qualités nécessaires pour qu'un juge et plus généralement un magistrat exerce correctement sa mission.

Mais ce sont surtout des raisons plus profondes, exprimant des tendances lourdes de l'histoire, qui exposent les magistrats à la critique. D'une part, la contestation générale de l'autorité a également affaibli le prestige du juge et diminué la confiance dans la justice⁴⁰. Paradoxalement, ce changement a en même temps rendu le juge plus puissant, lui facilitant de convoquer, de perquisitionner, de faire détener préventivement des gens influents, occupant des postes de pouvoir.

On constate, d'autre part, que les citoyens exigent de plus en plus que les juges tiennent compte dans l'interprétation de la loi de l'évolution des mœurs, c'est-à-dire de la réalité sociale. En effet, de nombreuses normes éthiques, jadis presque unanimement reconnues, sont de nos jours refusées par une grande majorité des gens. Certes, c'est le législateur qui produit le droit. Il n'en demeure pas moins que les juges doivent trouver un compromis entre l'état des transformations de la société et la stricte rationalité d'un texte juridique, car l'efficacité de la règle juridique est fondée sur son acceptation sociale.

Quant aux juges luxembourgeois, il ne faut pas, bien entendu, qu'ils négligent les bouleversements intervenus sur le plan sociétal. En outre, quelques particularités du microcosme juridique luxembourgeois doivent être prises en considération lorsqu'il s'agit de se prononcer sur les attributs souhaitables des magistrats. Tel est sans doute le cas en ce qui concerne:

le peu de vigueur avec laquelle certaines infractions semblent être poursuivies (corruption, traite des femmes, trafic de drogues, les opérations en liaison avec la place financière...); le fait que des magistrats et des membres des pouvoirs établis entretiennent souvent d'étroites relations; l'importance que peut avoir le curriculum vitae du coupable présumé dans un petit pays; la proximité entre magistrats et le barreau⁴¹; la multitude de couples magistrat-avocat (à laquelle pousse la féminisation de la profession), qui même en l'absence de comportements critiquables crée une certaine défiance; l'importance croissante des étrangers parmi les justiciables: la justice peut être une instance d'intégration ou une instance

⁴⁰ Selon une étude effectuée en 1999 auprès d'un échantillon représentatif, la confiance dans le système judiciaire de la population résidente du Luxembourg s'établissait comme suit: grande confiance: 9%; une certaine confiance: 45%; peu de confiance: 29%; pas de confiance du tout: 9%; ne sait pas sans réponse: 8%. Voir les valeurs au Luxembourg, *European Values Studies* - Luxembourg, sous la direction de Michel Legrand, Imprimerie Saint-Paul, 2002, p.847.

⁴¹ Voir Rapport d'activité du 01.10.2005 au 30.09.2006 de l'Ombudsman, p. 57 à 64.

d'exclusion; des lenteurs de procédure; le manque d'informations de la part des autorités judiciaires à l'égard du justiciable; le recrutement des magistrats; les décisions du Parquet en matière de poursuite ou de non-poursuite qui dans certains cas ne paraissent pas répondre à l'évidence logique.⁴²

Il est relativement facile d'énumérer les qualifications professionnelles d'un bon juge: l'intégrité, la clairvoyance, le courage, le sens de la responsabilité, l'impartialité, l'assiduité, la compétence juridique, une certaine expertise technique, des connaissances psychologiques...

Toutefois, le véritable problème consiste à créer des conditions, qui assurent que ces qualités soient remplies. Dans cette optique, il faut fixer des critères de recrutement, de nomination et de promotion des magistrats et prévoir une évaluation et un contrôle externes du fonctionnement de l'administration judiciaire, qui ne mettent pas en cause la séparation des pouvoirs ni l'indépendance de la justice, mais n'aboutissent pas non plus au gouvernement des juges. Le Médiateur (Ombudsman) suggère à ce sujet la création d'un Conseil Supérieur de la Justice.

Pour ce qui est des fins de l'activité juridique, le juge devrait être au service des citoyens, assurer l'égalité de tous les citoyens devant la justice, défendre les libertés individuelles, combattre l'arbitraire et contribuer à réaliser un vivre-ensemble civilisé. Toutefois, malgré l'accord général sur de tels principes, leur mise en œuvre dans la pratique reste en partie une fiction, ne serait-ce parce que chaque magistrat – comme chacun de nous – est influencé par des a priori de type idéologique, des sympathies et des antipathies. C'est pourquoi il faut des structures d'organisation garantissant autant que possible le bon fonctionnement de la justice.

Georges Ravarani: *Merci, je suis d'accord sur tout avec vous et je voudrais que les qualités que vous énumérez pour les juges soient les mêmes pour tout fonctionnaire, pour tout professeur et finalement vos revendications et vos critiques s'adressent à l'ensemble de la population. Tous ceux qui ont un mandat doivent répondre aux critères que vous énumérez. Tout à fait d'accord. Mais, n'arrêtons-nous pas aux seuls juges qui malheureusement sont aussi des humains. Votre intervention s'adresse contre la fonction*

⁴² En 2004, pour le seul Parquet de Luxembourg, l'action publique s'est éteinte par prescription dans pas moins de 120 affaires relevant du domaine de la criminalité économique et financière (voir p. 57 du Rapport d'activité cité de l'Ombudsman).

de juger elle-même, car vous partez de la prémisse que les juges ne sont conceptuellement pas aptes à exercer convenablement leur métier. C'est une accusation tellement grave qu'ainsi posée, la question n'a pas de solution. Finalement vous récusiez la justice humaine. Puis-je me répéter? Oui, les exigences à l'égard des juges doivent et peuvent être rigoureuses. Mais leur dénier tout capacité d'avoir une juste distance par rapport aux affaires qui sont portées devant eux, de rechercher sincèrement une solution équitable tout en appliquant avec rigueur les textes de loi, d'être dévoués à leur tâche et d'être animés du désir de bien accomplir leur tâche, voilà ce qui me semble pour le moins excessif.

Ça c'est ma considération générale. Ma considération spéciale: je dois malheureusement vous contredire sur un point, cette conférence nationale de la justice, ce sous-comité institutionnel était composé majoritairement de magistrats, les magistrats qui étaient huit sur onze (les trois autres étaient des avocats), ont suggéré la création d'un conseil national de la justice avec capacité de recrutement, nomination, promotion, discipline. Mais il faut peut-être aussi que tout le monde dans notre pays, y compris les observateurs de la justice, répondent à ces questions d'impartialité, de compétence etc. De ce qui transperce dans la presse, il faut, comme tout ce qu'on lit dans les journaux, garder une petite distance car il y a des fois des choses qui ne sont pas vraies. Si la presse dit que la magistrature s'est ouvertement opposée à la création d'un conseil national de la justice, ça c'est tout simplement contraire à la vérité.

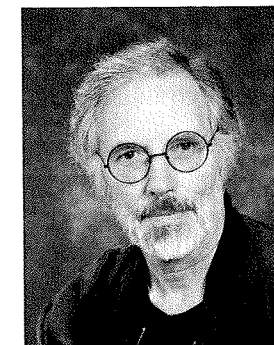
Président: Je tiens à remercier M. Georges Ravarani de l'exposé qu'il nous a fait. Que cet exposé ait été magistral ne nous a pas étonnés. Mais son grand mérite est que cette conférence ait été vivante au point que pour chacun d'entre nous il a touché à des questions qui nous ont préoccupés dans un passé proche ou plus lointain. L'originalité de son exposé est qu'il l'a élevé à un niveau qui a permis de constater que, rien n'étant parfait en ce monde, les problèmes de la justice se posent à tous les pouvoirs constitutionnels et à toutes les institutions de l'Etat et même à la Communauté.

Sitzung vom 22. Mai 2007

«ALBERT SCHWEITZER: BIOETHIK IM RAHMEN EINER UMFASSENDEN SEINSETHIK»

von
Beat Sitter-Liver

Beat Sitter-Liver, Dr.phil.hist., Dr. h.c.ès sciences sociales der Universität Lausanne (2003). Bis 2006 Professor für Praktische Philosophie an der Universität Freiburg / Schweiz. 1972-2002 Generalsekretär der Schweizerischen Akademie der Geistes- und Sozialwissenschaften, 1981-2002 auch des Rates der schweizerischen wissenschaftlichen Akademien (heute Akademien der Wissenschaften Schweiz). Publikationen zu Heidegger, allgemeiner und spezieller Ethik, Natur- und Ökophilosophie, Kulturwissenschaften, Skepsis, Naturrecht und Rechtsphilosophie. Herausgeber zahlreicher Bände zu interdisziplinär, international und interkulturell bearbeiteten Themen. URL: <http://www.sitter-liver.ch>.



Depuis peu, Albert Schweitzer se voit explicitement discuté comme philosophe. Mais en règle, il est considéré comme un représentant exemplaire de la bioéthique. Nous disposons aujourd'hui de huit volumes des oeuvres posthumes; ils nous permettent une analyse approfondie et une compréhension plus complète des intentions soutenant et formant sa pensée. Nous réalisons alors que ce que l'on peut interpréter comme une éthique de la vie, donc une bioéthique, se base sur une éthique de l'être («Seinsethik»), et par suite sur une approche métaphysique. La réflexion d'Albert Schweitzer est plus complexe et surtout bien plus étendue qu'une

seule bioéthique. Voici la thèse de l'exposé: «Albert Schweitzer einfach als einen exemplarischen Vertreter der biozentrischen Ethik zu qualifizieren, entspricht nicht seiner Intention; diese Charakterisierung unterbietet Anspruch und Reichweite der von ihm vertretenen Ethik. Angemessener ist es, diese als Seinsethik zu bezeichnen – oder auch als Mitwelt-Ethik, in welcher die Frage nach ihrem transrationalen Grund ernst genommen und immer wieder gestellt und entfaltet wird.»

Inhalt

1. Eine Klärung vorweg	5
2. These	6
3. Vorläufige Erörterung der These	7
4. Von der Kulturkritik zum Begriff des Lebens	9
5. Zwei Zwischenbemerkungen	12
6. Zur ontologischen Deutung des Lebensbegriffs	13
7. Exemplarische Belege	19

Présentation de M. Beat Sitter-Liver et de son sujet

J'ai le grand honneur d'introduire aujourd'hui auprès de vous le Professeur Beat Sitter-Liver, professeur à l'Université de Fribourg. M. Sitter-Liver est docteur en philosophie de l'Université de Berne et docteur ès sciences sociales honoris causa de Lausanne.

Il a été pendant trente ans, de 1972 à 2002, secrétaire général de l'Académie Suisse des sciences humaines et sociales et pendant plus de vingt ans secrétaire général du Conseil de la Conférence des Académies scientifiques suisses. Il est membre de l'Académie Européenne des sciences et des arts, du Standing Committee on Science and Ethics de la European Federation of National Academies of sciences and humanities.

M. Sitter-Liver est l'auteur de plusieurs ouvrages majeurs de philosophie et de nombreuses publications. Un important recueil de ses écrits a été publié par l'Académie suisse sous le titre *«Der Einspruch der Geisteswissenschaften»* dont le *«Zum Geleit»* fait son éloge en termes émouvants.

Plus près de nous, il est membre correspondant de notre Section des sciences morales et politiques depuis 1998, année où il s'est magnifiquement introduit par sa conférence *«Würde der Kreatur – ein Grenzbegriff»*. J'ai bien évidemment relu cette conférence qui a été publiée au volume IV des Actes de notre Section. J'en avais gardé le souvenir par l'introduction qui était d'ordre juridique, puisque le conférencier rappelait tout d'abord que depuis 1992 la Constitution suisse impose au législateur fédéral de tenir compte de la sécurité de l'homme, de l'animal et de l'environnement et plus généralement de *«Die Würde der Kreatur»*, qui était le thème de cette conférence.

J'en avais gardé un deuxième souvenir très particulier qui était une intervention de notre membre honoraire Monsieur le Premier Ministre Pierre Werner. Cette conférence s'était insérée à merveille dans plusieurs thèmes traités par notre Section en 1998. Mon prédécesseur Edmond Wagner avait lui-même traité du sujet *«Recherches scientifiques et responsabilité éthique»* et, avec notre confrère Paul Kremer, du sujet *«Le clonage»*. Dans sa préface Edmond Wagner avait proclamé qu'une réglementation de certaines possibilités de la science *«ne souffre plus de retard»*.

Ce soir, notre conférence porte sur Albert Schweitzer philosophe, et plus particulièrement sur l'éthique chez Albert Schweitzer. D'après mon dictionnaire des noms propres, Albert Schweitzer est, dans un ordre non alphabétique, théologien, philosophe, musicien, musicologue, médecin et missionnaire. Cet homme universel - qui a écrit sur Jésus, Saint Paul, Bach et les grands penseurs de l'Inde, qui fut universellement reconnu, puisqu'il fut prix Nobel de la paix en 1952, et universellement vénéré: «Il est minuit Dr. Schweitzer» - est un philosophe important: comme nous le dira le conférencier, ses écrits en grande partie posthumes occupent huit volumes et, tout près de notre sujet, deux ouvrages sur la philosophie de la culture et l'éthique.

Notre conférencier rejoint sa conférence précédente sur la dignité de la création en se référant, ce soir, à Albert Schweitzer comme représentant «*der biozentrischen Ethik oder auch der Mitwelt-Ethik*».

André Elvinger

«ALBERT SCHWEITZER: BIOETHIK IM RAHMEN EINER UMFASSENDE SEINSETHIK»

1. Eine Klärung vorweg

In der Literatur, die sich, ob in ablehnender oder in zustimmender Weise, mit Albert Schweitzers Konzept der Ethik auseinandersetzt, wird 'Ehrfurcht vor dem Leben' weithin als normatives Prinzip ausgelegt und als solches kritisiert, insbesondere aus analytisch-ethischer Warte. Daran mag Schweitzer nicht ganz unschuldig sein; doch letztlich lässt er keinen Zweifel daran, dass mit 'Ehrfurcht vor dem Leben' eine Grundhaltung angesprochen wird, aus der heraus Menschen sittlich zu handeln in der Lage sind. Das «sittliche Grundprinzip» hingegen, welches aus dieser Haltung erst erwächst, lautet: «Gut ist, Leben erhalten und fördern, böse ist, Leben vernichten und hemmen.»¹ Die Grundhaltung der Ehrfurcht vor dem Leben – Schweitzer bezeichnet sie auch als Idee² – ist demzufolge so auszulegen, dass sie nicht einfach das Verhältnis des sittlichen Menschen zu den einzelnen Lebewesen bestimmt, sondern diesen anhält, jenes Verhältnis immer aus der Sicht auf die Welt im Ganzen zu gestalten – aus einer optimistisch-ethischen Weltanschauung, um eine Formel Schweitzers aufzugreifen.³

In dreifacher Hinsicht spreche ich vom Ganzen: Zum einen wird das Ganze als nicht allein Lebendes, sondern auch Unbelebtes umfassend verstanden, als Inbegriff alles natürlich Seienden.⁴ Zum andern sieht sich die Ehrfurcht vor dem Leben eingebettet in eine kosmische Sicht, der sich die Erde und auf ihr der Mensch als verschwindender Teil des Universums zeigt. Zwar «müssen wir annehmen, dass alles Geschehen, in welchem sich das Sein

¹ GW 2, 378; vgl. auch KE 331, – Für eine andere Fassung des sittlichen Grundprinzips vgl. KE 328: «Das denkwürdige, einen Inhalt habende, sich mit der Wirklichkeit stetig lebendig und sachlich auseinandersetzen Grundprinzip des Ethischen lautet: Hingebung an Leben aus Ehrfurcht vor dem Leben.» Siehe auch GW 2, 380. – «Ein unerbittlicher Gläubiger ist die Ehrfurcht vor dem Leben.» (KE 344)

² Z. B. GW 1, 249.

³ Vgl. z. B. KE 327 f.

⁴ Zu Schweitzers Aufhebung der analytischen Trennung von Lebewesen und unbelebten Wesen im Jahre 1944 vgl. ders., Die Weltanschauung der Ehrfurcht vor dem Leben. Kulturphilosophie III, dritter und vierter Teil, 2000. 231 f.

entfaltet, durch (wir können nicht anders als uns gleichnishaft ausdrücken) Kräfte, die durch vorgestellte Zweckmässigkeit bestimmt sind, gewirkt ist. Aber diese Kräfte ... sind uns unfasslich. Wie diese Vielfaltigkeit eine Ganzheit ist und diese Uneinheitlichkeit eine Einheit bildet: Dies bleibt uns verborgen.

[...]

Unbenommen bleibt uns, das Menschenwesen in seiner Art für die höchste Erscheinung des Seins zu halten und überzeugt zu sein, dass das Sein in uns zum höchsten Bewusstsein seiner selbst gelangt und in unserer Betätigung zum höchsten Geschehen wird. Aber daraus dürfen wir nicht folgern, dass die Welt auf den Menschen und die Menschheit hin existiert. Mensch und Menschheit sind eine Entfaltung des Seins unter unzähligen andern, ein Kreis des Geschehens, der zeitlich entstanden und zeitlich vergänglich [sich] an irgendeinem Punkte, nicht im Mittelpunkt des alles Geschehen in sich schliessenden Kreises bewegt. Das Sein aber ist ohne Anfang und Ende. Es ist das grösste Rätselhafte, in dem das Rätsel unseres Daseins gegeben ist. Zu dieser Demut muss das Denken des Menschen kommen, um tüchtig zu werden.⁵ - Drittens verweist 'Ehrfurcht vor dem Leben' auf jene eben angesprochene kreative Instanz, das «Sein», die – auch wenn als rätselhaft (und oft unendlich) und dem zureichenden Sagen entzogen apostrophiert – doch letzter Bezugspunkt des «tiefen»⁶ Denkens bleibt.

2. These

Wenn Albert Schweitzer von der Grundhaltung der Ehrfurcht vor dem Leben spricht, hat er nicht nur alle lebenden Wesen im Blick, sondern alles Seiende, das Element einer Weltanschauung ist bzw. sein kann. Albert Schweitzer einfach als einen exemplarischen Vertreter der biozentrischen Ethik zu qualifizieren, entspricht nicht seiner Intention. Eine solche Charakterisierung unterbietet Anspruch und Reichweite der von ihm vertretenen Ethik. Angemessener ist es, diese als Seinsethik zu bezeichnen – oder auch als Mitwelt-Ethik, in welcher allerdings die Frage nach ihrem transrationalen Grund, so offen und endlos sie bleibt, ernst genommen, also immer wieder neu gestellt und entfaltet wird.

⁵ Die Weltanschauung der Ehrfurcht vor dem Leben. Kulturphilosophie III, erster und zweiter Teil, 1999, 169 f. Siehe auch ebd., 167-169 sowie 207-213.

⁶ So Schweitzer, *passim*.

3. Vorläufige Erörterung der These

Das ethische Denken, mit welchem Schweitzer uns konfrontiert, erhebt den Anspruch, «vollständige Ethik» zu sein⁷. Damit ist zweierlei gemeint: 1. Für den vernünftigen Menschen ist alles, was ist – «was Erscheinung des unendlichen» und «geheimnisvollen Seins» ist⁸, möglicher Gegenstand unbegrenzter Verantwortung. – 2. Jedoch alles, was ist, wird moralisches Objekt nur, «soweit es in unseren Bereich tritt»^{9,10,11}.

Man könnte sich nun versucht sehen, Schweitzers Konzept, einer gängigen Typisierung von Ansätzen der Naturethik¹² folgend, als Physiozentrik zu qualifizieren. Dabei liefe man allerdings Gefahr, ihren Kern zu verunklären, jedenfalls solange nicht deutlich gemacht wird, was der im Ausdruck 'Physiozentrik' enthaltene Begriff der Natur bedeutet. Es ist darum vorsichtiger, von einer Seinsethik zu sprechen. Die Intention Schweitzers verfehlen wir damit nicht, wie jene Stelle nahe legt, in der er Natur als das «unendliche Sein, mit dem sich das menschliche Sein auseinandersetzen muss», umschreibt¹³. Im Ausdruck 'Seinsethik' wird 'Sein' in doppelter Bedeutung verwendet, einmal formal als Inbegriff des faktisch gegebenen

⁷ KE 315 f.; GW 2, 360 f.; KE Kap. XX; id. GW 2, 362 ff.

⁸ Vgl. für viele Stellen – auch in KE und GW 2 – KP III 1/2, 163-165, auch 170, 209.

⁹ Eine Redeweise, die Schweitzer, wie im weiteren Verlauf ersichtlich wird, immer wieder verwendet.

¹⁰ Schweitzer macht wiederholt deutlich, dass alles, womit wir in Beziehung stehen, moralisches Objekt ist. Die Klassierung nach moralisch relevantem und moralisch nicht relevantem Seienden innerhalb des Netzes der Bezogenheit lehnt er ab. Das konkretisiert sich etwa darin, dass er bestreitet, es gäbe einen vernünftigen Grund, verschiedenes Lebendes als Lebendes unterschiedlich zu bewerten (z. B. GW 1, 242).

¹¹ Unbegrenzte Verantwortung gibt es für den Menschen mithin immer nur in den durch sein jeweiliges Beziehungsgeflecht gezogenen Grenzen. «Die schöpferische, extensiv und intensiv ins Grenzenlose gehende Verantwortlichkeit für alles in seinen Bereich tretende Leben, wie sie der innerlich von der Welt frei gewordene Mensch erlebt und zu verwirklichen sucht: Dies ist Ethik.» (KE 327 f.; vgl. KP III 1/2, 58.) Die notorische Kritik, die Ethik der Ehrfurcht vor dem Leben konfrontiere uns mit ständiger Überforderung, sie sei darum nicht praktikabel, lässt sich nicht halten. Weder trifft sie Schweitzers Intention noch stimmt sie mit seinen – überprüfbar – Aussagen überein. Gleichzeitig liefert Schweitzer mit diesem nur scheinbar paradoxen Konzept die Grundlage und eine erste Entwicklung der umfassenden Mitwelt-Ethik. Als umfassend darf diese insofern angesprochen werden, als in ihr sämtliche «Erscheinungen des Seins» in unserer Welt beschlossen sind, auch wir selber als eben solche Erscheinung.

¹² Ich verwende diesen Terminus hier im gleichen Sinne wie Angelika Krebs als Sammelbegriff für Ansätze in «der gegenwärtigen tier- und ökoethischen Diskussion» (vgl. Angelika Krebs, 1997.).

¹³ KP III 1/2, 162.

Seienden, zum andern zunächst transzendental als Bedingung der Möglichkeit von Seiendem überhaupt. Wir werden später sehen, dass Schweitzer dieses Sein als ontologischen Grund alles faktisch Seienden begreift: als jenes *transrationale Geheimnis*, von dem der reflektierende, sprachfähige Mensch reden muss, ohne es doch sprachlich je ganz fassen zu können. Denn Sprache bzw. sprechende Wesen sind selber Erscheinungen des Seins – jene nämlich, in denen das Sein zur höchsten Bewusstheit seiner selbst gelangt.¹⁴

Diese Bemerkungen lassen erkennen, wie problematisch es wäre, zur Kennzeichnung von Schweitzers ethischem Denken zu einem Kompositum Zuflucht zu nehmen, in welchem der Wortteil 'Zentrik' auftaucht. Streng genommen, impliziert das Reden von einem Zentrum der Ethik immer schon deren Ausrichtung, damit zugleich Nachordnung oder Ausschluss von Anderem, also Bedachtnahme etwa nur auf den Menschen oder nur auf Animalisches, nur auf Empfindendes, nur auf Lebendiges. Auf alles überhaupt bezogen, verliert der Begriff 'Physiozentrik' seinen Sinn, denn von einem Zentrum ethischer Bedachtnahme liesse sich ja nicht mehr sprechen. Worauf Schweitzer gerade achtet, würde zumindest verwischt: Seine Ethik – in ihren beiden Grundformen der Selbstvervollkommenung und der Hingabe¹⁵ – zielt auf unser Wirken in unserer Welt im Ausgang von einem geistigen Verhältnis des moralischen Subjekts zum unendlichen Sein.¹⁶ Dies einmal gesetzt, wird in der Tat jegliche Erscheinung des Seins für den vernünftigen, der Moral fähigen Menschen zum moralischen Objekt, das heisst aber – in den Grenzen aktueller Bezogenheit – zum Gegenstand unbegrenzter, nicht schon per se in irgendeiner Weise limitierter Verantwortung.

Als das, *was sie selber ist*, wird die einzelne Erscheinung zu diesem Gegenstand, nicht erst dadurch, dass sie als bestimmte Ausformung des Seins für ein moralisches Subjekt ins Licht tritt. Für dieses resultiert indessen die Forderung, sich im Rahmen seiner Möglichkeiten, d. h. seiner existentialen Bedingtheit, auf die Erscheinung als diese selbst einzulassen, sich in sie erkennend und erlebend zu vertiefen, um ihr in angemessener Weise entsprechen zu können. Auf dieser ersten und abstrakten, doch aber grundlegenden Ebene sind weitere Unterscheidungen moralisch unerheblich.

¹⁴ KP III 1/2, 209.

¹⁵ So öfters, z. B. KE 320, 335; KP III 1/2, 174 f.

¹⁶ Vgl. z. B. KP III, 1/2, 58, 209; KE 328. Vgl. auch KP III 1/2, 177: Ethik ist die «höchste Leistung des geistigen Einsseins mit dem unendlichen Sein». An diesen - und anderen - Stellen wird der Ausdruck 'Sein' nicht mehr transzendental, sondern ontologisch gebraucht; er verweist auf jenen sprachlich nicht mehr einzuholenden, geschweige denn auszuschöpfenden ursprünglichen Grund alles Seienden als Erscheinung des Seins.

Die Ethik ist hier als Mitwelt-Ethik inklusiv, Entfaltung der wiederholt angesprochenen unbegrenzten Verantwortung.

Es mag nützlich sein zu unterstreichen, dass das moralische Subjekt selber Erscheinung des Seins ist, Element der Mitwelt. Als dieses ist es für jedes andere analoge Subjekt stets zugleich moralisches Objekt. Wie es denn auch, in Selbstdistanzierung und Selbstreflexion, sich selber zum moralischen Objekt machen kann. Der holistische Standpunkt Schweitzers schliesst die Beachtung des Menschen in seiner Besonderheit als moralisches Subjekt ein. Dieses Subjekt gehört in den Spielraum, der nicht nur erlaubt, sondern fordert, jedem Element der Mitwelt in dieser seiner Besonderheit gerecht zu werden. So bleibt Schweitzer konsistent, wenn er in seinem Ethikkonzept vom Menschen als dem höchsten, ja dem wertvollsten Wesen der uns bekannten Welt spricht.¹⁷ Sein Ansatz schliesst eine evaluative Stufung des Seienden, also den Entwurf einer *scala naturae* so wenig aus wie die ihm wichtige Festlegung, dass es unter Seiendem als Seiendem bzw. zwischen Lebendem als Lebendem keinen Wertunterschied gibt.

4. Von der Kulturkritik zum Begriff des Lebens

Die kritischen Auseinandersetzungen mit Schweitzers Ethik, welche diese ausschliesslich oder doch vorrangig als biozentrisches Konzept interpretieren, können sich auf viele Stellen im Werke Schweitzers, auch in den nun greifbaren Nachlassschriften, berufen.¹⁸

Freilich stösst man schon in «Kultur und Ethik» (1923) auf andere Stellen, die einen stützig machen, weil hier dem Lebensbegriff offensichtlich ein allgemein-ontologischer Charakter zukommt. Hierzu will ich nur gerade an drei Passagen erinnern. An die erste Stelle setze ich eben jenen Satz, den gerne zitiert, wer Schweitzers Ethik biozentrisch interpretiert, den Satz über die «unmittelbarste und umfassendste Tatsache des Bewusstseins», der bekanntlich lautet: «Ich bin Leben, das leben will, inmitten von Leben, das leben will.»¹⁹ 'Leben', prädikativ gesetzt, weist über das formale Satzsubjekt

¹⁷ GW 5, 129/130; KP III, 1/2, 209, 210 u. ö. Die hier gegebenen Belege lassen erkennen, dass Schweitzer ganz selbstverständlich das Konzept der *scala naturae* (moralisch relevante Abstufung der Lebewesen nach Ausstattung und Bedeutung) in Anschlag bringt. – Vgl. zum Kontrast: die Kleinheit des Menschen im Kosmos, KP III, 1/2, 207 f.

¹⁸ Für einige Belege vgl. KE 340, KE 331 und auch 339, KE 340-342., KP III, 1/2, 176 f.

¹⁹ GW 2, 377; KE 330.

hinaus; das Ich wird zur Erscheinung von etwas Übergeordnetem, das über alles lebendige Seiende hinaus weist. – Als zweite Passage folge die Aussage, wonach das «Wissen aus meinem Willen zum Leben ... auf die geheimnisvollen Regungen des Lebens, wie es an sich ist», zurückgehe²⁰; zum Dritten die Versicherung, dass der Wille zum Leben auch im Kristall danach strebe, «Vollkommenheit, die in ihm angelegt ist, zu erreichen»²¹. Dazu passt die Schilderung vom Zergehen der Schneeflocke, die mit Sein gleichgesetzt wird: «Die Flocke, die aus dem unendlichen Raum in deine Hand fiel, dort glänzte, zuckte und starb – das bist du. Überall, wo du Leben siehst – das bist du!»^{22, 23} Schliesslich wäre kritisch zu fragen, was der Ausdruck 'Leben' genauer impliziere, wenn wir lesen: «Durch die Ethik der Ehrfurcht vor dem Leben gelangen wir in ein geistiges Verhältnis zum Universum ... werden wir andere Menschen».²⁴ Um der offensichtlich vielschichtigen Bedeutung und Verwendung des Lebensbegriffs auf den Sprung zu kommen, mag es nützlich sein, sich die Entstehungs- und Entwicklungsgeschichte der Rede von Leben zu vergegenwärtigen. Eine Analyse lässt erkennen, dass Schweitzer den Ausdruck 'Leben' auf wenigstens fünffache Art verwendet: Auseinander halten lassen sich ein funktionaler Lebensbegriff, ein «elementarer» bzw. empirischer Lebensbegriff, ein transzendentaler, dann ein ontologischer und schliesslich der naturwissenschaftliche Lebensbegriff.²⁵

²⁰ KE 302.

²¹ Ebd.

²² GW 5, 124 (1919).

²³ Vgl. hierzu aus der Strassburger Vorlesung vom 13. Februar 1919: «Je näher das Leben – das wir immer nur aus seinen Äusserungen erschliessen – dem unsrigen steht, desto besser begreifen wir es ... Auch das Leben der unorganischen Naturwelt verstehen wir nur von uns aus. [...] Schliesslich bedürfen wir zur Überzeugung von der Einheit alles Lebens der Naturwissenschaft nicht. Das indische 'das bist du' ist älter als diese!». (Strassburger Vorlesungen 1998, 693; kursiv durch Verf.).

²⁴ Grundtexte 2003, 21; kursiv durch Verf.

²⁵ Genauere Ausführungen zu den einzelnen Lebensbegriffen müssen einer anderen Arbeit vorbehalten bleiben. Was mit den ersten vier Lebensbegriffen angesprochen ist, wird im Folgenden jedoch deutlich. Der naturwissenschaftliche Lebensbegriff tritt insbesondere in Erläuterungen aus dem Jahre 1944 auf, in denen Schweitzer neuere Erkenntnisse der Kernphysik folgendermassen zusammenfasst: «Der Erkenntnis nach, zu der wir gelangt sind, so unvollständig sie auch noch ist, gibt es keine tote Materie. Alles Sein besteht aus irgendwie belebten Seinseinheiten. Es finden in ihm Übergänge aus Zuständen belebten Seins in andere statt.» Wir können feststellen, wie Atome sich miteinander zu Molekülen verbinden. «Das Wesen des Vorgangs und des sich daraus ergebenden Zustandes bleibt uns unerklärlich. Jedenfalls sind die Moleküle nicht als einfache Atomkomplexe, sondern als durch in ihnen waltende lebendige Energien konstituierte Individuen aufzufassen.» (KP III, 3/4, 232)

Das frühe Anliegen Schweitzers ist, wie man weiss, die Kulturkritik, entsprungen aus seiner sorgenvollen Diagnose des aktuellen Kulturgeschehens. Zwei Hauptursachen der unbefriedigenden Lage benennt er: einmal das Fehlen einer tiefen, auf einem ethischen Grundprinzip aufruhenden Weltanschauung. Diese ist nur zu gewinnen im *aethos*, verstanden als praktisch orientierte Vergegenwärtigung des Wohnens des Menschen in der Welt bzw. im «Sein»²⁶; zum andern eine Verfehlung der neuzeitlichen und modernen Philosophie, die im Ausgang von einer sachlich nicht ausweisbaren ethisch-optimistischen Deutung des Weltgeschehens eine entsprechende Weltanschauung entwirft und diese zur Grundlegung der Ethik heranzieht. Sie baut Ethik auf sandigen Grund. Kultur wird dadurch oberflächlich und hinfällig. Soll sie neu erblühen, muss sie ein tragfähiges Fundament in einer tief verankerten Ethik finden.

Daran, soche Ethik zu begründen, arbeitet Schweitzer. Wir wissen um seine bis zur Entmutigung reichende Anstrengung, aus der er, folgen wir seiner Erzählung, auf einer Flussfahrt im September 1915 befreit wurde²⁷: «urplötzlich, von mir nicht geahnt und nicht gesucht, [stand] das Wort 'Ehrfurcht vor dem Leben' vor mir»²⁸. Er musste, als er 1931 so schrieb, vergessen haben, dass er bereits 1912 eben diesen Ausdruck verwendet und zentrale Gedanken seines Ethikkonzepts dargelegt hatte, in seiner Vorlesung vom 13. Februar an der Universität zu Strassburg²⁹. Er hatte bei dieser Gelegenheit kein Hehl daraus gemacht, dass es für ihn eine ethisch relevante *scala naturae* gibt, auf deren oberster Stufe der Mensch als moral- und verantwortungsfähiges Wesen steht: Im Unterschied zur indischen Philosophie, die «ratlos vor dem Kampf der Lebewesen untereinander» steht, dürfen wir «sagen: ethisch beginnt das Recht der Vernichtung da, wo die Erhaltung des höheren Wesens in Frage kommt.» Das höhere Wesen «erweist sich darin als höher, dass es über den blinden Drang der Selbsterhaltung hinauskommt und Leben nur zerstört mit dem Gefühl der Verantwortung gegen das Ganze.»³⁰ – Diese Sätze formulierte Schweitzer

²⁶ Deutlich scheint mir die Parallele zu einem mit der Reflexion auf Ethik verbundenen Gedanken M. Heideggers, weswegen mir die Übernahme des von Heidegger benützten Terminus sachlich gerechtfertigt scheint. Heidegger betrachtet die Besinnung auf des Menschen Wohnen im Sein als «ursprüngliche Ethik», als *aethos*, (Über den Humanismus 1947, 41)

²⁷ GW I, 168 f.

²⁸ Ebd., 169.

²⁹ Strassburger Vorlesungen 1998, 693 f.

³⁰ Ebd.

bereits, als er sein Medizinstudium noch nicht aufgenommen hatte, von den praktischen Erfahrungen und Nöten des Tropenarztes ganz zu schweigen.

Diese biographische Berichtigung bleibe dahingestellt. Beachten wollen wir hingegen, dass das Zitat mit einem Ausdruck endet, der alles andere als klar und deutlich ist: Wir vermögen nicht zu sagen, was «das Ganze» ist, dem gegenüber Menschen Verantwortung tragen. Der Verantwortungsbegriff bleibt leer. Sicher ist indes, dass der Ausdruck 'das Ganze' über die einzelnen Lebewesen hinaus auf einen umfassenden Zusammenhang weist – auf etwas offenbar, das zwar zur Sprache drängt, sich in ihr jedoch nicht zulänglich fassen lässt. Wie kennen diese Verlegenheit aus Schriften der Mystik, jener etwa von Meister Eckehart.

Mit dem Konzept der Ehrfurcht vor dem Leben verbindet Schweitzer eine wichtige Kritik an der von Descartes geprägten Erkenntnistheorie. Descartes sucht den Anfang des sicheren Denkens in einer Abstraktion³¹. Doch bevor das Denken sich selber zu thematisieren vermag, geht ihm jene unmittelbarste und umfassendste Erfahrung, die zur Tatsache des Bewusstseins wird, voraus, in welcher das menschliche Individuum sich als Element in einem Zusammenhang grundsätzlich Gleicher erfährt – Gleicher insofern, als sie alle durch Lebenswillen geprägt sind³².

5. Zwei Zwischenbemerkungen

Zwei Zwischenbemerkungen seien hier gestattet, weil sie das Verständnis wichtiger Aspekte in Schweitzers Argumentation erleichtern. In der Formulierung der Grundtatsache des Bewusstseins finden wir angelegt, dass die Ausdrücke 'Leben' und 'Wille zum Leben' ein Stück weit austauschbar sind. Ausführungen über den Willen zum Leben lassen sich also auf 'Leben' übertragen. Das schliesst nicht aus, dass sich der Bedeutungshof von 'Leben' ausgedehnter gestaltet als jener von 'Willen zum Leben'. Einen Beleg (unter vielen) hierfür bietet ein Satz aus «Kultur und Ethik»: «Das Wissen aus meinem Willen zum Leben ist aber unmittelbar und geht auf die geheimnisvollen Regungen des Lebens, wie es an sich ist, zurück.»³³ Das wird dann wichtig, wenn, wie wir sehen werden, die Ausdrücke 'Leben' und 'Sein' wechselweise für einander eingesetzt werden können.

³¹ GW 1, 169; KE 330.

³² KE 330; GW 2, 377.

³³ KE 302.

Die zweite Bemerkung betrifft die angesprochene Gleichheit von Menschen und anderen Lebewesen, in deren Mitte erstere sich schon immer erfahren. Die Kritik tut sich in der Regel schwer mit Schweitzers Anspruch, seine Ethik «denknotwendig» zu begründen. Doch das Problem lässt sich klären und bewältigen. Schweitzer formuliert, wenn ich richtig sehe, nirgends jenen normativen Mittelsatz, den er aber offenbar für selbstverständlich hält: den Grundsatz der Gleichbewertung und -behandlung. Vorausgesetzt, ich nehme den moralischen Standpunkt ein – das hat, wer Ethik zu begründen sucht, immer schon geleistet –, dann bin ich, wenn ich mich selber als lebendes Wesen achte, genötigt, die gleiche Achtung jedem anderen Lebewesen als Lebewesen zu zollen. Denn der – in Recht und Ethik verbürgte – Gleichheitsgrundsatz verlangt ja, dass alle, die sich in gewisser Hinsicht gleich sind, bezogen auf diese Hinsicht gleich bewertet und behandelt werden; worin sie sich aber unterscheiden, sind sie verschieden, d.h. angemessen zu bewerten und zu behandeln. Von hier aus lässt sich die Aussage verteidigen, es sei verfehlt, Lebewesen als solche unterschiedlich zu bewerten³⁴. Wir brauchen uns, bedenken wir den Gleichheitsgrundsatz, nicht mit Schweitzers Auskunft zu begnügen, in uns finde sich, weil wir Wille zum Leben seien, «instinktive Ehrfurcht vor dem Leben»³⁵. Die Ehrfurcht wird uns durch ethische Reflexion aufgedrängt. Es ist mithin unrichtig, Schweitzer des pragmatischen Widerspruchs zu zeihen. Was freilich nicht bedeutet, und dafür ist er selber Kronzeuge³⁶, dass wir in der Praxis je ohne Schwierigkeiten und Dilemmata auskommen könnten.

6. Von der funktionalen zur ontologischen Deutung des Lebensbegriffs

Zunächst eignet dem Lebensbegriff also funktionale Bedeutung; er dient zur Klärung und Festigung des angemessenen Ausgangspunkts für das Denken des Menschen über sich und die Welt. Er führt, wie eben gezeigt, zu einer unmittelbar neuen Einsicht; sie betrifft die moralisch relevante Verbundenheit des Menschen mit allem Lebenden. Die Beschränkung der Ethik auf das Feld zwischenmenschlicher Beziehungen wird damit gesprengt; der Lebensbegriff nötigt den moralischen Menschen zur artübergreifenden ethischen Praxis. Hierin liegt der erste entscheidende Fortschritt, welcher der Ethik neue Tiefe verleiht, sodass auf ihr sich wahre Kultur aufbauen lässt. Wahre Kultur insofern, als diese den Menschen

³⁴ Vgl. KE 331

³⁵ KE 298.

³⁶ Prägnant in KE 338-340; GW 2, 386-388; Grundtexte 2003, 33 f.

aus selbstverschuldeter Isolation befreit und ihn angemessen in der Welt beheimatet. Wahre Kultur aber auch dadurch, dass der jetzt gewonnene Ansatz den Menschen mit seiner neu zu sehenden Verantwortung vertraut macht: Diese schliesst alles ein, was als Lebewesen in des Einzelnen Bereich eintritt – nicht also, es sei wiederholt, alles Lebendige überhaupt, sondern nur, was von ihm abhängt, was er zu fördern, «auf seinen höchsten Wert» zu bringen vermag³⁷. *Ultra posse nemo obligatur* gilt auch hier; doch innerhalb von Beziehung und Vermögen kennt die Verantwortung keine Grenzen. Das und nur das meint die Rede von der unbegrenzten Verantwortung³⁸, die in der Kritik auch heute noch auf Unverständnis stösst. Gewiss konfrontiert sie uns mit einer hohen Anforderung; doch richtig analysiert, überfordert diese uns nicht.

Die Anforderung erstreckt sich allerdings auch auf die Pflicht, uns auf das, dem wir begegnen. In aller Offenheit und intensiv einzulassen, es als das, was es von sich aus ist, zu verstehen zu suchen, es nicht nur in Begriffen zu erfassen, sondern auch im Mitgefühl, im Mitleid und in der Mitfreude. Zum vollständigen Denken in der Beziehung gehören, darauf legt Schweitzer Gewicht³⁹, Vernunft und Herz. Als Ganzer, nicht allein in seinen intellektuellen Fähigkeiten, ist der Mensch von der Ethik gefordert.⁴⁰

Einem weiteren Anspruch hat zureichendes Denken zu genügen: nie mit Fragen auszusetzen, Verstand und Vernunft bis zum Letzten anzustrengen. So kann das Denken nicht einfach bei der unmittelbarsten Tatsache des Bewusstseins verweilen; es muss weiterfragen nach dem Grund der vielfältigen Manifestationen von Leben, nach den Bedingungen ihrer Möglichkeit. – Nachvollziehbar ist hier zunächst der Gedanke, dass sich Ähnliches nur durch Ähnliches erkennen lasse⁴¹, oder, wie Robert Spaemann uns naheulegen versteht, dass die «Wirklichkeit als sie selbst verstehen wollen heisst, sie unter dem Aspekt grösserer oder geringerer Ähnlichkeit

³⁷ KE 301.

³⁸ Z.B. KE 332.

³⁹ Strassburger Predigten 1996, 119.

⁴⁰ KP III, 1/2, 179.

⁴¹ GW 2, 117, 356; KP III 1/2, 163 f.; KP III 3/4, 373. Dazu auch die Aussage «Nur insoweit wir das Sein erleben, erkennen wir es.» (KP III 3/4, 178)

mit uns zu betrachten».^{42,43} Nachvollziehbar ist auch das Resultat, wonach mir in der Zuwendung zu anderem Lebenden – Zuwendung, die bis zur Vertiefung reichen sollte – unsere fundamentale Gleichheit, dann dieselbe Gleichheit mit allem anderen Lebenden sich erschliesst. Der dritte Schritt hingegen, der für Schweitzer zentral ist, wird für uns problematisch. Als universalisierbar lässt er sich nicht ausweisen: Es ist der Schritt zur Auffassung aller Gestalten des Lebendigen als Erscheinungen eines universalen Willens zum Leben.

Wir können uns aber mit einem Gehstock behelfen, den Schweitzer selber für uns bereit hält. Führen lassen wir uns dabei durch Leibniz' berühmte Frage, «Warum ist überhaupt etwas und nicht vielmehr nichts?», bis hin zur Idee einer ursprünglichen, alles Seiende ins Dasein bringenden «Kraft» – eine Idee, auf die sich sprachlich hinweisen lässt, wiewohl sie sich jeglicher erschöpfenden Versprachlichung entzieht (s. oben). Wir mögen sie als problematisch gelten lassen, um dann jenen Stock zu ergreifen, von dem eben die Rede war. Mit ihm meine ich die Tatsache, dass Schweitzer sehr wohl um die Unmöglichkeit der adäquaten Versprachlichung dessen, worum es ihm eigentlich geht, weiss – er spricht, ich habe es angetönt, in diesem Zusammenhang oft genug vom Geheimnisvollen, vom Rätselhaften – und dass er eben darum unterschiedliche Ausdrücke für den Hinweis auf ein und dasselbe wählt: Leben, Kraft, Natur, universaler Wille zum Leben und, auch bereits in «Kultur und Ethik», das abstrakteste Nomen 'Sein'. Ich meine, die in dieser Vielfalt, wohl auch Verlegenheit steckende sprachliche Neutralisierung dessen, worum das Denken sich hier bewegt, ermögliche es uns, uns auf Schweitzers Anliegen einzulassen, und sei es auch nur versuchsweise. Wir brauchen beispielsweise nicht länger gegen eine Willensmetaphysik zu argumentieren. Uns in die Gefilde der Metaphysik vorzuwagen, bleibt uns allerdings nicht erspart.

Weiler für das adäquate Verständnis von Schweitzers Ethik so wichtig ist, will ich den Fortgang vom funktionalen hin zum ontologischen Lebensbegriff und dann zum universalen Seinsbegriff wenigstens kurz belegen. – In der Vorrede zum zweiten Teil von «Kultur und Ethik» kommt Schweitzer auch

⁴² Spaemann 2000, 11.

⁴³ Vgl. auch jenen Passus aus der Strassburger Vorlesung vom 13. Februar 1912, in welchem Schweitzer daran erinnert, dass naturwissenschaftliche Schlüsselbegriffe wie «Kraft, Gesetz, Anziehung, Reiz, Freiheit und Gebundenheit etc. ... nur Gleichnisse, die wir unserem bewussten Innern entnehmen, nur Analogien mit dem uns unmittelbar Gegebenen» sind: Metaphern, geschöpft aus unserer Selbsterfahrung (Strassburger Vorlesungen 1998, 693).

auf das ethische Tätigsein angesichts der existenziell erfahrenen und im wissenschaftlichen Denken nicht zu behebenden Sinnlosigkeit der Welt zu sprechen. «Aus innerer Nötigung, ohne den Sinn der Welt zu verstehen, wirke ich Werte schaffend und Ethik ühend in der Welt und auf die Welt ein. Denn in Welt- und Lebensbejahung und in Ethik erfülle ich den Willen des universellen Willens zum Leben, der sich in mir offenbart.»⁴⁴ Acht Jahre später lesen wir, dass wir, wird «unser Wille zum Leben über sich und die Welt denkend», dazu gelangen, «das Leben der Welt, soweit es in unseren Bereich tritt, in dem unseren zu erleben und unseren Willen zum Leben durch die Tat an den unendlichen Willen zum Leben hinzugeben.»⁴⁵ Welt- und Lebensbejahung, die in meinem faktischen Willen zum Leben ebenso faktisch gegeben sind⁴⁶, führen dazu, dass «meine Existenz auf die Ziele des geheimnisvollen Willens zum Leben ..., von dem ich eine Erscheinung bin», eingeht⁴⁷ Nur zwei Zeilen später steht dann, dass ich mich deshalb mit «Bewusstsein und Wollen ... dem Sein» hingabe. Es folgt ein Satz, der nach dieser Gleichsetzung von universalem Willen zum Leben und Sein nun auch 'Willen' mit 'Leben' austauschbar macht: «Ehrfurcht vor dem Leben ist Ergriffensein von dem unendlichen, unergründlichen, vorwärtstreibenden Willen, in dem alles Sein gegründet ist.»⁴⁸ So wächst auch aus der «unmittelbarsten und umfassendsten Tatsache des Bewusstseins», in deren Formel allein der Lebensbegriff eine Rolle spielt, «Mystik ethischen Einsseins mit dem Sein ... hervor»⁴⁹.

Einen Schlüssel für die Austauschbarkeit nicht aller der oben aufgeführten Ausdrücke, doch aber der Worte 'Sein' und 'Leben', liefert jener Passus aus dem Jahre 1932, der die Kritik am von Descartes ausgehenden Seinsdenken in der neuzeitlichen Philosophie, welche «mit Begriffen operierte» und aus der «Anatomie des Seins» eine Weltanschauung zu gewinnen hoffte, auf den Punkt bringt: «Nur als Leben nach der Analogie des Lebens, das

⁴⁴ GW 2, 109.

⁴⁵ GW 1, 244.

⁴⁶ Woher, das wissen wir nicht, KE 302,

⁴⁷ KE 303.

⁴⁸ Ebd., kursiv vom Verf.

⁴⁹ GW 2, 377.

in uns ist, kann das Sein von uns erkannt werden.»^{50,51} Er lässt darauf schließen, dass der Begriff des Seins für Schweitzer zunehmend Vorrang vor jenem des Lebens genießt.⁵² Wilfried Härle ist beizupflichten, wenn er vom «ontologischen Status von 'Leben'» und von einem universalen Lebensbegriff bei Schweitzer spricht, «der tatsächlich mit dem, was der Ausdruck 'Sein' ausspricht, koextensiv ist.»⁵³ Schon aus «Kultur und Ethik», klar dann aus nachgelassenen Schriften lässt sich das erkennen. Was Härle, vorsichtig, erst erwägt, bestätigt sich: dass nämlich «ein Grossteil der Rezeption der Ethik Schweitzers auf einem Missverständnis» beruht. Schweitzer geht es offensichtlich «nicht um eine Erhaltung des Lebens in Abgrenzung vom Anorganischen oder von der Technik», sondern es sind «alle Kräfte, also jede Form von Energie ... zu erhalten, ja zu fördern und zu vervollkommen.»⁵⁴ Man muss Härles Sätze allerdings sorgfältig lesen, um nun nicht auch deren Sinn zu verfehlen. Jene Interpretationen von Schweitzers ethischen Überlegungen, die seine tiefste Intention nicht treffen, werden dadurch nicht einfach hinfällig. Ihre triftigen, insbesondere auch die kritischen Einsichten bleiben wichtig. Hingegen unterbieten sie den Anspruch von Schweitzers Konzept als Ganzem darin, dass sie es auf Biozentrik reduzieren und übersehen, dass in diesem Konzept eben alles, was ist, für das moralische Subjekt zum moralischen Gegenstand wird – auch, wie gesagt, dieses Subjekt selber: «Vertiefte Welt- und Lebensbejahung besteht darin, dass wir den Willen haben, unser Leben und alles durch uns irgendwie beeinflussbare Sein zu erhalten und auf

⁵⁰ KP III, 1/(2, 163.

⁵¹ Vgl. Heidegger 1993, 88: «Den alten griechischen Denkern war ein Satz vertraut, den man allzu grob so darstellt: Gleiches wird nur durch Gleiches erkannt. Gemeint ist: Das, was sich uns zuspricht, wird nur durch unser Entsprechen vernehmbar: Unser Vernehmen ist in sich ein Entsprechen.» (88) Heidegger zitiert Goethes Vierzeiler aus der Einleitung zur Farbenlehre, mit dem der Dichter die «Worte eines alten Mystikers ... ausdrücken» möchte:

«Wär' nicht das Auge sonnenhaft,
Wie könnten wir das Licht erblicken!
Lebt' nicht in uns des Gottes eigne Kraft,
Wie könnt' uns Göttliches entzücken?»

Zum besseren Verständnis sind Goethes eigene Erläuterungen wichtig (Goethe 1950, Farbenlehre, 17-244, hier 20 f.). Heidegger schreibt dazu: «Es scheint, wir haben bis heute noch nicht genügend dem nachgedacht, worin das Sonnenhafte des Auges besteht und worin des Gottes eigene Kraft in uns beruht; inwiefern beides zusammengehört und die Weisung auf ein tiefer gedachtes Sein des Menschen gibt, der das denkende Wesen ist.» (Ebd., 88)

⁵² Vgl. zu diesem Abschnitt Härle 1997, 74 f., hier 75. – Sitter-Liver 2005, 68 – 90, bes. 71-74.

⁵³ Ebd., 75.

⁵⁴ Ebd.

seinen höchsten Wert zu bringen.»⁵⁵ - Übersehen wird ferner, dass das moralische Subjekt, sich und sein Wohnen in der Welt bedenkend, in ein «geistiges Verhältnis» zum Grund dieser Welt treten muss, wenn es sein Denken nicht vorschnell aussetzt. Wenn Schweitzer von der Grundhaltung, von der Idee⁵⁶ der Ehrfurcht vor dem Leben spricht, dann benutzt er eine Formel zur Kennzeichnung des richtigen Verhältnisses zu jenem Grund, zum «Sein». In ihm erst gewinnt das moralische Subjekt die Fülle seiner Wohnstatt und ein sicheres Fundament für seine verantwortungsvolle Praxis. Eine Praxis in der als Mitwelt, nicht als Umwelt auszulegenden Welt.⁵⁷ In dieser Mitwelt wird nichts aus dem Kreis der Verantwortungsobjekte ausgeschlossen, wie immer es erlebt bzw. im Erkennen konstruiert wird. Prima facie kommt daher der Unterscheidung zwischen belebtem und unbelebtem Seienden – auch sie ist ja, wie Schweitzer 1944 feststellt, eine Konstruktion⁵⁸ – keine Bedeutung zu, wenn es darum geht zu erkennen, wer bzw. was als moralischer Gegenstand zählt. Nicht einfach eine biozentrische Ethik entwickelt Schweitzer, sondern eine umfassende und sorgfältig differenzierte Mitwelt-Ethik, in der sich angesichts der paradoxen und dilemmatischen Verfassung menschlichen Daseins nur von Fall zu Fall und unter Heranziehen unterschiedlicher Prinzipien sowie angemessener Wertungen gewissenhafte und richtige Entscheide treffen lassen.⁵⁹ Als richtig bezeichne ich derartige Entscheide deshalb, weil sie vor dem umfassenden Anspruch der Ehrfurcht vor dem Leben – und damit vor dem Ideal der Humanität⁶⁰ – standzuhalten vermögen und im aufrichtigen Gewissen der Einzelnen festgemacht sind.

⁵⁵ KE 298.

⁵⁶ GW 1, 249.

⁵⁷ Zum Begriff 'Mitwelt' vgl. Kampits 1978, 55-86. – Meyer-Abich 1984, bes. Kap. 5 und 8. – Sitter(-Liver 1984. – Ders. 1987, 271-295. – Ders. 2002, 427-460.

⁵⁸ KP III 3/4, 232.

⁵⁹ Dass die existenzielle Entscheidung der Prüfstein für ethische Existenz ist, gibt Schweitzer immer wieder zu verstehen; sein Ethikkonzept ist wesentlich existenzieller Entwurf. Das macht die Predigt vom 23. Februar 1919 zu St. Nicolai in Strassburg deutlich (Grundtexte 2003, 36), in «Kultur und Ethik» jener einprägsame Passus, in dem vom guten Gewissen als einer «Erfindung des Teufels» die Rede ist (KE 340; GW 2, 388). – Vgl. KP III 1/2, 173, 178; dann auch die hier einschlägigen Erörterungen zum Verhältnis von Resignation und Freiheit, von existenziellem Durchgang durch Resignation zur Weltbejahung, von Resignation und «geistige[r] ethische[r] Bejahung des eigenen Daseins» (GW 1, 239 f.).

⁶⁰ KE 346-353; GW 2, 395-402.

7. Exemplarische Belege

Abschliessend möchte ich einige ausgewählte Stellen vorgelegen, die als weitere Belege dienen dafür, dass sich die hier versuchte Interpretation von Schweitzers ethischem Denken vertreten lässt. Wenn damit auch nicht der Anspruch verbunden ist, dieses vielgestaltige, wieder und wieder von vorn ansetzende Denken auszuschöpfen, so doch die Hoffnung, einen noch wenig begangenen Pfad zu seiner weiteren Erkundung einzuschlagen.

Immer neu und dem jeweiligen Zusammenhang entsprechend umschreibt Schweitzer, was er unter Ethik versteht. Nach den beiden Kategorien der Selbstvervollkommnung und der Hingabe ordnet er alle Bemühungen um Ethik in der Geschichte der Menschen. Beide Formen der Ethik in einer einzigen zu vereinigen, ist, so Schweitzer, bisher nicht gelungen. Dass er dies vollbracht habe und auch hierin ein Erneuerer sei, ist seine Erwartung. Er wagt den Gedanken, «dass die Hingebung nicht nur auf Menschen, sondern auf die Kreatur, ja überhaupt auf alles Leben, das in der Welt ist und in den Bereich des Menschen tritt, zu gehen habe» – also weit über Tiere und Pflanzen hinaus. Von der «wirklichen Ethik» verlangt er, sie «erhebe sich zur Vorstellung, dass das Verhältnis des Menschen zu den Menschen nur ein Ausdruck des Verhältnisses sei, in dem der Mensch «zum Sein und zur Welt überhaupt steht.» Wird die Ethik der Hingebung in solcher Weise «kosmisch», vermag sie sich mit «der Ethik der Selbstvervollkommnung, die von Haus aus kosmisch ist», zu verbinden.⁶¹ Wo Schweitzer darlegt, was zur «rechten Richtung» des ethischen Denkens gehört, verweist er denn auch darauf, dass «in der Ethik waltende Hingebung als Erscheinung eines innerlichen, geistigen Verhältnisses zur Welt» zu begreifen ist.⁶² Welt aber ist Welt der Erscheinungen; das Erkennen, das sich diesen unvoreingenommen zuwendet, lehrt «den Willen fort und fort ein und dasselbe Wissen: dass hinter und in allen Erscheinungen Wille zum Leben ist».⁶³ Wo ich mich denn an anderes Leben hingebe, «erlebt mein endlicher Wille zum Leben das Einssein mit dem unendlichen, in dem alles Leben ist.»⁶⁴ Wenn aber der Wille zum Leben in allen Erscheinungen ist, sind damit nicht allein Lebewesen gemeint; der unendliche Wille zum Leben muss als universelles Sein gedacht werden. Die Ethik, die diesem Konzept entspricht, kann nur als universale Mitwelt-Ethik, abstrakter gesprochen:

⁶¹ KE 319 f.

⁶² KE 328.

⁶³ KE 329; vgl. KE 303.

⁶⁴ KE 324.

als Seinsethik gedacht werden. Dem entspricht – neben vielen – ein Passus aus Band III der Kulturphilosophie: «Hat es die Ethik mit meinem Verhältnis zu allem Lebendigen zu tun, das in meinen Bereich tritt, so ist sie nicht etwas neben der Weltanschauung, sondern das Ergebnis derselben. Es gibt keinen andern Weg des Ergründens und Begründens des Guten, als dass ich mein Sein in dem unendlichen Sein zu begreifen suche⁶⁵. In meinem geistigen Verhältnis zum Sein überhaupt ist mein Verhalten zu den kreatürlichen Wesen bestimmt.»⁶⁶

Denken versteht Schweitzer als Modus des Überlegens, in dem es darum geht, Ordnung in unsere Beobachtungen zu bringen, die Zusammenhänge der Dinge vorzustellen und zu einer Erkenntnis der Welt zu gelangen. Auch Erkenntnis gehört also ins Überlegen. Dem Denken ist sie zwar genetisch vorgeordnet, logisch jedoch untergeordnet, und dies insofern, als das Denken, die Ergebnisse des Erkennens voraussetzend und von ihnen ausgehend, «mit dem Verhältnis des Menschen zu ihm selber und zur Welt beschäftigt ist. Im Denken suchen wir unser Dasein im unendlichen Sein zu begreifen.»^{67,68}. Aus solchem Denken fließt erst zureichende Weltanschauung; aus dieser erwächst, wie aus dem Kelch die Blume (so Schweitzer) die Ethik: Seinsethik, die alles, was als Erscheinung des Seins west, einschliesst und das richtige Verhältnis zum Sein selbst bedenkt.⁶⁹

⁶⁵ Hier fügt Schweitzer folgende Anmerkung ein: «Weltanschauung = mein geistiges Verhältnis zum Sein. Meine Einstellung.»

⁶⁶ KP III, 1/2, 58; vgl. ebd., 163.

⁶⁷ KP III, 3/4, 231.

⁶⁸ Natur ist «das unendliche Sein, mit dem sich das menschliche Sein auseinandersetzen muss» (KP III 1/2, 162).

⁶⁹ Im unmittelbaren Zusammenhang der hier angesprochenen Stellen fährt Schweitzer fort: «Unser Sein ist in natürlicher Weise in dem unendlichen Sein enthalten. Es gehört ihm als ein Teil desselben an. Da wir aber individuelles, geistige Persönlichkeit gewordenen Sein sind, vermögen wir es nicht, uns in dem unendlichen Sein wie der Kiesel, der im Bach rollt, zu verhalten. Wir empfinden die Nötigung, ihm auch in geistiger Weise anzugehören.» (KP III, 3/4, 231)

Bibliographie

Goethe, Johann Wolfgang, Sämtliche Werke. Band 16, Naturwissenschaftliche Schriften, Erster Teil. Buchclub Ex Libris: Zürich 1979. Unveränderter Nachdruck der Artemis-Gedenkausgabe zu Goethes 200. Geburtstag, hg. v. Ernst Beutler, unter Mitarbeit zahlreicher Fachgelehrter, hier Andreas Speiser. Zweite Auflage, Zürich 1961 bis 1966.

Härle, Wilfried, Ehrfurcht vor dem Leben, in: Marburger Jahrbuch für Theologie 9. 1997, 53 – 81.

Heidegger, Martin, Über den Humanismus, Vittorio Klostermann: Frankfurt am Main 1947.

Heidegger, Martin, Der Satz vom Grund, Günther Neske: Pfullingen 1953.

Kampits, Peter, Natur als Mitwelt, in: Oskar Schatz (Hrsg.), Was bleibt den Enkeln? Die Umwelt als politische Herausforderung, Styria 1978, 55-86.

Krebs, Angelika (Hrsg.): Naturethik. Grundtexte der gegenwärtigen tier- und ökoethischen Diskussion, Suhrkamp: Frankfurt am Main 1997.

Meyer-Abich, Klaus Michael, Wege zum Frieden mit der Natur. Praktische Naturphilosophie für die Umweltpolitik, Carl Hansel: München 1984

Schweitzer, Albert, Gesammelte Werke in fünf Bänden, hg. v. Rudolf Grabs, C. H. Beck: München 1974 und, seitengleich, Buchclub Ex Libris: Zürich o. J. (auch 1974)

Schweitzer, Albert: Kultur und Ethik, C. H. Beck: München 1990 (Nachdruck 1996).

Albert Schweitzer, Stassburger Predigten, hg. v. Ulrich Neuenschwander, C. H. Beck: München 1996.

Albert Schweitzer, Stassburger Vorlesungen, hg. v. Erich Grässer und Johannes Zürcher. Werke aus dem Nachlass, C. H. Beck: München 1998.

Schweitzer, Albert, Die Weltanschauung der Ethik vor dem Leben. Kulturphilosophie III, erster und zweiter Teil, hg. v. Claus Güzler und Johannes Zürcher. Werke aus dem Nachlass, C. H. Beck: München 1999.

Schweitzer, Albert, Die Weltanschauung der Ethik vor dem Leben. Kulturphilosophie III, dritter und vierter Teil, hg. v. Claus Güzler und Johannes Zürcher. Werke aus dem Nachlass, C. H. Beck: München 2000.

Albert Schweitzer, Die Ehrfurcht vor dem Leben. Grundtexte aus fünf Jahrzehnten, hg. v. Hans Walter Bar, C. H. Beck: München 2003 (8. Auflage).

Sitter-Liver, Beat, Plädoyer für das Naturrechtsdenken. Zur Anerkennung von Rechten der Natur, Beiheft 3 zur Zeitschrift für Schweizerisches Recht, Helbing & Lichtenhahn: Basel 1984.

Sitter-Liver, Beat, Wie lässt sich ökologische Gerechtigkeit denken? In: Zeitschrift für Evangelische Ethik 31, 1987, 271-295.

Sitter-Liver, Beat, Tiefenökologie. Kontrapunkt im aktuellen Kulturgeschehen, in: ders., Der Einspruch der Geisteswissenschaften. Ausgewählte Schriften, hg. v. Rainer J. Schweizer, Universitätsverlag Freiburg (Schweiz): Freiburg (Schweiz) 2002, 427-460.

Sitter-Liver, Beat, Ehrfurcht und Würde in der Natur, in: Leben inmitten von Leben. Die Aktualität der Ethik Albert Schweitzers, hg. v. Günter Altner u.a., Stuttgart 2005, 68-90.

Spaemann, Robert, Wirklichkeit als Anthropomorphismus, in: Information Philosophie, Oktober 2000, 7-18.

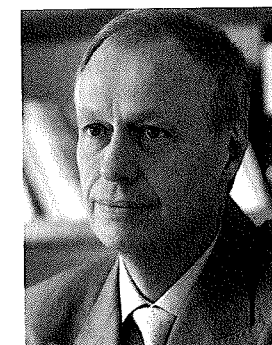
Abkürzungen

A. S.	Albert Schweitzer
Grundtexte	A. S., Die Ehrfurcht vor dem Leben. Grundtexte aus fünf Jahrzehnten, hg. v. H. W. Bär, München 2003, 8. Aufl.
GW	A. S., Gesammelte Werke in fünf Bänden, hg. v. R. Grabs, München 1974, seitengleich Zürich 1974 (Buchclub Ex Libris)
KE	A. S., Kultur und Ethik, München 1990, Nachdruck 1996
KP III 1/2	A. S., Die Weltanschauung der Ehrfurcht vor dem Leben. Kulturphilosophie III, erster und zweiter Teil, hg. v. C. Güzler und J. Zürcher, München 1999
KP III 1/2	A. S., Die Weltanschauung der Ethik vor dem Leben. Kulturphilosophie III, dritter und vierter Teil, hg. v. C. Güzler und J. Zürcher, München 2000
Strassburger Predigten	A. S., Strassburger Predigten, hg. v. U. Neuenschwander, München 1996
Strassburger Vorlesungen	A. S., Strassburger Vorlesungen, hg. v. E. Grässer und J. Zürcher, München 1998

Séance du 11 février 2008

LA LÉGITIMITÉ DES DROITS DE SUCCESSION

par
ALAIN STEICHEN



Les droits de succession constituent l'un des derniers, sujets de politique fiscale opposant traditionnellement gauche et droite. Les arguments avancés, tantôt pour justifier une imposition large des successions, tantôt pour réclamer l'abolition de cet impôt, ne manquent généralement pas d'être de subjectivité. L'objet de cette communication est dès lors de faire le point, en centrant l'analyse sur les questions d'efficience économique et de légitimité des droits de succession. Ce n'est pas parce qu'un impôt existe depuis longtemps qu'il est justifié pour autant. Inversement, les prétendus effets pervers sur l'économie doivent être démontrés. La revue des arguments avancés de part et d'autre montre que certaines affirmations habituellement avancées pour ou contre les droits de succession ne résistent pas à l'analyse. Si la communication n'opine pas clairement en un sens ou dans un autre, c'est que de l'avis de l'auteur les arguments pour comme contre les droits de succession s'avèrent en définitive moins percutants qu'en première analyse. Il s'agit d'un domaine où l'arbitrage politique reste nécessaire.

Table des matières

A. Efficience économique de l'impôt	7
I. Frein à l'accumulation du capital	8
1. Motifs de l'héritage	8
2. Comportement des héritiers.....	11
3. Destruction par l'impôt	12
II. Discriminations induites par l'impôt	12
1. Discrimination du capital marchand par rapport au capital non marchand	12
2. Discrimination du capital immobilier par rapport au capital financier	13
3. Discrimination des investissements de longue durée	14
4. Discrimination selon les circonstances de l'héritage.....	14
B. Justice et morale	15
I. Justice sociale	15
1. Un impôt uniquement prélevé sur les personnes riches	15
2. Caractère non mérité de l'enrichissement	19
3. Concentration du pouvoir politique au sein de quelques familles particulièrement fortunées	21
II. Justice « naturelle »	22
1. « Impôt sur la mort »	22
2. Impôt de superposition aux impôts existants	23
3. Cohésion familiale.....	25
4. Respect du droit de propriété.....	26
III. Justice fiscale	29
1. Imposition justifiée sur base de la capacité contributive.....	29
2. ... de l'héritier	32
3. Raisons d'une imposition distincte.....	32
C. Caractéristiques d'un système idéal d'imposition des successions	35
I. Imposition de la part d'héritage.....	35
II. Intégration des donations.....	36
III. Exclusions et réductions	37
1. Transferts intrafamiliaux	37
2. Transmission d'entreprises familiales	38
D. CONCLUSION.....	40

LA LÉGITIMITÉ DES DROITS DE SUCCESSION

A l'origine, les impôts de succession apparaissaient comme une taxe payée au souverain en contrepartie de l'avantage qu'il procurait à l'héritier en lui permettant d'entrer en possession des biens du défunt¹. D'où le recours au terme de « droits » de succession, emploi qui s'est perpétué jusqu'à ce jour. Déjà connus sous l'empereur Auguste², les impôts sur la succession avaient avant tout une finalité financière : procurer des ressources au Prince, afin de lui permettre de financer les dépenses publiques. On ne se souciait pas à l'époque de la question de la légitimité de cet impôt. Dans l'Antiquité, on cherchait avant tout à imposer ce qui se voyait ou ce qui se savait, à défaut de pouvoir taxer l'enrichissement réel des sujets de l'Empereur. L'heure était aux impôts indiciaires³, forme d'imposition particulièrement adaptée aux sociétés anciennes ou peu développées, dont les moyens de connaissance fiscale étaient restreints. Les péages fournissaient des ressources aisées à percevoir à l'Etat, de même que tous les droits auxquels pouvaient donner lieu les entrées et sorties de marchandises. Les impôts sur la succession répondaient à la même logique : quand un mort est enterré, ça se sait. Pourquoi dès lors ne pas prélever sa dîme, lorsque le transfert de biens a lieu ? Il ne saurait dès lors étonner que la quasi-totalité des États membres de l'OCDE connaissent depuis longue date un impôt sur les successions⁴. Notre pays, s'il connaît certes également les droits de succession, se singularise cependant par l'exonération des successions en ligne directe ainsi qu'entre époux ; ce qui ne l'empêche pas de prélever l'impôt en cas de donations entre ces mêmes personnes. La large exonération des successions avait d'ailleurs suscité, il y a presque vingt ans maintenant, les réserves de part du Conseil Économique et Social⁵. Ce dernier recommandait, en effet, une extension des droits de succession à l'ensemble des successions dont bénéficient les personnes parentées comme non-parentées, y compris les enfants et les époux.⁷

¹ GAUDEMET/MOLINIER, *Finances publiques*, T. 2, 5e éd., 1992, p. 104.

² G. ARDANT, *Histoire de l'impôt*, Livre I, 1971, p. 125.

³ J. CL. MARTINEZ, *Le statut du contribuable*, T. 1, 1980, p. 22.

⁴ Pour un aperçu synthétique: BELTRAME, *Techniques, politiques et institutions fiscales comparées*, 2e éd., 1997, p. 279.

⁵ CES, *La réforme globale de la fiscalité*, CES/REF GL. FISC (89), 1989.

Si l'impôt semble « avoir fait son lit »⁶ en termes de droit comparé, il continue toutefois à faire l'objet de vives polémiques⁷. L'idée d'imposer la transmission de propriété, pour normale qu'elle ait pu paraître par le passé, est en effet de plus en plus contestée de nos jours. Pour les uns, et non des moindres, l'impôt sur les successions devrait être purement et simplement aboli en raison de son caractère « immoral »⁸. Pour d'autres, au contraire, il faudrait plutôt le ressusciter⁹ là où il aurait disparu ou risquerait de disparaître¹⁰. Nicholas Sarkozy, lorsqu'il était encore candidat à l'Elysée, s'est également prononcé en faveur de la suppression de cet impôt, « parce que laisser le produit d'une vie de travail à ses enfants, c'est conforme à l'idée que je (Sarkozy) me fais du travail et de la famille »¹¹. Ce qui est contesté par une partie de la doctrine, c'est la légitimité de cet impôt. L'impôt doit en effet non seulement être *légal*, il doit également être *légitime*, c-à-d. susceptible de justification en raison¹². Il ne suffit pas que l'impôt soit ancien et qu'il soit prélevé dans de nombreux pays pour qu'il soit à l'abri de toute contestation. A y voir de plus près, on constate rapidement que le débat en la matière est controversé. Les propos tenus par Proudhon dans sa « critique de l'impôt sur les donations et successions »¹³ sont assez révélateurs du désarroi de la doctrine : d'un côté extrêmement réservé à l'égard du droit de propriété, source d'abus de la part des capitalistes, Proudhon dénonce malgré tout avec virulence l'impôt sur les successions, par lequel l'Etat « se fait réformateur des mœurs, s'introduit dans la

6 BENJAMIN FRANKLIN (1706 – 1790) ne disait-il pas : « in this world nothing can be said to be certain, except death and taxes ». Si l'impôt comme la mort sont tous les deux inéluctables, a fortiori doit-il en être de même d'un impôt assis sur la mort, car on ne fait que multiplier entre elles les certitudes.

7 Margaret Mitchel se plaisait ainsi à dire, dans *Gone with the Wind*, 1936 : « Death, taxes and childbirth ! There's never any convenient time for any of them ».

8 P. SALIN, Les droits de succession sont un impôt moralement inacceptable, *Le Figaro* 30 août 2006, p. 14. La remarque n'est pas nouvelle, même si le raisonnement sous cette forme l'est. Déjà Edmond Domet des Vorges, dans un pamphlet rédigé en 1899 contre le projet de Raymond Poincaré pour la création d'un impôt sur les successions fit recours, au thomisme, à la morale et à la théologie pour combattre le projet en question : EDMOND DOMET DES VORGES, *L'impôt des théologiens. Étude philosophique, morale et économique*, Paris, 1899.

9 W. GALE/J. SLEMMOD, *Resurrecting the Estate Tax*, Policy Brief n° 62, 2000.

10 En l'an 2000 le Sénat américain a voté l'abolition progressive des impôts de succession sur les dix prochaines années.

11 N. SARKOZY, Entretien, *Les Échos* 9 novembre 2006.

12 Sur cette question, v. A. STEICHEN, *La justice dans l'impôt*, th., Luxembourg, 1994; K. TIPKE, *Die Steuerrechtsordnung*, 3 t., 2^e éd., Cologne, 2006.

13 PROUDHON, *Œuvres complètes*, T. 15, « Théorie de l'impôt », 1868, p. 143.

famille, la nie ». Pascal Salin y voit « un processus politique par lequel une majorité brime une minorité et porte une grave atteinte à ses droits de propriété légitimes, sous prétexte qu'elle est plus ou moins riche »¹⁴. Steve Forbes lors de sa campagne pour les présidentielles américaines, reformula à l'occasion le vieil adage « no taxation without representation » en un « no taxation without respiration ». Certains opposants à l'impôt sur les successions assimilent cet impôt à un « pillage des tombes » et dénoncent ainsi son caractère immoral. L'imposition des successions freinerait la croissance économique, détruirait les petites entreprises familiales et engendrerait des mécanismes de fraude et d'évasion fiscale. Inefficace, injuste et complexe, l'impôt sur les successions devrait être mis au musée des antiquités fiscales.

D'autres personnes, par contre, estiment la critique excessive ou tout simplement non pertinente. Ils constatent que cet impôt ne frappe qu'une partie infime de la population, et encore uniquement ceux qui disposent d'un capital financier important. Ils pensent que cet impôt compléterait idéalement l'impôt sur le revenu, dont il compenserait certaines déficiences. Par ailleurs, une imposition fortement progressive des successions serait de nature à mieux réaliser l'égalité des chances entre les agents économiques, notamment en limitant la concentration des fortunes.

Il semble que le débat sur les impôts sur la succession soit un véritable débat de société, un choix étant à faire entre une *philosophie libérale* de type haykienne privilégiant la liberté individuelle du défunt, dont le comportement est réputé favoriser spontanément la réalisation des objectifs d'efficacité et de justice, et une *philosophie réformatrice* mettant l'accent sur le rôle redistributif de l'État¹⁵.

La question de la justification des impôts sur la succession n'est donc pas sans intérêt, car elle présente une dimension tant passionnelle que politique. Ne dit-on pas que les impôts sur la succession sont une « *taxation de la douleur* », un « *impôt sur la mort* » ? Seule cette dimension additionnelle permet d'expliquer pourquoi un impôt qui n'atteint en règle générale même pas 1% du total des prélèvements obligatoires d'un pays reçoit tant d'attention de la part des hommes politiques que de la doctrine. L'imposition des successions constitue l'une des questions les plus importantes en matière de politique fiscale et un sujet intrigant pour les chercheurs. Outre son association avec les morts et la richesse, deux sujets d'intérêt continu pour quiconque, l'impôt sur les successions touche aux questions d'arbitrage

14 P. SALIN, Les droits de succession sont un impôt moralement inacceptable, *Le Figaro* 30 août 2006, p. 14.

15 D. KESSLER, A. MASSON, P. PESTIEAU, *Trois vues sur l'héritage: la famille, la propriété, l'État, Économie et Prévision* n° 1001-101, 1991-4/5, p. 1.

à opérer entre la justice et l'efficacité économique dans la fixation de la politique d'un pays.

Les problèmes suscités pour l'imposition des successions sont multiples : juridiques sans doute également, mais avant tout économiques, psychologiques et moraux. Les juristes préfèrent généralement raisonner au sein du seul système juridique, les sujets d'intérêt débordant le seul domaine juridique mobilisant davantage la science économique. Cependant, ainsi que l'a déjà fait remarquer le Premier Président de la Cour de Cassation française au sujet de cette Haute Corporation dont l'analyse économique devrait devenir plus « pertinente »¹⁶, les juristes et philosophes ne sauraient se désintéresser des questions non purement juridiques en matière d'impôt des successions, quitte à s'aventurer sur des terrains qu'ils connaissent moins bien. Le juriste qui décide de rester exclusivement sur le terrain du droit se confine du même coup à un rôle de technicien, les grands axes et décisions en matière de politique fiscale étant du coup laissées aux économistes et politiciens. L'objet de cette contribution est d'aborder la question de la légitimité des droits de succession sous un angle pluridimensionnel, en recherchant l'apport de toutes les branches des sciences humaines s'intéressant au sujet. Du coup, il s'agit moins à éclairer le débat sous un jour nouveau, tout, ou presque, ayant déjà été dit, qu'à systématiser les arguments avancés de part et d'autre en faveur comme en défaveur de l'imposition des successions.

Ces arguments seront articulés autour du dilemme bien connu de l'efficacité et de l'égalité¹⁷. Le système fiscal doit interférer le moins possible avec la façon dont l'économie fonctionne, alloue les ressources, et donc permettre de prélever l'impôt à moindre coût pour les contribuables. L'assiette de l'impôt peut dissuader les individus de travailler et d'épargner et, par là même, aller à l'encontre de l'efficacité économique. Mais le système fiscal doit également être juste. À défaut il sera rejeté par les contribuables et entraînera des phénomènes de fuite devant l'impôt. On le verra, la discussion concernant la légitimité des impôts sur la succession privilégie ce terrain d'analyse, sans que les enseignements que l'on pourra en tirer soient toujours clairs.

¹⁶ CANIVET, *Les Échos*, 1^{er} mars 2004.

¹⁷ A. OKUN, *Equality and efficiency, the big trade-off*, Washington, 1975.

A. Efficience économique de l'impôt

La neutralité de l'impôt¹⁸ est un objectif recherché en économie. Elle était à l'honneur à l'époque libérale du XIX^e siècle où l'impôt était exclusivement limité au rôle de pourvoyeur de fonds au profit de l'*État-gendarme* ; celui-ci limitait ses dépenses au strict minimum. On l'associait alors souvent à l'idée que le *meilleur impôt* était nécessairement le *plus petit*. Les pouvoirs publics n'intervenaient pas dans les domaines économique et social. L'impôt était destiné à rester neutre, c.-à-d. qu'il avait « ni pour but, ni pour résultat, d'exercer une pression sur les contribuables pour les inciter à une action ou à une abstention quelconque »¹⁹. Tel est le cas, si ni le prélèvement fiscal, ni son emploi, ne sont discriminatoires à l'égard des structures, des ressources ainsi que des échanges économiques. Or, on le sait depuis les travaux d'Arthur Cecil Pigou²⁰, le seul impôt neutre est l'impôt de *capitation*, c.-à-d. un impôt uniforme et forfaitaire par contribuable. Certes, de nos jours l'impôt a non seulement une fonction financière, mais également des buts interventionnistes : il s'agit d'inciter les contribuables à adopter certains comportements jugés utiles pour le pays (incitations fiscales pour améliorer la croissance économique, pénalisations fiscales des activités nuisibles à l'environnement, etc.), à aider les plus défavorisés par l'allocation de ressources financées par l'impôt, etc. Mais les critiques de la « tentation interventionniste » sont bien connues : griserie de la puissance pour les hommes politiques qui ont le pouvoir de distribuer les privilèges et exonérations ; efficacité douteuse des mesures d'intervention dont le coût est souvent élevé²¹.

Sous l'angle de l'efficacité économique, l'imposition des héritages semble éminemment critiquable²². On craint notamment que le coût économique induit par la perception de cet impôt dépasse largement les sommes d'argent rentrant dans les caisses du Trésor public. Par ailleurs, que les personnes susceptibles de payer cet impôt changeraient de comportement pour échapper à cet impôt, ce qui réduirait notamment le stock de capital du pays. En raison du mode de détermination de sa base de calcul, limitée à tout ce qui est perceptible, l'impôt sur les successions présenterait en

¹⁸ Comp. AARON, J. PECHMAN, *How taxes affect economic behavior*, Washington, 1981, MANN, « Die Neutralisierung des Finanzsystems », in *Festschrift Fritz Neumark*, 1970, p. 67.

¹⁹ M. DUVERGER, *Finances publiques*, 11^e éd., Paris, 1988, p. 137.

²⁰ A.C. PIGOU, *A Study in Public Finance*, 3^e éd. Londres, reprint 1962, p. 86.

²¹ M. LAURE, *Science fiscale*, 1993, p. 37.

²² V. en détail P. SALIN, *L'arbitraire fiscal*, 2^e éd., 1996, p. 81.

outre certaines faiblesses théoriques susceptibles d'entraîner de graves distorsions dans les choix économiques des contribuables.

I. Frein à l'accumulation du capital

Pour Adam Smith²³ déjà, les impôts sur la succession risqueraient d'inciter au *gaspillage du patrimoine familial*, à tout le moins à la *consommation* par opposition à l'effort d'épargne. Pour qu'il y ait en effet une taxation, il faut une assiette imposable, en l'occurrence un patrimoine. Or, celui qui pratique la technique de la cigale ne transfère rien à ses héritiers, parce qu'il a tout consommé. Seule la fourmi créatrice de richesses qu'elle maintient intactes se trouve taxée. Cette critique n'est pas propre à l'impôt sur les successions, mais s'applique à tout impôt sur le capital (dont l'imposition des successions ne constitue qu'une variété). L'impôt sur les successions réduisant le stock de capital susceptible d'être transféré aux héritiers, l'effort d'épargne devra être plus élevé afin de pouvoir léguer la même fortune. Ce qui rend la consommation immédiate de la fortune plus attractive. Autrement dit, l'imposition des successions risque de diminuer l'épargne collective. Les conséquences d'une réduction du stock d'épargne entraînant une hausse des taux d'intérêt (phénomène de raréfaction), la part que les entreprises allouent au facteur travail ira en diminuant. Sur le long terme, une hausse de l'impôt sur les successions pourrait ainsi augmenter la part des revenus allant au capital et paradoxalement diminuer les salaires des employés et des ouvriers²⁴.

1. Motifs de l'héritage

Toute richesse naissant de l'activité humaine, on peut certes admettre que celle-ci faiblit nécessairement là où manque l'aiguillon de la propriété privée. Le formidable essor économique dont bénéficie la Chine depuis quelques années en est la preuve a contrario. La volonté du contribuable de léguer sa fortune et la garantie de pouvoir le faire sans déchets majeurs constitue sans doute l'un des moteurs de l'activité économique. Le chef d'entreprise travaille non seulement pour lui-même, mais également pour transmettre son « œuvre » à ses descendants qui reprendront le flambeau : « la préoccupation de transmettre un patrimoine à ses descendants n'est pas l'une des moindres motivations qui pousse les hommes à entreprendre

²³ A. SMITH, *An Inquiry into the Nature and the Causes and the Wealth of the Nations*, London, 1776, book V.

²⁴ J. STIGLITZ, *Notes on Estate Taxes, redistribution, and the Concept of Balanced Growth Path Incidence*, *Journal of Political Economy* 86, 1978, p. 137.

et à chercher la performance dans la compétition économique », faisait déjà remarquer Maurice Lauré²⁵.

Mais ce raisonnement est trop court et n'embrasse pas toutes les situations possibles. Le souci de léguer une certaine somme d'argent à leurs enfants n'est pas nécessairement l'unique *motivation pour les parents pour épargner*. D'autres modèles comportementaux sont tout autant envisageables. Les parents peuvent ne pas s'intéresser à ce qu'ils lèguent par la suite, mais constituer un capital financier uniquement sous une optique d'*épargne de précaution* (modèle « égoïste ») : il s'agit d'épargner suffisamment pour payer les annuités sur la dette contractée pour financer la maison, pour disposer d'un train de vie suffisant à l'âge de la retraite, etc. Épargnant uniquement pour eux-mêmes et non pas pour les générations futures, les parents ne changent pas leurs habitudes en raison de l'existence d'un impôt sur les successions, puisque cet impôt frappe les héritiers et non pas eux-mêmes. La fortune léguée sera moindre, c'est tout. Dans le modèle « égoïste », il n'y a aucune raison de ne pas prélever d'impôts sur la succession : le montant du capital épargné ne changera pas, et les héritiers n'ont aucune raison de se plaindre de la manne providentielle dont ils bénéficient, le cas échéant amputée de l'impôt.

Mais les parents (et malheureusement également leurs enfants) peuvent aussi considérer l'héritage comme la *rémunération de services passés rendus par les enfants*²⁶ (modèle « contractualiste »). Les parents évaluent dans ce modèle les services rendus par leurs enfants qu'ils achètent en quelque sorte en leur promettant de leur laisser à terme leur fortune. L'impôt sur l'héritage constitue dans ce cas un impôt transactionnel similaire à celui rencontré pour les achats de biens et de services, de sorte que l'on peut recourir à l'analyse classique en matière de répercussion de l'impôt. L'épargne des parents durant la première phase (lorsqu'ils sont actifs) dépend dans ce cas de l'élasticité des prix de la demande de services de support des enfants durant la seconde phase (lorsqu'ils seront retraités). Si la demande pour ces services est inélastique, la fiscalité n'aura que peu d'influence sur le niveau de la demande : pour s'assurer un niveau inchangé de services de la part de leurs enfants, les parents épargneront davantage durant la première phase. Si par contre la demande est élastique (élasticité supérieure à 1), l'impôt sur les successions diminuera la demande des parents durant la deuxième phase et partant le taux d'épargne durant la première phase. Il est dès lors importe de connaître exactement l'élasticité de la demande.

²⁵ M. LAURE, *Science fiscale*, 1993, p. 178.

²⁶ D. COX, *Motives for Private Income Transfers*, *Journal of Political Economy* 95, 1987, p. 508.

Les études statistiques effectuées aux États-Unis durant la période 1916 – 1996 ne permettent pas de tirer des conclusions définitives sur le sujet. A devoir choisir, il semble que l'élasticité des services soit supérieure à un, car des changements au fil du temps dans les taux d'imposition n'ont guère modifié le stock de capital aux États-Unis. Dans le modèle contractualiste, l'imposition des successions paraît donc également défendable, même si l'estimation précise de l'élasticité reste sans doute sujette à caution.

Bien sûr, les relations familiales ne fonctionnent pas nécessairement selon le modèle contractualiste, certains parents étant uniquement mus par de bons sentiments vis-à-vis de leurs enfants (*modèle « altruiste »*). Dans le modèle altruiste tirent de l'utilité du fait de pouvoir leur léguer un jour une fortune : sentiment de vertu en raison du sacrifice consenti au profit d'autrui ; désir de prestige (ex. : les donations récentes de Bill Gates et de Warren Buffet) ; impression d'avoir exécuté une obligation morale vis-à-vis de ses enfants, etc. Cette utilité due au « *warm glow* »²⁷ constitue un bien comme un autre ; c'est également la raison pour laquelle Henry Simons a inclus les donations dans le revenu imposable du donateur²⁸. Les juristes éprouvent certes souvent quelque peine à emprunter les chemins de l'abstraction économique, lorsqu'elle impute des revenus de jouissance à une personne du simple fait qu'elle tire de la satisfaction dans la contemplation d'un tableau qu'elle possède, de loisirs ou comme ici du plaisir à donner. Mais comment expliquer autrement les dons ? Le don réduit le niveau de vie du donataire. Aucune personne rationnelle n'acceptera de diminuer volontairement son pouvoir d'achat, si le don ne lui procure pas plus de satisfaction personnelle que de désagréments²⁹. Il faut donc retenir que les parents tirent de l'utilité dans le fait que leurs enfants peuvent dorénavant consommer davantage. Les parents compareront dès lors leur perte d'utilité personnelle au gain d'utilité qu'ils tirent eux-mêmes du transfert de capital aux héritiers. À l'équilibre les gains et les pertes s'équilibreront. Mais le gouvernement qui s'intéresse davantage au bien-être collectif (qu'il essaiera de maximiser) devra également tenir compte de l'utilité de l'héritage pour son bénéficiaire. L'héritage augmentant toujours (sauf pour le regretté abbé Pierre s'il avait hérité lui-même) l'utilité marginale

27 J. ANDREONI, *Impure Altruism and Donations to Public Goods : A Theory of Warm-Glow Giving ?*, *Economic Journal*, 1990, p. 464.

28 H. SIMONS, *Personal Income Taxation*, 1938.

29 W. KOPCZUK/J. SLEMROD, *Dying to Save Taxes: Evidence from Estate Tax Returns on the Death elasticity*, NBER Working Paper no 8158, 2001 ; v. également : S. FIEKOWSKY, *The Effect of Saving of the United States Estate and Gift tax*, *Federal Estate and Gift taxes*, éd. Carl. S. Shoup, 1966, p. 228 ; T. BESLEY, /C. MEGHIR, *Tax based savings incentives*, 1998 ; W. GALE/M. PEROZECK, *Do Estate Taxes Reduce Saving ?*, 2000.

du bénéficiaire, l'on peut en déduire qu'à l'équilibre trop peu de capital est transféré, ce qui justifierait le subventionnement fiscal des héritages plutôt que leur imposition.

Afin de pouvoir se prononcer utilement sur les conséquences économiques des héritages en termes d'effort d'épargne, il faudrait donc connaître les motivations sous-jacentes à l'héritage. Celles-ci changeant sans doute selon les personnes concernées, il n'est guère possible de tirer des enseignements définitifs en la matière.

2. Comportement des héritiers

On pourrait ajouter qu'il importerait peu en définitive que les parents réduisent ou non leur épargne en raison de l'impôt sur les successions. L'existence d'un impôt sur les successions réduit de toute façon le montant de capital reçu par les bénéficiaires et partant l'épargne collective du pays.

Mais cet argument d'efficience néglige le comportement des enfants dans le processus. Si leur comportement reste inchangé, l'épargne collective aura effectivement diminué. Mais la situation sera différente si les enfants s'attendent à voir leur héritage amputé de l'impôt, auquel cas ils pourraient décider d'épargner davantage afin de compenser la future ponction fiscale³⁰. On retrouve ainsi la fameuse théorie de l'« *équivalence ricardienne* » dont l'application moderne conduit à considérer qu'en cas de relance budgétaire financée par le déficit, les agents économiques anticiperont la probabilité d'une hausse d'impôts futurs et augmenteront leur épargne pour s'y préparer, ce qui diminue les effets du multiplicateur keynésien traditionnel. En substituant la dette publique à l'impôt, le gouvernement ne modifie donc pas la valeur actuarielle des impôts futurs et, partant, le revenu permanent des ménages³¹. Si pour David Ricardo tout est une question « d'impôt aujourd'hui » ou « d'impôt demain », l'on pourrait dire qu'en matière d'impôts sur la succession que tout est une question « d'épargne aujourd'hui » ou « d'épargne demain ».

Les enfants devant normalement épargner davantage en raison de l'impôt sur les successions, et l'incidence de cet impôt sur les parents restant incertain, l'impôt des successions pourrait ainsi favoriser la constitution de l'épargne plutôt que de la détruire.

30 En ce sens D. WEIL., *The Saving of the Elderly in Micro and Macro Data*, *Quarterly Journal of Economics* 109 no 1, 1994, p. 55.

31 En détail : STEICHEN, *Finances publiques*, Luxembourg, 2007, p. 370.

3. Destruction par l'impôt

On avance parfois également l'argument que les impôts sur la succession entraîneraient un risque de destruction de l'assiette imposable : l'impôt, s'il fournit certes des rentrées immédiates au Trésor, le priverait cependant de *recettes futures* sous la forme d'impôts prélevés sur les revenus d'épargne. Par l'impôt sur les successions, « l'État se coupe les vivres à lui-même »³². Il tue la poule aux œufs d'or. C'est la méthode de Panurge brûlant son bois pour en vendre les cendres.

Cette remarque est sans doute exacte, lorsque les impôts sur la succession se trouvent prélevés à des taux élevés. Elle perd cependant en pertinence, lorsque les taux sont plus faibles. Si le capital n'est pas trop fortement entamé par l'impôt, il pourra se reconstituer intégralement au bout d'un certain nombre d'années. « Si on n'entame pas trop la viande de la vache, l'animal peut cicatriser sa plaie », observe Maurice Duverger³³.

II. Discriminations induites par l'impôt

La véritable critique sur le plan économique réside plutôt dans les distorsions dans les choix économiques créées par l'imposition des successions.

1. Discrimination du capital marchand par rapport au capital non marchand

Plus convaincant paraît dès lors la critique du caractère biaisé de cet impôt : touchant le *capital marchand* à l'exclusion du *capital humain*, il défavorise ceux qui lèguent une fortune mobilière ou immobilière et avantage ceux qui ont investi dans la formation de leurs descendants. *Pascal Salin* s'interroge avec raison sur le fondement philosophique et moral d'un système fiscal où les parents ont le droit de transmettre un savoir, un réseau de connaissances, une éducation à leurs enfants (le « capital non financier »), mais se trouvent sanctionnés (par la voie de l'impôt), lorsqu'ils leur transmettent un capital financier³⁴. Le capital humain que les parents transmettent à leurs enfants constitue pour ces derniers une source d'enrichissement, certes intangible, mais tout aussi réelle que la transmission du capital financier. Cette critique

³² Cf. J. LAFFERRIERE/M. WALINE, *Traité élémentaire de science et de législation financières*, 1952, p. 281; dans le même sens G. TIXIER/G. GEST, *Manuel de droit fiscal*, 4e éd., 1986, p. 124.

³³ M. DUVERGER, *op. c.*, p. 145.

³⁴ P. SALIN, *op. c.*, p. 124.

est d'autant plus pertinente que le capital humain constitue une fraction importante du capital d'une personne³⁵.

Alors pourquoi cette différence de traitement ? Ne devrait-on pas traiter le capital humain et le capital financier sur un pied d'égalité ? Peut-on justifier l'exonération de la transmission du capital humain et l'imposition du transfert de capital financier ? Sans doute le capital humain est-il susceptible de créer des externalités fiscales positives pour le futur, car le capital ainsi transmis sera susceptible de générer des revenus plus importants pour son bénéficiaire, ces revenus étant soumis à l'impôt. La transmission du capital financier, par contre, pourrait plutôt entraîner des externalités fiscales futures négatives, le bénéficiaire réduisant son offre de travail en raison des revenus de capital dont il dispose dorénavant. L'imposition serait donc justifiée par des considérations économiques en fonction des retombées fiscales espérées des deux formes de transmission de capital. Mais ce raisonnement a ses limites. S'il s'applique sans doute relativement bien aux héritages reçus à l'époque où on est encore jeune, on ne voit guère pourquoi une personne travaillerait moins à 25 ans parce qu'elle sait qu'elle héritera à l'âge de la retraite. Or de nos jours, en raison de l'allongement de la durée de vie des personnes, on hérite généralement à un âge de plus on plus avancé, de sorte que cet argument n'a guère de valeur.

2. Discrimination du capital immobilier par rapport au capital financier

Mais l'impôt sur les successions provoque également des effets plus insidieux de *fraude fiscale*. On ne peut matériellement dissimuler un immeuble, une entreprise ; par contre les valeurs mobilières, transmissibles sans grandes formalités, sont aisément dissimulables devant les investigations du fisc. Une partie de ces placements – l'or, les bijoux, les tableaux – est non seulement parfaitement inutile du point de vue économique ; mais surtout, elle fait de l'impôt sur les successions un impôt parfaitement injuste. Les contribuables sont imposés non pas en fonction de leurs facultés contributives, mais selon leur capacité variable à frauder le fisc.

Avec l'essor de la fortune mobilière au détriment de l'immobilier, les impôts sur la succession deviennent un impôt sur la bêtise et l'ignorance : ceux qui ne savent pas que l'État tentaculaire accompagne le contribuable jusqu'à sa mort et qui ignorent les bienfaits de l'adage « *res mobilis, res*

³⁵ J. DAVIS/J. WHALLEY, *Taxes and Capital Formation : How Important is Human Capital ? National Saving and Economic Performance*, 1991, p. 163.

vilis » subissent l'impôt; les autres, par contre, jouissent en toute quiétude de leurs placements bancaires faits à l'étranger.

3. Discrimination des investissements de longue durée

On avance parfois également le risque de raccourcissement de l'*horizon temporel* des agents économiques en termes d'opérations d'investissement. Les investissements les plus productifs comportent souvent un facteur important de risque et un temps incertain, mais souvent long, d'immobilisation. La crainte de devoir payer des impôts sur la succession élevés inciterait ainsi contribuables à investir dans des biens susceptibles d'être convertis à brève échéance en liquidités. Il en résulterait une diminution du dynamisme économique dont le pays tout entier aura à souffrir. Comme le faisait déjà remarquer *Jean Carbonnier* avec finesse : « C'est parce que la propriété est héréditaire qu'elle peut faire de grandes choses »³⁶. Mais on n'est pas véritablement convaincu par l'argument. Les personnes qui font avancer l'économie sont celles qui ont la quarantaine, qui commencent à bâtir leur entreprise, pour certains leur empire. Ceux qui décèdent ont généralement atteint depuis fort longtemps l'âge de la retraite et limitent leur contribution à l'économie sous la forme d'achat de services de gériatrie.

4. Discrimination selon les circonstances de l'héritage

Avec l'imposition des successions, les familles sont discriminées selon les circonstances particulières entourant la transmission de l'héritage. Si le décès survient inopinément, l'impôt ne pourra généralement pas être évité, faute de préparatifs adéquats. De même, s'il existe des conflits au sein de la famille, ces différends se traduiront généralement également en termes de contentieux en matière d'héritage, de sorte qu'il sera trop risqué de vouloir frauder le fisc.

Autrement dit : l'imposition des successions aboutit à exiger une charge fiscale différente de familles à niveau de vie identique, ce qui est contraire au principe d'égalité horizontale.

³⁶ J. CARBONNIER, *Flexible droit*, 6e éd., p. 265.

B. Justice et morale

Si l'imposition des successions fait souvent la une des journaux, cela tient largement aux questions de justice et de morale qu'elle suscite. On peut opposer d'un côté la justice sociale visant à redistribuer les richesses et la justice « naturelle » prêchant le respect du droit de propriété et de la famille. Il faut cependant compléter ces deux justices par des considérations propres à la fiscalité.

I. Justice sociale

L'impôt sur les successions serait juste parce qu'il ne frappe que les personnes riches sur des enrichissements non mérités.

1. Un impôt uniquement prélevé sur les personnes riches

Pour d'aucuns, les impôts sur la succession seraient justifiés par le seul fait qu'ils permettent *de lutter contre l'accumulation excessive du capital*. Ne dit-on pas qu'en France 1% des ménages les plus fortunés possèdent 20 % de la fortune totale³⁷? Aux États-Unis, si 1% des ménages perçoivent 17% des revenus du pays, ils détiennent 38% de la fortune du pays. Ces résultats sont tout à fait généralisables : la concentration des richesses est plus grande dans tous les pays que la concentration des revenus. Cette situation s'explique aisément. Avec la progressivité des taux en matière d'impôt sur le revenu, empêchant pratiquement les plus doués de véritablement faire fortune, l'héritage devient *un facteur déterminant de la concentration des fortunes*³⁸. Des taux d'imposition élevés prélevés sur les successions permettraient dans ce cas de redistribuer « plus équitablement » les fortunes. Mais il faut se méfier de ce genre de raisonnement visant à pénaliser le succès et reflétant sans doute la plupart du temps surtout des sentiments d'envie à l'égard des personnes riches.

Les hommes politiques sont des hommes comme tous les autres ; il n'y a donc pas lieu de supposer qu'ils se comportent autrement que la majorité des citoyens. Ceux-ci poursuivent avant tout, comme tout un chacun, leurs propres intérêts et leur propre bonheur. De ce fait, *les hommes politiques prendront la majorité de leurs décisions en fonction des avantages personnels pouvant en découler, et non pas en fonction du bénéfice*

³⁷ F. HOLLANDE, *Rapport d'information sur la fiscalité du patrimoine*, Assemblée nationale, n° 1415. D'après B. Salanié 90% des conjoints qui héritent et 80% des enfants ne paieraient pas d'impôts de succession, *La Tribune/Forum*, jeudi 22 février 2007.

³⁸ Comp. VALLEE, *Economie des systèmes fiscaux comparés*, 1994, p. 222.

qu'en retirerait la société dans son ensemble. Ces avantages personnels s'identifient, en matière politique, à la réélection, à l'édification du fief politique : un homme politique soucieux de ses intérêts s'efforcera toujours en premier lieu de conquérir le pouvoir, ensuite de le consolider, afin d'être à même de le conserver durablement³⁹. Le président Abraham Lincoln l'avait déjà dit : « on ne peut rien faire sans le consentement populaire ; avec celui-ci, tout peut être réalisé »⁴⁰. En conséquence, les *bulletins de vote* seront d'autant plus recherchés qu'ils font masse. Ceci contraint l'homme politique à accéder aux exigences des *groupes de pression*, en distribuant des privilèges aux groupes qui lui ont permis d'être élu. Ce phénomène conduit l'homme politique à s'aligner en fin de compte sur les instincts de ses électeurs. Ce « *troc de suffrages contre des promesses* »⁴¹ aboutit inévitablement à l'« arrosage » budgétaire par les parlementaires, ceux-ci ayant compris depuis longtemps déjà que l'électeur n'aimait pas être également contribuable⁴². Il s'agit là d'un problème inévitable en régime parlementaire : dans les sociétés pluralistes telles que les nôtres, la majeure partie des hommes politiques sont en effet élus sur le plan local ou sont liés en ce qui concerne leur élection à certains groupes ou milieux. Les valeurs et propriétés auxquelles ces hommes politiques sont sensibles sont de ce fait assez souvent proches des valeurs et priorités locales, corporatives ou intéressant un groupe particulier d'électeurs. Sous la pression d'intérêts locaux ou catégoriels, pression à laquelle les hommes politiques, au vu de leurs nécessités électorales, sont spécialement sensibles, leurs décisions ne sont pas déterminées par un calcul objectif et désintéressé des avantages et inconvénients de telle ou telle situation ; elles sont bien plus fonction des avantages qu'elles sont susceptibles de procurer aux intérêts locaux

39 Ainsi que le fait remarquer DOWNS, *An Economic Theory of Democracy*, New York, 1956, p. 28 : « (...) les parties formulent des politiques de façon à gagner les élections plutôt qu'ils ne gagnent les élections parce qu'ils formulent des politiques ».

40 LINCOLN : « Public consent is everything ; without public consent nothing can succeed ; with public consent nothing can fail ». Le consentement populaire n'est toutefois pas la panacée contre les lois injustes, ainsi que J.J. Rousseau l'avait déjà constaté, J.J. ROUSSEAU, *Du contrat social*, 1763, reprint Paris, 1977, Livre 3, Chap. 15, p. 266 : « Le peuple anglais pense être libre, il se trompe fort ; il est esclave, il n'est rien. Dans les courts moments de sa liberté, l'usage qu'il en fait mérite qu'il la perde ».

41 DUCROS, *Sociologie financière*, Paris, 1982, p. 288.

42 KLEIN/BITTKER/STONE, *Federal income taxation*, 7e éd., Boston, 1987, p. 36 : « politicians have always sensed that voters don't like being taxpayers ».

ou catégoriels qu'ils représentent⁴³. Aussi, la liste des bénéficiaires de l'interventionnisme fiscal a une signification des plus claires : elle regroupe les catégories sociales dominantes, c-à-d. celles détenant une position stratégique dans la procédure de consultation électorale⁴⁴. Russel Long exprime cette idée non sans humour : « Don't tax you, don't tax me, tax the fellow behind the tree »⁴⁵.

Essayant d'acheter des votes électoraux en échange de faveurs à accorder à ses électeurs, l'homme public adoptera une stratégie fiscale toute tracée. Il sera en faveur de prélèvements frappant des contribuables peu nombreux ou dépourvus du droit de vote⁴⁶ et il se prononcera en faveur de la capacité contributive avec des *taux d'imposition progressifs*⁴⁷. Et, c'est ce qui nous intéressera surtout ici, il éprouvera une certaine sympathie à l'égard de ceux, nettement majoritaires, qui revendiquent une lourde imposition des successions. Il est en effet bien connu qu'on a *fiscalement tort lorsqu'on est politiquement minoritaire*⁴⁸. J.-Cl. Martinez exprime cette idée comme suit : « le droit fiscal est le jeu du pouvoir et de l'argent, des fins et des moyens, de l'individu et de la Société, de la liberté et de l'asservissement. C'est en ce sens qu'il est un phénomène politique »⁴⁹. La fiscalité ne fait donc qu'habiller juridiquement un rapport de forces économiques ou politiques.

43 Comme le fait remarquer MARTINEZ, *Fraude fiscale*, Paris, 1984, p. 55 : « La fiscalité cesse d'être au service du Bien Commun, pour devenir un instrument d'échange sur le marché électoral où se négocient les majorités politiques (...). La fiscalité n'est pas ordonnée vers une fin légitime, mais organisée au profit des groupes de pression les plus actifs ».

44 Comp. MARTINEZ, « L'économie, la fiscalité et l'imposture », *Mélanges Péquignot*, Montpellier, 1984, p. 473. (487) : « les familles ont le nombre, les entreprises ont les otages de l'emploi et le chantage de la crise, les propriétaires ont le poids de l'inconscient d'un peuple d'agriculteurs et toute une série de salariés ont l'avantage des positions stratégiques au Parlement, dans les médias ou plus simplement à Paris ».

45 REESE, « The Thoughts of Chairman Long », Part I : The Politics of Taxation, in : *Tax Notes*, 6, Feb. 27, 1978, p. 199.

46 DUCROS, op. c., p. 307.

47 Comp. BÖS/TILLMANN, *Neid und progressive Besteuerung*, 1983, p. 637.; FORTE/GIARDINA, « The Crisis of the Fiscal State », in ROSKAMP/FORTE (eds), *Reform of Tax Systems*, Detroit, 1981, p. 1. (3); LAURE, *Science fiscale*, Paris, 1993, p. 18; METZLER/RICHARD, *Why Government grows (and grows) in a Democracy*, The Public Interest, n° 52, 1978, p. 111; NISKANEN, *Progressive Taxation and Democratic Government*, Berlin, 1989, p. 1.

48 Adaptation de la fameuse remarque du député français Laignel à l'attention de l'opposition, et notamment Jean Foyer ; Laignel s'est exprimé comme suit : « Vous avez juridiquement tort parce que vous êtes politiquement minoritaires ».

49 MARTINEZ/ DI MALTA, *Droit fiscal contemporain*, T. 1, Paris, 1986, p. 2.

Une telle vue n'est toutefois pas acceptable. La vie en société, ainsi que le pouvoir de contrainte propre au droit fiscal, ne sont acceptables qu'à condition qu'ils apportent à chacun plus d'avantages que d'inconvénients⁵⁰. La légalité du bien-être collectif fait défaut, lorsqu'elle n'est assurée qu'au mépris des intérêts des groupes minoritaires⁵¹. Dans un tel cas, le droit fiscal contraignant se transforme, à l'égard des groupes minoritaires, en violence et reste illégitime. *Un ordre social doté du pouvoir de contrainte ne sera considéré comme étant juste qu'à condition qu'il se révèle être profitable à chacun des membres du groupe, et non pas seulement à sa fraction majoritaire*⁵². Il s'agit là d'un débat qui dépasse largement le cadre de la justice fiscale. L'oppression des minorités est en effet la fin de la démocratie, cette dernière étant fondée sur l'existence et le respect du pluralisme des courants d'idées et d'opinions. Sur cette toile de fond l'imposition des successions, tout comme d'ailleurs la progressivité de l'impôt sur le revenu dont elle ne fait qu'accentuer les caractères, paraît particulièrement suspecte. Comme le faisait déjà remarquer *Vilfredo Pareto* en 1899⁵³ pour la progressivité de l'impôt sur le revenu : « Pour l'impôt progressif, le danger vient, surtout dans les pays où règnent le suffrage universel et le parlementarisme, de ce que l'on sait où l'on commence, mais l'on ne sait pas où l'on finit. Les impôts finissent par être votés par des gens qui, non seulement ne les paient pas mais qui, en outre, se partagent le produit des impôts qu'ils font payer aux autres ». On pourrait y ajouter un argument économique : affirmer que l'impôt sur les successions ne frapperait que les personnes riches présuppose que le redevable de cet impôt soit également la personne qui le supporte en définitive. C'est la question de l'incidence de l'impôt. Tout impôt étant nécessairement supporté en dernier ressort par une personne physique, ce n'est évidemment pas la masse successorale en tant que telle qui subit l'impôt. L'impôt sur les successions frappant une rupture d'existence, ce

50 Comp. ADAIR, « La Théorie de la Justice de John Rawls », *Rev.fr.sc.pol.*, 1991, p. 81 : « Une société est une association d'individus visant à assurer des avantages mutuels à chacun de ses membres ».

51 FABRE, *Principes républicains de droit constitutionnel*, 4e éd., Paris, 1984, p. 41.

52 Comp. HÖFFE, *La Justice Politique*, Paris, 1991, p. 50. Höffe oppose l'avantage collectif à l'avantage distributive profitant à chacun; seul ce dernier est conforme à la conception que l'auteur se fait de la justice politique. Ceci n'est pas suffisamment pris en compte par le Pr. VOGEL, *Der Finanz- und Steuerstaat*, 1987, p. 346. (377.); cet éminent auteur se satisfait d'une reformulation du « principe de la reproductivité », tel qu'il fut dégagé par Lorenz von Stein à la fin du 19^e siècle : un impôt serait justifié si l'État fournit, en contrepartie, à la collectivité, mais non pas nécessairement à chaque individu, des services d'une valeur au moins équivalente.

53 V. PARETO, *Le Monde économique*, 1899.

n'est pas non plus le défunt qui supportera l'impôt, quelle que soit d'ailleurs la technique fiscale retenue : impôt sur la masse successorale de type anglo-saxonne prélevé sur la totalité des biens laissés par le défunt, ou impôt sur la part d'héritage de type continental due sur la part de fortune recueillie par chaque héritier. L'incidence de l'impôt tombera toujours en première analyse sur l'héritier dont il réduira la part d'héritage recueillie. Vu sous cet angle, l'impôt sur les successions augmente sensiblement la progressivité de l'imposition du revenu de l'héritier, de sorte que l'objectif semble atteint⁵⁴. Mais on ne peut s'arrêter là, car il faut intégrer les conséquences plus lointaines éventuelles de l'impôt sur les successions en termes d'effort d'épargne. Si comme certains le pensent, l'impôt des successions réduit l'effort d'épargne de la Nation, la charge fiscale tombera en définitive sur les salariés plutôt que sur les capitalistes, ce qui est contraire aux objectifs poursuivis. En l'absence de certitude sur ce point, la sagesse commande de ne pas prélever d'impôt dont on ne sait pas s'il ne se retournera pas contre ceux qu'il vise à protéger.

2. Caractère non mérité de l'enrichissement

On justifie souvent également l'imposition des successions par le fait qu'elles accroissent la fortune du bénéficiaire sans *aucun effort* de sa part. Au regard de la morale, les inégalités que les successions créent ne sont pas justifiables, car elles ne résultent ni du talent, ni des mérites individuels, mais du simple hasard génétique. « A chacun selon ses œuvres », dit *E. Vallier*, « mais non pas à chacun selon ses ancêtres ». Aussi est-il tentant de justifier les impôts sur la succession par leur capacité à contribuer au respect de l'égalité des chances au départ que l'on définira avec *Dworkin* comme l'égalisation des différences dans le bien-être qui sont attribuables à des facteurs sur lesquels l'individu n'a aucune emprise⁵⁵. Cet argument souvent avancé⁵⁶ est en définitive moins convaincant qu'il n'y paraît à première vue.

De nos jours, avec l'allongement de la durée de vie, les héritages surviennent plutôt « à l'arrivée » que « au départ »⁵⁷, ce qui enlève une bonne partie de la pertinence éventuelle de la critique.

54 W. GALE/J. SLEMROD, *Rethinking the Estate and Gift tax : Overview*, in : *Rethinking Estate and Gift Taxation*, 2001, p. 23.

55 R. DWORKIN, *Sovereign Virtue : The Theory and Practice Equality*, 2000.

56 V. la littérature citée par HAY, « Considérations d'ordre économique sur les droits successoraux », *R.F.F.P.*, n° 42, 1993, p. 79.

57 M. GRIMALDI, *Droit civil. Successions*, p. 31, parle même de « complément de retraite ».

Par ailleurs, force est de constater que, s'il n'est pas bon que la puissance économique soit distribuée sans considération des mérites, les mieux nantis n'étant pas nécessairement les plus compétents, il n'est pas recommandable non plus de faire profiter autrui, par la voie de l'impôt, de l'effort accompli par le défunt. *Les enfants du défunt n'ont sans doute aucun mérite dans ce qui a été accompli par le défunt ; mais ils ont au moins autant de mérite que ceux qui profitent de la redistribution des richesses*⁵⁸.

Entre les héritiers membres de la famille et ceux qui bénéficient d'une manne de la part de l'État, parce qu'ils se trouvent être dans le besoin, le choix n'est pas aisé. Aucun n'a mérité ce qu'il obtient. Ne devrait-on dès lors pas simplement respecter la volonté du défunt et permettre le transfert intégral de son patrimoine à ses héritiers ? L'idée d'un impôt sur les successions s'explique sans doute par l'attachement de certains au mythe égalitaire. Il est tentant en effet de tout ramener à l'influence du milieu, en prétextant l'appartenance à un groupe social défavorisé au départ pour expliquer une situation défavorable à l'arrivée. Les fortunes, dans cette optique perpétuent les inégalités et l'impôt ne pourra jamais être suffisamment lourd pour rétablir l'équilibre. Mais personne ne peut mettre aujourd'hui en doute l'existence de facteurs biologiques dans les succès des enfants. Personne ne peut non plus sous-estimer l'influence sur l'avenir des enfants de l'éducation, de l'instruction reçues au sein de la famille, des relations socioprofessionnelles des parents. Autrement dit : la situation privilégiée de beaucoup de personnes s'explique moins par les héritages que par la transmission de capital humain. Si on n'impose pas ce dernier, il n'est pas juste non plus d'imposer le premier.

Enfin, on pourrait y ajouter une réflexion d'ordre purement fiscal : le caractère non mérité de l'enrichissement n'est pas un critère utilisé par le droit fiscal, afin de soumettre le contribuable à l'impôt. Que les revenus aient été gagnés avec peu ou beaucoup d'efforts, à force de travail ou de talent, importe finalement peu sur le plan fiscal. La fiscalité s'intéresse uniquement aux résultats de l'activité du contribuable. Imposer la fortune parce qu'elle n'a pas été méritée par le bénéficiaire n'a aucun soubassement théorique fiscal. Il suffit de songer au traitement préférentiel accordé la plupart aux revenus du capital par rapport aux revenus du travail.

⁵⁸ Explicite sur ce point P. SALIN, *op. c.*, p. 122 ; dans le même sens GEFROY, *Grands problèmes fiscaux contemporains*, 1993, p. 103.

3. Concentration du pouvoir politique au sein de quelques familles particulièrement fortunées

La richesse allant souvent de pair avec le pouvoir politique, certains craignent qu'en l'absence d'impôts sur la succession, on risquerait la constitution d'une *ploutocratie*, c.-à-d. d'un État gouverné par quelques familles particulièrement fortunées⁵⁹. Il s'agit en fait là d'une double question : la concentration des richesses est-elle véritablement nocive sur le plan de la démocratie ? et si tel est le cas, est-ce que l'imposition des successions est la bonne technique pour lutter contre cette situation ?

Pour certains la concentration excessive des richesses serait indésirable car les personnes les plus fortunées seraient dans ce cas en mesure d'influencer de manière significative les rouages politiques. Avec la mise en place de dynasties au sein de la classe politico-industrielle, que l'absence d'imposition des successions favoriserait, les familles les plus fortunées (Dassault, Debré, Bettencourt, Rothschild, Lagardère, etc.) pourraient s'assurer la mainmise sur le pouvoir politique. Aux avantages liés à l'éducation et au réseau de connaissances des parents s'ajouterait ainsi les bienfaits du patrimoine ancestral, de sorte que les mieux nantis auront toutes les chances de leur côté. On peut songer aux exonérations et privilèges que ces personnes ne manqueraient pas de monnayer en contrepartie de leur support au gouvernement en place, ou de façon moins dramatique, les politiques gouvernementales favorisant leurs intérêts personnels dans l'économie nationale.

Mais il n'est pas certain que ce soit là la bonne vue des choses, en tout cas pas l'unique vue possible. Dans les systèmes politiques basés, tels les nôtres, sur le principe de l'économie libérale de marché, une fusion tendancielle des pouvoirs politique et économique paraît inéluctable : le politique influe sur l'économie et vice-versa. L'exemple des pays à régime collectiviste prouve qu'une telle fusion n'est sans doute pas la plus mauvaise possible. Par ailleurs, l'on sait depuis longtemps déjà que « le gouvernement est comme un bandit de grand chemin »⁶⁰. Pour contenir son pouvoir, il faut établir des *contre-pouvoirs* de manière à préserver l'équilibre. La diaspora politique des partis politiques se donnant successivement la main pour gouverner a trop d'intérêts concordants pour que le jeu politique normal de l'opposition soit nécessairement suffisant à cet égard. Mais

⁵⁹ R. BLANCHER, in: *Impôts sur la fortune, y inclus droits de succession*, Institut International de Finances Publiques, 1962, p. 76 ; P.- DE MENTHON/E. TREGUIER, *Ces 200 familles qui possèdent la France*, 2004, et la citation de DALADIER relative aux « 200 familles actionnaires de la Banque de France », Congrès Radical de Nantes 1934.

⁶⁰ L. SPOONER, *Outrage à chefs d'État*, 1867.

on peut espérer que les partis politiques au pouvoir puissent moins bien s'isoler de l'influence d'un groupe restreint de personnes particulièrement fortunées ne devant pas leur succès au processus politique. En ce sens, les grandes familles industrielles pourraient jouer le rôle de contrepoids au gouvernement en place.

Enfin, l'imposition des successions ne semble de toute façon pas être la bonne technique pour lutter contre la concentration des richesses. Ce que l'on critique, en effet, c'est moins le *transfert* de richesses que sa simple *détention*. De ce fait, pour atteindre l'objectif voulu, il faudrait instaurer (ou augmenter) l'imposition annuelle sur le capital plutôt qu'un impôt sur les successions. Dans un sens similaire, si le risque de ploutocratie était vraiment ce qui nous devrait guider ici, on ne voit pas bien pourquoi le transfert de capital à la génération future serait plus problématique pour la démocratie que le fait d'utiliser ce capital déjà aujourd'hui pour influencer la politique.

II. Justice « naturelle »

Les arguments paraissent d'inégale valeur et mélangent des arguments populistes (« les impôts sur la succession sont un impôt sur la mort »), des arguments de moralité qui sont communs à l'ensemble des impôts assis sur le capital (argument de « double imposition ») ainsi que des arguments reflétant une véritable vision pour la société. C'est ainsi qu'aux arguments de la justice sociale les adeptes de la justice « naturelle » opposent les vertus thérapeutiques de l'absence d'impôts sur la succession : la transmission libre de la fortune dans le cadre de l'héritage cimenterait le tissu familial et correspondrait à l'idée que l'on se fait du droit de propriété.

1. « Impôt sur la mort »

Les opposants à l'impôt sur les successions aiment évoquer l'image de la « taxation de la douleur » ou de « l'imposition des morts ». Préconiser une imposition des successions paraît pour le moins manquer de délicatesse, si ce n'est être « funeste ». Cette opposition à l'impôt sur les successions se retrouve dans toutes les couches sociales et même chez les couches les plus défavorisées. Il faut sans doute y voir l'expression de l'espoir secret, comme pour les personnes qui jouent au loto, de tirer un grand jour le « gros lot ». Mais cet argument de rhétorique présente des faiblesses certaines. D'un côté, il laisse à penser que la mort serait nécessairement fiscalisée, alors que c'est plutôt l'inverse qui est le cas : 98% des décès n'entraînent pas de perception d'impôts sur la succession. C'est oublier également que

d'autres transferts à titre gratuit de capital, les donations, sont eux aussi soumis à l'impôt, alors qu'elles ont lieu bien avant le décès. Enfin, si le décès donne effectivement lieu dans certains cas au paiement d'impôts, rien n'empêche le redevable de constituer par avance une épargne suffisante pour payer l'impôt, de sorte que la charge fiscale en termes économiques survient bien plus tôt que le décès lui-même. Pour le moins l'expression de « taxation de la mort » paraît de nature à induire en erreur.

Certes, cela ne résout pas la question de savoir si le décès devrait constituer un événement imposable. Il s'agit là d'un *jugement de valeur* pour lequel chacun a ses propres vues. L'on pourra toutefois faire remarquer que si l'imposition du décès était effectivement le problème, il serait toujours possible de remplacer l'impôt sur les successions par un *impôt annuel sur le capital* durant la vie du contribuable. Comme l'imposition du capital n'est pas non plus préconisée par les opposants à l'impôt sur les successions, le véritable problème doit se situer ailleurs.

Certes, il est vrai que le décès d'une personne qui vous êtes proche n'est pas un moment agréable de la vie. Ceci étant, il présente également certains intérêts qu'il ne faut pas perdre de vue non plus. Tout d'abord, le décès est le moment où un *décompte* est fait de ce que le défunt laisse à ses héritiers. On y fait l'inventaire de ses biens et de ses dettes, ce qui est souvent difficile à faire durant sa vie. Par ailleurs, même si la question de l'effet de l'impôt sur les successions sur l'effort d'épargne et de travail reste controversée, il est cependant probable que l'impôt à la mort aura *moins de répercussions négatives sur l'effort d'épargne et de travail* qu'un impôt sur le capital de même montant prélevé durant l'activité professionnelle du contribuable. Enfin, si la Société estime nécessaire d'imposer les transferts à titre gratuit entre personnes, on ne voit pas bien comment procéder de la sorte, si ce n'est en consolidant à un moment ou à un autre l'ensemble des transferts ainsi opérés. Ce moment ne peut être autre que le jour du décès du contribuable, puisque *les compteurs s'arrêtent à ce moment-là*.

2. Impôt de superposition aux impôts existants

Un argument souvent avancé est le caractère injuste des impôts sur la succession, parce qu'ils soumettraient le contribuable à une multiple imposition. L'impôt sur le revenu frappe en effet une première fois la richesse en voie de constitution ; la part du revenu non consommé immédiatement (les revenus de l'épargne) subit une nouvelle fois l'impôt sur le revenu. Dans certains régimes fiscaux, la fortune du contribuable se trouve soumise en sus à un impôt annuel sur le capital. Enfin, au moment du

décès du contribuable, l'impôt sur la succession devient exigible. L'impôt sur la succession génère donc une *triple*, voire *quadruple imposition*.⁶¹ Discuter en détail les mérites d'une telle analyse dépasserait nettement le cadre de cet article⁶². On nous permettra cependant de faire quelques remarques. La question de l'imposition des revenus de l'épargne n'est pas un problème propre aux impôts sur la succession, mais au système fiscal tout entier : convient-il, comme tel est le cas pour le moment, de soumettre le revenu du contribuable à l'impôt, ou, au contraire, faut-il imposer ses dépenses? Si l'on retient la première possibilité, il n'est que logique et conséquent d'imposer les revenus de l'épargne, car il s'agit d'un accroissement de richesse du contribuable.

Est-ce qu'il est conséquent de prélever, à côté de l'impôt sur le revenu, un impôt annuel sur le capital, ou, est-ce que cet impôt n'est justifié que dans le cadre d'un système fiscal basé sur l'imposition des dépenses du contribuable?⁶³ Ceci pose la question de l'existence d'un interdit éventuel : celui de cumuler les impôts. Certes, en *droit pénal*, on ne peut pas être *condamné deux fois pour la même infraction*. Mais le droit fiscal et le droit pénal obéissent à des logiques différentes, de sorte que cet argument n'est d'aucune utilité ici. Quelle que soit la réponse apportée à cette question, on ne voit pas pourquoi elle devrait nous amener à exonérer les mutations à titre gratuit (successions, donations), au motif qu'elles ont déjà fait l'objet d'une imposition, la fortune transmise étant celle qui a subi la plupart du temps l'impôt sur le revenu dans le chef du défunt. A cela, on peut répondre que l'assiette imposable en matière d'*impôt sur le revenu* souvent est *lacunaire*, de sorte qu'il est bien possible qu'une partie au moins de la fortune transmise n'ait pas encore subi l'impôt.

Plus fondamentalement, il y a lieu de relever que l'*obligation fiscale* est une obligation *individuelle* et non pas de groupe. L'impôt subi par le défunt n'est pas porté en compte au profit de l'héritier : il s'agit de *deux contribuables différents*. L'héritier voit sa capacité contributive augmenter du fait de l'héritage. Pourquoi l'exonérer? Parce que le défunt a déjà payé l'impôt sur la succession qu'il a laissé? Mais dans ce cas également, les revenus de location perçus par le propriétaire ne devraient pas être imposés non plus, le locataire finançant son loyer sur son pouvoir d'achat disponible,

61 R. COBDEN, « I shall tax them both, and shall take them with both hands, *Speeches on Questions of Public Policy*, Vol. 1, 1908, p. 285.

62 On lira avec profit P. SALIN, *L'arbitraire fiscal*, 2^e éd., 1996 p. 81 ; ainsi que : B. FRIED, *The Puzzling Case for Proportionate Taxation*, *Chapman Law Review* 51, 1999, p. 157.

63 L'état sur la question, SCHNEIDER, *Grundzüge der Unternehmensbesteuerung*, 5^e éd., Wiesbaden, 1990, p. 26; eod., *Finanzarchiv NfT*, 37 (1979), p. 26; v. également P. SALIN, *L'arbitraire fiscal*, 2^e éd., 1996, p. 81 (« racket sur le capital »).

donc après impôt. De même, on pourrait dire que la société ne devrait pas subir d'impôts, car le bénéfice social est obtenu après rémunération du facteur travail qui a déjà subi l'impôt sur les salaires perçus. L'impôt sur les successions ne constitue pas un deuxième impôt sur le même revenu du même contribuable, et il n'est pas rare de voir différents impôts prélevés auprès de différents contribuables à l'occasion de la même transaction. Tout comme l'on ne s'offusquera pas du fait que l'impôt foncier est prélevé sur des biens dont l'achat a été financé par un revenu ayant déjà supporté l'impôt, il n'existe aucune raison en tant que telle de crier au scandale que la fortune léguée ait déjà supporté l'impôt par le passé.

Si les arguments de multiple imposition relèvent surtout de la sémantique, ils ont toutefois le mérite de nous rappeler à l'esprit que dans l'analyse d'un impôt il faut prendre en considération l'ensemble des éléments pertinents. La TVA, impôt prélevé à chaque stade de production et de commercialisation, est dans les formes un impôt à cascade. Mais en fait elle fonctionne comme un impôt unique prélevé au dernier stade de distribution du produit, de sorte que ces deux impôts sont équivalents du point de vue économique. La différence dans le nombre de perceptions en elle-même ne veut encore rien dire.

3. Cohésion familiale

L'héritage est un formidable instrument de cohésion familiale, et tout impôt qui ampute le premier affecte le second. Les liens entre l'héritage et la cohésion familiale sont multiples, plusieurs affluents se déversant dans le même fleuve.

Certains sociologues soutiennent, par exemple, que le capital qu'une personne détient à un moment donné représente le fruit du travail des *générations passées*. Cette personne, simple dépositaire du capital, aurait le devoir de conserver ce patrimoine et de le transmettre à la génération suivante. L'intérêt de la famille est de bénéficier de la survie d'un patrimoine familial se transmettant de génération en génération. Cette approche s'inscrit dans une conception familiale de la vie en Société, aux termes de laquelle la *famille* constitue la « *cellule de la Nation* »⁶⁴. Cette thèse se trouve d'ailleurs confortée par la plupart des Constitutions européennes⁶⁵, à l'instar de l'exemple allemand (art. 6 al. 1) : « le mariage et la famille

64 H.L. et J. MAZEAUD, *Leçons de droit civil*, T. 4, Vol. 2, 4^e éd., par A. BRETON, p. 5.

65 Comp. Fr. DELPEREE/M. VERDUSSEN/K. BIVER, *Recueil des Constitutions européennes*, Bruxelles, 1994.

sont placés sous la protection particulière de l'État ». Comment mieux protéger la famille qu'en respectant son choix testamentaire ?

L'héritage constitue également un *moyen d'entraide des générations*. L'homme n'acquiert pas seulement de la richesse égoïstement pour lui seul, il l'acquiert également pour les générations suivantes auxquelles il donne vie. L'héritage constitue donc l'une des modalités d'exécution du devoir et du désir des parents d'aider matériellement leurs enfants. Imposer l'héritage aboutit à s'attaquer au « *ciment économique de la famille* », pour reprendre la belle formule du doyen Gény.

Cette réflexion n'est pas nouvelle. Les liens qui unissent la famille et la transmission du patrimoine remontent en effet jusque dans la Haute Antiquité. A l'époque, le culte des ancêtres (repas funèbres, sacrifices sur le tombeau du défunt, entretien des flammes, etc.) justifiait que ceux qui en avaient la charge recueillaient la propriété du défunt. Entre le défunt et ses héritiers, il existait un « échange perpétuel de bons offices »⁶⁶ : entretien contre protection. Ce lien entre l'héritage et l'obligation religieuse se retrouve dans toutes les civilisations indo-européennes : grecque, romaine ou indienne. Naturellement, cette justification ne vaut plus aujourd'hui, le *culte des ancêtres* ayant disparu. Mais peut-être, plutôt que de disparaître, la justification a simplement changé de forme. La succession apaise l'angoisse devant la mort en donnant un *sentiment d'immortalité*. Les personnes meurent, mais les biens qu'elles ont acquis ne périssent pas ; ils ont vocation à l'éternité. Or, le patrimoine légué par le défunt porte indubitablement la marque affective de son propriétaire. Il n'est dès lors pas exclu non plus que le défunt caresse l'espoir que, avec le legs de ses biens à ses enfants, il laissera en dépôt un peu de soi-même également. Enfin, l'héritage peut s'avérer être un puissant outil de *justice intra-familiale*. La distribution des talents n'est en effet pas uniforme au sein d'une famille, certains étant plus doués que les autres. L'héritage permet de compenser les inégalités de capacités et de revenus des différents membres de la famille.

4. Respect du droit de propriété

Il fut un temps où l'on se posa la question de la pérennité éventuelle du droit de propriété. Est-ce que le *droit de propriété* est ou n'est pas *limité dans sa durée* ? Ne devrait-il pas nécessairement s'éteindre avec le décès de son propriétaire ? Cette opinion fut défendue jadis par le chancelier

⁶⁶ Fustel DE COULONGE, *La Cité Antique*, Livre I, Ch. IV.

de l'Échiquier, *Sir William Harcourt*⁶⁷, lorsqu'il justifia, à l'occasion de son budget speech de 1894, la taxation par l'État de la dévolution de la propriété pour cause de mort : « Dans les dévolutions de biens de toutes espèces, l'État prend sa part d'abord – avant que tout héritier n'en tire un bénéfice. Cela tient à une raison simple. Le titre de l'État à une part de la propriété accumulée par le défunt est un titre antérieur à celui que possèdent les autres participants à la succession. L'État possède le premier titre sur les biens et ceux qui interviennent après lui en ont un subséquent et subordonné. La Nature ne donne à l'homme aucun pouvoir sur ses biens terrestres au-delà du terme de sa vie. Tout pouvoir qu'il possède de prolonger sa volonté après sa mort – le droit d'un décédé de disposer de ses biens – est une création de la loi et l'État a le droit de prescrire les conditions et les limites dans lesquelles ce pouvoir sera exercé. » D'éminents auteurs du XIX^e siècle (Jeremy Bentham, John Stewart Mill) voyaient également dans l'imposition des successions un moyen de ramener le droit de propriété à de justes proportions. Pour d'autres motifs que ceux liés au droit naturel, les Constitutions des pays à obédience marxiste abondaient dans le même sens. Les moyens de production de ces régimes se trouvaient presque totalement dans les mains de l'État, la propriété privée étant inexistante, ou pour le moins réduite à son stricte minimum. « Tout pour l'État, tout par l'État », telle était la devise de ces régimes politiques. On sait ce qu'il en est advenu par la suite.

Cette opinion tranche singulièrement avec les textes révolutionnaires français. L'article 2 de la Déclaration des droits de l'homme de 1789 place la *propriété* parmi les *droits naturels*, immédiatement après la liberté, avant la sûreté et la résistance à l'oppression. L'article 17 de la même déclaration affirme solennellement que la propriété est un « *droit inviolable et sacré* ». Les diverses Constitutions européennes abondent dans le même sens⁶⁸. Certaines⁶⁹ vont même jusqu'à confirmer l'existence du droit de propriété au-delà de la mort de son titulaire ; d'autres se contentent de poser le principe tout en prévoyant la possibilité d'y déroger⁷⁰. Au-delà de la

⁶⁷ Cité par A.C. PIGOU, *A study in Public Finance*, London, 1947, p. 138.

⁶⁸ Comp. ADEF (éd.), *Un droit inviolable et sacré. La propriété*, 1989, p. 297.

⁶⁹ La Constitution espagnole par exemple, art. 33, §1er : « Le droit à la propriété privée et à l'héritage est reconnu ». Il en est de même de l'article 14 de la Constitution allemande : « La propriété et le droit de succession sont garantis ».

⁷⁰ L'article 17 de la Constitution française : « la propriété étant un droit inviolable et sacré, nul ne peut en être privé, si ce n'est lorsque la nécessité publique, légalement constatée, l'exige évidemment, et sous la condition d'une juste et préalable indemnité ». Le 5^e amendement de la Constitution américaine (« taking clause ») va dans le même sens : « Nor shall private property be taken for public use without compensation ».

diversité des formules retenues, les Constitutions des pays démocratiques ont en commun l'attachement au droit de propriété. Cela ne saurait étonner, l'Église n'exerçant plus dans ces pays la même influence sur le pouvoir politique que par le passé. En effet, comme le rappelle François Colly⁷¹, l'idée d'un *droit de propriété éternel* trouve son origine dans la laïcisation opérée au XVIII^e siècle et ayant abouti à l'effacement d'un domaine et d'un droit de Dieu au profit d'un droit de l'Homme. Cette reconnaissance de la propriété privée se trouve évidemment liée à un autre grand principe gouvernant les systèmes politiques contemporains : *la liberté d'entreprendre*. La première motive les sujets de droit à faire usage de la seconde ; inversement, l'étendue de la liberté d'entreprendre conditionne le champ de la propriété privée.

L'attachement des systèmes juridiques occidentaux au droit de propriété est certain. Le doyen Carbonnier fait même du droit de propriété l'un des « trois piliers du droit »⁷². La doctrine ne cesse de rappeler le caractère perpétuel du droit de propriété : la propriété ne se perd pas par le non-usage ; le droit de propriété n'est pas limité dans le temps. La solution est certaine dans tous les pays. La propriété, à la différence de l'usufruit, n'est pas un droit limité dans le temps, *un droit viager*. Elle est imprescriptible. Qui dit *droit perpétuel* dit nécessairement droit héréditaire. On ne peut pas affirmer le premier sans postuler implicitement le second. Se prononcer en faveur d'un impôt sur la succession équivaut dès lors à nier l'un des attributs essentiels du droit de propriété : son caractère perpétuel. Les impôts sur la succession aboutissent en définitive à une forme de « *succession publique* »⁷³, la collectivité publique recueillant à côté des héritiers ou à leur place tout ou une partie du patrimoine du défunt⁷⁴. Aussi peut-on dire avec raison que lorsque les impôts sur la succession dépassent un certain taux, l'atteinte à la substance du droit de propriété devient telle qu'on assiste effectivement à une *privation de propriété*. Le droit de propriété se trouvant vidé de son contenu, on change par la même occasion de système socio-économique : on délaisse le cadre des *économies de marché* pour entrer dans celui des *économies collectivistes*.

Force est de constater cependant que si l'on peut effectivement lire dans tous les manuels de droit civil que la propriété est un droit perpétuel, on assiste en

⁷¹ Fr COLLY, « Le Conseil constitutionnel et le droit de propriété », R.D.P., 1988, p. 135.

⁷² J. CARBONNIER, op. c., p. 179.

⁷³ L'expression est de M. GRIMALDI, op.c., n° 25

⁷⁴ On aura compris que ce ne sont pas les différents éléments du patrimoine eux-mêmes que la puissance publique recevra, mais seulement leur équivalent monétaire, l'héritier devant céder tout ou partie des biens recueillis afin de pouvoir régler sa dette d'impôts.

même temps à une crise certaine du droit de propriété, à sa « *décadence* », pour reprendre l'expression du doyen Carbonnier. Les constitutions des différents pays occidentaux, respectivement la jurisprudence y relative, ne manquent en effet pas de rappeler que le droit de propriété, pour absolu qu'il puisse être, se trouve limité, dans la mesure où il doit tenir compte des *intérêts supérieurs*. C'est la *théorie de la propriété fonction sociale* déjà développée jadis par Saint Thomas d'Aquin. Elle s'est traduite par un certain nombre d'atteintes à l'usus, le fructus et l'abusus, le squattage en tant que réquisition privée en étant l'expression la plus récente. Si le caractère personnel du droit de propriété a certes perdu en valeur, les sociologues juridiques s'accordent néanmoins également sur le fait que la *propriété* est devenue avant tout *familiale*. Les développements consacrés à ce sujet par le doyen Carbonnier⁷⁵ sont pleins d'enseignements : « Mais si les juristes n'osent plus croire que la propriété soit perpétuelle, ils la conçoivent de plus en plus comme familiale. Ce n'est qu'un aspect particulier de ce renouveau de la famille (...). Le droit de propriété a ainsi trouvé sa défense, dont témoignent non seulement les aménagements familiaux de la fiscalité, mais les dispositions civiles qui rendent vigueur aux prérogatives du propriétaire (par ex. à son droit de reprise dans le bail) quand il les exerce pour l'intérêt de sa famille. Doctrinalement, le résultat n'a pas été moins clair : même dans les rangs socialistes, on ne s'attarde plus guère à discuter la légitimité de l'héritage (surtout de l'héritage en ligne directe) ».

III. Justice fiscale

1. Imposition justifiée sur base de la capacité contributive...

Le Droit, en réunissant les hommes, en faisant le lien social, fait à chacun sa part, « en gardant comme un trésor la propriété de tous et de chacun, en réglant les sacrifices nécessaires ». C'est l'idée du « *suum cuique tribuere* ». Malgré son caractère discutable du point de vue de la logique pure, cette formule indique bien l'essence de la mesure des justes rapports sociaux : une bonne proportion dans le partage des biens entre les membres d'un groupe. Le Droit répond donc à une nécessité sociale de répartition. Il s'agit de régler l'ensemble des rapports sociaux de la manière jugée la meilleure possible. Le Droit ne peut dès lors faire abstraction de valeurs de référence qu'il cherche à réaliser. Il ne saurait en être autrement de l'impôt, lequel sert avant tout à procurer des ressources aux collectivités de droit public. En effet, l'appartenance à une communauté sociale crée des coûts :

⁷⁵ J. CARBONNIER, op.c., p. 245.

routes, hôpitaux, etc. L'impôt sert à financer ces charges, il s'agit donc d'un mode de répartition des charges publiques. L'objet du droit fiscal consiste dès lors à assurer une bonne, c.-à-d. une juste proportion dans la répartition des charges publiques entre les membres d'un groupe.

S'il y a unanimité en doctrine au sujet de la finalité du droit fiscal, l'unanimité s'arrête pourtant lorsqu'il s'agit de se prononcer sur le principe fondamental devant guider la juste distribution du fardeau fiscal. A cette question, la doctrine fiscale a répondu par deux principes concurrents qui répondent, semble-t-il très souvent, à deux idéologies politiques opposées : le *principe de la capacité contributive* et le *principe de l'équivalence*. La différence entre l'imposition en fonction des possibilités financières du contribuable de payer (capacité contributive) et l'imposition en fonction des biens et services qu'il a reçus de l'État (équivalence) est nette. Ce débat dépasse, on le comprend aisément, le cadre trop étroit de cet article ; il s'agit tout autant d'un problème philosophique que politique ou économique. A maints égards la juste répartition du fardeau fiscal relève d'un choix politique que seule collectivité concernée peut faire, compte tenu de ses options éthiques et des forces en présence à un moment donné. La thèse de l'impôt-contre-partie ayant été largement rejetée en doctrine⁷⁶, ce sont les facultés contributives qui servent de fondement au prélèvement fiscal et de fil d'ariane, lorsqu'il s'agit de déterminer la matière imposable. Il faut choisir comme matière imposable celle qui est révélatrice des facultés contributives du contribuable.

L'on sait qu'en droit comptable le bilan est toujours équilibré, que les ressources de l'entreprise se trouvant au passif sont égales aux emplois figurant à l'actif. Il en est de même des facultés contributives du contribuable, lesquelles peuvent être mesurées à partir de ses ressources ou de ses emplois. Lorsqu'on se place du côté des emplois, on adopte l'approche jadis défendue par Lord Nicholas Kaldor et reprise par un nombre croissant d'économistes : il serait juste d'imposer les agents économiques non pas d'après ce qu'ils mettent dans le « pot commun », mais d'après ce qu'ils en retirent. Il ne serait par contre pas équitable de soumettre à l'impôt celui qui crée de la richesse. L'impôt devrait uniquement frapper celui qui en détruit. Quoique intéressante que cette théorie puisse être, ce n'est pas le lieu ici de s'étendre sur ses mérites ; le droit fiscal comparé enseigne en effet qu'à l'heure actuelle du moins la détermination des facultés contributives est principalement faite à partir du revenu et non pas des dépenses. Nous indiquerons seulement que si le législateur devait s'engager dans la voie préconisée par Lord Kaldor, la succession ne sera pas soumise en tant

⁷⁶ *Pars pro toto*, P.M. GAUDEMET/J. MOLINIER, *op.c.*, p. 46.

que telle à l'impôt, car il ne s'agit pas d'une dépense de consommation du contribuable. L'imposition de la succession interviendra seulement au moment où le contribuable décidera de dépenser ses ressources financières qui auront été grossies par l'héritage.

Lorsqu'on se place du côté des ressources, celle qui est connue en pratique, il existera de bons arguments pour soumettre les donations et successions à l'impôt. Selon la conception économique, appelée théorie du revenu selon « Schanz-Haig-Simons »⁷⁷ (« S-H-S »), le revenu sera défini comme étant « la somme algébrique de la valeur marchande des droits du contribuable et du changement de valeur de ses droits de propriété », en d'autres mots par addition de l'épargne à la consommation. On retrouve donc ici la fameuse formule bien connue en sciences micro-économiques, selon laquelle le revenu (Y) est égal à la somme de la consommation (C) et de l'épargne (S) : $Y = C + S$. On peut décomposer cette conception fort large du revenu en ses trois composantes : les revenus monétaires ; les revenus en nature ; les revenus de jouissance ou revenus « imputés ». Dans la définition « S-H-S », le revenu portera non seulement sur les revenus réguliers et les gains en capital, mais inclura également les accroissements de disponibilités provenant d'opérations diverses telles les gains de fortune (loto, paris sportifs, etc.) et les donations ainsi que les successions. Les successions et donations augmentent en effet de la même manière la capacité contributive du contribuable que les loyers, salaires, intérêts et gains en capital, etc. Cette conception large du revenu imposable fut concrétisée un court laps de temps par le législateur américain. En effet, celui-ci définit en 1894 le revenu imposable comme incluant « *money and the value of all property acquired by gift and inheritance* ». Elle a encore été préconisée, sans succès toutefois, par la *commission canadienne Carter*⁷⁸. C'est la seule technique de mesure des facultés contributives correcte d'un point de vue théorique, l'origine de l'enrichissement du contribuable n'important pas en définitive, lorsqu'il s'agit de mesurer sa capacité à payer l'impôt⁷⁹. D'un point de vue purement fiscal donc, les donations et successions devraient être soumises à l'impôt sur le revenu, au même titre que les autres revenus exceptionnels du contribuable ainsi que ses revenus courants.

⁷⁷ V. SCHANZ, *Der Einkommensbegriff und die Einkommensteuer*, Finanz Archiv. a.F. Bd. XIII, 1896, p. 1. ; HAIG, « *The concept of income, economic and legal aspects* », 1921, reprint in: MUSGRAVE/SHOUP, *Readings in the Economics of Taxation*, London, 1959, p. 54. ; SIMONS, *Personal Income Taxation*, Chicago, 1938.

⁷⁸ *Report of the Royal Commission on Taxation*, 3 T., Ottawa, 1966, reprint 1968, p. 465.

⁷⁹ *Comp. K. TIPKE, Die Steuerrechtsordnung*, 3 T., ici T. 2, 2^e éd., Köln, 2003, p. 869.

2. ... de l'héritier

L'une des raisons qui compliquent l'analyse en termes de justice est le point à partir duquel il y a lieu la question de l'imposition éventuelle des successions. Si l'on se place au niveau du défunt, l'on ne voit pas bien pourquoi une personne disposant d'un capital de 100 devrait subir cet impôt, alors qu'une autre personne possédant également un capital 100 et dépensant celui-ci, échappera à l'impôt. Sous cet angle l'imposition des successions viole le principe d'égalité devant l'impôt des défunts. Mais la situation change du tout au tout si l'on étudie les successions sous l'angle des héritiers. Qu'une personne obtienne 100 en raison d'un héritage ou gagne un salaire de 100, sa capacité contributive augmentera de la même manière. Exonérer l'héritier sur les 100 et imposer le salarié sur ce montant romprait l'égalité horizontale devant l'impôt. Ces deux points de vue sont évidemment irréconciliables de sorte qu'il en faut choisir une.

L'angle d'analyse à retenir doit évidemment être celui du redevable de fait de l'impôt. Peu importe que l'impôt sur la succession soit techniquement construit comme une « exit tax » du défunt, le contribuable sera l'héritier si l'impôt est répercuté sur lui. Le défunt étant décédé, il est certain qu'entre lui-même et l'héritier, c'est l'héritier qui supporte l'impôt sous une forme ou sous une autre : imposition personnelle de l'héritier sur sa part d'héritage ; imposition indirecte de l'héritier dans le cadre de la reprise du passif successoral en cas d'imposition du défunt. L'héritier supportera toujours l'impôt et verra ses facultés contributives augmenter, de sorte que *l'imposition des successions (et des donations) doit être analysée comme un mode particulier d'imposition du revenu de l'héritier.*

3. Raisons d'une imposition distincte

Mais l'on pourra rétorquer que la définition des économistes n'est que chimère, tous les législateurs préférant en définitive retenir une *approche énumérative*⁸⁰. Plutôt que de définir *in abstracto* le concept de revenu, le législateur prend généralement soin d'énumérer de façon exhaustive les différentes formes que peut prendre le revenu imposable. La sécurité juridique des contribuables est sans doute à ce prix-là. L'une des caractéristiques de l'approche énumérative est qu'elle est limitative. Par voie de conséquence, tous les revenus dont le contribuable pourrait le cas échéant bénéficier, mais qui ne rentrent pas dans l'une des catégories

⁸⁰ Comp. P. DI MALTA, *Droit fiscal comparé*, 1995; adde P. BELTRAME, « Les systèmes fiscaux », *Q.S.J.*, 1979.

de revenu prévues par le législateur, sont non imposables. Leur non-imposabilité ne résulte pas d'une quelconque exonération, car ils se trouvent *hors du champ d'application de la loi fiscale*. A analyser les différents systèmes fiscaux, l'on en arrive à se demander s'ils ne sont pas basés sur ce que l'on pourrait appeler « *théorie du revenu marchand* ». En forçant à peine les traits essentiels des régimes fiscaux actuels, on pourrait affirmer que *tout enrichissement du contribuable résultant de sa participation à la vie économique en général* constitue un *revenu imposable*. En l'absence d'un *échange économique avec autrui*, il n'y aura, en règle générale, pas de revenu au sens fiscal⁸¹. Il s'agit là d'un critère apparemment sûr permettant de délimiter les opérations rentrant dans le champ d'application de la loi de l'impôt sur le revenu de celles qui sont hors champ : les salaires, intérêts financiers, bénéfices commerciaux, revenus de location, etc. sont tous le résultat de transactions faites avec des tiers, d'un échange économique ; ils sont donc imposables. Inversement, les transferts de revenus étatiques, les aliments versés par un membre de la famille, les libéralités, les successions, l'autoconsommation, les revenus imputés, n'étant pas le résultat d'un tel processus économique sont non imposables ; ils sont hors champ.

La théorie du revenu marchand, malgré ses limites⁸², ne manque pas d'intérêt, en ce sens qu'elle permet d'appréhender rapidement la solution que le droit positif aura sans doute consacré à une situation particulière : la théorie du revenu marchand permet de débroussailler quelque peu le maquis (marécage ?) fiscal, de l'ordonner autour d'un grand principe. Les donations et successions ne passant pas par le marché, sont exclues de l'impôt général sur le revenu.

Mais il serait paradoxal que les revenus du travail soient imposés et les successions exonérées. Aussi soumet-on les successions (et les donations) à un impôt spécifique en dehors du système général de l'impôt sur le revenu ? Pourquoi cela ? Pourquoi se limiter au seul revenu marchand, et, partant faire abstraction de toutes les sources d'enrichissement du contribuable qui ne passent pas par le marché, tels les revenus imputés (plaisir de contempler un tableau, etc.) ? Dans la conception du revenu S-H-S, les revenus imputés devraient être soumis à l'impôt, au même titre que les revenus marchands. On peut dès lors dire que si l'imposition des impôts sur la succession n'est pas justifiée dans le cadre du système fiscal

⁸¹ Ce principe du « *revenu marchand* » (« *Markteinkommensprinzip* ») a été développé la première fois, semble-t-il, par RUPPE, « *Übertragung von Einkunftsquellen* », in : TIPKE (edr), Köln, 1978/79, p. 7.) à la suite d'une réflexion en ce sens de NEUMARK, *Theorie und Praxis der modernen Einkommensbesteuerung*, Bern 1947, p. 41.

⁸² V. notamment : A. STEICHEN, « *Die Markteinkommenstheorie* », in : *Festschrift Klaus Tipke*, Cologne, 1995, p. 365.

actuel, basé sur l'imposition du revenu marchand, elle l'est certainement dans la perspective d'un système fiscal « idéal » basé sur une conception « pure », c.-à.-d. large du revenu. Ne pas imposer les successions et les donations romprait l'égalité horizontale devant l'impôt.

Si l'on impose distinctement les successions (et les donations), cela tient essentiellement aux problèmes pratiques qu'une intégration pure et simple dans l'impôt sur le revenu poserait. D'un côté le barème de l'impôt sur le revenu est établi dans le cadre d'un raisonnement limité à l'année civile, tandis que les héritages sont tout à fait intermittents. Il faudrait donc aménager la progressivité de l'impôt pour traiter cette source d'enrichissement équitablement. Pour ces raisons, certains pays ont sorti les gains en capital de l'impôt sur le revenu pour les soumettre à une imposition spécifique, la « capital gains tax ». Cette imposition spécifique n'en reste pas moins une variété d'imposition du revenu.

Par ailleurs, l'impôt sur le revenu n'analyse pas différemment l'enrichissement du contribuable selon sa provenance. Une intégration pure et simple des successions (et donations) dans la base imposable à l'impôt sur le revenu ne permettrait dès lors pas de tenir compte du fait que certains héritages proviennent des parents, d'autres de la famille, et parfois même de tiers. Certes, pourrait-on demander : pourquoi distinguer selon les liens de parenté existants ? Un héritage reçu de la part des parents est dans tous les systèmes fiscaux imposé moins lourdement qu'un héritage de même montant en provenance d'un tiers. N'y-a-t-il pas là discrimination ? Nous ne le pensons pas. Si l'on prend l'imposition des époux et des enfants au sein du foyer fiscal, on accepte également que le revenu professionnel généré le cas échéant par un seul des parents soit réparti entre les différents membres de la cellule familiale. Tel est le cas parce que le droit fiscal analyse justement le foyer fiscal comme une unité productrice et consommatrice de revenu. Le revenu est partagé par l'ensemble des membres de la famille. Il n'y a pas obtention d'un revenu additionnel pour l'époux ne travaillant pas ou par les enfants, le patrimoine familial restant inchangé. L'impôt sur le revenu, par contre, est un impôt sur ce qui entre en plus dans le patrimoine du contribuable. En modulant la charge fiscale en matière de successions selon le degré de parenté avec le défunt, l'impôt tient compte du fait que dans certains cas il y a plutôt *partage d'un capital existant du défunt* que *création d'une source nouvelle d'enrichissement*, alors que dans d'autres cas c'est l'aspect enrichissement personnel qui l'emporte. On comprendra sans peine que la maison familiale dans laquelle l'enfant a habité durant 25 ans lui appartenait déjà en quelque sorte avant le décès de ses parents, ce qui ne peut pas être affirmé de l'héritage d'une somme d'argent léguée par le voisin.

C. Caractéristiques d'un système idéal d'imposition des successions

1. Imposition de la part d'héritage

L'assiette imposable en matière d'héritage est soit la masse successorale, c.-à.-d. l'ensemble des biens laissés par le défunt (« *estate tax* »), soit la seule part recueillie par l'héritier (« *accession tax* »). Le droit comparé enseigne que presque tous les pays prélèvent un impôt sur les parts bénéficiaires et non pas un impôt sur la masse successorale⁸³. Seuls les États-Unis d'Amérique, le Royaume-Uni, la Corée du Sud et la Nouvelle-Zélande prélèvent un impôt sur la masse successorale.

L'imposition de la masse successorale ne se justifie que si l'on conçoit les impôts sur la succession comme étant une imposition supplémentaire du défunt. Il faut dans ce cas se demander ce qui peut bien justifier cette imposition supplémentaire. Deux arguments sont généralement avancés. Pour certains, l'imposition de la masse successorale aurait pour objectif de corriger les lacunes du système de l'impôt sur le revenu. En raison d'une définition énumérative du revenu imposable par le législateur, il est parfois possible pour les contribuables de s'enrichir sans avoir à payer l'impôt (gains au loto, etc.). Cet argument ne saurait convaincre, car il inverse les propositions. Il est certes possible que certains accroissements de richesse dont bénéficie le contribuable ne subissent pas l'impôt. Mais il s'agit là tout au plus d'une situation marginale et non pas d'une règle générale. En principe, la fortune transmise par le défunt a été constituée à partir d'un revenu imposable et effectivement imposé.

Plus intéressante est la conception canadienne en matière de impôts sur la succession. Le Canada ne prélève plus à proprement parler un impôt sur l'héritage, le système des impôts sur la succession et des donations ayant été supprimé au plan fédéral à la fin de 1971. Au niveau provincial, seule la province du Québec perçoit encore des droits sur les successions et les donations. Cela ne signifie pas pour autant que les donations et successions échappent à l'impôt. En effet, depuis l'abolition des impôts sur la succession, le Canada soumet à l'impôt sur le revenu, en tant que gains en capital, les plus-values latentes inhérentes aux biens légués par le défunt. L'idée poursuivie par le législateur canadien est donc la suivante : l'impôt sur le revenu frappe tant le revenu réalisé que non réalisé ; toutefois, pour des raisons de praticabilité (les gains non réalisés sont en effet difficilement évaluable), on diffère dans le temps l'imposition des revenus non réalisés.

⁸³ Comp. les différents rapports nationaux à l'occasion du congrès international de droit financier et fiscal tenu à Londres en 1985, *Cahiers de droit fiscal international*, Vol. LXXb, Deventer, 1985 ; GEFROY, *Grands problèmes fiscaux contemporains*, 1993, p. 105.

Le décès du contribuable constitue le dernier moment où l'imposition peut avoir lieu. Par voie de conséquence également, lorsque les biens transférés aux différents héritiers se trouvent en fin de compte cédés par ceux-ci, les gains en capital sont calculés par rapport aux valeurs réévaluées au moment du décès du défunt, ce qui permet d'éviter tout risque de double imposition.

Malgré les séductions théoriques du modèle canadien, nous lui préférons le système de l'impôt sur les parts successorales. Seule cette technique d'imposition permet d'adapter la charge fiscale à la situation individuelle des héritiers. Notamment, les taux d'imposition peuvent être modulés en fonction du lien consanguin plus ou moins étroit qui existe entre les bénéficiaires et le défunt. Il n'est que juste, pour les raisons précédemment évoquées, que les legs intrafamiliaux soient traités différemment des autres legs. Par ailleurs, l'impôt sur les successions ne frappant jamais le défunt mais seulement ses héritiers, il paraît plus logique de construire l'impôt en prenant comme point de départ l'héritier plutôt que le défunt.

II. Intégration des donations

Les dons entre vifs sont à soumettre au même régime fiscal que les successions, et ce pour deux raisons. On devrait donc idéalement imposer les personnes recevant des legs ou dons en fonction du total reçu, que les acquisitions proviennent d'une seule personne ou d'une douzaine, d'une seule mutation à titre gratuit ou d'un grand nombre. Il faudrait donc cumuler les donations dont le contribuable aura déjà bénéficié par le passé. L'objectif de ce cumul est évidemment de déterminer le taux marginal d'imposition à appliquer à la succession⁸⁴. Cette méthode est rarement pratiquée en fait. L'on se contente généralement d'intégrer les donations reçues peu de temps avant le décès du donataire pour le calcul des impôts sur la succession. Les donations remontant davantage dans le temps se trouvent alors soumises à un régime spécifique, celui des impôts sur la donation. Même si ce prélèvement obligatoire présente la plupart du temps bon nombre de points communs avec l'impôt sur les successions, il n'y a toutefois pas toujours identité de régime fiscal. Cela présente plusieurs inconvénients.

Tout d'abord, il existe une parenté certaine entre les donations et les successions. Il suffit de songer aux présuccessions que réalisent nombre de donations, notamment les donations – partage, donations dont on dit précisément qu'elles sont faites en « avancement d'hoirie ». A bien

⁸⁴ Comp. SCHULTZ & HARRISS, *American Public Finance*, 8e éd., 1965, p. 394.

des égards, les donations apparaissent comme un mode accéléré de transmission des successions. Certes, l'impact économique des donations n'est pas toujours le même que pour les successions : les donations dont on bénéficie, surtout celles reçues lorsqu'on est jeune, réduisent généralement l'offre de travail ; par ailleurs, le donateur peut avoir d'autres motifs pour faire des dons plus tôt que de laisser une fortune plus tard sous la forme d'une succession. Mais les motivations individuelles ne sont pas directement observables et les liens existant entre les donations et l'offre de travail ne sont pas suffisamment bien établis. Il est dès lors préférable de s'en tenir à la ligne de conduite générale visant à assimiler les donations aux successions.

Par ailleurs, des différences de traitement fiscal ne manqueraient pas d'être mises à profit par les contribuables afin de fuir l'impôt. Si comme dans certains pays les donations sont soumises à un régime fiscal plus favorable que les successions, les héritages ne seront plus transférés en bloc mais de manière fractionnée.

III. Exclusions et réductions

1. Transferts intrafamiliaux

Les mutations à titre gratuit intrafamiliaux, on l'a vu précédemment, doivent bénéficier d'un traitement fiscal de faveur. Ceci pose la question de la détermination du cercle familial à prendre en considération. Sans doute convient-il de se limiter au « noyau dur » de la famille. Mais quel est-il exactement ? Comprend-il seulement les enfants du défunt, ou inclut-il également les héritiers en ligne directe ainsi que l'époux, voire l'ensemble de sa famille, même éloignée ?

La réponse à cette question n'est pas aisée : elle dépend des considérations d'ordre économique, juridique et social, sans oublier le souci de respect de l'imposition suivant les facultés contributives des contribuables. A notre avis, il faudrait accorder une exonération totale, ou pour le moins quasi totale, aux successions et donations faites au profit des enfants. Il devrait en être de même du conjoint survivant, lorsque le mariage a existé pendant une durée prolongée. Il faudrait donc adapter le régime fiscal des mutations à titre gratuit à la durée du mariage (exemple du Japon). Quant aux petits enfants et l'époux survivant marié depuis peu de temps, il faudrait soumettre l'enrichissement dont ils bénéficient à l'impôt à des taux de faveur, taux plus favorables que ceux applicables aux frères, sœurs et autres collatéraux.

Le désir légitime de traiter différemment les transmissions à titre gratuit selon le lien de parenté existant justifie à lui seul la soumission des libéralités et successions à un régime fiscal spécifique. Il serait sans doute possible de tenir compte des liens consanguins lors de l'imposition du revenu ; mais il faudrait pour cela compliquer davantage encore une législation déjà à peine accessible, même aux spécialistes.

2. Transmission d'entreprises familiales

Des analyses faites sur 400 entreprises familiales à New York ont établi une corrélation entre le taux de croissance de l'emploi dans ces entreprises et l'âge de l'exploitant : les entreprises familiales où le patron subirait des impôts sur la succession en cas de décès immédiat avaient moins de croissance que les autres⁸⁵. Faut-il en conclure que les impôts sur la succession réduiraient l'activité entrepreneuriale ? Nous ne le pensons pas, car corrélation ne signifie pas nécessairement causalité. Une explication plus plausible devrait être que les personnes susceptibles de devoir payer immédiatement un impôt de succession sont les personnes disposant d'une fortune (cela est trivial). La fortune étant constituée au fil du temps, tout porte à penser que les personnes susceptibles de devoir payer l'impôt des successions sont les personnes plutôt âgées. Que celles-ci soient moins dynamiques que les personnes jeunes, au début de leur carrière, paraît assez évident.

Plus intéressant, par contre, est l'argument de risque d'illiquidité parfois avancé⁸⁶. Les entreprises familiales représentent généralement l'essentiel si ce n'est la quasi-totalité de l'actif successoral. Or cet actif est immobilisé. Demander aux héritiers de payer des impôts sur la succession de 40%, par exemple, risquerait de les forcer à céder l'entreprise afin de régler le fisc. Contrairement à ce qui se passe en cas de transmission de titres de propriété cotés en bourse, les actifs des entreprises familiales ne sont guère divisibles. Une première possibilité consisterait pour l'héritier à payer l'impôt au moyen de dettes nouvelles. Dans un tel cas, les dettes devant être remboursées un jour, il lui faudra ponctionner la trésorerie de l'entreprise par la voie des prélèvements, évidemment au détriment de la force de l'entreprise, de ses investissements. Alternativement, l'héritier pourrait essayer d'associer de nouveaux investisseurs à l'entreprise, laquelle

85 N. KALDOR, *An Expenditure Tax*, Londres, 1955, adde John Stuart MILL, *Principles of Political Economy*, London, 1848, reprint 1965, p. 812. I. FISHER, *The Nature of Capital and Income*, New York, 1906, reprint 1965, p. 249.

86 Comp. H. LAMOTTE/J.P. VINCENT, *Entreprise et fiscalité*, Économie et prévisions, no 100-101, 4/5, 1991, p. 189.

perdra de ce fait son caractère familial. L'héritier, devant dorénavant partager le pouvoir avec autrui, n'aura plus le contrôle total des affaires de l'entreprise. Les conséquences ultérieures d'un tel processus ne sont guères discernables.

Si l'on peut dès lors être tenté d'accorder des facilités de paiement aux impôts de successions dus en raison de transmissions d'entreprises familiales, il ne faut pas oublier d'un autre côté qu'accorder des faveurs fiscales aux transmissions d'entreprises familiales porterait atteinte au principe d'égalité des contribuables devant l'impôt. Faut-il véritablement privilégier du point de vue fiscal un mode particulier de transmission de patrimoine par rapport aux autres : pourquoi les actifs successoraux composés d'une entreprise familiale devraient-ils entraîner une charge fiscale moins lourde que les autres actifs successoraux de même valeur ? La personne héritant d'un tableau Picasso n'aura pas davantage de liquidités pour payer l'impôt de succession que le continuateur de l'entreprise familiale. Traiter différemment ces deux formes d'héritage romprait l'égalité horizontale devant l'impôt. Certes, le tableau de Picasso ne présente pas véritablement d'utilité pour le pays, alors que la pérennité de l'entreprise permet de préserver le niveau actuel de l'emploi. Mais brandir le spectre de faillite des entreprises familiales en raison du paiement des impôts sur la succession est une chose, citer des exemples réels où cela serait arrivé en est une autre. L'*American Farm Bureau Federation*, un important groupe de lobbyistes américain exigeant l'abolition de l'impôt sur les successions pour les PME, ainsi que les entreprises agricoles, interrogé sur des précédents en ce sens, était incapable de fournir le moindre exemple concret de faillite due aux impôts sur la succession⁸⁷. On peut supposer que dans nos contrées la situation ne serait pas différente, de sorte qu'un traitement privilégié des transmissions familiales ne paraît pas justifié en raison. On peut y ajouter un argument non fiscal : le véritable problème que doivent affronter les entreprises familiales est moins le paiement d'impôts de succession que la sélection du continuateur approprié. En effet, si les entreprises familiales sont souvent créées par des animateurs dynamiques, il est loin d'être acquis que ces qualités se transmettent à leurs descendants. Les problèmes rencontrés parfois dans les entreprises familiales en deuxième génération s'expliquent sans doute davantage par le manque d'aptitude ou de volonté de l'héritier que par les difficultés de trésorerie que le paiement de l'impôt des successions a pu poser⁸⁸.

87 D. JOHNSTON, *Talk of Lost Farms Reflects Muddle of Estate Tax Debate*, *The New York Times* 8 Avril 2001, p. 1.

88 Nuancé sur ce point : GEFROY, *Grands problèmes fiscaux contemporains*, 1993, p. 103.

D. CONCLUSION

Dans un monde idéal, avant que le Parlement ne vote ses lois, il lui faudrait rassembler les données utiles pour sa prise de décision, entendre les experts, absorber le raisonnement économique de l'incidence de l'impôt, analyser le cadre juridique du fonctionnement de la Société, s'enquérir à chaque fois de ce qui est un fait clairement établi et ce qui n'est que spéculation informée. Dans un débat tel celui-ci, on devrait adjoindre aux économistes et juristes des théologiens, des philosophes et sociologues, pour éclairer le Parlement sur les jugements de valeur implicites contenus dans chacune des propositions étudiées. La rhétorique serait bien évidemment laissée aux Parlementaires ! Mais la réalité de la vie parlementaire est fort éloignée de ce modèle. Les textes sont votés dans la hâte, on confond opinion personnelle et faits, et l'on prend ses désirs pour la réalité. Le débat sur l'abolition éventuelle des impôts sur la succession ne fait pas exception et nous ne prétendons pas détenir l'anneau du graal en la matière.

Le sort fiscal qu'il faudrait réserver à l'héritage n'est pas aisé à établir. Est-il souhaitable que des personnes deviennent propriétaires de biens dans l'obtention desquels elles n'ont été pour rien, mais uniquement parce qu'elles sont nées dans une famille fortunée, ou simplement ont été prises en affection par le défunt ? Dans ce cas, l'abolition des impôts sur la succession serait un « cadeau fait aux riches ». Est-il normal, pourrait-on rétorquer, que celui qui a travaillé, épargné et conservé, ne puisse transmettre le bénéfice de son labeur comme il l'entend ? Sous cet angle, l'abolition des impôts sur la succession serait plutôt un acte de justice.

Comme nous l'avons vu précédemment, il est difficile de trancher le débat. Du point de vue économique, l'imposition des successions est sans doute moins nocive qu'elle n'y paraît de prime abord, du moins en ce qui concerne ses liens avec l'effort d'épargne et l'offre de travail. Elle est beaucoup moins « malthusienne »⁸⁹ qu'elle n'y paraît. Les discriminations induites par l'impôt des successions ne sont, par contre, pas négligeables, ce qui nuit gravement à l'efficacité économique du système fiscal. Le point de vue moral est à double tranchant : l'aspect redistribution des richesses permet sans doute de militer en faveur des impôts sur la succession, mais la cellule familiale doit rester préservée. Le juriste sait que le droit de propriété se trouve affecté par l'existence d'impôts sur la succession, tandis que le fiscaliste réclamera l'imposition, au motif que la succession traduit un enrichissement du bénéficiaire.

⁸⁹ L'expression est de G. TIXIER/G. GEST, op. c., p. 124.

Mais, plutôt que d'analyser le pour et le contre de l'imposition des successions, certains préféreront prendre davantage de recul en se contentant d'une vision holiste du monde. N'est-il pas vrai que l'accumulation illimitée de richesses, l'illimitation de la propriété, ne se concilient que difficilement avec la culture judéo-chrétienne attachée à l'« *aurea medietas* »⁹⁰. Le doyen Vedel n'avait-il pas raison de parler, en ce qui concerne les prélèvements fiscaux en général, d'une « intuition fondamentale », d'une véritable « *Weltanschauung* » : celle de « l'illégitimité de toute attribution à des individus de biens, de qualités ou de valeurs qui n'a pas fait l'objet d'un contrôle social »⁹¹. Les impôts sur les donations et les successions ne sont peut-être rien d'autre qu'un procédé d'absolution sociale, par le biais duquel les héritiers s'achètent le droit de bénéficier en toute quiétude de la fortune qui leur a été léguée. Ils appartiendraient alors au domaine de la « symbolique » dont la survivance pourrait être acceptée dès lors qu'elle aura été vidée de sa substance.

Alain STEICHEN

⁹⁰ Lire la prière d'AGAR dans le Livre des Proverbes (30 : 8-9) : « Ne me donne ni pauvreté, ni richesse; accorde-moi le pain qui m'est nécessaire de peur que, dans l'abondance, je ne te renie et ne dise : qui est l'Eternel ? de peur aussi que, dans la pauvreté, je ne sois entraîné au vol, et ne déshonore le nom de mon Dieu ».

⁹¹ VEDEL, « Présentation », R.F.F.P., n° 1, 1983, p. 4.

Bibliographie

- Aaron, Henry / Pechman, Joseph How taxes affect economic behaviour, Washington 1981, Washington
- Adair, Philippe La Théorie de la Justice de John Rawls, Rev. fr. sc. pol., 199, p. 81
- ADEF Un droit inviolable et sacré, La propriété, 1989, p. 297
- Andreoni, James Impure Altruism and Donations to Public Goods, Economic Journal, 1990, p. 464
- Ardant, Gabriel Histoire de l'impôt, Livre I, 1971, p.125
- Beltrame, Pierre Techniques, politiques et institutions fiscal comparée, 2e éd., 1997, p. 279 Les systèmes fiscaux, Q.S.J., 1979
- Blancher, Philippe Impôts sur la fortune, y inclus droits de succession, Institut International de Finances Publiques, 1962, p. 76
- Bös, Dieter / Tillmann, Georg Neid und progressive Besteuerung, 1983, p. 637
- Canivet, Guy Les Echos, 1^{er} mars 2004
- Carbonnier, Jean Flexible droit, 6^e éd., p.265 op. c., p. 179 op. c., p. 245
- CES La réforme global de la fiscalité, 1989
- Cobden, Richard Speeches on Questions of Public Policy, Vol., 1908, p. 285
- Colly, François Le Conseil constitutionnel et le droit de propriété, R.D.P., 1988, p.135

- Cox, Donald Motives for Private Income Transfers, Journal of Political Economy 95, 1987, p. 508
- Davis, James / Whalley, John Taxes and Capital Formation : How important is Human Capital ? National Saving and Economic Performance, 1991, p. 163
- Delperee, Francis Verduessen, Marc Biver, Karine Recueil des Constitutions européennes, Bruxelles, 1994
- De Menthone, Pierre- Henri / Tréguier, Eric Ces 200 familles qui possèdent la France, 2004
- Domet des Vorges, Edmond L'impôt des théologiens. Etude philosophique, morale et économique, Paris, 1899
- Downs, Anthony An Economic Theory of Democracy, New York, 1956, p. 28
- Ducros, Jean-Claude Sociologie financière, Paris, 1982, p. 288 Op. c. p. 307
- Duverger, Maurice Finances publiques, 11^e éd., Paris 1988, p.137 Op. c., p.145
- Dworkin, Ronald Sovereign Virtue : The Theory and Practice Equality, 2000
- Fabre, Michel-Henri Principes républicains de droit constitutionnel, 4^e éd., Paris, 1984, p. 41
- Fiekowsky, Seymour The Effect of Saving o the United States Estate and Gift tax, éd. Carl S. Shoup, 1966, p 228

- Fried, Barbara The Puzzling Case for Proportionate Taxation, *Chapman Law Review* 51, 1999, p.157
- Fustel de Coulonge La Cité Antique, Livre 1, Ch. IV
- Gale, William / Slemrod Joel Resurrecting the Estate Tax, Policy Brief no 62, 2000
Rethinking Estate and Gift Taxation, 2001, p. 23
- Gaudemet, Paul Marie / Molinier, Joël Finances publiques, T. 2, 5e éd., 1992, p. 104
op. c., p. 46
- Geffroy, Jean-Baptiste Grands problèmes fiscaux contemporains, 1993, p. 104
Grands problèmes fiscaux contemporains, 1993, p. 103
- Grimaldi, Michel Droit civil, Successions, p. 31
op. c., n° 25
- Haig, Robert Murray The concept of income, economic and legal aspects, 1921
- Hay Considérations d'ordre économique sur les droits successoraux, RFFP, n° 42, 1993, p. 79
- Mazeaud, Henri, Léon et Jean Leçons de droit civil, T. 4, Vol. 2, 4^e éd. par A. Breton, p. 5.
- Höffe, Ottfried La Justice Politique, Paris, 1991, p. 50
- Kessler, Denis / Masson, André Pestieau Pierre Trois vues sur l'héritage, la famille, la propriété, l'Etat, Economie et prévision n° 1001-01, 1991-4/5, p.1
- Klein, William / Bittker, Boris / Stone, Laurence Federal Income Taxation, 7^e éd., Boston, 1987, p. 36

- Kopczuk, Wojciech / Slemrod, Joel Dying to save taxes : Evidence from Estate Tax Returns on the death elasticity, NBER Working Paper 8158, 2001
- Lafferriere, Julien / Waline, Marcel Traité élémentaire de science et de législation financière, 1952, p. 281
- Lauré, Maurice Science fiscal, 1993, p. 37
Science fiscal, 1993, p. 178
Science fiscal, 1993, p. 18
- Martinez, Jean-Claude Di Malta, Pierre Droit fiscal contemporain, T 1, Paris, 1986, p. 2
- Martinez, Jean-Claude Le statut du contribuable T1, 1980, p. 22
Fraude Fiscale, Pris, 1984, p. 55
L'économie, la fiscalité et l'imposture, Mélanges Péquignot, Montpellier, 1984, p. 473 (487)
- Metzler, Allan Richard, Scott Why Government grows in a Democracy, The Public Interest, n° 52, 1978, p.111
- Niskanen, William Progressive Taxation and Democratic Government, Berlin, 1989, p. 1
- Pareto, Vilfredo Le Monde économique, 1899
- Pigou, Arthur Cécil A study in Public Finance, 3^e éd. Londres, reprint 1962, p. 82
A study in Public Finance, London, 1947, p. 138
- Proudhon, Pierre-Joseph Théorie de l'impôt, 1868, p.143
- Reese, Thomas The Thoughts of Chairman Long, Part I : The Politics of Taxation, in : Tax Notes, 6, Febr. 27, 1978, p.199

- Rousseau, Jean-Jacques Du contrat social, 1763, reprint Paris 1977, Livre 3, Chap. 15, p.288
- Roskamp, Karl / Forte, Francesco Reform of Tax Systems, Detroit, 1981, p. 1
- Salin, Pascal Les droits de succession sont un impôt moralement inacceptable, Le Figaro, 30 août 2006, p. 14
Op. c., p. 124
Op. c., p. 122
L'arbitraire fiscal, 2^e éd., 1996, p. 81
- Nicolas Sarkozy Entretien, Les Echos, 9 novembre 2006
- Schneider, Dieter Grundzüge der Unternehmensbesteuerung, 5^e éd., Wiesbaden, 1990, p. 26
- Simons, Henry Personal Income Taxation, Chicago, 1938
- Smith, Adam An inquiry into the Nature and the Causes and the Wealth of the Nations, London 1776, book V.
- Steichen, Alain Précis de finances publiques, Luxembourg, 2007
- Stiglitz, Joseph Notes on estate Taxes, Journal of Political Economy 86, 1978, p. 137
- Tipke, Klaus Die Steuerrechtsordnung, 3 t., 2^e éd., Cologne 2006
Die Steuerrechtsordnung, 3 T., ici T. 2, 2^e éd., Cologne 2003, p. 869
- Tixier, Gilbert / Gest, Guy Manuel de droit fiscal, 4^e éd., 1986, p.124
- Vallée, Annie Economic des systèmes fiscaux compares, 1994, p. 222

- Vogel, Klaus Finanz- und Steuerstaat, 1987, p. 346 (377)
- Von Schanz, Georg Finanz Archiv. a.F. Bd. XIII, 1986, p. 1
- Weil, David The Saving of the Elderly in Micro and Macro Data, Quarterly Journal of Economics 109 no 1, 1994, p. 55

DISCUSSION

- **Lucien Thiel** signale l'incohérence qui existerait si les droits de succession en ligne directe étaient introduits sans réforme de l'impôt sur le revenu.

En effet, lorsqu'un bien est légué, le coût d'achat historique du bien est transféré à l'héritier. De ce fait, la plus-value que celui-ci réalisera au jour de la cession ultérieure du bien inclura, outre la plus-value générée lors de la détention du bien par le cédant, également la plus-value générée durant la phase de détention par le défunt.

L'orateur a convenu que dans un tel scénario, il y aurait lieu de réévaluer le coût d'achat du bien à sa valeur de marché, afin de limiter l'imposition de la plus-value au montant constitué après le transfert du bien.

- **Jacques Loesch et Lucien Thiel:** Une réforme des droits de succession dans le sens d'un élargissement des opérations imposables serait contraire à la politique actuellement poursuivie par les pouvoirs publics.

En effet, celle-ci consisterait notamment à faire la promotion du Luxembourg à l'Etranger afin d'attirer les « grosses fortunes » au Luxembourg, politique qui ne pourrait porter ses fruits qu'en présence d'une non-imposition des successions en ligne directe.

L'orateur a fait remarquer qu'une telle question, pour utile qu'elle soit, ne rentrait pas dans le champ d'analyse de la présentation de l'orateur axée sur l'efficacité économique des droits de succession ainsi que sur leur légitimité au regard des considérations tenant à la justice. L'argument invoqué par l'auditeur relève par contre du domaine de la politique économique, plus particulièrement de l'utilisation de la fiscalité à des fins interventionnistes. A supposer que la politique visant à attirer les grosses fortunes au Luxembourg existe réellement, ce qui ne semble pas acquis à l'orateur, il serait effectivement incohérent d'introduire les droits de succession en ligne directe. Une imposition des successions en ligne directe entraînerait d'ailleurs un abandon partiel du secret bancaire. En effet, la législation fiscale actuelle impose aux banques de déclarer à l'administration de l'Enregistrement l'intégralité des avoirs qu'elles détiennent pour compte d'une personne résidente. Il n'est dérogé à cette obligation que si la succession est exonérée des droits de succession.

- **Marco Wagener:** Les droits de succession ne pourraient-ils être relevés légèrement afin d'opérer une certaine redistribution de richesses au profit des plus démunis?

L'idée d'un impôt affecté de type impôt pour le fonds de chômage ou impôt de solidarité a été évoquée à ce sujet.

L'orateur a indiqué que cette manière de considérer les droits de succession s'inscrivait directement dans la pensée dite de la justice sociale, avec ses pour et ses contre. Il a renvoyé à la présentation qu'il venait de faire à ce sujet. De manière générale, selon l'orateur, toute augmentation des impôts existant paraîtrait suspecte, ou du moins peu recommandable ; s'il fallait augmenter la redistribution au profit des plus démunis, une telle redistribution devrait être financée, selon l'auteur, par une économie de dépenses publiques plutôt que par une augmentation des impôts existant.

- **Jean Hoss:** En vertu d'un droit régalien, la Reine d'Angleterre est exonérée des droits de succession; des situations analogues existent dans d'autres pays au regard du Souverain ou des chefs d'Etat.

La raison en serait que le Souverain étant la personnification de l'Etat, et celui-ci ayant contribué à la création de richesses, il serait du même coup justifié d'exonérer le Souverain des droits de succession.

Selon l'orateur, une telle conception serait erronée ; elle refléterait l'approche traditionnelle des partis de gauche en matière d'activité économique, à savoir que celle-ci ne pourrait prospérer que grâce à l'intervention de l'Etat. Selon une approche plus libérale, de type de celle propagée par Friedrich von Hayek, à laquelle l'orateur a souscrit, la valeur économique est créée spontanément en raison de l'action des agents économiques, l'Etat constituant plutôt une nuisance qu'une aide. De ce point de vue, une exonération des Souverains en matière de droits de succession ne se justifiait pas.

- **Jean Hoss** émet des doutes au sujet de l'équivalence ricardienne à laquelle l'orateur avait fait référence dans sa présentation orale.

Selon cet auditeur, les héritiers ne se soucieraient pas de l'impôt futur qu'ils devraient payer en raison de la succession à venir ; lorsqu'un impôt est dû le moment venu, son financement sera assuré par les héritiers. Autrement dit, les héritiers ne constitueraient pas d'épargne à hauteur de l'impôt dû à l'avenir.

L'orateur a confirmé qu'une telle approche était tout à fait défendable et qu'elle était effectivement mise en avant par une partie de la doctrine. Il s'agit de la soi-disant myopie financière, selon laquelle les contribuables vivraient dans le présent et n'anticiperaient guère les conséquences futures des actes présents. De ce fait, pour ceux qui croient en la myopie financière, l'existence d'impôt sur la succession n'aura aucune répercussion sur la constitution éventuelle d'une épargne par les héritiers futurs. Selon l'orateur, tant l'équivalence ricardienne que la myopie financière sont des concepts qui certes restent irréconciliables entre eux, mais qui n'en présentent pas moins une cohérence intellectuelle interne. Il serait impossible de savoir entre l'équivalence ricardienne et la myopie financière, laquelle l'emporterait, de sorte que les deux thèses se défendraient pareillement bien.

- **Jean Hoss:** Quelle est l'opinion de l'orateur au sujet de la conformité des droits de succession luxembourgeois lorsqu'ils sont prélevés à l'égard de non-résidents ?

Cet auditeur a en effet rappelé que les non-résidents se trouvaient soumis à un impôt substitutif en raison de la propriété immobilière qu'ils détiennent au Luxembourg, si celle-ci fait partie de leur masse successorale (les biens mobiliers détenus au Luxembourg échappent à cet impôt). Cette fortune immobilière est susceptible d'être imposée à cet impôt substitutif dans des conditions où l'impôt sur les successions n'est pas dû pour les résidents.

L'orateur a indiqué que cette problématique relevait de la libre circulation des capitaux et qu'elle constituait clairement une entrave au sens du droit communautaire.

Afin de pouvoir être justifiée au regard d'un motif d'intérêt général, cette entrave devrait rentrer dans l'un des cas limitatifs acceptés par la Cour de Justice susceptibles de justifier une dérogation à la libre circulation des capitaux. Après avoir passé en revue ceux-ci, l'orateur a conclu au caractère non conforme de l'impôt luxembourgeois sur ce point.

- **Le président :** Quelle est en définitive l'opinion de l'orateur, lequel a fourni une liste fort complète d'arguments tantôt en faveur, tantôt en défaveur des droits de succession, sans avoir adopté de point de vue définitif sur le sujet ?

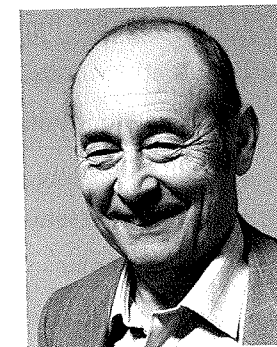
L'orateur a confirmé qu'effectivement sa présentation avait été faite volontairement de telle manière à rester neutre sur ce point de vue. Selon l'orateur, les arguments en faveur comme en défaveur des droits de succession ne manquent pas de pertinence de sorte qu'il serait difficile, si ce n'est impossible selon l'orateur, de trancher définitivement le débat dans un sens ou dans un autre sur base de considérations économiques, juridiques ou philosophiques. L'orateur a concédé hésiter lui-même sur le sujet selon l'état d'esprit du moment. D'après l'orateur, la question de la légitimité des droits de succession serait l'un des, sinon le dernier grand débat politique ; seul un arbitrage politique pourrait trancher la question.

Séance du 16 avril 2007

LA DÉMOCRATIE EN QUESTION

par
Jacques Steiwer

Après des études de philosophie et lettres à la Sorbonne, Jacques Steiwer obtient le doctorat luxembourgeois avec une thèse sur l'épistémologie des strates chez Nicolai Hartmann. En même temps il mène de front des études de lettres modernes et de psychanalyse à Paris. Enseignant de philosophie à l'Ecole européenne de Bruxelles I à partir de 1968, il collabore avec Ernest Mandel à l'Institut de Sociologie, avant d'être nommé directeur de l'Ecole européenne de Varese en Italie, puis de la nouvelle Ecole de Bruxelles III, sur le campus de la plaine à Ixelles.



La notion de démocratie est galvaudée à notre époque. Il convient de se pencher sur les origines du concept autant que sur ses implications philosophiques et pratiques. Une recherche précise dans ce domaine, faite à partir des sciences de la communication et de la sociologie des systèmes, montre que nous sommes loin d'avoir atteint l'idéal que pourrait être une véritable démocratie communicationnelle. Au contraire, celle-ci semble plutôt malmenée dans les aléas politiques, au jour le jour.

Le livre de Jacques Steiwer «De la Démocratie en Europe» paraîtra en 2008 aux éditions L'Harmattan à Paris.

Table des matières

1. Approches positivistes de la notion de « démocratie ».....	3
2. La théorie systémique.....	4
3. Définitions contemporaines.....	8
4. Les conditions inaliénables de toute démocratie.....	10
- Libertés et droits de l'homme.....	11
- Représentation et participation.....	12
- Transparence et information.....	15
5. L'évolution des fonctions démocratiques.....	17
6. Perturbations et irritations du système.....	20
7. Les distorsions potentielles.....	22
- Valeur informative des messages.....	22
- Vérité et fausseté.....	24
- Véracité et mensonge.....	27
- Distorsions performatives.....	29
- Les aléas de la représentation.....	34
Discussion.....	37

LA DÉMOCRATIE EN QUESTION

Une brèche dans la pensée traditionnelle sur les systèmes sociaux était ouverte par le livre d'Emile Durkheim *Sociologie et Philosophie* publié chez Alcan, à Paris en 1925. A la suite du positivisme, ce philosophe veut aborder le phénomène social comme un fait scientifique, *sui generis*. Jugement de valeur et fait social sont clairement dissociés, le premier étant écarté de toute analyse et interprétation d'une réalité que la science pure et dure estime pouvoir s'incorporer désormais. Il y a des faits sociaux, et ceux-ci sont observables dans un univers scientifique qui leur est propre, à la limite analysables statistiquement et donc mathématiquement. Le fait social n'a rien à voir avec ce qui se passe dans la tête de chaque individu participant à une entité sociale. Il constitue une dimension nouvelle, qui doit donc pouvoir être observée et analysée dans une science à part. Il est vrai que Durkheim conservera dans sa terminologie des notions aussi « métaphysiques » que « le progrès », et surtout le concept entièrement construit de l'« inconscient collectif », sur lequel il établit une réflexion théorique importante. Il réintroduit ici par la petite porte ce qu'il a chassé par la grande : une interprétation projective, teintée de jugements de valeurs. Aussi fut-il facile pour les successeurs de Durkheim de l'accrocher sur ce point et d'invalidier l'ensemble de son œuvre, ce que fait Adorno dans son introduction à *Sociologie et Philosophie* (1967).

Aujourd'hui, le courant positiviste est allé quelques pas au-delà de ce que le début du XX^e siècle avait osé comme révolution scientifique en matière de sociologie et de politologie. Sans présenter au moins dans les grandes lignes l'œuvre de quelques penseurs marquants et innovateurs dans ce domaine, nous ne pouvons pas approfondir notre réflexion sur la démocratie. La théorie des systèmes (ou systémique), telles qu'elle fut élaborée par des savants comme Parsons, Maturana, Cohen, ou des philosophes comme Habermas et Luhmann, constitue aujourd'hui l'horizon obligatoire, lorsqu'on veut parler – à l'intérieur de la sociologie – d'une notion à la fois aussi controversée et aussi banalisée, voire galvaudée, que celle de « démocratie ».

Entrons donc dans les théories de quelques-uns de ces sociologues philosophes pour nous familiariser avec certains de leurs concepts.

On considère en général que les sociétés à travers leur évolution (des sociétés tribales aux sociétés hiérarchisées et aux sociétés complexes modernes) fonctionnent en tant que « systèmes ». Je cite Habermas : « *Les systèmes vivants sont compris comme des systèmes ouverts, qui maintiennent leur continuité face à un monde environnant (Umwelt) instable et hypercomplexe par des processus d'échanges au delà de leurs frontières. Tous les états du système remplissent des fonctions en vue de la conservation du système.* »¹ Luhmann explique comment lui, de même que Parsons et Maturana, ont emprunté la notion de « système » aux sciences biologiques de l'évolution et à la cybernétique. Définissons le système comme un ensemble de fonctions couplées l'une à l'autre de manière à assurer la cohérence interne et la survie par rapport au monde environnant. Ainsi faut-il toujours distinguer entre système et monde environnant. L'un se définit par rapport à l'autre. L'un délimite l'autre, comme catégorie de connaissance, mais aussi comme fissure d'être. Une société tribale arrive, par la simple structure des rapports de famille et des lois du mariage à garder son homogénéité, à assurer sa survie dans un milieu donné, à se reproduire à travers le temps. Mais au fur et à mesure que le monde environnant change, il peut exercer une pression sur le système qui force celui-ci à s'adapter ou le fait disparaître.

Ainsi assistons-nous à une différenciation croissante (*Ausdifferenzierung*) de fonctions de plus en plus complexes, qui ont besoin d'une intégration (c'est-à-dire d'une communication entre elles et d'un feedback permanent) de plus en plus sophistiquée pour se maintenir et se reproduire. Les sociétés modernes fonctionnent comme des systèmes d'une extrême complexité, liés à travers de vastes structures communicatives, lesquelles leur permettent d'intégrer des fonctions nombreuses, spécialisées et connectées. Prenons quelques exemples : la société capitaliste occidentale fonctionne à travers le symbolisme de l'argent pour permettre un échange généralisé de marchandises. Elle a besoin d'un code de lois et d'un appareil juridique qui garantissent les rapports entre personnes physiques, les titres de propriété, les rapports de production. Elle a besoin d'une administration qui crée des pouvoirs centraux et partiels distribués, délimités et éventuellement hiérarchisés. Elle a besoin d'un Etat, qui à son tour est organisé de manière à répondre aux besoins du maintien de l'ordre, de la reproduction du savoir (école et université), de la protection des individus et des biens... Même la tradition et la morale, la religion et les mœurs jouent un rôle

¹ J. Habermas : *Théorie de l'agir communicationnel* ; tome 2, p. 227 ; édition Suhrkamp 1987. La traduction est faite par l'auteur du présent article.

intégrateur. Mieux, leur fonction n'est compréhensible qu'à travers une saisie globale du système en tant que tel, et par rapport à son « *Umwelt* ». Les systèmes peuvent également s'imbriquer les uns dans les autres à travers un recouvrement partiel, où ce qui est système en soi peut devenir monde environnant pour d'autres. On peut évidemment poser aux tenants des théories systémiques la question de savoir ce qu'ils font pour expliquer épistémologiquement l'origine des notions de « système », « fonction » ou « monde environnant ». Qui pose les distinctions, de quel droit et selon quels critères ? Il faudrait pour cela introduire un sujet connaissant, un ego transcendantal, un pôle constituant. La réponse de Luhmann est simple : ce sujet n'existe pas ; il est lui-même une construction du système binaire sujet/objet, l'un étant constitutif de l'autre. La connaissance devient ainsi une fonction du système « être humain/monde environnant » et en tant que telle peut être constituée en « *autopoïésis* », fruit de l'évolution et adaptation à ce « monde environnant » qui a sélectionné précisément les catégories de pensée qui permettent la meilleure chance de survie du sujet face à l'objet. Par le concept nouveau d'*autopoïésis* (du grec « création de soi ») les théoriciens systémiques entendent la capacité des systèmes non seulement de s'autogénérer et de se régénérer sous une forme identique, comme la cellule vivante, par exemple, mais aussi la faculté de systèmes complexes de se doter d'une rationalité implicite. Il ne faut pas concevoir la raison comme un pôle isolé du monde, où celui-ci se reflète, se constitue, se structure, mais comme un arc fermée ancré dans le monde, comme un ensemble « monde - réflexion du monde » déjà constitué. Il s'agit en fait d'une véritable révolution copernicienne dans le regard épistémologique, qui cesse de se considérer comme point unique de perspective. L'ego est plus que pure intentionnalité : il est toujours déjà rempli d'un monde dont il n'est pas maître, et qui existe consubstantiellement avec lui. Ce n'est qu'à cette condition que nous pouvons porter des jugements assertoriques sur ce monde, à travers nos catégories de pensée.

Pour éviter tout apport de jugements de valeur dans la description des systèmes,² Parsons, Maturana et Luhmann développent la théorie de la boîte noire : ce qui se passe dans un système social est si complexe qu'il faut renoncer à vouloir en détecter le pourquoi. Il faut considérer le système comme une boîte noire, dont on peut seulement observer l'input et l'output, qu'on se contentera de décrire. Parsons introduit à ce propos le

² La querelle des jugements de valeur traverse toute la discussion philosophique et méthodologique autour de la sociologie du 20^e siècle : Comment éviter que le sociologue ne décrive un fait social sans faire intervenir, soit comme composante du sujet, soit comme composante de l'objet, des valeurs, des priorités éthiques ou culturelles ?

concept de « double contingence » : les libertés de deux êtres humains qui se rencontrent dans une entité sociale, de quelque nature qu'elle soit, sont insondables, et la résultante en est donc une double contingence qui ne peut être décrite qu'en termes de facticité, non de nécessité, ni de prévisibilité. Cette théorie lui permet par la même occasion d'écarter tout déterminisme physique ou psychologique ou économique de la sociologie. Le système fonctionne en vase clos ; il est *autopoïétique*, c.-à-d. que non seulement il se produit et se reproduit lui-même, mais il produit aussi son propre sens, sa rationalité et la validité de ses structures communicatives.

Les jugements de valeur deviennent à leur tour des faits sociologiquement observables, et leur facticité pure devient un objet d'observation. Il est vrai que, si des projections de valeurs s'avèrent être plus aptes à gérer la vie en commun entre humains, ce seront ces structures-là qui s'imposeront comme autorégulatrices, en vue d'une bonne reproduction du système. Comme les collectivités humaines ne sont plus intégrées par l'intermédiaire d'une structure diversifiée d'instincts qui fonctionnent - au niveau du monde animal - plus ou moins comme des automatismes, l'évolution a cristallisé des schémas de comportement dits « moraux » qui ont une plus grande plasticité d'adaptation et qui s'avèrent être plus efficaces à intégrer les systèmes complexes que sont les sociétés humaines.

Evidemment l'individu vivant au sein d'un groupe social déterminé ne verra normalement pas les structures multiples qui s'impriment à lui, qui le traversent comme autant de lignes magnétiques pour l'orienter dans le sens tendu vers l'*autopoïésis*³ du système, et qui lui donnent, par conséquent, une rationalité ressentie quotidiennement comme simple, primaire et fondatrice. Pour désigner ce monde de l'évidence primesautière, les sociologues systémiques ont emprunté un terme à la phénoménologie husserlienne : c'est la « *Lebenswelt* », terme que je traduirai par « horizon du vécu ». L'horizon du vécu peut être et est habituellement très différent de ce que perçoit l'observateur du système dans sa totalité. « Par horizon du vécu il faut entendre ce domaine du réel que l'adulte normal et éveillé ressent comme simplement et immédiatement donné, dans une aperception du bon sens. Sous le terme de « *simplement et immédiatement donné* » nous désignons tout ce que nous vivons comme non questionnable, tous les états

³ La Raison raisonnante de l'être humain est interprétée par les philosophes systémiques, comme Luhmann, en tant que résultat évolutionniste, issu de l'interaction entre un monde environnant et une matière vivante qui s'adapte. Elle n'est ni étincelle divine, ni ego transcendantal, mais résultat de l'autopoïésis du système. Cela vaut aussi pour la raison pratique.

de choses qui nous paraissent jusqu'à nouvel ordre sans problèmes. »⁴ C'est le sol solide des convictions et des certitudes non douteuses qui s'offrent à chacun dans le cadre de son monde quotidien. C'est aussi l'*a priori* social et le non-dit contenu dans la communication linguistique, gestuelle, culturelle. C'est une sorte de réservoir qui nous fournit en interprétations intuitives et fulgurantes, sans que nous ayons besoin de recourir indéfiniment à des doutes ou des constructions rationnelles longues et compliquées. Husserl avait besoin de ce concept pour agripper, à l'intérieur de son ego transcendantal, l'*alter ego*, qui à son tour lui permettait de constituer un monde sur lequel la logique ait une prise.

Dans l'« horizon du vécu » la sociologie systémique trouve un concept valable pour décrire le monde de l'immédiateté que chaque participant à la société vit comme « ce qui va de soi » ! Si j'appuie sur le commutateur il y a de l'électricité... Au mois d'août les enfants sont en vacances, et la plupart des usines aussi... Il faut penser aux cadeaux de Noël...

Au monde du vécu appartient aussi ce que nous appelons par un terme très vague « la culture » de telle ou telle société. Il s'agit là d'un ensemble de savoirs diffus dans lesquels convergent tous ceux qui participent à un système social : l'empathie immédiate de ces savoirs leur fournit non seulement des schémas d'interprétation de la réalité, mais aussi un univers de communication possible, qui les rend aptes à s'intégrer dans des projets, des plans d'action, dans l'acquisition de compétences, et qui fonde l'assentiment à des ordres perçus comme légitimes.

Tout ceci peut paraître bien abstrait et lointain. Mais cela le paraîtra moins, lorsque nous toucherons le concret des analyses, appliquées aux avatars contemporains de la « démocratie ». Cette forme de gouvernement peut dès à présent être interprétée comme un « système » social fonctionnant comme support d'un autre « système » politique, cette fois, l'Etat, dans une société, à son tour « système » complexe de type capitaliste.

En 1952 le Tribunal constitutionnel de la République fédérale d'Allemagne émit un jugement contre un parti politique jugé anticonstitutionnel dans lequel il donna une définition de ce qu'il entendait par une société démocratique : « Ainsi on peut définir la constitution d'un ordre libre et démocratique comme un ordre qui, à l'exclusion de tout pouvoir

⁴ Schütz, Luckmann : *Le Problème de l'Intersubjectivité transcendantale chez Husserl* in *Philosophische Rundschau* ; 1979. Traduction de l'auteur.

violent et arbitraire, représente un gouvernement d'état de droit, établi sur l'autodétermination du peuple, selon la volonté d'une majorité à alternative, cristallisée à travers la liberté et l'égalité. Parmi les principes fondamentaux de cet ordre il faut compter au minimum : le respect des droits de l'homme concrétisés dans la Constitution, avant tout le droit de la personnalité à la vie et au libre épanouissement, la souveraineté du peuple, la séparation des pouvoirs, la responsabilité du gouvernement, la légalité de l'administration, l'indépendance des tribunaux, le principe de la pluralité des partis, l'égalité des chances pour tous les partis, y compris le droit à la formation et à l'exercice d'une opposition, dans le cadre des règles prévues par la Constitution. »⁵

Wolfgang Abendroth⁶ donne une définition plus sobre : « La démocratie est de par son essence la participation de tous à la réglementation commune des tâches communes, tendanciellement elle est identité des gouvernants et des gouvernés. »

Cohen et Rogers⁷, dans un ouvrage crucial, définissent la démocratie non plus dans son abstraction, mais à travers les actions et modalités délibératives qui y conduisent. Ils en donnent en quelque sorte une définition constructiviste. Ils arrivent ainsi à sept postulats :

- 1) Les argumentations se déroulent par le moyen d'un échange d'informations et de motifs entre partis qui examinent les propositions de manière critique ;
- 2) Les délibérations sont publiques et sans exclusion pour quiconque peut avoir un intérêt dans celles-ci ou être touché par leurs conséquences ;
- 3) Les délibérations sont libres de contraintes externes et les participants sont souverains dans la mesure où ils ne sont tenus qu'aux règles de la communication et à l'ordre librement consenti des débats ;
- 4) Les délibérations sont libres de contraintes internes qui pourraient entraver l'équivalence des participants, lesquels ont tous la même chance de se faire entendre, de présenter des sujets, de faire des

⁵ Tribunal constitutionnel de la République fédérale, 2-12 et suivantes ; 1952.

⁶ W. Abendroth : *La Démocratie comme Institution et Devoir*, in *Etat d'Administration bureaucratique et Démocratie sociale*, Hannovre, 1955, p. 116.

⁷ J. Cohen and J. Rogers, *On Democracy*, New York, 1983, chapitre 6, pp. 146 et suivantes

propositions ou de critiquer celles des autres ;

- 5) Les délibérations cherchent un assentiment sur une base rationnelle et peuvent être rouvertes lorsque les présupposés changent ; cependant, l'action politique exige qu'à partir de la mise en exécution d'une décision prise la volonté de la majorité prime ;
- 6) Les délibérations politiques sont ouvertes à tous les domaines qui touchent les intérêts publics ; ce qui ne veut pas dire que des aspects privés, comme l'inégalité des fortunes, par exemple, en seraient exclus, notamment lorsque ceux-ci concernent les contraintes internes évoquées au point 4 ;
- 7) Les délibérations politiques peuvent porter aussi sur l'interprétation de besoins et de préférences qui ne résultent pas nécessairement d'un système de valeurs commun ou d'un consensus sur les formes de vie souhaitables.

Ces définitions montrent d'emblée combien il est difficile de séparer une approche purement factuelle du phénomène « démocratie » d'une projection de jugements de valeurs mêlés à des exigences de formalisme. Au moins la première et la troisième contiennent des termes comme « épanouissement de la personnalité », « droits de l'homme », « système de valeurs » qui se réfèrent explicitement à des domaines éthiques, que les sociologues du début du XX^e et leurs homologues « systémiques » du XXI^e siècle cherchent si diligemment à éviter.

Essayons donc de nous mettre dans la peau d'un théoricien systémique qui voudrait donner une définition en termes de fonctions interconnectées, séparées du « monde environnant » du système. Qu'est-ce qui caractérise, de nos jours, une démocratie dans son fonctionnement ?

J'énumérerai les caractéristiques formelles suivantes :

- 1) Elle repose sur une notion de légitimité et de légalité, garantie par des textes accessibles à tous et qui en décrivent le fonctionnement ;
- 2) Elle élabore au présent, ou assume du passé, une série de règlements et de lois qui régissent l'interdépendance des citoyens entre eux et leurs comportements dans le domaine administratif, pénal et civil ;
- 3) Elle fonde sa revendication de légitimité sur un consensus au moins majoritaire de la part des citoyens qui font partie de l'ensemble social où elle est en vigueur ;
- 4) Elle arrive à la cristallisation des opinions à travers des procédures

de discussion publique, à partir de groupements d'opinions, dont les principaux, mais non les uniques, sont les partis politiques ; ce principe implique un pluralisme des opinions et de leur représentation à travers les organes qui les expriment ;

- 5) Elle confère à des délégués le pouvoir exécutif qui ne crée pas lui-même ses propres lois, mais qui met en application celles voulues par une majorité de citoyens, et ceci à travers une administration soumise à la légalité et à la transparence de ses actes ;
- 6) Elle permet l'exercice d'un pouvoir judiciaire indépendant du pouvoir politique et économique, mais qui est lié par la légalité générée par le système ;
- 7) Elle permet la libre expression des opinions et la formation des convictions à travers un accès à l'éducation et à l'information, sans censure ni contrainte.

Ces quelques indications ont l'avantage de ne pas avancer des revendications de « valeurs », mais de se limiter strictement à des fonctions, lesquelles d'ailleurs sont *autopoïétiques* dans la mesure où elles se définissent l'une l'autre. Ainsi, est légal ce qui a été sanctionné par une décision majoritaire. Est « légitime » ce qui s'exerce au nom d'une loi ou d'un règlement consentis par le corps social, cette légitimité pouvant d'ailleurs de nouveau être questionnée et évoluer. Dans la conception allemande du droit et dans l'enseignement universitaires qu'on lui consacre, cela fait très longtemps qu'on est arrivé à une interprétation purement formelle et normative du texte légal écrit. Tel est du moins la revendication officielle de l'Université. Elle est souvent soumise à un regard critique, se valorisant du biais idéologique que représente le droit dans une société de classes.

Au stade actuel de notre discussion, cependant, une définition comme celle énoncée plus haut rassure dans sa facticité. Elle a le mérite de s'insérer dans une théorie systémique des formes politiques. La démocratie apparaît ainsi comme un des systèmes possibles selon lesquels s'organisent des êtres humains vivant en société, l'organisation tribale en étant un autre, un autre encore la théocratie égyptienne ou la féodalité du haut Moyen-âge, pour ne citer que ceux-là parmi de nombreux possibles. Dire que la démocratie fonctionne comme un « système » signifie qu'elle opère séparée d'un monde environnant (« *Umwelt* ») qui lui sert de réceptacle, sans interférer avec son *modus operandi* intérieur. Même si cette hypothèse épistémologique et méthodologique est sujette à caution et fait l'objet de nombreuses discussions, nous voulons nous appuyer sur elle pour avancer la discussion sur un terrain à première vue « objectif », la soustrayant en tout cas aux interférences éthiques et/ou idéologiques.

D'après les essais de définition que nous venons de donner plus haut, quelles sont donc les « fonctions » qui définissent de l'intérieur un système démocratique ? Ce seront de toute évidence des fonctions que nous pointerons, selon le postulat systémique, non pas comme des valeurs à atteindre pour quelque raison éthique, mais comme des structures indispensables au système afin de se maintenir. Trois champs d'observation englobent l'essentiel :

Libertés et droits de l'homme

La démocratie ne peut s'exercer qu'à travers un certain nombre de libertés concrètes des participants : liberté de l'information, de l'instruction, de l'expression, du rassemblement, de la discussion ; liberté aussi de l'association politique, syndicale, religieuse, philosophique. Ces libertés doivent être interprétées dans le concret et non pas se limiter à une déclaration de bonnes intentions au dessus du portail, lesquelles resteraient lettres mortes une fois qu'on est entré. Cela veut dire, par exemple, qu'il ne faut pas proclamer la liberté de la presse en lui interdisant l'accès au papier, comme le faisait Lénine en 1918 en Russie ; ni proclamer la liberté de la presse en la livrant à une totale liberté d'entreprendre, provoquant ainsi la concentration de tous les moyens d'expression entre les mains de quelques magnats qui dictent leur interprétation des faits. Cela veut dire aussi qu'il ne faut pas clamer haut et fort la liberté d'association, tout en laissant dans l'analphabétisme ou la maladie l'immense majorité de la population censée participer au débat. On ne peut pas d'un côté proclamer le droit au travail comme droit fondamental de l'homme et pousser de l'autre des dizaines de milliers de gens au chômage forcé. On ne peut pas proclamer le droit à l'instruction tout en rendant celle-ci si onéreuse qu'elle devient inaccessible pour la plupart des gens. On ne peut pas proclamer l'égalité de tous devant la loi, tout en rendant la poursuite d'un procès si chère qu'elle est forclosée aux moins fortunés. Le fonctionnement concret des droits et des libertés est une condition préalable et sine qua non à l'éclosion d'une démocratie véritable. Non pas pour des raisons « idéologiques », comme on a si souvent argumenté jusqu'à maintenant, mais parce que le « système » ne peut pas fonctionner, si les participants ne jouissent pas d'un minimum de requis qui les rendent aptes à jouer le jeu. On ne demandera pas à un cul-de-jatte de jouer au football.

Dans cette perspective se situe aussi la question du « centralisme démocratique » à l'intérieur des partis et des corps constitués. Trop souvent ce centralisme était interprété comme la soumission passive

et l'effacement tacite des minorités, voire leur élimination physique, comme elle se pratiquait sous le stalinisme. Le droit aux tendances et le droit à la discussion doit rester une composante essentielle d'une société communicative, même si, dans l'action, la minorité doit céder le pas à la majorité... quitte à ce qu'il y ait un renversement de tendance d'un congrès à un autre. Pour qu'une opinion et une action puissent se cristalliser, le débat entre proposant et opposant doit rester ouvert à tout moment, y compris dans l'accès aux médias et aux tribunes. La parole déviante, le discours excentré doivent au minimum avoir accès à l'expression.

Un droit dont il faut parler également ici et qui fait partie intégrante et fondamentale de ce champ fonctionnel, c'est le droit à la vie privée. Norberto Bobbio le cite parmi les caractéristiques qu'il énumère dans sa définition de la démocratie.⁸ « En parallèle au désir d'autodétermination, il y a le désir de ne pas être gouverné du tout et d'être laissé en paix. » Ce droit induit la protection des données personnelles du citoyen, son droit d'exempter de la sphère publique ce qu'il considère comme sa vie privée et ses choix d'existence. C'est une des caractéristiques des Etats et des gouvernements totalitaires de ne pas respecter ce droit et de soumettre les gens à un embrigadement quotidien et à une surveillance sans faille et sans répit.

Il est évident que « les droits » deviendront objet du « Droit » écrit et accessible à tous, tant dans le domaine du Droit international, que dans celui qu'on a coutume d'appeler constitutionnel, ou dans le domaine du Droit civil et pénal. La fonction legaliste est une dimension inaliénable de la légitimité démocratique. C'est une conquête qui remonte plus loin que la Révolution française, mais elle est loin d'aller de soi de nos jours dans beaucoup d'Etats.

Représentativité, communication et participation

Il existe un vaste consensus sur l'exigence du multipartisme comme base de départ pour la formation d'une opinion pluraliste et nuancée. A travers les partis, on arrive à une représentation de chaque citoyen, à un gouvernement par des intermédiaires, qui élimine les anciennes formes référendaires et plébiscitaires du « démos » assemblé sur l'agora et confronté à une prise de décision sans médiateurs ni délégués. Qui dès lors sera autorisé à se proclamer porteur des décisions collectives et quelles sont les procédures

⁸ N. Bobbio, *The Future of Democracy*, Cambridge, 1987.

par lesquelles il y sera habilité ? La réponse contemporaine la plus fréquente pointe le « multipartisme », et ce fonctionnement semble bénéficier d'une acclamation publique quasi unanime, alors qu'elle n'est ni claire en elle-même, ni historiquement première. Ainsi la démocratie américaine reposait à ses débuts entièrement sur l'élection d'une personnalité connue dans la circonscription électorale, comté, district ou Etat. De Tocqueville décrit bien cette notoriété de la personne, l'emportant souvent sur la prépondérance de tel ou tel parti. Ce n'est que vers la fin du XIX^e siècle que les partis se sont peu à peu dégagés de leur gangue associative (qui en faisait des instruments proches des intérêts des notables et des électeurs), engendrant des appareils très structurés, appuyés à leur tour sur des cellules locales vivaces et constitutives d'un tissu social concret. Républicains et Démocrates plongeaient initialement leurs racines dans un vaste réservoir de personnalités locales, l'un plutôt du monde des entrepreneurs, l'autre des universitaires et des syndicats, ce qui faisait que les options politiques se distinguaient davantage par le choix des hommes ou des femmes engagé(e)s, que par un programme général élaboré par un congrès. En Europe les choses évoluaient dans un sens différent, notamment sous l'impulsion des partis de gauche, sociaux-démocrates au début, socialistes et communistes, plus tard, lesquels donnaient à leurs programmes une tournure pratique, avec esquisse d'une marche à suivre et d'objectifs à atteindre (Programme de Gotha, d'Erfurt, Congrès de Tours p. ex.), et qui se structuraient selon des cellules ou des sections locales, avec réunions régulières des membres. Ceci amenait les partis « de droite » à se définir dans les mêmes termes, souvent en miroir concave des partis de gauche, et cherchant aussi une base « populaire », populaire voulant dire, à leurs yeux, sans base de classe.⁹

Dans son livre *L'Etat, le Pouvoir, le Socialisme*¹⁰ Nicos Poulantzas défend la thèse selon laquelle les Etats bourgeois contemporains se caractériseraient par une absence d'alternative politique réelle. Selon lui, le parti « populaire » ou de masse - qu'il soit de gauche ou de droite - fonctionne « comme relais véhicule de l'idéologie d'Etat vers les masses populaires et appendice de légitimation plébiscitaire ». « L'interchangeabilité d'équipes entre partis de pouvoir dominant s'inscrit souvent dans ce réseau de parti unique. »

Constatons que les partis, les syndicats, les associations de citoyens, les groupements, les mouvements populaires, la nébuleuse des idées

⁹ On se référera encore avec intérêt à l'ouvrage exhaustif de Maurice Duverger sur *Les Partis politiques* qui brosse un tableau précis du paysage politique français vers le milieu du 20^e siècle. Librairie Armand Colin, 1958.

¹⁰ PUF, collection *Quadrige*, 1978.

politiques avec le foisonnement des organisations qui les formulent et expriment constituent un préalable au moins formel au fonctionnement d'une démocratie. Le réel problème, dans les pays qui se réclament de cette gouvernance démocratique, ne réside plus dans l'existence du pluralisme d'opinions, ni de son expression, mais dans l'efficacité de la transmission vers le haut de ces opinions, dans la fidélité de leur représentation par les élu(e)s, dans la communication effective et permanente entre électeurs et élu(e)s, dans la volonté concrète des gouvernants de réaliser les options voulues par les citoyens, dans la sincérité ou le cynisme du rapport de représentation. Si les partis fonctionnent comme relais de l'idéologie dominante, comme le veut Poulantzas, ils fonctionnent mal dans le sens inverse, comme communicateurs des choix et des désirs de leur base.

Le phénomène de la désertion des urnes par des couches croissantes de la population repose sans aucun doute, entre autres, sur l'impression qu'ont de plus en plus de gens que « quoi qu'on fasse, rien ne change », ou « quel que soit le vote émis, c'est bonnet blanc et blanc bonnet ». D'autre part, les contraintes sociales, l'inertie des choses et des administrations en place, la résistance des groupes de pressions et des intérêts corporatistes, l'imperméabilité de certains « droits acquis » font en sorte que les actions de tous les partis se ressemblent de plus en plus, se rencontrent dans un « centre » inodore, incolore et insipide, qui frustre ceux qui attendent des changements sensibles dans leurs conditions de vie.

Il est clair par ailleurs qu'aucune représentation politique ne pourrait demeurer efficace à la longue, si elle devait perpétuellement se représenter à son électorat pour se faire confirmer dans l'exécution du mandat donné. La vision de la Commune de Paris d'un législatif et d'un exécutif à tout moment révocables par une base tatillonne ne correspond pas aux exigences d'une action tant soit peu cohérente et suivie. La politique demande un certain degré d'indépendance des acteurs dans l'exécution des tâches qu'ils sont censés accomplir et dans les prises de décision auxquelles ils sont confrontés dans l'exercice quotidien du pouvoir. Toute démocratie est toujours aussi représentation de la base par une couche de représentants élus, respectueux eux-mêmes d'une opposition qui demeure alternative de pouvoir. D'où une délicate dialectique entre une représentativité réelle et par conséquent responsable devant les promesses engagées, d'une part, et un projet politique viable dans le temps par une permanence minimale des acteurs, d'autre part. Entre une hypothétique souveraineté du peuple, une volonté populaire théorique, et l'élaboration pratique des priorités et des préférences s'étend l'espace des communications et des échanges

réciroques, le dialogue entre proposants et opposants, la délégation de pouvoir, l'exercice fiduciaire du gouvernement...

Transparence et information

C'est une fonction souvent négligée, mais primordiale, au sein de toute gouvernance. Il n'est pas possible d'arriver à une formation d'opinion et de volonté communes, à une vision claire des choix possibles, à une compréhension herméneutique des situations et des alternatives, si on ne dispose pas de l'information nécessaire, des données et des paramètres de base qui permettent de les évaluer. Les notions sociale, cybernétique et mathématique d'information s'interprètent ici dans le même sens : est information ce qui va à l'encontre de l'entropie du système, ce qui le sort du chaos pour le mener à l'ordre, et du même coup ce qui permet l'émergence de différenciations et la stabilisation de fonctions internes porteuses de sens, génératrices de rationalité. Les participants au système doivent d'une façon ou d'une autre avoir accès à cette information pour pouvoir assumer leur rôle de participants. Si dans le règne animal cela s'effectue encore à travers des tropismes ou des comportements instinctifs, dans le domaine social l'interaction consciente devient la règle.

Qui dit information dit transparence : transparence des actes gouvernementaux et administratifs, des textes législatifs, des débats publics, des risques encourus, des pronostics possibles, des comptes de sociétés, des évolutions du bénéfice interne, de la distribution des profits, de la productivité du travail... L'énumération pourrait être très longue. Il s'agit pour chaque citoyen d'être à même de juger où est son lieu dans le vaste ensemble d'une société, quel point de la sphère il occupe et quelle peut être une vision fonctionnelle des choses à partir de cet endroit.

On voit ici apparaître le rôle émancipateur de la démocratie : elle doit – sous peine encore une fois d'échec – conduire ses participants « d'une ignorance dont ils seraient eux-mêmes les coupables vers une connaissance dont ils assument eux-mêmes la responsabilité »¹¹

Un lieu particulier de l'information est le marché. C'est sur le marché que se rencontrent l'information qu'y apporte l'acheteur et celle qu'apporte le vendeur. La demande et l'offre se confrontent pour établir les contours de ce qu'il est socialement nécessaire de produire. La fameuse analyse marxiste

¹¹ Je paraphrase à dessein la définition que Kant donne de l'*Aufklärung*.

qui fait dépendre la valeur d'une marchandise de la quantité de travail « socialement nécessaire » pour la produire et qui mesure cette quantité par le temps moyen ne peut pas se passer du lieu de rencontre que constitue le marché. Comment savoir ce qui est « socialement nécessaire » et ce qui ne l'est pas, si on ne veut pas qu'un despote quelconque se substitue aux producteurs et aux consommateurs pour décider à leur place et en ses propres termes ? Il faut laisser se rencontrer les deux et leur permettre de se frotter les uns aux autres par les mécanismes de l'offre et de la demande. Aucune autre instance, si éclairée écologiquement et économiquement soit-elle, ne peut s'arroger cette fonction. Même la réelle ou prétendue déformation des goûts d'achat du public par une « idéologie dominante » ne peut pas servir d'argument pour casser les fonctions informatives du marché. Certes, l'idéologie dominante fera acheter des poupées Barbie aux parents en mal de cadeaux pour leurs enfants, mais elle ne les trompera pas à la longue sur leurs besoins quotidiens de beurre et de pain. Les déformations idéologiques des goûts existent sans nul doute, dans le domaine de la culture comme ailleurs, mais ne sont pas assez puissantes pour fausser les données communicatives des besoins fondamentaux. Quoi qu'on fasse, une composante idéologique fera toujours partie de la socialisation de l'être humain et par conséquent de la modulation de ses désirs.

Cette analyse du marché comme régulateur communicationnel n'implique nullement qu'il ne puisse agir en écran pour une grande partie de la population qui y participe. L'individu dans son horizon du vécu ne comprendra pas comment se forme le prix de l'acier ou du café sur le marché mondial. En tant qu'individu il peut tout au plus s'y adapter en achetant moins ou en vendant plus. Mais cela ne fait que prouver la distinction essentielle qui existe entre les phénomènes sociaux en tant que tels, et les phénomènes psychologiques ressentis par la conscience individuelle. Le fait que nous considérons le marché comme un apport de communication ne signifie pas non plus qu'il faille bannir toute intervention dans les mécanismes d'échanges. Lorsque ceux-ci agissent au détriment d'un grand nombre de gens, des compensations ou des interventions régulatrices deviennent au contraire indispensables.

Pourquoi parler de marché en rapport avec la démocratie ? D'abord parce que le marché est un des lieux de communication les plus importants d'une société. Ensuite parce que l'économie fait partie des conditions constitutives de cette forme de gouvernement, dans la mesure où elle met en œuvre certaines libertés qui permettent l'avancée des forces productives et les loisirs nécessaires aux hommes pour s'occuper de leurs conditions

de vie. Loin d'être exclusivement un instrument d'aliénation, comme il est souvent présenté par ses adversaires, le marché est un moyen de progrès et d'émancipation. Ceci encore une fois n'implique pas qu'il faille le défendre sous tous ses aspects et, par exemple, ne pas protéger les faibles et les exploités de la « *hybris* » des producteurs, lorsque ceux-ci cassent les mécanismes de démocratisation qu'il contient. La nécessité de reconnaître le marché comme champ de communication n'élimine pas la possibilité d'en faire une analyse en termes de monopolisation, d'impérialisme économique, de détérioration des termes de l'échange, de chute tendancielle du taux de profit.

Par les précédentes trois perspectives sur des champs fonctionnels, en nous plaçant dans l'optique de la théorie systémique, nous avons essayé de rester descriptifs et de ne pas mêler jugements de fait et jugements de valeur, de ne pas confondre ce qui est avec ce qui devrait être ou ce qui cherche à être. Si nous avons souligné un certain nombre d'exigences de fonctionnement, c'est qu'il s'agit de requis dont l'absence constitue un obstacle à la réalisation même du système. Il s'agit ici de ce qu'on pourrait appeler les prolégomènes à toute édification démocratique possible.

Un bon exemple de l'évolution de la fonction démocratique est fourni par l'Histoire de la Grande-Bretagne. Comme dans l'antiquité gréco-romaine, la démocratie tant vantée de l'Angleterre - en évolution historique depuis la *Magna Carta* et le *Habeas Corpus* - n'était que l'apanage des classes privilégiées jusque vers la fin du XIX^e siècle. Un vaste mouvement de réformes s'engagea au début du XX^e, contre le gré des classes bourgeoises et de la vieille aristocratie. Le *Reform Act* de 1884 avait étendu le droit de vote aux propriétaires ruraux de maisons, et du fait même intégré une bonne partie de la population rurale aux processus électoraux. Le nombre des ayants droit au vote augmentait à 5 millions. Le *Representation of the People Act* de 1918 donna le droit de vote à toute la population adulte mâle et le réserva aux femmes au-dessus de 30 ans. Cela permit une expansion des ayants droit au vote de 7 millions en 1910 à 20,5 millions en 1922. La chambre des Lords perdit son veto effectif en 1911. Le suffrage universel ne fut élargi à toutes les femmes qu'en 1928. On sait que la France n'introduisit le droit de vote féminin qu'au lendemain de la deuxième guerre mondiale, et certains cantons suisses (Appenzell, p. ex.) n'y arrivèrent que tout à fait à la fin du XX^e siècle.

Les réformes progressives vers le suffrage universel provoquèrent un déplacement des choix et des distinctions politiques. La vieille opposition,

en grande partie intérieure à la bourgeoisie, entre conservateurs et libéraux, qui avait caractérisé le XIX^e siècle, tant en Angleterre qu'en France, s'estompa en faveur d'un nouveau clivage : conservateurs et socialistes (Labour Party). On voit combien les structures de « la » démocratie peuvent se déplacer selon la coordonnée du temps. La différenciation croissante des fonctions va dans le sens d'un affinement des structures, d'une complexité accrue et d'un élargissement du champ social.

Dans tous les cas, ces différenciations permettent au système de s'autopercevoir comme démocratique ou non, tandis que d'autres différenciations s'installent à son intérieur et permettent aux gens de distinguer entre des propositions de sociétés plus orientées vers la défense des détenteurs de richesses et des propriétaires de capitaux ou plus favorables aux classes modestes qui vendent leur force de travail. Cela montre comment la communication collective passe à l'intérieur d'un système social de type capitaliste et y fonctionne comme régulateur d'action. Les courroies de transmission des partis, des syndicats, des associations connectent les interlocuteurs et les participants au débat. Entre proposants et opposants le flux communicatif circule, et le système se réinjecte l'information ainsi gagnée pour mieux se réguler. Il désamorce des conflits potentiellement dangereux pour sa survie. Comme le système immunitaire d'un organisme, il éjecte les informations non compatibles avec une reproduction copie conforme de lui-même et adopte des mutations obtenant, par sélection naturelle, une résistance meilleure aux défis du monde environnant. Les sociétés occidentales de la fin du XX^e siècle et du début du XXI^e se considèrent souvent comme ayant réalisé une optimisation des échanges sociaux dans une forme avancée de démocratie. Malheureusement, force sera de constater que cette autoévaluation est souvent fausse ou illusoire, et que sous certains aspects nous sommes en train de nous éloigner de formes d'équilibre préalablement atteintes.

Il faut d'abord souligner encore une fois que la démocratie est et restera une forme médiatisée de la communication politique. L'échange direct d'opinions et de mandats, de type plébiscitaire, tel qu'il se pratiquait sur l'agora d'Athènes, appartient à une autre ère de l'humanité, si tant est qu'il ait jamais participé à quelque chose qu'on puisse appeler du nom moderne de démocratie.

La communication qui s'opère à l'intérieur de ce système est aujourd'hui médiatisée à travers toute une série d'institutions et de mécanismes : élections communales, régionales, nationales, européennes, à un tour,

à deux tours, proportionnelles, majoritaires ou mixtes, constitution de chambres basses ou hautes, de sénats ou de conseils d'Etat, de chambres syndicales, commerciales ou industrielles... Ce qui caractérise notre type occidental de démocratie, c'est la différenciation entre une base, qu'on peut grossièrement assimiler à l'électorat, et un sommet de la pyramide, qu'on peut appeler « les représentants », ceux-ci ayant été filtrés par un type quelconque de vote. Ils sont ensuite censés à tout moment et à toute occasion exprimer la volonté souveraine du peuple, pour employer un terme rousseauiste, et exercer le pouvoir, sur la base de la séparation des voies législatives, exécutives et judiciaires. « Le pouvoir » se légitime lui-même par la référence au vote. Là où la féodalité renvoyait à Dieu comme ultime assise, là où la Bourgeoisie du XIX^e siècle renvoyait à une rationalité en quelque sorte transcendante, exprimé par un vote entre pairs, le pouvoir contemporain se réfère à un suffrage universel qui lui sert de bouclier et d'écusson. Une fois le rituel du vote accompli, le pouvoir se hisse sur ce fondement et y érige sa légitimité et sa légitimation continue. Il se réfère volontiers à l'électeur comme son mandant et se constitue comme le représentant permanent de sa base. Le flux du mandat et de la représentation est considéré comme allant de soi, comme étant en quelque sorte inaltérable à travers le temps, d'une élection à une autre. Le mandat, sanctifié par un vote, est confié à l'élu, et celui-ci peut le manier à sa guise et en extraire toutes les décisions qui s'échelonnent d'une échéance électorale à une autre. Il peut y avoir remaniement de coalitions, changements de ministres, ajustements des programmes du parti vainqueur, interprétations nouvelles, problèmes insoupçonnés et imprévus, circonstances bouleversées par les événements... la légitimation du pouvoir une fois établie se nourrit de sa propre inertie, comme un corps une fois mis en orbite dans le vide de l'espace. En droit constitutionnel contemporain, le mandat du député est défini comme ni révocable, ni ponctuel, ni modulable. En termes juridiques, ce n'est pas un mandat impératif, mais un mandat libre. Une fois élu, le représentant n'est plus responsable que « devant sa conscience » des décisions qu'il entérinera au nom du peuple. Cette liberté est codifiée expressément dans la constitution de la République fédérale allemande, par exemple (Art. 38.1.). On voit comment on réintroduit ici les jugements de valeur du député individuel ou des considérations tactiques, propres à influencer le processus décisionnel.

Ce système devient ainsi autoréférentiel, dans la mesure où il ne renvoie plus à aucune autorité transcendante ou hétéronome (ni Dieu, ni Mage, ni Saint, ni Maître...) pour asseoir sa légitimité. Il s'alimente de ses justifications à l'intérieur de lui-même, créant des adaptations au fur et à mesure de son

évolution et de la résolution des tensions et des problèmes qu'il rencontre. Sa portance s'engendre en permanence elle-même

Depuis la laïcisation occidentale des sociétés, le mandat politique émane directement de la délégation de pouvoir par le vote, qui est en lui-même une référence floue. Celle-ci doit ensuite trouver sa définition et son équilibre dans un processus autoréférentiel continu, dans une sorte de va-et-vient de la communication, que nous appelons *autopoïétique*, parce qu'il crée sa propre rationalité et s'invente au fur et à mesure de sa progression, tout en ayant tendance à se reproduire identique, au moins dans ses structures.

Dans cette mobilité, il faut supposer un « pacte de confiance » entre la base et le sommet de la pyramide, parce que tout système a besoin, pour fonctionner efficacement, d'une stabilité d'abstraction à travers le temps. Bien plus même : les systèmes ont tendance à perpétuer des équilibres une fois trouvés et qui se montrent adaptés à la résolution des problèmes. Cela explique d'ailleurs la force des mouvements conservateurs en politique, qui trouvent toujours auprès de leur électorat assez d'angoisses et assez d'inertie, assez de contentement avec ce qui est et de frilosité devant le neuf, pour appuyer le statu quo. D'autre part, il faut bien se rendre à l'évidence qu'un certain nombre d'électeurs, une fois leur bulletin rempli, semblent contents d'être débarrassés de la tâche indéfiniment renouvelée de devoir choisir. Le choix politique relève ici de l'épaisseur existentielle que lui attribue Sartre¹², avec les séquelles d'angoisse, de mauvaise foi et de faux-fuyants que ce philosophe attribue au « salaud » qui se soustrait aux appels de liberté.

Cependant, lorsqu'au niveau du système social naît une perturbation, une irritation, une excitation, cela provoquera en lui une résonance. Il y a un couplage structurel entre la résonance du système, en tant que tel, et l'irritation qui l'affecte de l'extérieur (monde environnant) ou de l'intérieur (mutation génétique en biologie, mutation sociale en politique). Le système entre en déséquilibre, les sollicitations se font sentir comme tiraillements, malaises, mécontentements, catastrophes sociales. De telles irritations seront, par exemple, un chômage galopant, une inflation gloutonne, qui gobe les économies et les pensions des petites gens, une débâcle boursière qui anéantit en quelques jours des milliards de capitaux disponibles, un acte de guerre ou de terrorisme, un tremblement de terre, une raréfaction soudaine

¹² Cf. chapitre II de *L'Être et le Néant* de J.-P. Sartre sur « La mauvaise foi » et plus loin son analyse intitulée « Avoir, Faire et Être ». Ed. NRF pp.85-111 et 508-708.

des sources énergétiques... On peut compter parmi de telles excitations du système ce que Marx appelait les crises des rapports de production. Dans le cadre de la mondialisation, les crises de paupérisation et l'évolution vers le capitalisme monopolistique (intégration, concentration, fusions, échange inégal) entrent parfaitement dans un modèle d'explication marxiste, si on l'élargit au niveau planétaire, tout en s'interprétant comme des crises systémiques caractéristiques.

Certains économistes défendent, eux, le point de vue qu'un système ne peut être optimisé que dans la mesure où il existe un déséquilibre entre soit un surplus de marchandises, soit un surplus d'acheteurs. Un équilibre entre l'offre et la demande serait trop labile pour durer et pour offrir une stabilité quelconque. Seuls les flux provoquent des irritations capables de résonances qui à leur tour induisent des formations d'ordre. Une telle théorie paraît en fait plus dialectique que celle de Marx, qui tend vers une « fin de l'Histoire », avec un grand H, tandis que la théorie des flux comporte une perpétuelle négation de la négation et une création de synthèses indéfiniment réintroduites. Elle correspond par ailleurs aux vues des physiciens et des mathématiciens contemporains en matière de théorie des fluides ; ils savent que les états proches de l'équilibre représentent l'entropie et/ou la mort, alors que les flux de molécules, d'atomes ou de particules élémentaires loin de l'équilibre contribuent à la formation d'un univers différencié.

Ainsi, même si l'individu avait tendance à se soustraire aux choix pénibles que lui demande un débat politique ininterrompu, les crises seraient là pour le secouer et lui rappeler qu'il peut et doit se mobiliser dans le discours, sous peine d'être ignoré ou balayé par la machine qui l'agite. La conscience est toujours déjà éjectée de son solipsisme par le système qui la sollicite, l'interroge, l'éperonne et peut éventuellement la broyer, en même temps que le support physique que constitue le corps propre.

La démocratie s'inscrit donc dans les courants d'information qui circulent dans un type bien défini de société dont nous avons vu qu'il doit remplir un certain nombre de conditions pour être apte à s'ouvrir à un fonctionnement correspondant. Ce fonctionnement est caractérisé par des structures spécifiques qui se reproduisent tout en s'adaptant au cours de l'histoire. Il s'agit de fonctions sociales en équilibre instable, ce qui force la démocratie à une reconquête quasi quotidienne de ses propres présuppositions. Elle est en cela moins confortable que la dictature ou l'oligarchie, où une transmission des clefs du pouvoir à travers des mécanismes simplifiés (famille, lignage,

hérédité, caste, classe...) facilite en quelque sorte l'existence des sujets, qui n'ont pas à se préoccuper, en plus de leur souci de survie, du maintien des structures sociales. Du moins en serait-il ainsi, si la démocratie elle-même n'était pas très souvent arrachée à l'autonomie citoyenne pour être aliénée dans un pouvoir qui s'est fait hétéronome. Cela se passe dans l'espace de communication qui gère les flux d'information entre la base et le sommet ou le sommet et la base. Afin d'analyser comment peut s'opérer ce glissement subtil d'une démocratie réelle vers une fiction d'appellation usurpée, je voudrais conduire notre pensée le long de cinq axes de recherche, qui tous peuvent concerner un dysfonctionnement de l'intersubjectivité :

1. La valeur informative ou l'inintelligibilité des messages ;
2. La vérité ou la fausseté des messages ;
3. La véracité ou le mensonge des communicateurs ;
4. Les distorsions de performance du langage ;
5. Les aléas de la délégation et de la représentation.

Valeur informative et Inintelligibilité

La définition que Gregory Bateson¹³ donne de l'information est simple : « The difference that makes a difference. » Il s'agit d'un double événement : l'avènement de quelque chose dans le système, avènement qui provoque une différence entre ce qui existait avant et ce qui existera après. L'information est toujours portée par un signe – modulation électronique, trou dans une carte perforée, colonne d'air en vibration, noircissement d'une feuille, geste de la main. Mais tous les signes ne sont pas également porteurs d'information ; celle-ci est d'autant plus grande qu'était grande l'invraisemblance avant l'événement de le voir émerger. Si la vraisemblance est égale à 1, l'information apportée est égale à 0. Il faut que le signal apporte une différence dans l'attente, et il faut que cette différence soit décodable par le récepteur de l'information. Si je n'ai que de la neige sur mon écran de télévision, mon information est inexistante ; si j'ai une carte qui me montre un ouragan à cent kilomètres de mon domicile, mon information est importante. La compote de signes amalgamés et sans pertinence que nous subissons est appelée *bruit* par les informaticiens.

Les informations qui circulent dans une société sont nombreuses, et d'autant plus nombreuses que la société est complexe. Nous sommes entrés

¹³ Voir G. Bateson: *Steps to an Ecology of Mind*, Chandler Publishing Company, New York; *Ecologie de l'Esprit*, Seuil Points Essais 309, 1977, et Habermas, "Wahrheitstheorien", in *Vorstudien und Ergänzungen zur Theorie des kommunikativen Handelns*, 1984.

aujourd'hui dans l'ère de la transmission globale et multimédiale des signes. Nous subissons, dans les sociétés technisées, un tel flot d'informations à travers toutes sortes de médias que nous devons vite en oublier la plupart, afin de garder un peu de mémoire pour ceux qui sont pertinents. Nous sommes sans arrêt arrosés d'un flot de messages, qui pour nous restent la plupart du temps sous le seuil d'une perception minimale. Notre mémoire possède cette heureuse capacité d'écarter des portes de la conscience une foule d'informations qui ne sont que d'une pertinence médiocre ou totalement inutile, et qui encombreraient nos réservoirs mnémiques d'une occupation superflue.

Dans les échanges de notre environnement soi-disant démocratique beaucoup d'information est de cette nature. Elle se situe juste au-dessus du seuil d'un bruit qui est perçu comme arrière-fond et qui est tout aussitôt relégué dans les limbes de l'oubliable. Quiconque a jamais examiné avec curiosité les slogans d'une campagne électorale aura compris ce phénomène : « La France d'en bas », « la Force tranquille », « changer la Vie », « aller de l'avant », par exemple, sont de tels messages sans contenu informatif notable, même s'ils ne sont pas dénués d'une certaine force illocutoire, comme nous le verrons plus loin. Ils relèvent de la captation publicitaire, et non d'une information du citoyen. Ils peuvent changer ses attitudes, mais ne lui apportent aucun élément d'information nouvelle capable de l'éclairer sur des questions de sa vie concrète. S'il pose des questions justifiées comme : « Que voulez-vous dire par là ? », il n'aura guère de réponse valable. Par conséquent, il se trouve à la limite du domaine de l'inintelligible, dans le vaste bassin du babillage et de l'inutile. C'est comme s'il était entouré de brouillard électronique. Il n'a qu'à fermer les yeux et les oreilles pour se prémunir d'un assaut de non-sens et pour garder ses facultés de mémorisation et de jugement à de meilleures fins.

La valeur performative du message demeure cependant réelle pour celui qui l'utilise. Même s'il est vécu sur un mode totalement passif par la grande majorité des adresses, il ne reste pas sans effet : celui-ci se cantonne du côté de l'utilisateur du slogan ! Il lui sert à conquérir les suffrages qui à leur tour conféreront la légitimité de l'exercice du pouvoir. Une fois celui-ci conquis, il pourra se couper de son origine et fonctionner en vase clos. Nous sommes dans le monde décrit par Gilles Deleuze et Félix Guattari : une production de pouvoir schizophrénique, « l'instauration d'une nouvelle inscription qui surcode, qui fait du désir la chose du souverain, fût-il instinct

de mort ». ¹⁴ Cette dépossession réelle du pouvoir est considérée par certains philosophes – à la suite de Nietzsche – comme une dépravation inévitable des rapports sociaux : « C'est le surcodage qui destitue la terre au profit du corps plein déterritorialisé, et qui, sur ce corps plein, rend le mouvement de la dette infini. Puissance de Nietzsche, d'avoir marqué l'importance d'un tel moment qui commence avec les fondateurs d'Etat, ces 'artistes au regard d'airain, forgeant un rouage meurtrier et impitoyable', dressant devant toute perspective de libération une impossibilité de fer. » Nous essayerons de montrer qu'il ne faut pas vouer la délégation de pouvoir à une négativité aussi absolue et irrémédiable. Cependant, pour arracher la vraie démocratie à l'agitocratie des slogans, pour éviter l'aliénation du pouvoir et son usurpation par des démagogues « impitoyables », il faut la sortir de la sphère publicitaire. Celle-ci masque l'information au profit de la captation, dans son pire sens d'« attrape-nigaud ».

Vérité et fausseté

C'est la deuxième opposition sous laquelle nous voulons examiner les messages circulant dans un système démocratique. A première vue, la différenciation entre une proposition vraie et une proposition fausse est facile à faire, et le réalisme naïf pousse vers une solution apparemment imbattable : est vrai ce qui correspond à la réalité de l'être, est faux ce qui n'y correspond pas. C'est la théorie de la correspondance qui remonte à Aristote, et qui fut reprise par les matérialistes modernes, dont aussi Marx et Lénine ¹⁵. La philosophie moderne est devenue plus prudente et essaie d'éviter les trappes que pose une description de ce que serait « la réalité » indépendamment de la conscience qui la reflète. Devenant à la fois plus modeste, plus cohérente et plus percutante, elle se contente d'affirmer le consensus que provoquent des propositions sur l'être faites par plusieurs sujets qui communiquent entre eux. S'ils tombent d'accord que ce qu'ils disent mène à une action cohérente et efficace, ils disent que leur proposition est vraie. Sinon elle est fausse. C'est ce qu'on appelle la théorie consensuelle de la vérité. Celle-ci s'inscrit d'emblée dans une perspective intersubjective de la vérité et intègre donc l'*alter ego* comme pôle porteur dans le discours. Le qualificatif de « vérité » ne porte pas sur des objets dans le monde, mais sur des états de faits (*Sachverhalte, Tatsachen*), que

¹⁴ Gilles Deleuze et Félix Guattari : *L'Anti-Edipe*, Les Editions de Minuit, 1972 ; p.236.

¹⁵ cf. Lénine : *Matérialisme et Empiricriticisme* ; la thèse du réalisme dialectique se démarque par rapport aux vieilles versions d'un réalisme 'naïf' mais n'arrive pas à éviter les écueils d'une critique transcendante de la connaissance. Voir à ce sujet : Sartre, *Critique de la raison dialectique*, 'Questions de méthode', 1960.

nous affirmons ou nions, en revendiquant une validité discursive. « Sur la question de savoir si des états de faits sont ou ne sont pas (*ob Sachverhalte der Fall sind oder nicht*), ce n'est pas l'évidence de l'expérience qui décide, mais le déroulement d'une argumentation. L'idée de vérité ne se laisse agripper qu'à travers un échange discursif de revendications de validité. » ¹⁶ Par cette théorie, la vérité devient du domaine d'un métalangage qui se rapporte à une dimension performative de l'énoncé, à un acte de parole plutôt qu'à une proposition. La logique qui décrit de tels procédés est la logique discursive, qui s'occupe de savoir comment un proposant peut gagner une proposition contre un opposant, ou comment celui-ci peut invalider une proposition et gagner son contraire. Proposant et opposant peuvent développer des stratégies gagnantes par des argumentations ou des démonstrations adéquates. Toutes les règles de calcul de la logique propositionnelle classique peuvent s'énoncer à l'intérieur d'une logique discursive.

Pourquoi cette excursion aride à travers des questions d'une technicité qui paraît à première vue inutile dans une conférence de cet ordre ? – Parce que l'approche de la vérité en politique, parce qu'un discours sur le vrai en démocratie ne peut être abordé sans avoir un pied solidement ancré dans la théorie épistémologique. Prenons un exemple simple d'une proposition apparemment factuelle, souvent énoncée par des hommes politiques : « Les immigrés occupent des emplois qui pourraient être occupés par nos chômeurs nationaux. » Dans un contexte de chômage massif et d'immigration massive, l'argument paraît irréfutable et s'agence facilement sur l'hostilité latente de beaucoup de nationaux à l'égard des immigrés. Cependant, avant qu'un proposant puisse gagner l'argument face à un opposant, il faudrait clarifier un certain nombre de questions annexes, escamotées : Combien d'immigrés acceptent des salaires inférieurs à ceux des nationaux ? Combien d'immigrés acceptent des travaux considérés comme inacceptables par des nationaux ? Combien d'immigrés comblent les classes d'âge insuffisantes de la population nationale ? Combien contribuent-ils ainsi au maintien d'un système de retraites qui s'effondrerait sans leur contribution au produit intérieur brut ? De combien l'immigration diminue-t-elle la pression sociale dans les pays pauvres et surpeuplés et

¹⁶ Nous nous rangerons ici sous la bannière de la théorie consensuelle de la vérité. Cette théorie est formulée de la façon la plus explicite et la plus cohérente par Jürgen Habermas, qui l'a affinée tout au long de son œuvre. Un bon résumé – avec une discussion des autres théories aujourd'hui encore en cours – se trouve dans un petit livre de L. Bruno Puntel, édité par la « Wissenschaftliche Buchgesellschaft », Darmstadt, en 1983 : *Wahrheitstheorien in der neueren Philosophie*. Non traduit en français.

évite ainsi des explosions et des déséquilibres dangereux ? Dans quelle mesure les flux migratoires ont toujours contribué à créer des ressources et des apports génétiques nouveaux ? ... Beaucoup de questions pour gagner un énoncé apparemment simple contre un adversaire non démuné de renvois à des faits expérimentables.

L'exemple montre aussi que la vérité ne se gagne pas uniquement par une confrontation avec les faits : l'immigration peut être numériquement circonscrite aussi précisément que possible, sans céder à une interrogation dans l'univers du débat. Elle ne permet une argumentation valide que replacée dans un grand nombre de perspectives qui annoncent toutes sortes de revendications de crédibilité. La vérité d'une proposition assertorique ne se gagne que dans des vérifications multiples. Même les assertions scientifiques les plus « neutres » révèlent rétrospectivement une longue élaboration contradictoire, où des ajustements théoriques sont venus s'ajouter au fil des découvertes nouvelles, où des biais idéologiques se sont estompés peu à peu.¹⁷ En sociologie et en politique des assertions d'une facticité pure (comme le serait par exemple « Paris est la capitale de la France ») sont rarement porteuses de révélations importantes pour les participants au dialogue.

Il faut donc apporter une extrême vigilance, voire une méfiance justifiée, aux affirmations des discours politiques se targuant de vérités premières. Or, c'est précisément en politique que ce genre d'affirmations a le cours le plus élevé, jusqu'à et y compris la bonne conscience primesautière avec laquelle on revendique un statut de politicien « démocratique », alors que la référence au dialogue structural est minime. Il convient de se demander dans quelle mesure au moins en période électorale – moment par excellence pour sonder la vérité entre électeurs et élus – s'élabore une pratique d'investigation commune des voies et moyens. Le citoyen a plutôt l'impression du contraire, à savoir, qu'on le tient éloigné d'une recherche ouverte. Une fois le carrousel bigarré des élections spectacles¹⁸ terminé, tout redevient mise en scène, jeu de miroirs. Les arcanes se jouent en coulisses. Les couloirs en savent plus long que les salles de réunion. Contrevérités, escamotage de faits, dialogues faussés, bavardages

¹⁷ Cet aspect de la vérité scientifique a été bien décrit par Isabelle Stengers et Ilya Prigogine dans *La nouvelle Alliance*, nrf, éditions Gallimard, 1979, et dans Isabelle Stengers: *D'une science à l'autre*, éditions du Seuil, 1987. On connaît d'autre part le livre charnière de T.S. Kuhn : *The structure of scientific revolutions*, Chicago/London, 1962.

¹⁸ L'ouvrage de Régis Debray, *L'Etat séducteur*, Gallimard 1993, en dit long sur ces pratiques.

superficiels, désinformation et mensonges cyniques sont plus courants que le dévoilement sincère des paramètres essentiels d'une recherche. Lorsqu'on prétend faire du peuple une composante participative des structures du pouvoir, il ne faut pas le mener en bateau. Il faut jouer le jeu de la vérité transparente, d'une recherche discursive réelle. Cela vaut pour toutes les structures du pouvoir. Je vise surtout ici le pouvoir économique, où l'information objective sur les données vraies des entreprises est plutôt l'exception que la règle. Les bilans officiels ne sont pas toujours aussi manifestement truqués que ceux d'Enron aux Etats-Unis ou de Parmalat en Italie, mais il suffit, pour qu'il y ait supercherie, que les choix prioritaires et les stratégies de développement soient cachés par les conseils d'administration : l'ouvrier qui travaille dans l'entreprise et qui se voit éventuellement licencié, le petit épargnant qui y a acheté ses quelques actions ou placé ses obligations n'y comprendra rien du tout. La vérité lui manque, et il ne peut pas avoir l'impression de vivre dans la transparence des actes publics.

Ceci dit, il convient de re-souligner que la démocratie est et restera un système ritualisé d'échanges. On ne peut pas attendre de cette forme de gouvernement que tous les participants soient toujours totalement informés de tous les paramètres et de toutes les données. C'est une utopie au meilleur sens du mot, une asymptote à viser, un idéal impossible, bien que souhaitable ; la spécialisation et la différenciation croissante des fonctions provoquent, au contraire, une opacité croissante des entrelacs techniques. Mais cette particularité ne doit pas empêcher de chercher des mécanismes de transmission : une presse sérieuse, des forums d'information, une formation continue des citoyens, un système d'éducation élargi à l'instruction civique, au-delà des écoles et des universités, pour contrebalancer les effets nocifs de la différenciation. C'est le lieu même du défi lancé à la démocratie contemporaine.

Véracité et Mensonge

Lorsqu'on parle d'élaborer des propositions vraies et de les échanger à l'intérieur d'un corpus social, on ne manquera pas de buter sur le problème de la transmission véridique des messages qui circulent. Un des pôles de l'information est l'émetteur, et il peut exister une rétention, une déformation ou une falsification à ce bout de l'arc. Sans tomber dans un discours éthique de véracité et donc réintroduire des jugements de valeur, nous pouvons – du moins à ce stade – nous contenter d'analyser le problème de la véracité comme une simple donnée de la transmission de

l'information. Si celle-ci est viciée au départ, à la source émettrice, la société communicationnelle ne peut pas fonctionner. Or, il n'est que trop apparent que tel est souvent le cas. La volonté de puissance, les intérêts de classe ou simplement les intérêts personnels interfèrent manifestement avec le désir de clarté et les exigences de véridicité. Le mensonge et l'hypocrisie font partie des stratégies d'action de l'être humain. Comme le fait remarquer la psychanalyse, on ne voit pas pourquoi des interdits puissants s'établiraient au niveau du « surmoi » contre le meurtre, la tromperie et le mensonge, si un désir profondément ancré dans le « ça » ne nous portait à utiliser ces procédés pour réussir. Depuis que la conscience a conquis la faculté de se dédoubler en conscience et conscience de soi, depuis qu'elle comprend que mon introspection de l'image du moi et le regard que porte sur moi autrui ne sont pas identiques, depuis qu'elle a appris à se servir d'une image projetée, elle est entrée dans la dimension de la mauvaise foi¹⁹.

Dans un espace public de communication, cette dimension joue à plein. N'y a-t-il pas dans tous les services d'espionnage qui se respectent un département de la désinformation, dont le but unique est de faire croire à des choses qui n'existent pas ? C'est le mensonge organisé et élevé au niveau d'une institution publique, financée par les deniers du citoyen qui paye pour qu'on lui mente. Les régimes totalitaires du XX^e siècle ont repris au vocabulaire de l'Eglise catholique (*de propaganda fide*) le terme de « propagande » pour désigner leur appareil raffiné de fabrication de vérités toiletées ou mensongères, destinées à embrumer les esprits.

Mais il ne faut pas croire que les démocraties seraient demeurées en reste. Les Américains ont inventé, en la destinant à leurs ennemis uniquement, la belle parole de « lavage de cerveau », ne s'apercevant que sporadiquement que leur télévision est une des institutions les plus performantes en la matière. Le fait qu'ici ce soient d'immenses empires privés qui possèdent les moyens d'information transforme ceux-ci en un vecteur privilégié de distorsion. Cela s'est vu à propos de la guerre d'Irak et de la manière dont CNN et Fox News en ont présenté les origines et les événements. Cela se voit tous les jours dans l'acharnement que mettent les porteurs de capitaux à s'emparer des leviers de la fabrication de l'information : AOL Time Warner, Bertelsmann, Kirch Media, Mediaset, United Global Com, Murdoch, Lagardère etc. L'interférence entre les intérêts économiques et la fabrication d'une information biaisée devient cyniquement évidente, malgré

¹⁹ On peut relire à ce propos les analyses profondes de Sartre dans *L'Être et le Néant*, chapitre I.

les dénégations répétées des dirigeants de ces conglomérats industriels. Le mensonge ne réside pas – en général – dans une contrevérité simple, massive, voulue et ciblée, mais dans les choix subtils entre l'information digne d'être véhiculée et celle qui passe à la trappe, écartée par une rédaction présélectionnée pour correspondre aux attentes culturelles, politiques et géostratégiques des directions, qui à leur tour sont inféodées aux grands courants politiques. De nombreuses fois des entrelacs de financement existent entre les producteurs d'information et les partis politiques, comme cela s'est vu dans le financement des campagnes du chancelier Kohl par son protégé protecteur Leo Kirch.²⁰

Malgré le flot d'informations délibérément biaisées et incantatoires qui se déversent sur n'importe quel citoyen d'une société de l'âge électronique, la recherche et la découverte d'une « vérité » – toujours au sens systémique et consensuel du terme – reste possible. L'opinion publique n'est ni la « vox populi » stupide que suggérait Nietzsche, ni la saisie intuitive de la raison historique que suggérait Hegel, ni la victime paralysée du spectacle étatique que décrit Régis Debray, elle reste et demeure un diapason possible du discours communicationnel. Comme nous savons désormais que la vérité scientifique n'est jamais manifeste au premier abord, comme nous savons aussi que le spectacle, l'hypocrisie et le mensonge sont parfaitement naturels au genre humain, il appartient à celui qui veut sincèrement la démocratie d'aider les gens à progresser sur les deux pentes. Nous savons aussi que celui qui sciemment obscurcit la vérité dans les deux sens évoqués n'est pas un démocrate, mais au mieux un démagogue, au pire un imposteur et un dictateur en herbe.

Distorsion performatives

Depuis Austin²¹ et Searle²² nous savons que les propositions du langage ne sont pas seulement des énonciations de faits (c'est leur caractère constatif), mais aussi des actes de parole ayant un caractère performatif. La théorie de la connaissance a découvert ici un vaste champ de recherche qui était resté caché jusque là, et je dirais qu'il s'agit, pour la question qui nous préoccupe, d'un aspect d'une importance capitale. Expliquons brièvement

²⁰ L'article d'Ignacio Ramonet : *Le cinquième pouvoir dans le « Monde diplomatique »* d'octobre 2003 est particulièrement révélateur à ce sujet.

²¹ J.-L. Austin : *How to do things with Words*, Oxford University Press, 1962, *Quand dire c'est faire*, trad. fr. 1971, Seuil Points.

²² J.-R. Searle : *Speech Acts*, London, 1969, *Les actes de langage*, Hermann, 1972.

de quoi il s'agit, dans le cadre de notre analyse. Austin distingue plusieurs aspects (ou plusieurs couches) des actes de parole : ceux purement locutionnaires, qui seraient les assertions de la logique traditionnelle (le fait est que *p*, le fait est que *non-p*), ceux qui deviennent un engagement quelconque pour le locuteur et qu'il appelle « illocutoires », et ceux qui par le fait d'être émis changent le monde en provoquant chez le récipiendaire un changement d'attitude ; ceux-ci il les appelle « perlocutoires ». Dans un acte locutionnaire le locuteur constate un état de faits. Il décrit le monde. Dans l'acte illocutoire, le locuteur fait quelque chose par les mots mêmes qu'il prononce. L'acte de parole s'adresse au monde, mais il ne concerne que l'émetteur. « Je vous promets que je réduirai les impôts ». Cette phrase pose un engagement, et son locuteur fait quelque chose en la prononçant. L'acte perlocutoire enfin provoque une altération intersubjective, et il embrasse donc tout l'arc de la communication jusqu'au récepteur. « Par ce diplôme, je vous déclare reçu au baccalauréat. » « Je baptise ce sous-marin au nom d' 'Octobre Rouge'. » Après ces deux phrases, non seulement j'ai agi, mais le monde n'est plus le même qu'avant mon intervention. Il semble évident que la frontière entre au moins l'illocutoire et le perlocutoire peut souvent être flottante. Notons encore que l'aspect illocutoire et perlocutoire des propositions ne se résout pas dans l'opposition entre le vrai et le faux, ni entre le véridique et le mensonger, mais entre un performatif réussi ou non réussi.

Constatons maintenant que le monde de la communication politique est plein d'actes illocutoires et perlocutoires. Promettre, jurer, conseiller, prétendre de ou à..., fixer un rendez-vous, nommer, baptiser, adouber, inscrire, proclamer, publier, téléviser, recommander, financer, déclarer la guerre, injurier, taxer, inaugurer etc. etc. sont des expressions courantes de la vie publique et relèvent toutes du domaine de l'illocution ou de la perlocution. Le programme d'un parti politique est une énumération de requêtes adressées au gouvernement et de promesses à l'électorat qui sont autant d'engagements d'action pour le jour où le parti conquerra le pouvoir. L'électeur choisit ses représentants selon leurs engagements. Celui-ci devrait savoir que le mode perlocutoire relève clairement d'une stratégie d'action, qu'il est lié à la poursuite d'un succès, à la prévention d'un échec, qu'il vise des buts, choisit des moyens, pose des priorités et oriente le langage et surtout la parole en fonction de ceci. Se pose-t-il dans le monde d'une interaction communicationnelle ? J. Habermas réserve le domaine de l'action communicationnelle à « un type d'interaction qui n'est pas grevé des asymétries et des réserves de la perlocution. » Pour lui « seul le type d'interaction où tous les participants au dialogue accordent

leurs plans d'action les uns avec les autres et par conséquent poursuivent leurs buts illocutionnaires sans arrière-pensées » peut être nommé action communicationnelle.²³ C'est une exigence forte dans le domaine de l'action politique et plus particulièrement dans la réalisation d'une véritable démocratie. Malheureusement, ce que nous constatons dans la réalité quotidienne de la vie politique, c'est un univers où les actes de paroles poursuivent beaucoup de choses, mais peu souvent des buts sans arrière-pensée. La manipulation cynique, ou la simple bêtise désopilante, qui ne se rend pas compte de sa propre connotation, sont plutôt la règle que l'exception. L'orateur qui brigue des voix pourra à la limite dans ce domaine s'accommoder d'une certaine franchise, et dire clairement ce qu'il veut et ce qu'il ne veut pas, bien que je n'aie jamais vu un candidat aux élections proclamer qu'il cherchait le pouvoir pour le pouvoir, par pure volonté de puissance et pour le plaisir de dominer, alors que pour un certain nombre d'entre eux cela sera certainement le cas. Accordons cependant le bénéfice du doute à la motivation civique et morale des candidats. Notre indulgence ne pourra plus s'étendre à ceux qui exercent le pouvoir réel. Leur parole illocutoire devient cauteleuse, essentiellement phatique. La conscience bien présente que chaque acte de parole devient par le fait même d'être prononcé un engagement public en paralyse l'envolée. Le ministre qui parle devant la presse a plus à dissimuler qu'à communiquer. Son discours, d'ailleurs rédigé par un larbin officiel de l'écriture, est fait pour la galerie. Cela est encore plus vrai lorsqu'au lieu de parler devant un auditoire restreint de personnes, il s'adresse par l'intermédiaire de la radio ou de la télévision à des millions de gens qui l'écoutent ou le voient. La réponse adressée au journaliste qui l'interviewe ne lui est pas destinée ; elle est destinée aux spectateurs, ou peut-être à l'adversaire politique qui écoute, ou peut-être aux militants du propre parti qui attendent la défense d'une certaine ligne. L'interlocuteur direct n'est plus l'interlocuteur véritable. A travers lui, on vise ailleurs, le parler est devenu stratégie pure. Or, il s'agit évidemment au plus haut point d'actes illocutoires et perlocutoires : le Secrétaire aux Affaires étrangères des Etats-Unis non seulement s'engage par chaque parole qu'il prononce en public, mais chacune de ses phrases transforme le monde. S'il dit : « Nous voulons aider l'Irak à devenir un pays démocratique et ses citoyens à avoir leur juste part aux richesses du pays ! »²⁴, il suscite d'immenses espoirs. Peut-on croire cependant que

23 J. Habermas : *Théorie de l'Agir communicationnel* 1^{er} volume, p. 395 ; Suhrkamp, 1995. La traduction est de l'auteur du présent article.

24 Colin Powell, devant les caméras de CNN, le jour du début de la guerre en Irak.

le contenu perlocutoire de son énoncé correspond aux intentions réelles du pouvoir qu'il représente ?

Certes, on présentera ces comportements comme des actes ritualisés, ou chacun des participants pose ses attentes dans d'autres participants, censés agir selon un modèle, le tout devenant structure, puis système. C'est ce que Habermas appelle l'« agir dramaturgique » qu'il définit comme l'action où les participants constituent les uns pour les autres un public et se mettent en scène selon une représentation qu'ils veulent donner d'eux-mêmes. Le prêtre parle du haut de la chaire, le paroissien l'écoute et ira se confesser, le juge avec sa robe rouge parle au nom du tribunal, l'accusé est dans le box des accusés, le spectateur de la télévision est devant son poste, regardant le député sur les gradins de la chambre, qui prononce un discours. Les règles du jeu sont connues de tous : on sait que l'homme politique élu ne dit pas tout ce qu'il pense, ne pense souvent pas ce qu'il dit, ne fait pas ce qu'il avait promis de faire, mais fait des choses dont il n'a pas discuté avec ses électeurs. Nous sommes dans le dédale des miroirs réfléchissants, dans le théâtre de Genêt où la bonne appelle la maîtresse à jouer le rôle que la société, ou le scénario, lui impartit.

Pouvons-nous cependant légitimement appeler un tel système « démocratique », au sens que l'histoire a fait progressivement émerger des luttes et des affrontements d'idées ? Plus nous avançons dans ce type d'interrogation, plus nous voyons que nous n'échappons pas à un dimensionnement moral du discours par rapport à l'action. Mais où irons-nous chercher les lignes directrices de cet engagement qui n'échappe plus à l'« éthique » ?

Si nous nous tenons à une interprétation stricte de la théorie systémique, version Luhmann, la réponse sera purement opérationnelle. Le système fonctionne tel qu'il est, avec ses vices et ses défauts d'un côté, avec ses avantages de l'autre. S'il est tel qu'il est aujourd'hui, c'est qu'il s'est avéré opérationnel par rapport à son monde environnant, c'est qu'il a été sélectionné comme au moins temporairement le meilleur et que ses fonctions sont intégrées dans un ensemble efficace. Pour scientifique et neutre qu'elle soit, cette réponse nous laisse insatisfaits. Notre liberté de choisir et de concevoir ne s'accommode pas d'une simple acceptation du donné comme donné. Nous rentrons de plein pied dans l'espace de la raison pratique, qui se réserve le droit de refuser, de s'indigner, de se nier et de se projeter autre.... Bref, nous revoici dans le domaine des valeurs qu'une sociologie descriptive avait forclos de son enceinte. Dans sa *Théorie de*

l'Agir communicationnel Jürgen Habermas essaie d'inclure les jugements de valeur dans le domaine sociologique. Il leur accorde l'accès au champ du relationnel et donc du rationalisable. La validité ou la rectitude (*Richtigkeit*) d'un jugement de valeur peut se monnayer dans un discours intersubjectif, où proposant et opposant allèguent des arguments, des attitudes, des attentes, des arrière-fonds culturels, afin de gagner l'assentiment non pas universel, mais au moins culturel à tel ou tel jugement ou choix moral. Le philosophe de Francfort accorde une épaisseur particulière à l'environnement culturel, auquel il attribue une force presque équivalente à celle du sacré dans les sociétés primitives. Le culturel constitue dans les sociétés contemporaines un réservoir d'intuitions qui donne à leurs membres des « schémas d'interprétation » et des « compétences d'action ». Sans eux, une insertion dans un agir communicationnel deviendrait impossible. Sans cet horizon de la praxis, celle-ci serait désorientée et incapable de se reproduire de façon cohérente.²⁵ Il existe ainsi une construction sociale de la réalité, notamment aussi à travers les jugements éthiques, esthétiques, pratiques que les hommes portent sur leur agir quotidien. Ces jugements peuvent être rationalisés dans la mesure où un consensus peut s'établir dans un groupe social sur telle ou telle attitude. Il faut noter dans ce contexte que dans les jugements éthiques il ne s'agit pas d'une décision entre un oui ou un non assertorique, de type théorique, comme dans les sciences de la nature, par exemple, mais d'une directive d'action, recommandable ou non, de type pratique. C'est ce que Luhmann objective sous la forme du « respect » pour le bien, et de la « réprobation » pour le mal. Il se borne cependant à enregistrer ces phénomènes sous la forme de jugements constatifs, leur refusant toute forme d'autonomie et de rationalité. Il s'agit d'un input et d'un output dans une boîte noire, souvenons-nous.

Autant la position de Luhmann peut servir une sociologie scientifique, autant elle échouera lorsqu'il s'agit d'une théorie de l'action politique. Celle-ci a besoin pour se constituer de l'engagement d'une volonté libre, et celle-ci ne flotte pas chaotiquement dans un espace interstellaire. Elle est toujours déjà en situation, pour parler en termes sartriens, ou bien elle est dialectiquement en mouvement, pour parler en termes hégéliens et marxistes. Elle n'est pas l'abstraction générique que le jeune Marx s'efforçait à juste titre de combattre, mais elle ne fonctionne que par l'épaisseur de l'être social qui la sous-tend.

²⁵ Les développements de Habermas à ce sujet se trouvent surtout dans le deuxième volume de la *Théorie de l'Agir communicationnel* ; éd. Suhrkamp, p. 209 et suivantes.

Les aléas de la délégation et de la représentation

La démocratie est délégation de pouvoir, séparation des pouvoirs et prévalence du droit sur l'arbitraire. Voilà une définition assez succincte pour plaire, mais pleine de chausse-trapes pour qui avance dans les arcanes de l'interprétation ou observe la réalité du pouvoir. Il faut se rendre compte que le mandat démocratique n'est pas un mandat univoque, mais une ouverture de confiance (un « mandat libre ») sur des programmes et des promesses collectives. Il sort d'un engagement performatif très large, chargé d'implicites de toute nature, maculé des déviations possibles que nous avons décrites dans les paragraphes précédents. Faux, hypocrisies et trahisons en sont les pires avatars, distorsions, interprétations, extrapolations les moindres. Entre les mains d'un homme ou d'une femme « responsable », le mandat demeure un engagement ; entre les mains d'un imposteur ou d'un forban il devient instrument machiavélique. Les structures sociales que sont les partis, les syndicats, les associations, les églises sont censés contrôler les actions et les déclarations de leurs représentants mandatés, mais ceux-ci sont libres de leurs paroles et de leurs actes. On a ainsi vu des hommes et des femmes s'écarter des lignes de leurs partis, jusqu'à la rupture et la création de nouveaux partis dans la même législature, ou pire divaguer à l'intérieur de leur parti comme des torpilles imprévisibles. Parmi toutes les relations intersubjectives, la délégation de pouvoir, et la prétention de représentativité qui en découle, sont les cristallisations éphémères les plus sujettes à déformations. Le non-dit qui les accompagne nécessairement et qui s'installe dans la coordonnée du temps et de la distance est pesant. Voilà quelqu'un qui parle en se référant à moi qui suis loin et qui lui ai confié des options ouvertes il y a trois, quatre, cinq ans. Si l'électeur reste, dans la perspective du député, le point microscopique d'un vaste tableau impressionniste, le grain de sable sur la plage immense, il n'en est pas ainsi de l'élu dans la tête de l'électeur. L'élu y demeure une figure concrète, un point de référence, un ancrage d'espairs, un interlocuteur potentiel. C'est sans doute cette dissymétrie complète entre les participants qui induit les difficultés structurelles du discours qui se veut démocratique. C'est elle aussi qui rend possible les déviations de ce qu'on appelle les personnalités « charismatiques » : devenues publiques, certaines figures, par une présence gestaltiste, arrivent à focaliser des désirs multiples, conscients et inconscients, à les gonfler et à les garder en éveil. On puise ici dans les mêmes tréfonds que les exaltations messianiques, projections des espoirs les plus obscurément ancrés dans l'inconscient : la terre promise, qui coule de lait et de miel.

Or, un des effets pervers de l'approfondissement de la démocratie au XX^e siècle a résulté chez le citoyen dans le sentiment intense qu'il a été abandonné par le père. (cf. Alexander Mitscherlich, 1963 : *Vers la société sans pères*; Gallimard, 1969) Celui en qui il avait posé sa confiance ne répond plus. Le voilà envahi de l'angoisse et de la rage du bébé abandonné. Le vécu de l'impuissance totale est un rappel du traumatisme de la première enfance. En tant que citoyen, l'homme vit un intense sentiment d'inadéquation qui le laisse s'agiter comme un vermisseau retourné que le premier talon peut écraser. Il vit sa participation au pouvoir comme nulle et sans espoir. La délégation dans laquelle il avait posé sa confiance lui paraît après coup si ténue et si volatile qu'il y renoncerait volontiers. Non seulement est-il impuissant, mais il se sent de surcroît frustré, trahi, abandonné. Phénomène sociologique constaté par une convergence d'études scientifiques : que ce soit aux Etats-Unis, au Japon ou en Europe, on mesure une désaffection croissante des électeurs pour les urnes, phénomène qui semble s'accroître au fur et à mesure qu'on avance dans le temps.²⁶ On parle à ce propos de « désintégration de la société civile », mais c'est un terme trop général pour établir une corrélation significative. Il faudrait plutôt montrer les marginalisations successives de couches de plus en plus larges de la population par rapport aux centres réels des décisions sociales et politiques. Il faut pointer le sentiment d'impuissance rageuse dont nous avons parlé plus haut et qui s'empare surtout des classes moyennes et populaires. Ce désenchantement est plus qu'un simple ras-le-bol ou du m'en-foutisme. C'est une aliénation souvent inconsciente qui s'exprime ou dans l'abstention ou dans l'afflux vers des solutions agressivement populistes et/ou intégristes. On aboutit ainsi à ce qu'on a appelé « le paradoxe démocratique »²⁷. Celui-ci consiste dans le fait contradictoire que de plus en plus de gens donnent leur voix à des partis ou à des mouvements qui s'inscrivent en adversaires de la démocratie communicationnelle, si bien qu'on voit arriver au pouvoir, par la voie légale, des ennemis de l'Etat de droit. Que faire si demain en Irak les élections sont remportées haut la main par un parti qui plaide pour l'application de la loi de la charia ? Que faire si le parlement élu du Koweït interdit, avec une large majorité, le droit de vote aux femmes ?²⁸ Que faire si des millions de gens votent pour des Hitler ou Mussolini qui se targuent d'abolir non seulement le droit de vote

²⁶ Lire Robert Putnam: *Democracies in Flux*, Oxford University Press, 2002; et Kevin Philipps: *Wealth and Democracy*, Broadway Books, New York, 2002.

²⁷ Lire Fareed Zakaria : *The Future of Freedom*, New York, 2003.

²⁸ Lire à ce sujet aussi le livre remarquable de Federico Rampini : *Le Paure dell'America* ; Laterza, 2003.

universel, mais aussi les syndicats et les garanties élémentaires de l'Etat de droit ? On voit qu'un vote massif seul ne suffit pas à donner des gages à la démocratie.

Comme on ne peut pas se passer de la représentation et de l'aliénation fiduciaire du pouvoir démocratique, la dimension de confiance dans la délégation prend une amplitude croissante au fur et à mesure que se développe l'assise populaire réelle de ce pouvoir. Cependant les mécanismes nouveaux de « l'agir communicationnel » doivent être à même de recevoir cette dimension, de lui donner force et portance et surtout d'en empêcher les dérives charismatiques et populistes. C'est en fait le défi majeur que doit résoudre la société civile du XXI^e siècle, non par des mots, mais par des avancées concrètes dans les pratiques.

Les dérapages possibles, potentiellement nombreux, que nous avons examinés dans cette conférence, nous sortent de la vision objectiviste que nous avons voulu conserver au début. On pourrait certes se contenter de cette façon de voir, si on voulait s'en tenir à une description systémique de la démocratie. En sociologie pure, elle permet de décrire ce qui est, et comment cela fonctionne. Ni le philosophe, ni l'homme d'action cependant ne peuvent se cantonner dans cette perspective, le philosophe, parce qu'il veut explorer la dimension éthique du projet politique et sa liberté dans l'à-venir, l'homme d'action, parce qu'il veut savoir pourquoi il pose des priorités ou fait des choix dans tel sens plutôt que dans tel autre.

DISCUSSION

Question : *Comment assurer, à travers une constante remise en question, la continuité de l'action politique ? (M. Georges Ravarani)*

D'un côté, le système démocratique est ainsi conçu qu'à travers ses structures internes il assure au pouvoir exécutif une continuité dans le temps qui le protège d'une trop grande versatilité dans l'exécution. L'appareil administratif demeure en place pendant les interrègnes et pendant les périodes de gouvernement. Il est certes souvent synonyme d'immobilisme, mais d'un autre côté il garantit la permanence et la stabilité du pouvoir, sa reproduction à l'identique. Dans la pratique démocratique, il s'agit de trouver une dialectique créative entre un conservatisme stérile et une écoute tournée vers les besoins et les désirs de la population, une ouverture à l'évolution culturelle, aux subtiles nuances qui de génération en génération modifient la perception des questions éthiques, p. ex. Le développement des forces productives induit, de son côté, des modifications d'attente, des irritations du système social, qui exigent une adaptation du système politique. Dans la pratique constatée tous les jours, les régimes politiques auraient une tendance à un trop grand immobilisme plutôt qu'à une précipitation dans l'action ou une instabilité inhérente. N'oublions pas que selon la théorie systémique, chaque système manifeste une tendance fondamentale à se maintenir inchangé dans le temps...

Question : *Comment la confusion entre l'exécutif et le législatif a-t-elle pu s'installer avec autant d'excès dans la politique européenne ?*

Le constat de cette confusion est confirmé d'abord par quelques orateurs de marque dans la salle, Monsieur le juge Pescator, p. ex. La vénérable distinction opérée par Montesquieu entre les trois pouvoirs - et qui était censée garantir un fonctionnement contrôlé des institutions gouvernementales - semble tomber en désuétude. Bien plus : un pouvoir, l'exécutif, pèse de plus en plus lourd et écrase de tout son poids un législatif anémique. L'explication est sans doute à chercher dans les origines historiques des Institutions européennes, lesquelles, selon la volonté de leurs concepteurs, devaient fonctionner loin de la « massa damnata » pour mieux garantir leur efficacité « technocratique ». Les gouvernements nationaux suivent la même pente dans certains pays, où traditionnellement le pouvoir exécutif bénéficie d'une grande indépendance vis-à-vis du législatif. C'est le cas

aux Etats-Unis, par exemple, en France et en Russie. Pour l'établissement d'une véritable démocratie, il faut combattre cette tendance de toutes nos forces.

Question: *D'où viennent les interférences idéologiques dans nos systèmes d'information ?*

Plusieurs intervenants (Monsieur Colsell entre autres) soulignent le rôle croissant joué par un biais idéologique dans l'information. La concentration des moyens de communication entre les mains de quelques magnats y est sans doute pour beaucoup. Mais cela a à voir aussi avec l'assimilation de l'information à un produit industriel vendable et consommable en masse. Une prétendue demande allant vers la « pipeulisation » se substitue à une analyse communicationnelle des événements et des options de valeur. Le vendable prime le raisonnable, le pathos l'emporte sur le logos. La pratique devient dangereuse dès lors que l'information est intentionnellement biaisée pour mener à l'abrutissement ou à la désinformation du public. Elle devient alors plus insinuante que la propagande grossièrement manipulée des régimes dictatoriaux et totalitaires. Tendanciellement, elle est mortelle pour le maintien d'une démocratie véritable. Voilà pourquoi il faut combattre cette dérive du « quatrième pouvoir » par la défense d'un pluralisme de la presse écrite et radiodiffusée, lequel, à son tour, ne peut être garanti que par des organismes de contrôle indépendants et un appui financier public aux « petits diffuseurs ».

Question: *Ne met-on pas « la communication » à toutes les sauces aujourd'hui ?*

Dans la vulgarisation scientifique sans doute, oui... Mais les découvertes des systèmes cybernétiques, informatiques et communicationnels ont créé des paradigmes et des modèles appliqués dans toutes les sciences aujourd'hui, ceci avec une grande rigueur théorique et mathématique. Comme c'est souvent le cas dans l'histoire des sciences et de la philosophie, les deux se fécondent mutuellement dans leurs recherches. Certains philosophes contemporains appliquent les aspects structurels, fonctionnels et systémiques des sciences de la communication à leur modélisation de la réalité. Cela ouvre des perspectives nouvelles et appelle à revisiter les vieilles notions de 'dialectique', de 'superstructures' et donc aussi de 'démocratie'.

Question: *Pourquoi critiquer la pondération du vote des gouvernements dans le projet de Constitution élaboré par le groupe Giscard d'Estaing ?*

La question fut posée par Monsieur Mischo, ancien avocat général à la Cour européenne de Justice de Luxembourg. Il trouve la règle « 3/4 des pays, 4/6 de la population » tout à fait adéquate. Le conférencier précise qu'il ne veut pas mettre en doute la nécessité d'une règle technique qui permet une prise de décision majoritaire dans un ensemble de 27 pays...ou peut-être plus à l'avenir. Ce qu'il questionne c'est la prépondérance d'un vote décisionnel de la part d'un « Conseil des Ministres » constitué de membres des exécutifs nationaux. Selon certaines constitutions, un ministre ne doit même pas être nécessairement un élu. A la limite on pourrait imaginer l'adoption de « lois » européennes par un cénacle de ministres technocrates non élus et non responsables immédiatement devant un parlement. C'est dans l'énorme prépondérance de l'exécutif sur le législatif qu'il voit le danger de cette construction politique.

L'essentiel de la bibliographie de cette conférence se trouve dans les références en bas de page du texte.

Séance du 17.09.2007

LA FIN DU TRAVAIL ?

par
Marco Wagener

Marco Wagener est détenteur d'une maîtrise en sciences économiques de l'Université Louis Pasteur à Strasbourg. Il est depuis 1984 conseiller économique à la Chambre de Travail. Depuis 2000, il est membre effectif du Conseil Economique et Social du Luxembourg.



Dans un livre paru en 1995 « La fin du travail », l'économiste américain Jeremy Rifkin écrit que nous sommes entrés dans une nouvelle phase de l'histoire caractérisée par le déclin inexorable de l'emploi. Plus de dix ans après, il semble intéressant d'analyser si ces prédictions se réalisent.

Une partie est consacrée à quelques statistiques pour vérifier si la quantité de travail disponible diminue sous l'influence du progrès technique, comme l'annonce Rifkin. La communication ne porte cependant pas seulement sur la quantité des emplois, mais traite également de la définition et de la valeur du « travail » ainsi que des mutations qualitatives auxquelles le travail est confronté. Tertiarisation, féminisation, salarisation et flexibilisation sont les phénomènes qui caractérisent le monde du travail en ce début de siècle.

Avec le déclin relatif du mode de production industriel, le travail devient-il plus facile, ou assistons-nous à l'émergence de nouveaux risques entravant le bien-être des travailleurs et la vie sociale ? Loin de disparaître, le travail n'est-il pas, au contraire, de plus en plus présent dans nos vies ?

Table des matières

1. Introduction.....	3
2. Définition et valeur du travail	6
3. L'évolution de la quantité du travail et des emplois.....	12
4. Les véritables résultats du progrès technique	14
5. Autres facteurs influant l'emploi	18
5.1 Les politiques macroéconomiques.....	18
5.2 La globalisation	20
6. Emplois du passé et emplois du futur	23
7. Les mutations du travail.....	25
8. Conclusion	33
Bibliographie.....	35
Discussion.....	37

LA FIN DU TRAVAIL ?

Les idées exprimées dans le texte qui suit sont personnelles. Elles ne reflètent pas nécessairement les opinions de l'employeur de l'auteur ou d'une autre institution ou organisation dont il est membre.

1. Introduction

En 1995 parut sous le titre « La fin du travail »¹, sans point d'interrogation, un livre de Jeremy Rifkin, économiste et auteur à succès américain. Le livre est rapidement devenu un best-seller, probablement à cause d'un constat assez simple, qui ne manque pas de faire peur à un grand nombre de personnes, et qui est le suivant :

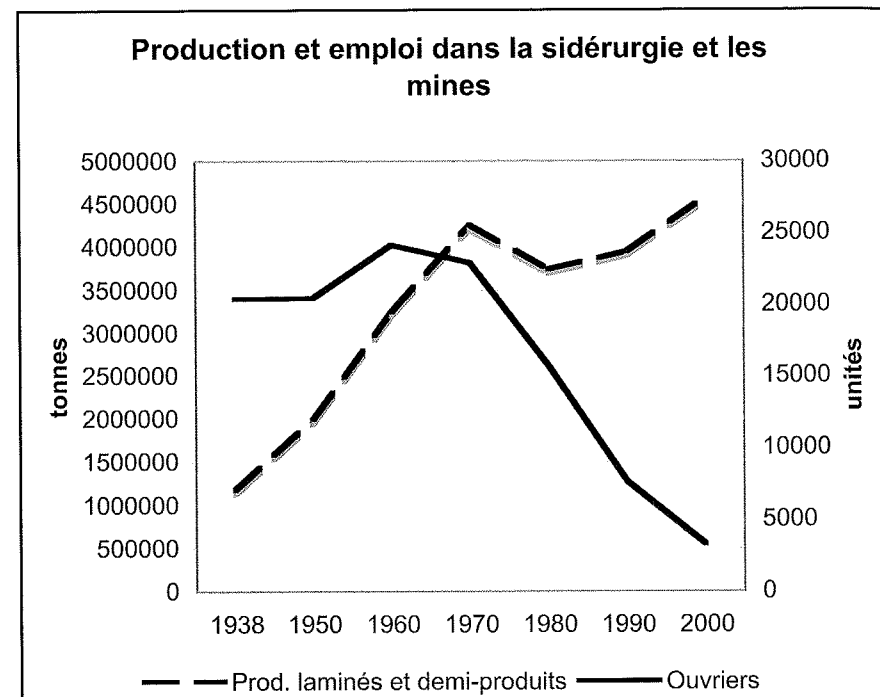
Nous sommes entrés dans une nouvelle phase de l'histoire, caractérisée par le déclin inexorable de l'emploi, déclin qui résulte de l'utilisation des nouvelles technologies, qui augmentent la productivité, rendant ainsi superflue une part de plus en plus grande de travailleurs, les éjectant des entreprises pour les contraindre à joindre les rangs des chômeurs.

La globalisation, marquée par des coûts de main-d'œuvre faibles à l'étranger, par l'importation de produits bon marché et par les délocalisations d'établissements dans d'autres pays, n'est qu'un phénomène marginal face à la vraie raison de la montée du chômage: *l'augmentation spectaculaire de la productivité due au progrès technique.*

Le meilleur moyen de comprendre ces mutations dans le domaine de l'industrie d'après Rifkin, c'est de regarder la branche de la sidérurgie (graphique 1). Dans 60 années, la production luxembourgeoise est passée de 1,2 millions de tonnes à plus de 4,5 millions de tonnes, alors que le nombre d'ouvriers (échelle de droite) a diminué de plus de 20.000 à 3.300.

¹ Jeremy Rifkin, *La Fin du Travail*, La Découverte, 1996

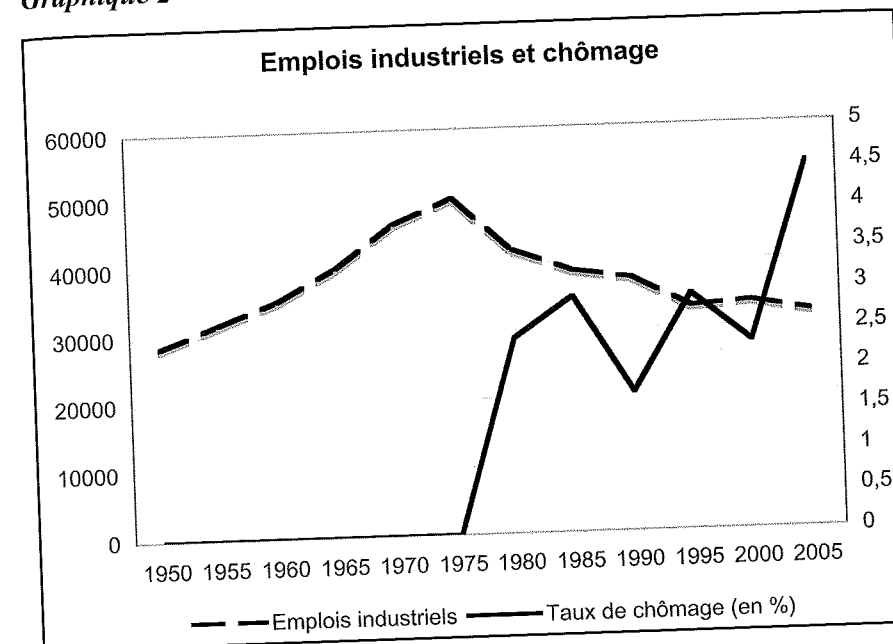
Graphique 1



Source : Statec

En étendant notre champ d'observation à toute l'industrie manufacturière au Luxembourg, nous constatons que celle-ci a perdu au cours des 30 dernières années plus de 17.000 emplois, soit plus d'un tiers de ce secteur de l'économie. Sur la même période, le chômage a augmenté. Alors qu'il était presque inexistant avant 1975, son taux s'élève maintenant à 4,5% de la population active.

Graphique 2



Source : Statec, Commission européenne (AMECO); les emplois industriels sont ceux de l'industrie manufacturière, construction exclue. Le taux de chômage est celui d'Eurostat.

D'après Rifkin, ce même mouvement aura également lieu dans les services, les technologies intelligentes réduisant les emplois dans les bureaux et dans les services en général.

Dans l'ère de la fin du travail, les emplois les plus sophistiqués seront remplacés par des outils informatiques. Si l'âge industriel a mis fin au travail forcé, l'âge des nouvelles technologies (l'âge de l'accès, comme il l'appelle) fera disparaître le travail salarié.

Une nouvelle organisation du travail, ayant ses origines dans l'industrie automobile, où l'intégration des nouvelles technologies de l'information et de la communication dans les processus de production a déjà conduit à un aplatissement de la pyramide hiérarchique et à une chasse aux temps morts, sera de plus en plus utilisée dans le domaine des services.

Après un monde sans paysans, les cols bleus mis au vestiaire, le monde connaîtra un jour son dernier travailleur du tertiaire.

Pas tout le monde n'est cependant victime de cette révolution technologique. Si les perdants sont clairement les ouvriers et employés peu qualifiés, mais également la classe moyenne, les gagnants se trouvent du côté des actionnaires et patrons qui se sont enrichis grâce aux gains de productivité induits par les restructurations, et des manipulateurs d'abstraction (*symbolic analysts*), une nouvelle élite cosmopolite de travailleurs du savoir, une sorte de nouvelle aristocratie.

Le gouffre qui sépare ces deux groupes, avec l'augmentation de la pauvreté et de la précarité pour les travailleurs victimes de la révolution technologique, aura d'après Rifkin des répercussions négatives considérables sous forme de criminalité et de renforcement des mouvements d'extrême droite.

Il convient donc de noter que Rifkin ne fait pas partie des intellectuels, souvent marxistes, (comme André Gorz et Antonio Negri) qui voient dans l'affranchissement du travail le salut de l'homme.

Pour lui, la fin du travail débouche sur une catastrophe, si nous ne réussissons pas notre entrée dans l'ère post-marchande, comme il appelle nos temps modernes.

L'article comprend trois parties. La première essaie de donner une définition du terme « travail » et traite de la valeur qui y est associée. La deuxième partie est consacrée à une analyse des effets du progrès technique sur l'emploi pour voir si les affirmations et prédictions de Rifkin se sont vérifiées, plus de 10 ans après la publication de la première édition de son livre. Cette partie contient également des données sur les emplois menacés et les emplois du futur. Finalement, la troisième partie traite des mutations qualitatives du monde du travail en ce début du siècle.

2. Définition et valeur du travail

Les significations du mot « travail » ont changé au cours du temps et le concept de « travail » comme nous l'entendons le plus souvent est encore relativement jeune.

D'après l'encyclopédie en ligne Wikipedia, étymologiquement, le mot travail vient du bas latin *tripalium*, qui, au VI^e siècle, était un instrument de torture formé de trois pieux.

Le Grand Robert de la Langue Française donne comme seul sens courant du mot travail du XII^e au XVI^e siècle « l'état d'une personne qui souffre, qui est tourmentée ; activité pénible ». Un sens plus littéraire du pluriel « travaux » serait des « fatigues, activités pénibles qui apportent de la gloire ».

La deuxième signification est « l'ensemble des activités humaines coordonnées en vue de produire ou de contribuer à produire ce qui est utile ou jugé tel ; état, situation d'un homme qui agit avec suite en vue d'obtenir un tel résultat. »

Enfin, la définition qui nous intéresse ici est apparue en 1803 : « Le travail. Activité économique des hommes (aidés ou non par les machines) productrice d'utilité sociale. »

C'est d'ailleurs cette définition, restreinte et économique, de « travail rémunéré » (en allemand « Erwerbsarbeit »), que nous retenons par la suite, puisque c'est cette notion qui est au centre des réflexions sur la fin du travail.

Donc, dès son origine, le travail est très souvent associé à une activité pénible que l'homme est contraint d'accomplir. Il serait même une malédiction. Parfois, on évoque Adam et Ève : le travail serait une sorte de condamnation divine pour avoir tenté de goûter au fruit de la connaissance.²

Cette interprétation est cependant fort contestée. Tant le pape Léon XIII que la philosophe Hannah Arendt notent que ce n'est pas le travail en soi qui est un châtement, mais sa pénibilité.³

Hannah Arendt écrit dans son livre « La condition de l'homme moderne » (le titre de l'édition allemande est plus parlant : *Vita activa oder vom tätigen*

² Versets 17 à 19 du chapitre 2 de la Genèse : « maudit est le sol à cause de toi ; tu en mangeras en travaillant péniblement tous les jours de ta vie » (2.17.) et « A la sueur de ton visage tu mangeras du pain... » (2.19.)

³ « Pour ce qui regarde le travail en particulier, même dans l'état d'innocence, l'homme n'était nullement destiné à vivre dans l'oisiveté. Mais ce que la volonté eût embrassé librement comme un exercice agréable est devenu, après le péché, une nécessité imposée comme une expiation et accompagnée de souffrance. « La terre est maudite à cause de toi. C'est par un travail pénible que tu en tireras ta nourriture tous les jours de ta vie. » Léon XIII, encyclique « Rerum Novarum ».

Leben): « La malédiction qui chassa l'homme du paradis ne lui donna pas pour châtement le travail et la naissance : elle fit seulement que le travail devint pénible et que la femme enfanta dans la douleur ».⁴

Si le travail n'est donc pas forcément malédiction, il est cependant presque toujours associé à une soumission à la nécessité naturelle, au commandement d'un autre, il peut être dégradation du corps et de l'âme.

Hannah Arendt rappelle que, dans l'Antiquité grecque, la vie contemplative était plus noble que la vie active. La vie active comprend trois sortes d'activités dont le **travail** est la moins valorisante et la plus dégradante pour l'homme. Les deux autres sont l'**œuvre** dont le résultat est au moins un objet qui perdure et l'**action**, qui, si elle est au service de la création et de la préservation de communautés politiques, est à l'origine de la continuité des générations, de la mémoire et donc de l'Histoire. L'action se déroule dans le domaine public entre les individus dont elle souligne les différences, l'individualité et la pluralité, alors que le travail a lieu dans le domaine privé où l'homme est rejeté sur lui-même, dans une solitude totale.

Un des thèmes principaux de la campagne pour les élections présidentielles de 2007 en France fut la revalorisation du travail.

La valeur du travail est une notion qui a changé profondément au cours des siècles.

Le travail n'a aucune valeur de l'Antiquité au Moyen-Âge. Le travail est la conséquence de la pauvreté. « Le travail, c'est le mode de vie de l'esclave, soumis à la nécessité de vivre et à l'autorité du maître, mais aussi la vie laborieuse de l'artisan et la vie mercantile du commerçant. »⁵ Le travail sert à entretenir les classes dominantes, qui, eux, s'occupent de la vie de la cité, font la guerre, se consacrent à la philosophie et à la religion. D'après la sociologue du travail Dominique Méda, ce sont des sociétés non fondées sur le travail⁶.

⁴ Hannah Arendt, *La Condition de l'homme moderne*, Calmann-Lévy, coll. Agora, 1983, p. 154, ouvrage paru en 1958 sous le titre original « *The Human Condition* »

⁵ Hannah Arendt, *La Condition de l'homme moderne*, Calmann-Lévy, coll. Agora, p. 47

⁶ Dominique Méda, *Le travail, une valeur en voie de disparition*, Flammarion, 1995

Au Moyen-Âge commence à se former une certaine prise de conscience en matière de travail. Face aux fastes et richesses du clergé, les ordres religieux forment une sorte d'opposition dans les monastères en prônant les vertus de la pauvreté et du travail et en venant en aide aux indigents par les moyens de la charité. Le travail a dans un certain sens une valeur, mais non pas dans le monde présent, mais plutôt dans l'au-delà : les pauvres devant travailler entreront plus facilement au paradis que les riches oisifs. On peut parler d'une valeur religieuse du travail.

Ce n'est qu'avec le protestantisme que naît l'idée d'une récompense de l'effort travail et que sera mis l'accent sur son utilité sociale. Luther et Calvin, en se retournant contre le clergé catholique, affirment qu'il n'est pas seulement possible d'accéder à la gloire de Dieu par la prière, mais également en s'impliquant dans le monde matériel.

La valorisation du travail du point de vue monétaire a lieu au XVIII^e siècle. Alors que jusqu'à cette époque, le travail était lié à la personne, il devient maintenant détachable de la personne, mesurable et marchand. Le travail est mesuré par la durée, par le temps mécanique de l'horloge. Le temps n'est-il pas de l'argent, comme dit Benjamin Franklin.

Le travail devient non seulement instrument de comparabilité de toute chose, mais, selon Adam Smith, fondement et ciment de l'ordre et du lien social.

Avec la bourgeoisie naissante, le travail n'est plus forcément soumission à la nécessité, mais devient une utilité sociale qui peut permettre de gravir les échelons de la société et de jouir des biens matériels qui sont le fruit de l'activité laborieuse.

Cette révolution des mentalités a bien sûr été décrite par Max Weber dans son œuvre « L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme ». Tandis que dans les sociétés catholiques, la volonté d'enrichissement était condamnée, à la lumière d'une interprétation nouvelle des textes bibliques, l'investissement dans l'ici-bas devient non seulement légitime, mais la réussite matérielle est la preuve de faire partie du peuple des élus.

La Révolution française accentue le mouvement par la suppression des corporations. La suprématie de la valeur « libérale » du travail signifie que chacun est responsable de son sort, libre d'exercer l'activité que lui permet sa compétence, son instruction, sa fortune ou encore sa chance.

Ce principe de la responsabilité individuelle est largement répandu au début du XIXe siècle. Des économistes célèbres comme David Ricardo et Thomas Malthus critiquent les aides sociales accordées aux indigents qui, selon eux, créent la pauvreté sur le long terme en favorisant des naissances non souhaitables.

Bien que le travail commence à devenir fondement de l'ordre social, l'activité du travail n'est pas valorisée, au sens sociologique, ou glorifiée.

La valorisation du travail dans les pensées philosophiques et politiques n'a lieu qu'au cours du XIXe siècle, d'abord chez Hegel et ensuite chez Marx et Engels, pour lesquels le travail est l'activité humaine susceptible d'agir sur la nature pour la transformer et de mettre le monde en valeur. Pour Marx, le travail ne deviendra pure réalisation de soi, libéré de toute peine que lorsque le salariat est aboli et l'abondance atteinte. C'est à ce moment que les hommes produiront librement et se réaliseront eux-mêmes dans leur travail.

C'est à partir des années 1830 que sont dénoncées les conditions aliénantes du travail par Charles Fourier, Pierre-Joseph Proudhon et évidemment Karl Marx. C'est également dans ces années-là que naît la doctrine sociale de l'Eglise catholique.

Si l'on commence donc à se soucier des conditions de travail, il y a cependant peu de voix discordantes qui mettent en question le travail en tant que valeur ou le droit au travail. La plus connue est peut-être celle de Paul Lafargue, gendre de Karl Marx, qui en 1880 publie « Le droit à la paresse », livre dans lequel il condamne la folie qu'est « l'amour du travail et la passion moribonde du travail, poussée jusqu'à l'épuisement des forces vitales de l'homme et de sa progéniture » et de fustiger les prêtres, les économistes et les moralistes qui auraient sacro-sanctifié le travail.⁷

A la fin du XIXe siècle, c'est la social-démocratie allemande qui renforce davantage le travail comme valeur. Contrairement aux socialistes et à Karl Marx, les sociaux-démocrates ne visent plus un dépassement de la société salariale, mais au contraire, ils voient dans le travail salarié le moyen de promotion sociale et de redistribution des richesses créées. Le salaire devient le canal par lequel se répartissent les richesses et par lequel un ordre social plus juste se met progressivement en place.

⁷ Paul Lafargue, *Le droit à la paresse*, éditions Mille et une nuits, p. 11

En effet, les ouvriers de la fin du XIXe siècle et surtout ceux du XXe siècle aspirent clairement à une amélioration de leurs conditions, notamment par le moyen de nouvelles corporations, les organisations syndicales. Beaucoup d'avancées sociales ont pu être réalisées, permettant, surtout après la Deuxième Guerre Mondiale, aux ouvriers l'accès à la consommation en raison du plein-emploi et d'une croissance continue des salaires.

Des organisations ouvrières (Arbeitervereine) permettent en effet aux ouvriers un épanouissement dans la vie privée, entre autres par l'organisation de vacances, des activités culturelles et sportives.

Au cours de l'histoire, il y a donc eu un renversement socio-économique: avant l'avènement du capitalisme et de la société industrielle, la minorité privilégiée était celle qui ne travaillait pas, alors que maintenant, on a l'impression que la minorité privilégiée travaille 16 heures par jour. C'est au sommet de la pyramide que l'on travaillerait le plus. Mais est-ce que le mot travail signifie la même chose pour tout le monde ? Le célèbre économiste américain, J.K. Galbraith, écrit⁸ que le même terme travail peut décrire des situations complètement différentes. Le travail peut ainsi être source de satisfaction et même de plaisir et son absence signifie rejet social, dépression nerveuse ou ennui. C'est ce type de travail qui détermine une position sociale, celle d'un dirigeant d'entreprise, d'un professeur d'université, d'un artiste ou encore d'un journaliste.

D'un autre côté, le travail peut réduire des hommes et des femmes à faire partie des masses laborieuses. Ici, sa signification est plutôt celle d'un effort musculaire répétitif et fatigant conduisant à la lassitude. Galbraith écrit que le terme « travail » décrit des situations contradictoires et qu'il doute qu'il existe un autre mot dans une langue quelconque qui soit aussi conflictuel dans ce qu'il exprime.

⁸ John Kenneth Galbraith, *The Good Society*, Houghton Mifflin, Mariner Books, 1996, pp. 91 et 92: "...there is a problem with the word 'work'. It is used to characterize two radically different, indeed sharply contrasting, commitments of human time. Work can be something that one greatly enjoys, that accords a sense of fulfilment and accomplishment and without which there would be a feeling of displacement, social rejection, depression or, at best, boredom. It is such work that defines social position – that of the corporate executive, financier, artist, poet, scholar, television commentator, even journalist. But work also consigns men and women to the anonymity or the toiling masses. Here it consists of repetitive, tiring, muscular effort replete with tedium....The word 'work' denotes sharply contrasting situations; it is doubtful whether any other term in any language is quite so at odds with itself in what it describes."

Toujours est-il que le travail présente une valeur importante dans la vie des femmes et des hommes.

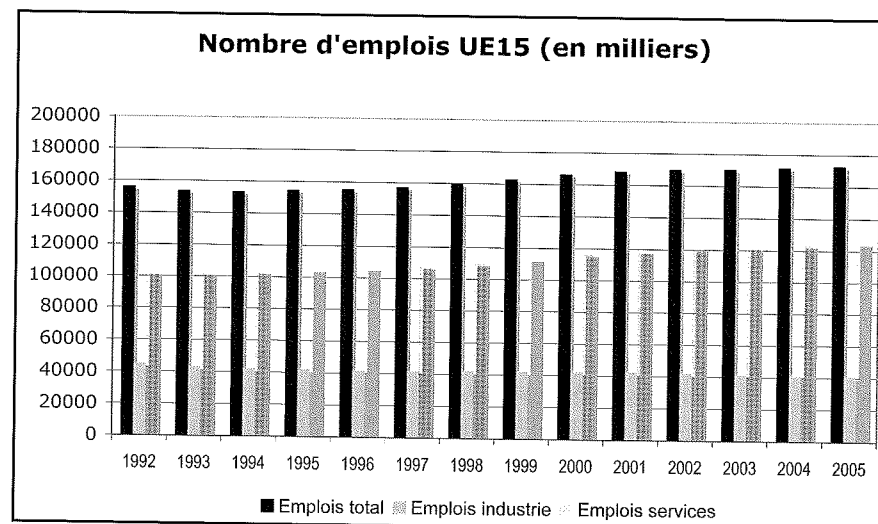
Ainsi, dans les enquêtes sur les valeurs des Européens, ceux-ci placent généralement la valeur du travail en position avancée. Réussir la vie familiale et professionnelle est la première préoccupation des Européens, et des Luxembourgeois parmi eux. Plus de la majorité des personnes interrogées (53%) déclarent que le travail est très important dans leur vie. Le travail se situe ainsi à la 2^e place derrière la famille que 88% déclarent être très importante dans leur vie. Uniquement 38% des personnes déclarent que le temps libre est très important.⁹

Si des personnes enquêtées accordent une telle valeur au travail, elles associent sans doute le travail à un emploi rémunéré, par opposition au chômage involontaire.

3. L'évolution de la quantité du travail et des emplois

Voyons maintenant si les prédictions de Rifkin se sont réalisées? Quelle a été l'évolution du travail au cours des 15 dernières années en Europe?

Graphique 3



Source : Eurostat

⁹ *European values study, Luxembourg 1999*

Ce qui ressort immédiatement du graphique, c'est que le nombre total des emplois n'a pas diminué, bien au contraire. Il y a eu une diminution des emplois industriels, mais elle n'est en aucun cas dramatique, et surtout, elle est largement compensée par l'augmentation des emplois de services.

Dans l'Union européenne des 15, sur une période de 10 ans allant de 1995 à 2005, le nombre de personnes au travail a augmenté de 12,5%, de 149,3 millions à 167,9 millions de personnes.

Le taux d'emploi, qui exprime la proportion de personnes en âge de travailler ayant effectivement un emploi¹⁰, a ainsi augmenté de 60% à 65%, ce qui est considérable¹¹.

Nous sommes donc très loin des annonces de Rifkin selon lesquelles « des machines intelligentes remplacent les êtres humains dans un nombre infini de tâches, rejetant des millions de cols blancs ou bleus dans les rangs des sans-emploi ou, pis encore, vers les soupes populaires »¹².

Il est peut-être utile de rappeler que ces prédictions funestes ne sont pas nouvelles. D'après l'économiste français Daniel Cohen, elles font partie des peurs millénaristes qui agacent périodiquement les économistes. Cohen cite l'historien et économiste Jean de Sismondi, qui, à l'aube du XIX^e siècle, écrivait, qu'un jour, « le roi, en tournant constamment une manivelle, fera produire par des automates tout l'ouvrage de l'Angleterre. »¹³

Selon l'économiste et démographe français Alfred Sauvy, l'histoire de la machine est jalonnée de malédictions et les révoltes contre son introduction ne sont pas seulement motivées par la crainte de l'élimination

¹⁰ Le taux d'emploi est obtenu en divisant le nombre de personnes occupées d'une tranche d'âge par la population totale de cette même tranche d'âge.

¹¹ Il me semble néanmoins nécessaire de relativiser le concept de taux d'emploi. En effet, selon la définition donnée par Eurostat, « La population occupée comprend les personnes qui, durant la semaine de référence et pendant une heure au moins, ont accompli un travail pour une rémunération ou un profit ou qui, n'ayant pas travaillé, avaient néanmoins un emploi dont elles étaient temporairement absentes. ». Il suffit donc d'être occupé pendant une heure au moins pendant une semaine pour être comptabilisé parmi ceux qui ont un emploi. En matière d'objectifs quantifiés, il ne faut surtout pas oublier celui de la réduction du taux de chômage, qui mesure mieux les performances de la politique économique. C'est d'ailleurs aussi cet indicateur qui, aux yeux du Conseil économique et social luxembourgeois, est plus fédérateur.

¹² *La Fin du travail, La Découverte, 1996, p. 21*

¹³ Daniel Cohen, *Nos temps modernes, Flammarion, 1999, p. 14 et 15*

des travailleurs, mais aussi par la peur que la machine représente quelque chose de surnaturel, voire diabolique.

Sauvy situe la première opposition à une machine multiplicatrice en 1604 à Leyde en Hollande où des marchands et des ouvriers expriment leur révolte à l'égard d'un métier à tisser.

Tout au long du XVIII^e siècle, des travailleurs brisent des machines, mais c'est au XIX^e siècle que ces mouvements prennent une tournure plus politique avec les luddites ou luddistes¹⁴ en Angleterre et la révolte des canuts (ouvriers des soieries) à Lyon.

4. Les véritables résultats du progrès technique

S'il est incontestable que le progrès technique conduit à des suppressions de postes de travail dans des branches particulières, la science économique tend à prouver que la théorie de la destruction générale des emplois par le progrès technique est fausse. Plutôt qu'un instrument du diable, les économistes considèrent la productivité comme le moteur de la prospérité et aussi de la création d'emplois. Car même si des emplois sont détruits dans certains domaines, la productivité qui permet de produire une plus grande quantité de biens à des prix plus bas permettra d'accroître la demande pour ces biens et aussi les salaires, ce qui entraîne une augmentation de la production et déclenche ainsi un cercle vertueux.

Des économistes réputés comme J.A. Schumpeter et Alfred Sauvy ont montré dans leurs œuvres l'effet important et bénéfique du progrès technique sur la croissance et donc sur l'emploi.

Il n'est en réalité pas très compliqué de démontrer qu'au cours de l'histoire, le progrès technique a toujours été source de croissance qui, elle, est à l'origine de l'emploi. L'examen le plus naïf des données le prouve facilement. Pendant les Trente Glorieuses, la productivité du travail a doublé, alors que le chômage se situait à un niveau très bas. Songeons uniquement au Luxembourg, où pendant ce temps, le revenu national brut réel par habitant a augmenté de 8% en moyenne par an, une période où notre pays a connu le plein emploi.¹⁵

¹⁴ Le terme trouve son origine dans le nom d'un ouvrier anglais, John ou Ned Ludd (parfois appelé « King Ludd » ou « General Ludd »), qui aurait détruit deux métiers à tisser en 1780 (wikipedia.fr).

¹⁵ Statistiques historiques 1839-1989, STATEC, mars 1990

Inversement, la montée du chômage à partir de 1975 est accompagnée d'un ralentissement de la productivité, et non pas d'une accélération. L'évolution de la productivité est en effet beaucoup plus lente après 1975 qu'avant.

Le tableau 1 ci-dessous compare l'évolution de la productivité du travail en Europe et aux Etats-Unis à partir de 1970. Pour 11 pays de l'Union européenne, nous constatons une baisse tendancielle des gains de productivité à partir des années 1970, baisse qui se manifeste dans les grands pays comme la France et l'Allemagne, mais aussi au Luxembourg, où, à partir du moment où nous disposons de données comparables, la productivité ralentit.

En revanche, les Etats-Unis, après avoir connu une évolution de la productivité du travail constante, de l'ordre de 1,6% en moyenne annuelle sur trois décennies, font état d'une augmentation des gains de productivité à partir de 2000.

D'après la logique rifkinienne, l'on devrait assister à une destruction des emplois aux Etats-Unis et donc à une augmentation du chômage outre Atlantique, alors que l'Europe devrait plutôt connaître une stagnation ou une diminution du chômage.

Or, c'est justement l'inverse qui s'est produit, comme le montre le tableau 2. Alors que, dans les années à faibles gains de productivité, le chômage était plus élevé aux Etats-Unis qu'en Europe, il y a eu un renversement à partir des années 1990, pendant lesquels certains pays européens connaissaient un taux de chômage dépassant 10% de la population active.

Tableau 1 : Evolution de la productivité du travail (moyenne annuelle sur la période)

	Etats-Unis	EU11*	Allemagne**	France	Luxembourg
1970-1980	1,6%	3,7%	3,7%	3,7%	
1980-1990	1,5%	2,3%	2,3%	3,1%	4,1%***
1990-2000	1,7%	2,1%	2,4%	2,0%	2,0%
2000-2005	2,5%	1,2%	1,3%	1,5%	1,2%

*EU15 sauf AT, GR, LU et PT

**Allemagne de l'Ouest jusqu'en 1990, Allemagne réunifiée depuis 1991

***1985-1990

Source : OECD Productivity Database, Septembre 2006

Tableau 2 : Taux de chômage (moyenne sur la période)

	Etats-Unis	Zone euro*	Allemagne*	France	Luxembourg
1970-1980	6,2%	3,8%	2,0%	3,8%	0,4%
1980-1990	7,3%	8,4%	5,8%	8,5%	2,5%
1990-2000	5,7%	9,6%	7,5%	10,6%	2,5%
2000-2005	5,2%	8,4%	8,5%	9,2%	3,4%

Source : AMECO (banque de données économiques de la Commission européenne)

*Allemagne de l'Ouest jusqu'en 1990 et Allemagne réunifiée depuis 1991

Ces résultats empiriques confirment la thèse du déversement d'Alfred Sauvy, qui signifie que les emplois perdus à cause du progrès technique dans une branche sont compensés, et parfois plus que compensés, par des créations dans d'autres branches.

Historiquement, cette compensation avait bien lieu lorsque la mécanisation de l'agriculture poussait les travailleurs agricoles à l'exode rural et des emplois étaient massivement créés dans les nouvelles industries.

De même, la théorie du déversement explique également la création d'emplois dans le secteur tertiaire suite au déclin industriel amorcé dans les années 1970.

S'il y a donc eu compensation des emplois détruits dans le secteur agricole par ceux créés dans le secteur industriel et émergence d'emplois dans le secteur des services pour compenser les pertes dans le secteur industriel, une question surgit tôt ou tard : où se fait le déversement des emplois de services ? La thèse de Rifkin, rappelons-le, est qu'un déversement ne peut plus avoir lieu.

A cette question, on peut apporter deux réponses.

D'abord, rien n'exclut que des emplois disparus dans les services soient compensés par des créations d'emplois dans d'autres services. Par exemple, des suppressions d'emplois dans les librairies dues au développement des achats de livres sur Internet peuvent s'accompagner de créations d'emplois dans les services de courrier. Des emplois de dactylos sont devenus plus rares en raison de l'utilisation de plus en plus répandue des ordinateurs par les cadres qui tapent eux-mêmes leurs textes, mais des postes dans le domaine de la conception et de l'organisation seront plus fréquents à l'avenir.

Ensuite, ce que les théoriciens de la fin du travail semblent oublier, c'est que, comme par miracle, l'économie, ou le capitalisme, si l'on veut, invente des produits nouveaux, dont les hommes n'avaient même pas d'idée avant. Au fur et à mesure que le coût de la production agricole a baissé, des produits industriels, que les paysans ne pouvaient pas imaginer, sont apparus.

De même, en présence d'une baisse des prix des produits industriels, des objets de plus en plus sophistiqués apparaissent.

Etant donné la capacité des êtres humains d'inventer des produits et services nouveaux, l'économie a toujours besoin de travailleurs, car les gains de productivité qui permettent de produire la même quantité de biens jusqu'à disponibles avec moins de main-d'œuvre libèrent en quelque sorte l'imagination humaine et également des emplois destinés à la satisfaction de besoins non encore clairement identifiés d'un point de vue économique. De nouveaux secteurs d'activités économiques surgissent, qui, à leur tour, réclament de la main-d'œuvre.

Aujourd'hui, presque personne ne peut imaginer une vie sans appareils électriques (machine à laver, frigidaire...) ou sans voiture automobile. Pourtant, il y a 150 ans, l'électricité n'existait pas, et les automobiles non plus. Ou plus proche de nous : qui des jeunes, et aussi des moins jeunes, peut encore se passer de téléphone portable ? Or, cela fait à peine 15 ans que le GSM est apparu et il est très rapidement devenu un produit de consommation de masse.

Si le progrès technique n'est donc pas responsable d'une diminution de l'emploi dans nos pays, est-ce que cela veut dire que tout va pour le mieux et qu'il n'y a aucun souci à nous faire ? Certainement pas, car depuis plus de 30 ans maintenant, nous connaissons en Europe un chômage très élevé et aussi le Luxembourg a connu récemment une hausse prononcée des demandeurs d'emploi.

Au lieu d'imputer la responsabilité du chômage au progrès technique, il nous faudrait considérer d'autres facteurs ayant une incidence sur l'emploi, notamment les politiques macroéconomiques et la globalisation.

5. Autres facteurs influant l'emploi

5.1. Les politiques macroéconomiques

Alors que J. Rifkin rend uniquement responsable le progrès technique d'un prétendu déclin du travail, argumentation dont la valeur peut être mise en question tant sur le plan de la science économique que de celui des observations empiriques, il ne faut pas négliger d'autres facteurs ayant une influence sur l'emploi.

Citons en premier lieu les politiques macroéconomiques. Un mélange de politique fiscale, de politique de change, de politique monétaire ainsi que des augmentations de salaires réels peuvent avoir des effets bénéfiques sur la croissance et donc sur l'emploi. Tout ce domaine éminemment important de l'économie est laissé de côté par Rifkin.

Toutes choses égales par ailleurs, une politique accommodante de la part des banques centrales abandonnant leur rigidité en matière de fixation des taux d'intérêt a un effet positif sur la croissance à travers la demande intérieure. Il en est de même en matière de la politique du change, un taux

de change favorable pouvant stimuler les exportations et contribuer ainsi à l'amélioration de la croissance.

La croissance plus élevée aux Etats-Unis au cours des dernières années peut résulter non pas des réformes structurelles et du marché du travail moins régulé aux Etats-Unis, mais des différences en matière de politique macroéconomique : une baisse continue des taux d'intérêts aux Etats-Unis après l'éclatement de la bulle spéculative en 2000 et surtout après le 11 septembre 2001 et une augmentation du déficit budgétaire ont apporté de l'air frais à l'économie.

La Banque centrale européenne suivait une politique beaucoup plus anti-inflationniste que ses soeurs anglo-saxonnes, ou beaucoup plus rigide, si l'on veut, et, en Europe, les gouvernements n'avaient pas la marge de manœuvre en vue d'une augmentation du déficit budgétaire, car, à la différence des Etats-Unis, la plupart des pays européens se trouvaient déjà en présence d'un déficit budgétaire et le Pacte de stabilité et de croissance les oblige à une réduction supplémentaire de leurs déficits.¹⁶

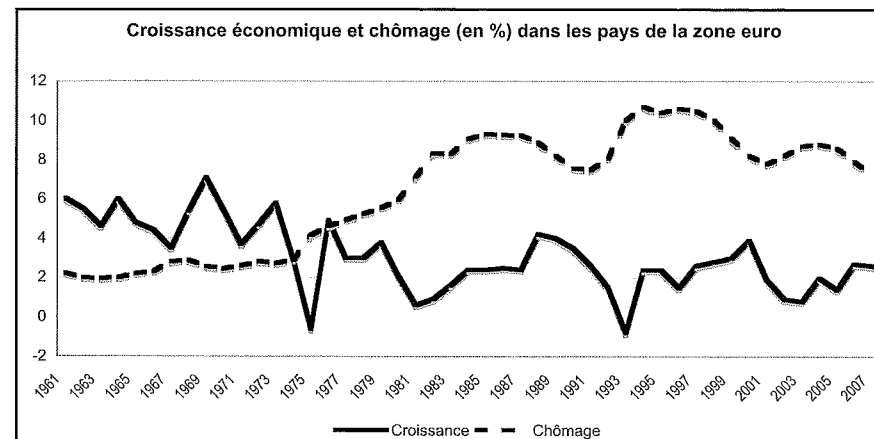
Or, comme le montre le graphique 4, plus la croissance est forte, plus le chômage est faible. Un regain de croissance dans la zone euro en 2006 (2,7%) s'est traduit par un taux de chômage de 7,9%, qui est l'un des plus bas des 10 dernières années.

De mai 2006 à mai 2007, le chômage a baissé de presque un point de pour cent dans la zone euro, ce qui correspond à une diminution de 1,4 million de personnes à la recherche d'un emploi¹⁷.

¹⁶ Jörg Bibow, Franklin College Switzerland, The Jerome Levy Institute of Bard College: „Für eine Kehrtwende von der Spar- zur Wachstumsorientierung“ ; (http://www.diw.de/deutsch/produkte/publikationen/ierteljahrshefte/docs/papers/v_04_3_10.pdf) et également du même auteur : "The Monetary Policies of the European Central Bank and the Euro's (Mal)Performance: A Stability-Oriented Assessment" (<http://129.3.20.41/eps/mac/papers/0109/0109004.pdf>)

¹⁷ Eurostat

Graphique 4



Sources : Eurostat, AMECO¹⁸

Les interdépendances entre les pays européens et les autres pays jouant un rôle économique important au niveau mondial nous conduisent à un autre point qui est absent du livre de Rifkin, mais qui peut avoir une incidence considérable sur l'emploi, à savoir la globalisation.

5.2. La globalisation

Comme déjà évoqué, Rifkin ne parle pas de la globalisation, mais impute toutes les pertes éventuelles d'emplois au progrès technologique.

Or, cette vue des choses est pour le moins partielle. Car même si la globalisation n'est pas un phénomène nouveau, il y a bien des changements qui sont spectaculaires. Il y a d'abord l'entrée de la Chine dans l'économie mondiale. La Chine, qui, il y a 30 ans, n'avait absolument pas de poids dans l'économie mondiale, intègre l'économie de marché avec 1.300 millions de personnes. C'est l'aspect quantitatif de la globalisation.

L'autre phénomène est l'évolution des réseaux de transports, non seulement de transports matériels de biens et de personnes, mais surtout le développement des réseaux de l'information. L'ordinateur personnel a

¹⁸ La croissance économique est mesurée par la variation du PIB en % d'une année par rapport à l'année précédente, le taux de chômage est celui qui correspond à la définition d'Eurostat

été inventé il y a 25 ans, et peu après, l'Internet permet que toutes les informations peuvent être disponibles au même moment partout dans le monde.

En effet, comment pourrait-on oublier l'influence d'un monde de plus en plus interconnecté sur les relations de travail et sur les salaires.

Le Fonds monétaire international (FMI) a récemment décrit comment les échanges internationaux, l'immigration et les nouvelles technologies ont rassemblé les marchés de travail mondiaux.¹⁹

Même s'il n'est pas toujours facile de différencier entre l'impact de la globalisation et l'impact des nouvelles technologies sur les salaires (des travailleurs dans des centres d'appel (*call-centres*) en Inde pouvant justement offrir des services aux consommateurs européens et américains et de ce fait concurrencer des travailleurs en Europe), le FMI a essayé de mesurer l'impact tant de la globalisation que du progrès technologique sur les salaires des travailleurs dans les pays riches.

Le FMI estime que depuis 1980, l'offre mondiale du travail a été multipliée par 4 en raison de l'ouverture de la Chine, de l'Inde et des anciens pays communistes.

Ceci entraîne effectivement une compétition directe due à la présence de plus en plus de travailleurs immigrés sur les marchés de travail nationaux. Cependant, des causes plus décisives sont le commerce international et les délocalisations.

D'après la Banque des règlements internationaux²⁰, de plus en plus d'emplois sont exposés à la concurrence de migrants internationaux contribuant à alléger les contraintes affectant l'offre de travail sur les marchés internationaux, ce qui paraît avoir atténué les tensions sur les salaires, surtout pour les travailleurs peu qualifiés. Cette opinion est notamment défendue par le président de la banque centrale américaine,

¹⁹ *The Economist*, 5 avril 2007, « Smaller shares, bigger slices »

²⁰ BIS (Bank for International Settlements) 76th Annual Report, 2006, p.18 ss.

la Fed, M. Bernanke.²¹ Il s'y ajoute que la concurrence des biens et de services des pays émergents incite les entreprises du Nord à comprimer leurs coûts salariaux. La part des salaires recule d'autant plus que les secteurs sont confrontés à une plus forte pénétration des importations.

Le résultat de ces évolutions est que la progression des salaires nominaux dans les pays riches demeure inférieure aux normes historiques. Mais pas tous les salaires. De nombreuses études montrent que les personnes les plus riches des pays développés, surtout des pays anglo-saxons, le sont de plus en plus, grâce à l'évolution de leurs salaires²². Ce sont les classes moyennes et pauvres des pays du Nord qui apparaissent de plus en plus comme les victimes salariales d'une libéralisation commerciale et financière, alors que la théorie économique dominante nous dit qu'elle serait bénéfique pour tous.

Ceci montre que la globalisation joue tout de même un rôle plus important que celui lui attribué par Rifkin. En effet, des gains de productivité, qui d'après Rifkin, sont considérables, devraient normalement se répercuter sous forme d'une augmentation des salaires réels. Or c'est justement la concurrence exercée par la globalisation en matière de main-d'œuvre et de produits manufacturés qui fait que les salaires, surtout des travailleurs moins qualifiés, n'augmentent pas.

En outre faut-il constater que cette globalisation ne profite pas forcément aux travailleurs des pays en voie de développement. D'après un rapport du Bureau international du travail (BIT)²³, durant les dix dernières années, la croissance économique s'est surtout traduite par des gains de productivité, qui ont crû de 26 %, quand le nombre d'emplois dans le monde n'augmentait que de 16,6 %. «Une telle tendance n'est pas forcément menaçante pour

21 « In their eagerness to applaud the benefits of globalisation to economies as a whole, economists were strangely reluctant to admit that in recent years the average real pay of rich-country workers has stagnated or even fallen.

Ben Bernanke, the chairman of the Federal Reserve, was one of the few to voice the case for helping the losers. The scale and pace of globalisation, he argued, is unprecedented and the overall gains will be huge. But there is a risk of social and political opposition as some workers lose their jobs. Policymakers, he said, need "to ensure that the benefits of global economic integration are sufficiently widely shared" so as to maintain support for free trade and to stem protectionism. The snag is that the number of losers—including those facing lower real wages—may be bigger than he thinks. » On the hiking trail, *The Economist*, 31 août 2006

22 *The Evolution of Top Incomes: A Historical and International Perspective*, par Thomas Piketty et Emmanuel Saez, NBER Working paper n° 11955, janvier 2006

23 *Le Monde* du 26 janvier 2007

les travailleurs si la hausse de la productivité entraîne celle des revenus, ce qui n'est pas toujours le cas», précise le rapport. Dans le futur, pour réduire le nombre de chômeurs et de travailleurs pauvres, «condition préalable au développement et à la croissance économique futurs», le BIT insiste sur la nécessité de créer des emplois «décentés et productifs».

6. Emplois du passé et emplois du futur

Si le nombre total des emplois ne diminue donc pas, il ne faut pourtant pas oublier que le passage d'une technologie à une autre est générateur de chômage dans certaines branches et parfois également de problèmes sociaux considérables. Ainsi, ce sont surtout les travailleurs non qualifiés qui occupaient des emplois bien rémunérés dans l'industrie qui sont les grands perdants des mutations des économies occidentales dues à la globalisation. De même, dans plusieurs pays européens, les enfants des immigrés de la première génération sont souvent les laissés pour compte des changements structurels de nos économies qui n'ont plus tellement besoin de main-d'œuvre industrielle non qualifiée.

Le travailleur, non qualifié ou qualifié, de TDK qui a perdu son emploi au Luxembourg en raison de la fermeture de son usine, n'est pas forcément consolé par le fait que les disques sont fabriqués moins cher dans un pays de l'Europe de l'est, nous permettant ainsi de les acquérir à un prix plus faible.

La vendeuse d'une librairie qui perd son emploi n'est certainement pas responsable du développement d'*amazon.com* et des autres librairies en ligne où l'on peut acheter ses livres sans se déplacer.

Les salariés révoltés, qui, déjà au XIXe siècle, détruisirent les machines auxquelles ils attribuaient la responsabilité de la destruction de leurs emplois (les luddites, les canuts de Lyon), ne le firent pas par simple volonté de nuire, mais parce qu'ils voyaient bien leur gagne-pain disparaître.

Aujourd'hui également, nous constatons un grand nombre d'emplois en danger, en raison de la concurrence internationale et surtout de la pression des marchés boursiers. Le seuil magique de 15% du ROE (return on

equity) est désormais le repère des gestionnaires de portefeuille. Le nouvel impératif de création de valeur ne signifie pas nécessairement acquisition de parts de marché supplémentaires, mais augmentation de la rentabilité des firmes, objectif qui peut être atteint en diminuant la taille de la firme et en licenciant des travailleurs.²⁴ En Allemagne, en mai 2007, un conflit de travail avait lieu dans le secteur des télécommunications où la direction du groupe Deutsche Telekom avait l'intention d'externaliser 50.000 travailleurs dans le but de les faire travailler 4 heures de plus par semaine pour 9% de salaire en moins (c'est travailler plus pour gagner moins). Tout le monde conviendra que ce n'est donc pas le travail qui manque et, d'après ce qu'on sait, la Deutsche Telekom n'est pas une entreprise particulièrement déficitaire.

Ces suppressions ou externalisations d'emplois de qualité, bien rémunérés, ont des conséquences macroéconomiques négatives, à savoir une diminution de la part salariale dans la valeur ajoutée, cette diminution représentant un pouvoir d'achat qui rétrécit et qui aura comme effet une diminution de la consommation des ménages, donc de la demande intérieure, ce qui aura un impact négatif sur la croissance économique.

Après avoir montré que le progrès technique n'est pas source de réduction des emplois dans leur totalité, l'on peut analyser quels emplois sont ceux qui ont été en expansion au cours des dernières années et quels seront ceux qui bénéficieront de la plus forte croissance dans les années à venir. Parallèlement, il y a des emplois qui sont effectivement en déclin et, qui sait, appelés à disparaître.

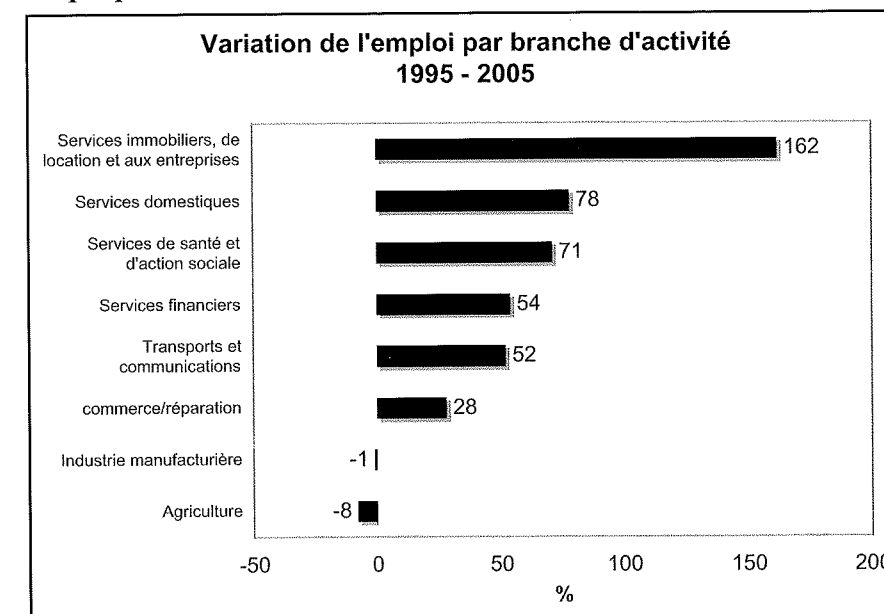
Les plus fortes hausses ont lieu dans les branches du tourisme, des transports, de l'informatique, de la recherche, de la communication et de l'information, des arts et spectacles ainsi que dans les services aux personnes (aides à domicile et aides ménagères, assistants maternels, professionnels de l'action sociale, culturelle et sportive).

Les travailleurs concernés par **les plus fortes baisses d'effectifs** sont les ouvriers non qualifiés de la mécanique, des industries de process, du textile et du cuir, ainsi que du bois et de l'ameublement.

²⁴ Charles-Albert Michalet : *Qu'est-ce que la mondialisation ?*, La Découverte/Poche, 2004, p. 109

Au Luxembourg les plus fortes créations d'emplois, tant en valeur relative qu'en valeur absolue (29.500 emplois supplémentaires), ont eu lieu au cours des dix dernières années dans les services immobiliers, de location et aux entreprises, services qui comprennent également les services informatiques. Un certain nombre de ces emplois ont certainement été induits par le secteur financier, qui, lui-même, a aussi fortement progressé. Mais ce sont également d'autres activités comme les services domestiques et les services de santé et d'action sociale qui ont créé des emplois nouveaux en grande quantité.

Graphique 5



Source : Statec, Note conjoncture n° 1-07

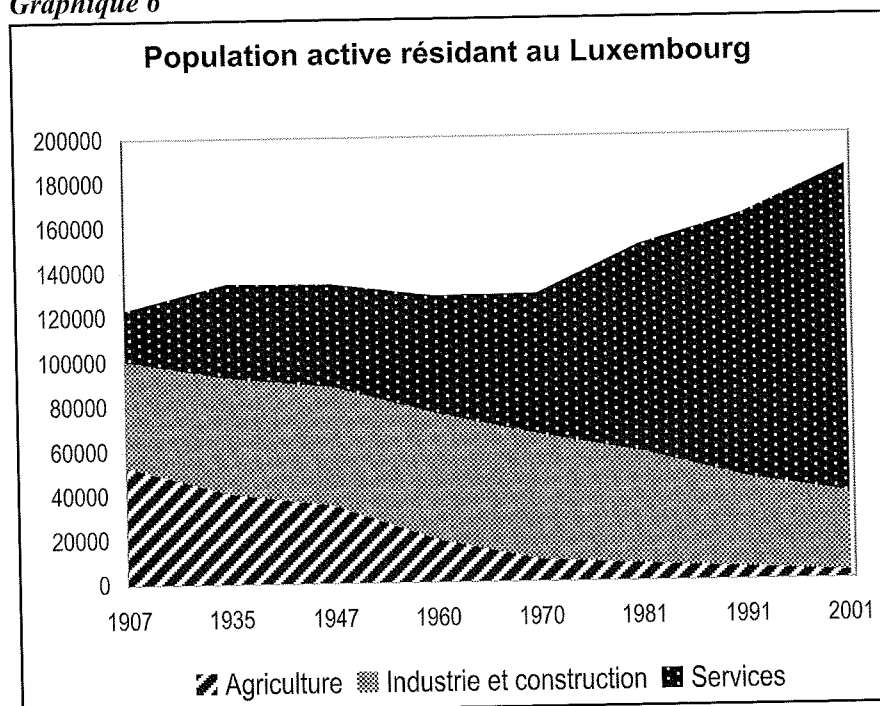
7. Les mutations du travail

Si le travail ne disparaît donc pas, il traverse des mutations profondes : d'abord, la tertiarisation croissante, qui est d'ailleurs particulièrement prononcée au Luxembourg, ensuite, la féminisation, car le marché du travail s'ouvre de plus en plus aux femmes. En outre, le travail devient de plus en plus du travail salarié et de moins en moins indépendant. Finalement, nous assistons à une nouvelle standardisation et une flexibilisation accrue, ce qui n'est pas contradictoire.

Tertiarisation :

Pour illustrer cette tertiarisation au Luxembourg, nous avons retracé dans le graphique 6 l'évolution de l'emploi de la population résidant au Luxembourg. On voit immédiatement l'essor spectaculaire de la population active à partir des années 1970, essor dû aux services.

Graphique 6



La tertiarisation est un phénomène mondial. En effet, selon un récent rapport du Bureau International du Travail²⁵, la part du secteur des services dans l'emploi mondial est passée à 42 %, dépassant le secteur agricole qui n'attire plus que 36 % des travailleurs, contre 22 % dans l'industrie.

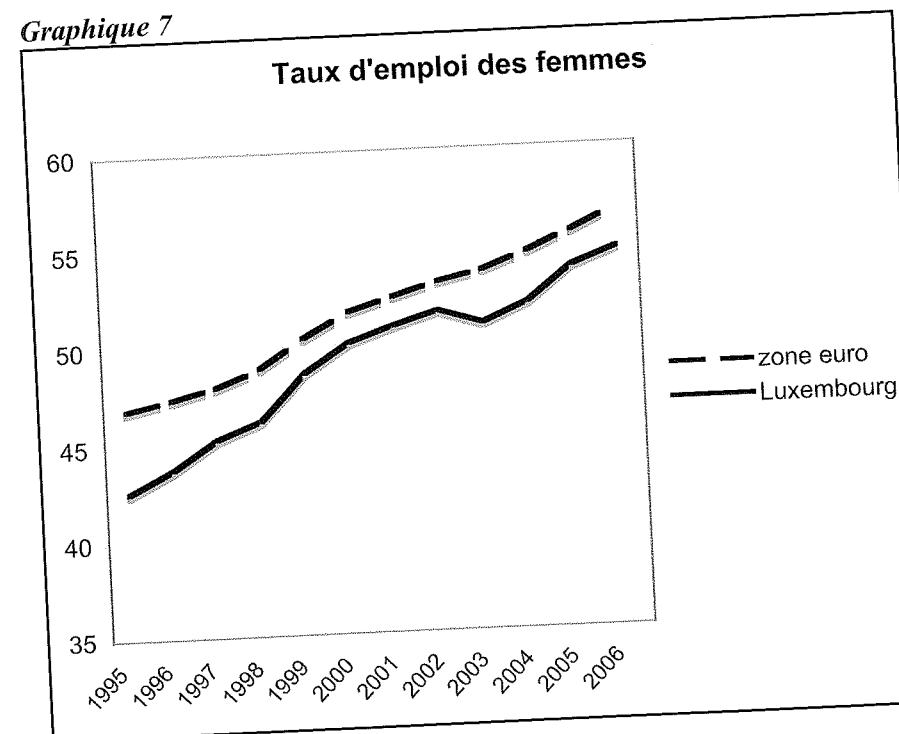
La **féminisation** du marché du travail, donc la participation croissante des femmes, est mesurée par le taux d'emploi des femmes, c'est-à-dire

²⁵ « Les Américains demeurent les plus productifs du monde », *Le Monde* du 4 septembre 2007

le pourcentage des femmes de 15 à 64 ans ayant un emploi par rapport à la population totale des femmes de la même tranche d'âge résidant au Luxembourg.

Même si le taux d'emploi féminin au Luxembourg est encore inférieur à celui de la zone euro, il a connu une croissance plus rapide qu'en moyenne européenne. Il a en effet augmenté de 12 points de 1995 à 2006, une croissance de 28%.

Graphique 7



La participation renforcée de femmes au marché du travail crée évidemment aussi de nouveaux besoins de main d'œuvre, du fait de la disparition de services non marchands rendus par la famille. Le plus évident est la garde d'enfants (crèches, foyers de jour) qui requiert davantage de personnel, mais à côté il existe des gisements d'emplois de services à la personne, ou services relationnels, dans le domaine du ménage, du repassage, du bricolage ou encore du jardinage. Ajoutons à cela une extension des horaires des commerces qui doivent rester ouverts plus tard dans la soirée. En plus des services, de nouveaux produits de consommation plus sophistiqués

et économisant du temps font leur apparition sur le marché, par exemple des aliments prêts-à-servir et des fours à micro-ondes. Leur fabrication est également créatrice d'emploi.

La **salarisation** est un processus qui date déjà de plusieurs siècles et elle est la résultante du passage de l'économie agraire vers l'économie artisanale, ensuite l'économie industrielle et finalement l'économie de services.

Malgré les appels et campagnes en faveur de l'esprit d'entrepreneur, une économie développée est caractérisée par un taux élevé de salariés dans sa population active. Peu de gens devinent probablement quel est le grand pays qui compte, en proportion, le moins de chefs d'entreprise et d'indépendants : ce sont les Etats-Unis avec 93% de salariés dans leur population active²⁶.

En Europe, les pays qui connaissent les taux les plus élevés d'indépendants sont les pays dans lesquels l'agriculture joue encore un rôle important. Ainsi, la Grèce a un taux de travailleurs indépendants de 39,5%, le taux le plus élevé en Europe. A l'inverse, le taux le plus faible avec 4,8% peut être trouvé dans un des pays les plus développées de l'Union européenne, à savoir la Suède. Le Luxembourg présente un taux de 6%.²⁷

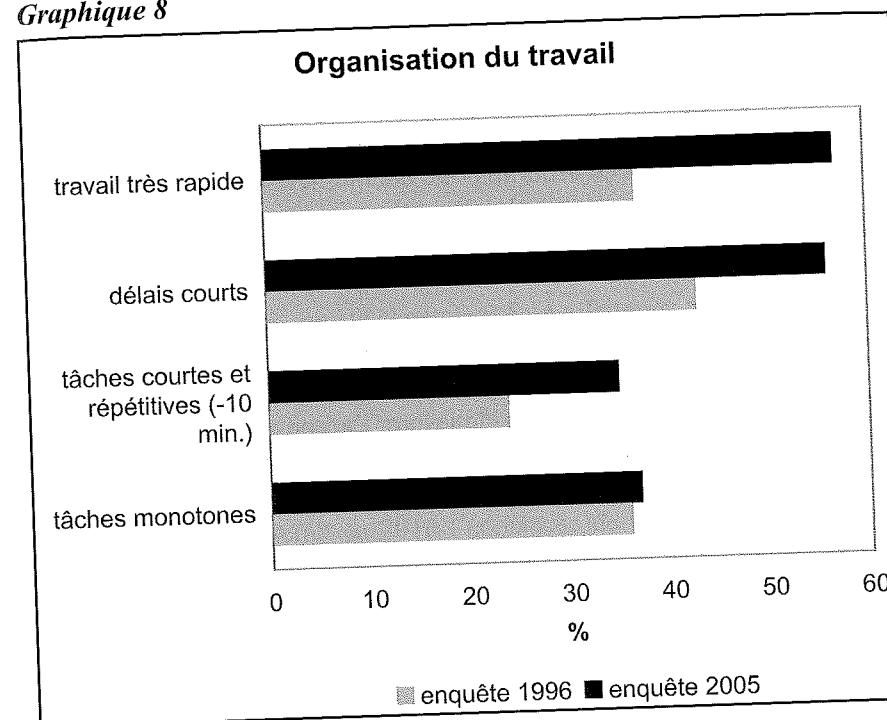
Le développement des nouvelles technologies de communication a en outre grandement facilité une décentralisation des entreprises, conduisant souvent à un morcellement des structures de production.

On pourrait imaginer que la tertiarisation et la réduction de la taille des établissements conduirait à la disparition du travail répétitif et standardisé, qui caractérisait la journée de travail des ouvriers industriels du XXe siècle.

²⁶ *Alternatives économiques* n° 56, 2^e trimestre 2003, p. 78

²⁷ *Bilan Compétitivité 2007, Observatoire de la compétitivité Luxembourg, septembre 2007*

Graphique 8



Source : European Foundation for the Improvement of Living and Working Conditions

D'après la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail, ces suppositions ne sont pas confirmées par les résultats des enquêtes. Ainsi, 56% des personnes interrogées au Luxembourg déclarent travailler à vitesse très élevée. La même proportion est confrontée à des délais très contraignants.²⁸

35% des personnes déclarent accomplir des tâches répétitives de moins de 10 minutes et 37% exercent un travail monotone.

Pour près de 15% des salariés, la cadence du travail est imposée par une machine. Ces chiffres sont en augmentation par rapport à des enquêtes similaires effectuées il y a une dizaine d'années ou plus tôt.²⁹

²⁸ *European Foundation for the Improvement of Living and Working Conditions, Fourth European Working Conditions Surveys (2005)*, <http://www.eurofound.europa.eu/ewco/surveys/index.htm>

²⁹ *Alternatives économiques*, n° 56, L'état de l'économie, 2^e trimestre 2003, p. 79

La tertiarisation est en effet accompagnée d'une standardisation des activités de services. L'exemple qui saute aux yeux est sans doute la restauration rapide où les produits servis sont les mêmes partout et les restaurants eux-mêmes sont des petites usines à préparer des menus préfabriqués. La même standardisation peut être retrouvée dans un grand nombre d'activités de services, où, par souci de sécurité et de qualité, les salariés sont formés à la manière d'accomplir leur tâche. Songeons ici aux magasins franchisés dont les employés sont formés à respecter et à véhiculer l'image de l'entreprise.

Il va sans dire que cette taylorisation³⁰ des services est grandement facilitée par le développement des technologies d'information et de communication, qui permettent de mieux contrôler et mesurer l'accomplissement des tâches des salariés. Rifkin cite lui-même le cas des travailleurs dont les cadences sont dictées par l'ordinateur :

« Pour tenter d'accélérer le traitement des informations, certaines configurations clavier-écran sont maintenant programmées de sorte que si l'opérateur ne réagit pas à une réponse affichée à l'écran dans les 17 secondes, celle-ci disparaît. Des chercheurs font état d'un stress croissant chez les opérateurs au fur et à mesure que les secondes s'écoulent et que l'image va disparaître de l'écran : à partir de la 11e seconde, ils commencent à transpirer, le rythme cardiaque s'accélère. Une énorme fatigue s'ensuit. »³¹

On semble retrouver ici la signification étymologique de « travail », à savoir « torture » ou « peine ».

Mais, les maladies engendrées par le travail ne sont pas uniquement de l'ordre du stress et de la fatigue. Contrairement à une idée reçue, cette dégradation des conditions de travail se manifeste dans une progression des pathologies physiques plus rapide que celle des pathologies psychiques³².

³⁰ L'ingénieur américain Frederick Winslow Taylor développa peu avant la Première Guerre Mondiale l'organisation scientifique du travail, méthode reposant sur une division du travail en tâches simples et répétitives individuellement optimisées et sur le paiement des employés au rendement.

³¹ La Fin du travail, La Découverte, 1996, p. 257

³² Philippe Askenazy, Les désordres du travail: Enquête sur le nouveau productivisme, La République des Idées, Seuil, 2004

Flexibilisation

Jusqu'au début des années 1980, l'on était habitué, en matière d'organisation du travail, à ce que l'on peut appeler la norme d'emploi fordiste³³: un travail à temps plein, 40 heures par semaine, qui correspondait à un emploi stable dans la même entreprise ou administration, également dans le même lieu géographique, avec des horaires eux aussi normés et hautement prévisibles.

A partir de 1980, l'on assiste cependant à un effritement constant de cette norme fordiste, effritement qui se poursuit actuellement. Ces changements se produisent souvent à l'initiative des employeurs (la montée du chômage a modifié le rapport des forces), parfois à l'initiative des salariés, dont certains apprécient la flexibilité offerte par de nouveaux modes d'organisation du travail, mais aussi à l'initiative des gouvernements qui avaient décidé en 2000 que l'Europe serait en 2010 l'économie de la connaissance la plus productive du monde. Cet objectif rend apparemment nécessaire une participation beaucoup plus grande des travailleurs plus âgés et des femmes au marché du travail. Une augmentation des taux d'emploi des femmes et des personnes plus âgées s'accompagne d'un accroissement du travail à temps partiel et d'une flexibilisation des horaires afin de mieux concilier vie professionnelle et vie familiale.

En Allemagne, 40% des travailleurs sont contraints d'accomplir des horaires flexibles. Uniquement une personne sur huit travaille encore avec un horaire régulier. En 15 ans, la proportion des salariés à durée de travail normale a été divisée par deux³⁴.

Au Luxembourg, d'après les chiffres de la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail, plus d'un tiers des travailleurs salariés ne travaillent pas le même nombre d'heures par jour et un tiers n'ont pas un horaire journalier fixe.

³³ Mode de développement de l'entreprise inventé par Henry Ford et reposant sur les principes de la division du travail, la standardisation et l'augmentation du pouvoir d'achat. Le fordisme est caractérisé par une norme de production (standardisation des segments de produits et des tâches de production) et une norme de consommation (l'augmentation de la productivité et des salaires nominaux permet une croissance du pouvoir d'achat) qui permettent l'intégration sociale.

³⁴ GROSS, Hermann ; SEIFERT, Hartmut ; SIEGLEN, Georg : Formen und Ausmaß verstärkter Arbeitszeitflexibilisierung, in WSI Mitteilungen 4/2007: Schwerpunktheft Arbeit-Zeit-Politik ; Wirtschafts- und sozialwissenschaftliches Institut in der Hans-Böckler-Stiftung

Le travail à temps partiel est en augmentation constante, de même que les contrats intérimaires et les contrats à durée déterminée³⁵. En trois ans seulement, l'Allemagne a connu un renversement des proportions des travailleurs à statut normal et à relation de travail atypique (contrat à durée déterminée, travail faiblement rémunéré [Minijobs] et temps partiel). Beaucoup des salariés risquent en outre de se retrouver dans un enfermement de la non-qualification en raison de l'augmentation de travail à temps partiel contraint et des contrats à durée déterminée, stages et ainsi de suite.

S'il peut y avoir des travailleurs qui profitent de cette nouvelle flexibilisation, l'éclatement de la norme fordiste se traduit pour ceux qui la subissent par une régression sociale sous forme d'instabilité des projets de vie, de difficultés d'accès au crédit faute d'emploi stable, d'imprévisibilité des horaires de travail qui rend très difficile l'organisation et le déroulement de la vie familiale.

Des enquêtes montrent en effet que l'équilibre travail-vie est perçu le plus positivement par ceux qui ont un rythme de travail régulier et prévisible³⁶.

Hélas, à l'heure actuelle, il devient de plus en plus difficile de savoir quand et où s'arrête le travail. Fini le temps où, le travail terminé, l'on pouvait se consacrer pleinement à sa famille et à ses loisirs.

On a dénoncé à juste titre l'aliénation du travailleur dans un régime d'organisation de type « tayloriste », mais il ne faut pas oublier que l'aliénation restait cantonnée au temps du travail passé sur le lieu du travail. Une fois le travail fini, l'ouvrier « flânait sur les grands boulevards » comme le tourneur chez Citroën qui, dans la chanson d'Yves Montand, se promène en pensant aux copains et aux filles.

Une telle flexibilisation des relations de travail ne tardera pas à faire sentir ses conséquences au niveau de la société. L'impossibilité de développer

³⁵ Dans l'Union européenne des 15, de 1995 à 2005, la proportion de salariés à contrat de travail à durée déterminée est passée de 12,0% à 14,3%. Si le Luxembourg a un faible taux de travailleurs sous contrat à durée déterminée, il a cependant connu une évolution notable du travail intérimaire, le nombre de travailleurs intérimaires étant passé de 2.483 à 6.145 travailleurs, soit une augmentation de 148%, de 1995 à 2005.

³⁶ "It is interesting to note that work-life balance is perceived most positively by those working regular and predictable schedules." Fourth European Working Conditions Surveys (2005), p. 92

des projets de vie en raison de la prépondérance du travail conduira à une mauvaise individualisation de plus en plus poussée de notre société, une inconstance accrue des relations humaines, une dissolution du tissu social et familial, marquée par une augmentation des divorces et une diminution de la natalité ainsi qu'un déracinement des individus.

8. Conclusion

Loin de disparaître, le travail est au contraire de plus en plus présent dans nos vies. Il n'est plus cantonné à la plage de l'activité professionnelle, mais s'étend à notre vie entière en raison de son morcellement et des exigences d'une mise à disposition permanente du travailleur. Ainsi, le temps contraint est en train d'augmenter, et le travail et la consommation, qui ne sont que les deux côtés d'une même médaille, étendent leur emprise sur tous les domaines de la vie. La réduction de la durée de travail, qui n'était peut-être qu'un retour à la normale après les excès du début du capitalisme aux XVIIIe et XIXe siècles, est remise en question.

Si notre société est effectivement malade du travail, le meilleur remède n'est pas d'en faire prématurément le deuil, car le travail est en effet toujours une valeur à laquelle adhèrent la grande majorité des citoyens.

Le droit à la paresse (Lafargue) en revanche, si tentant et doux qu'il puisse paraître, risque de ne pas aboutir à un épanouissement harmonieux de l'être humain, un repos du corps et de l'âme, mais, dans l'état actuel de notre société marquée par l'individualisme et le consumérisme, à un temps libre consacré à une consommation frénétique des nouveaux produits de la société multimédias, dans le meilleur des cas, voire à un ennui débouchant sur une consommation de drogues et des comportements anti-sociaux et criminels. L'affranchissement du travail, la libération du travailleur signifierait une société de travailleurs sans le travail, c'est-à-dire privés de la dernière activité qui leur reste. On ne peut rien imaginer de pire.

Il me semble toutefois nécessaire que nous cessions de survaloriser le travail et que nous essayions de retrouver le goût d'autres activités enrichissantes et durables, en nous mettant plus en relation avec les autres humains et avec le monde, comme les arts, la littérature, le sport, un engagement politique ou social Sinon, en sur-élevant le travail au rang de seule valeur de notre société, en continuant de le glorifier, nous négligeons ces autres dimensions de l'homme et nous courons un risque

considérable, qui a été annoncé par Hannah Arendt à la fin de son livre déjà cité, et qui, cinquante ans après sa parution, n'a rien perdu de son actualité.

Après avoir montré que la modernité se caractérise essentiellement par un double renversement, donnant à la vie active la primauté sur la vie contemplative, et à l'intérieur de la vie active, la primauté au travail par rapport à l'action et à l'œuvre, inversion qui est la cause de l'aliénation de l'homme moderne, qui finit par ne plus comprendre ce qu'il fait, Arendt écrit:

« Le dernier stade de la société de travail, la société d'employés, exige de ses membres un pur fonctionnement automatique, comme si la vie individuelle était réellement submergée par le processus global de la vie de l'espèce, comme si la seule décision encore requise de l'individu était de lâcher, pour ainsi dire, d'abandonner son individualité, sa peine et son inquiétude de vivre encore individuellement senties, et d'acquiescer à un type de comportement, hébété, « tranquilisé » et fonctionnel.... On peut parfaitement concevoir que l'époque moderne –qui commença par une explosion d'activité humaine si neuve, si riche de promesses– s'achève dans la passivité la plus inerte, la plus stérile que l'Histoire ait jamais connue. »³⁷

³⁷ Hannah Arendt, *La Condition de l'homme moderne*, Calmann-Lévy, coll. Agora, p. 401

BIBLIOGRAPHIE

Alternatives économiques : L'emploi, hors-série n° 71, 1^{er} trimestre 2007

Alternatives économiques, n° 56, L'état de l'économie, 2^e trimestre 2003

ARENDT, Hannah : *La Condition de l'homme moderne*, Calmann-Lévy, coll. Agora, 1983

ASKENAZY, Philippe : *Les désordres du travail: Enquête sur le nouveau productivisme*, La République des Idées, Seuil, avril 2004

BIBOW, Jörg, Franklin College Switzerland, The Jerome Levy Institute of Bard College: „Für eine Kehrtwende von der Spar- zur Wachstumsorientierung“ ; (http://www.diw.de/deutsch/produkte/publikationen/vierteljahrshefte/docs/papers/v_04_3_10.pdf)
et également du même auteur : "The Monetary Policies of the European Central Bank and the Euro's (Mal)Performance: A Stability-Oriented Assessment" (<http://129.3.20.41/eps/mac/papers/0109/0109004.pdf>)

COHEN, Daniel : *Nos temps modernes*, Flammarion, 1999

Commission européenne, base de données AMECO

European Foundation for the Improvement of Living and Working Conditions: Fourth European Working Conditions Survey, 2007, <http://www.eurofound.europa.eu/ewco/surveys/index.htm>

European values study, <http://www.europeanvalues.nl>

Eurostat, <http://epp.eurostat.ec.europa.eu>

GALBRAITH, John Kenneth : *The Good Society*, Houghton Mifflin, Mariner Books, 1996

GROSS, Hermann ; SEIFERT, Hartmut ; SIEGLEN, Georg : *Formen und Ausmaß verstärkter Arbeitszeitflexibilisierung*, in WSI Mitteilungen 4/2007: Schwerpunktthema Arbeit-Zeit-Politik ; Wirtschafts- und sozialwissenschaftliches Institut in der Hans-Böckler-Stiftung

LAFARGUE, Paul, Le droit à la paresse, éd. Mille et une nuits

Le Monde, 4 septembre 2007, « Les Américains demeurent les plus productifs du monde »

MEDA, Dominique : Le travail, une valeur en voie de disparition, Flammarion, 1995

MICHALET Charles-Albert: Qu'est-ce que la mondialisation ?, La Découverte/Poche, 2004

Note conjoncture n° 1-07, Statec, mai 2007

Observatoire de la compétitivité Luxembourg : Bilan Compétitivité 2007, septembre 2007, www.odc.public.lu

RIFKIN, Jeremy : La Fin du Travail, La Découverte, 1996

SAUVY, Alfred : La machine et le chômage, Dunod, 1980

STATEC

Statistiques historiques 1839-1989, STATEC, mars 1990

The Economist, 31 août 2006, « On the hiking trail »

The Economist, 5 avril 2007, « Smaller shares, bigger slices »

Wikipedia, <http://fr.wikipedia.org>

DISCUSSION

Etant donné que la conférence ne fut pas enregistrée, l'auteur a renoncé à citer nommément les intervenants, mais il a préféré retracer les questions posées à partir de sa mémoire, tout en espérant que les intervenants ne sont pas offensés par cette manière de procéder.

- ⊙ Une première intervention porte sur l'utilité du chômage en tant que moyen de pression sur les salaires. En effet, toutes choses égales par ailleurs, une offre de travail supérieure à la demande, donc le chômage, devrait entraîner une baisse du taux de salaire pour rétablir l'équilibre. Cette théorie est défendue par les économistes classiques. La présence du chômage serait par conséquent un élément modérateur en ce qui concerne les revendications salariales.

Toutefois, il ne faut pas oublier qu'il existe d'autres économistes, et notamment les adeptes de John Maynard Keynes, pour lesquels le salaire n'est pas le prix d'équilibre entre une offre de travail et une demande de travail ; il est le produit de la demande effective. Le travail n'est en effet pas une marchandise, mais les salaires constituent également un revenu permettant de consommer, donc de faire évoluer la demande sur le marché des biens et services et donc l'emploi.

- ⊙ Un intervenant pose la question du classement des emplois en emplois industriels et en emplois de services. Bien qu'on assiste à une perte relative des emplois industriels en faveur d'une augmentation considérable des emplois de services, ne pourrait-on pas dire que les nouveaux emplois de services ne sont que des anciens emplois industriels externalisés ?

Ceci est en effet vrai, du moins en partie, parce que l'externalisation des emplois (*outsourcing*) et la concentration des entreprises sur leur activité principale (*core business*) a poussé en quelque sorte des emplois jadis comptabilisés (en comptabilité nationale)

parmi les activités industrielles vers les activités comptabilisées maintenant parmi les activités de services comme services fournis aux entreprises. D'ailleurs, si l'on totalisait l'ensemble des emplois liés à la fabrication des produits (fabrication proprement dite, à laquelle il faut ajouter en amont la conception et en aval la prescription, donc la commercialisation, la publicité et le transport) on trouverait probablement que cette proportion dans l'ensemble des emplois n'aurait pas diminué au cours du temps.

- ⊙ Etant donné que la communication porte surtout sur le progrès technique comme source de nouveaux emplois et l'émergence de nouveaux produits de consommation, certains membres ont exprimé des sentiments plus critiques envers les habitudes de consommation.

Ainsi, la fabrication et la commercialisation de plus en plus de produits nouveaux ont également un effet négatif sur l'environnement et pourraient entrer en conflit avec les principes du développement durable. L'humanité ne souffre-t-elle pas d'un excès de produits de consommation et ne devrait-on pas, au contraire, prendre au sérieux des théories de décroissance ?

La réponse apportée à ces interventions est que, effectivement, un excès de consommation n'équivaut pas à une amélioration de la qualité de vie. Toutefois, pour entretenir la croissance économique et favoriser le progrès technique, ce n'est pas seulement la quantité de produits consommés qui est utile, mais également l'investissement, qui a un caractère plus pérenne. En ce qui concerne plus spécialement la décroissance, bien qu'il s'agisse d'une idée sympathique nous rappelant l'existence de valeurs plus durables que la fabrication et la consommation de toujours plus de gadgets, on doit tout de même considérer que la redistribution en faveur des moins bien lotis repose sur la croissance économique. C'est elle qui, comme tente de le montrer la communication, permettait surtout pendant les Trente Glorieuses l'amélioration notable de la situation matérielle des familles ouvrières.

- ⊙ Le nombre des emplois n'est pas en diminution, comme prédit par les théoriciens de la fin du travail, et il faut s'en féliciter. Toutefois, l'on assiste à une augmentation des conditions de travail difficiles.

Certains membres ont jugé ce constat trop négatif, estimant que l'aspect isolant et aliénant du travail décrit par Hannah Arendt en 1958 ne serait plus actuel. D'autres membres, et parmi eux l'auteur, ne voient en revanche pas de contradiction dans l'augmentation de la quantité des emplois, d'une part, et le durcissement des conditions de travail et la diminution de la qualité de vie, d'autre part.

- ⊙ Finalement, la question de la formation en tant que moyen d'action contre le chômage est posée. Dans un petit pays comme le Luxembourg qui connaît un marché du travail dépassant largement le territoire luxembourgeois, la formation est en effet très importante pour éviter que les emplois nouvellement créés ne soient occupés exclusivement par des frontaliers mieux formés pour le même salaire offert.

Cependant, il ne faut pas voir dans la formation le remède à tous les maux. Les mutations de l'économie entraînent en effet la suppression d'emplois manuels occupés par des travailleurs non qualifiés qui ont néanmoins bien gagné leur vie. Ces travailleurs sont souvent âgés de plus de 50 ans et l'offre de formation en leur faveur fait souvent défaut, de même que la disposition des entreprises à les embaucher. En outre, ces emplois furent souvent des emplois bien rémunérés et la chute brutale des revenus est évidemment très difficilement vécue par les travailleurs en question.

Séance du 12.11.2007

**LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT :
ENJEUX, PERSPECTIVES ET POLITIQUES**

par
Raymond Weber

Né le 15 juin 1946 à Pétange. Etudes à l'Athénée de Luxembourg, puis à l'Université de Nancy II. Double maîtrise (en philosophie et en sociologie) et DESS en Science des Civilisations (au Centre Universitaire Européen de Nancy). Professeur au Lycée de Garçons à Limpertsberg, il prend la direction du Ministère de la Culture en janvier 1975. De 1984 à 1986, directeur du développement culturel et de la créativité artistique à l'UNESCO (Paris). De 1991 à 2001, directeur de l'enseignement, de la culture et du sport au Conseil de l'Europe (Strasbourg). 2003-2006: Directeur Général de Lux-Development (Agence luxembourgeoise de coopération au développement). Depuis janvier 2007, il est en charge des « Perspectives de développement à moyen et à long terme » au Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (Paris). Enfin, il est professeur au Collège d'Europe à Bruges.

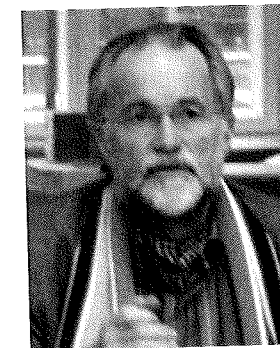


Table des matières – Résumé

- 1 Le paysage du monde en développement et la notion même de développement ont beaucoup changé en 20 ans 4
- 2 L'aide publique au développement et ses fondements éthiques ont aussi beaucoup changé : les cinq « générations » de l'APD..... 6
- 3 De nombreux défis attendent le développement et l'aide au développement dans les années qui viennent :
changement climatique - approvisionnement en énergie - allègement de la dette - sécurité - sécurité alimentaire - migrations - gouvernance - interactions entre culture et développement - financement du développement - cohérence des politiques 12
- 4 La coopération luxembourgeoise - stratégie et principes. 22

LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT : ENJEUX, PERSPECTIVES ET POLITIQUES

Introduction

Après plusieurs années d'augmentations encourageantes, l'aide publique au développement (APD) a baissé en 2006. Les 22 pays du Comité d'Aide au Développement (CAD) de l'OCDE ont fourni 103,9 milliards de dollars d'aide en 2006, 5,1% de moins qu'en 2005 en dollars constants de 2005. Mais, du côté positif, l'on peut dire que 16 pays du CAD ont atteint les objectifs qu'ils s'étaient fixés pour 2006 en matière d'APD lors de la Conférence internationale de Monterrey sur le financement du développement (2002). Toutefois, l'aide à l'Afrique sub-saharienne, sans compter les allègements de dettes, est restée constante en 2006. Il sera donc difficile d'atteindre l'engagement pris lors du Sommet du G8 à Gleneagles (2005) de doubler l'aide à l'Afrique d'ici 2010, en l'augmentant de 25 milliards de dollars par an.

L'APD totale du CAD a atteint 0,3% du Revenu national brut (RNB) cumulé des membres, bien moins que les 0,7% recommandés par les Nations-Unies. C'est la 1^{re} baisse en termes réels depuis 1997.

L'APD devrait marquer un nouveau recul en 2007, à mesure que les remises de dette en Irak et au Nigeria s'estompent. Divers engagements indiquent cependant une hausse en 2008, 2009 et 2010.

Voilà en quelque sorte la toile de fond de mon exposé que je voudrais articuler autour de trois grands chapitres :

- les changements du développement depuis 20 ans ;
- les changements de l'aide publique au développement durant cette époque ;
- quelques-uns des grands défis qui se posent aujourd'hui aux politiques de coopération au développement, notamment au niveau européen et au niveau luxembourgeois ;

Et je terminerai sur quelques remarques concernant la coopération luxembourgeoise.

1. Le paysage du monde en développement et la notion même de développement ont beaucoup changé en vingt ans

Nous avons pris l'habitude de diviser le monde entre pays développés et pays en développement. Dans ce contexte, le « développement » semble être devenu un objectif universellement reconnu et accepté. Mais ce concept est-il si univoque que cela ?

Depuis Adam Smith, pour qui développement signifiait progrès matériel, ce terme a longtemps exprimé la seule **croissance économique**, mesurée p.ex. par le produit intérieur brut (PIB). François Perroux, au début des années 1960, opposait croissance et développement¹. Mahbub Ul Haq², économiste pakistanais, introduisait, au milieu des années 1970, le concept de **développement humain**, qui est aujourd'hui largement repris par le PNUD (Programme des Nations-Unies pour le Développement) et par la communauté internationale. Ce concept mesure les progrès accomplis non seulement en termes matériels, mais aussi en termes de qualité de vie, en intégrant des notions comme la santé, la longévité et le savoir.

Le développement est aussi souvent associé à un irrésistible mouvement vers l'accumulation des biens, la modernisation, l'industrialisation et l'urbanisation. Mais certains penseurs et acteurs politiques récents se sont inscrits dans une perspective très différente de nos schémas de modernisation. Pensons, p.ex., à Gandhi qui a été un dénonciateur acharné de l'industrialisation et de la civilisation occidentale, à E.F. Schumacher³, pour qui la sagesse exigeait que l'homme réoriente au plus vite les finalités économiques vers la satisfaction des besoins réels de l'humanité ou encore aux écologistes et aux altermondialistes d'aujourd'hui qui préconisent, suite au cri d'alarme du Club de Rome « Halte à la croissance »⁴, un développement respectueux de l'environnement, avec une croissance ralentie.

A la fin des années 1980 a émergé le concept de **développement durable** qui cherche à concilier l'efficacité économique, le respect des droits sociaux,

¹ Perroux François, *L'Economie du 20^e siècle*, PUF, 1964

² Ul Haq Mahbub, *The Poverty Curtain*, Columbia, 1976

³ Schumacher E.F., *Small is Beautiful*, Blond and Briggs, 1973

⁴ Publié en 1972, le Rapport Meadows, établissant de solides corrélations entre la croissance économique, la dégradation de l'environnement et l'épuisement des ressources, préconise une « croissance zéro » pour les pays riches

culturels et politiques fondamentaux et la protection de l'environnement⁵. Plus récemment, le Prix Nobel d'économie (1998) Amartya Sen insiste sur l'accroissement des libertés qu'autorise le développement économique par le relâchement des servitudes matérielles⁶, introduisant ainsi, lui aussi, une dimension éthique dans le concept de développement, la liberté constituant à la fois le but ultime de l'économie et le meilleur moyen d'atteindre le bien-être matériel.

Tout cela montre, sans doute, la prise de conscience de la fragilité de notre modèle de développement occidental mondialisé, fondé sur l'abondante consommation de ressources d'énergie fossiles, donc non renouvelables et entraînant une répartition très inégalitaire de la croissance économique et de ses bienfaits, situation qui provoque tensions, conflits et migrations.

Face à cette évolution, **les paradigmes du développement ont connu de grands mouvements de balancier**. Au cours des **années 1960**, sous l'influence du modèle soviétique, le développement passait par la **planification**, les grandes infrastructures économiques et l'espoir mis dans un phénomène de « *trickle down* », permettant ainsi aux bénéfices de la croissance de percoler au sein du pays. Les limites évidentes de ce modèle, la critique des « cathédrales dans le désert » et des « éléphants blancs » que constituaient la plupart de ces grandes infrastructures et les désastres environnementaux qu'elles provoquaient ont conduit, dans les **années 1970**, à la **découverte du « micro »** et de la nécessité de la satisfaction des besoins humains essentiels, ainsi qu'à l'intérêt pour des actions de terrain, des projets de développement rural et pour la lutte contre la pauvreté. C'est l'époque où McNamara, nouveau président de la Banque mondiale, engage une politique de « *big push* » contre la pauvreté. Mais, dès la fin des années 1970, ces approches étaient elles-mêmes soumises à la critique par suite de la crise économique provoquée par les chocs pétroliers et l'insuffisante attention portée aux contextes macro-économiques.

La crise de la dette à la fin de cette décennie 1970 a focalisé l'attention sur **l'ajustement structurel et les grands programmes de stabilisation** qui

⁵ Utilisé la 1^{re} fois dans le Rapport de la Commission mondiale pour l'environnement et le développement (CMED), présidée par Gro Harlem Brundtland, en 1987, le développement durable ou soutenable doit « répondre aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs ». Fondée sur un double principe d'équité inter- et intra-générationnelle, cette proposition doit déboucher sur des actions telles que : maîtriser la croissance démographique, fixer un prix aux ressources naturelles selon leur rareté relative, modifier les structures de production et de consommation afin de maintenir à un niveau approprié le stock de ressources rares

⁶ Sen Amartya, *Development as Freedom*, Alfred Knoff, 1999. Cfr aussi le Rapport 2004 du PNUD sur « la liberté culturelle dans un monde diversifié », dont Amartya Sen a assumé la coordination éditoriale

ont alors absorbé une bonne part des attentions et des ressources au cours des **années 1980**. Mais les erreurs et excès en ce domaine, en particulier le sacrifice des secteurs sociaux dans le cadre des politiques de contraction budgétaire et la volonté de réduire excessivement le rôle de l'Etat, ont conduit au début des années 1990 à un changement radical. Les **années 1990** sont ainsi celles du **retour au micro, à la lutte contre la pauvreté, à la dimension sociale du développement, à la réhabilitation du rôle de l'Etat dans le processus de développement**. Cette période a aussi ouvert un nouveau champ de réflexion sur des aspects non économiques, en particulier sur le rôle des institutions et de la gouvernance. C'est, enfin, l'époque où les préoccupations environnementales ont pris une dimension majeure.

La réhabilitation de la dimension sociale a pourtant, elle aussi, donné lieu à des excès, celui du tout social non soutenu par la croissance économique. Ces excès ont, en réaction, conduit au début des **années 2000** à la **réhabilitation de la croissance, de l'économie et même du rôle des grandes infrastructures** nécessaires à la croissance, tant décriées lors des années antérieures⁷.

Comment caractériser ces mouvements de balancier ? Effets de mode, où l'on brûle parfois ce que l'on a vanté, pour le réinventer une vingtaine d'années plus tard ? Croyance en la découverte régulière d'un nouveau facteur exclusif explicatif du sous-développement ? Sans doute les deux, mais aussi approfondissement d'une réflexion qui, par un processus itératif, progresse à chaque mouvement de balancier.

2. L'aide publique au développement et ses fondements éthiques ont aussi beaucoup changé

On pourrait parler ici de **cinq « générations » de l'aide**⁸ :

- la 1^{re} génération est celle du **paradigme industrialiste** (années 1960) : c'est un projet clairement tourné vers le rattrapage (justice corrective) et à partir d'un diagnostic plutôt situationnel (les cercles vicieux de la pauvreté), effectué au niveau des nations. L'aide s'inscrit dans une dimension temporaire et doit susciter des effets auto-reproductibles. L'instrument caractéristique de cette approche perfectionniste est le projet économique d'investissement ;

⁷ ce qui fait que nous nous trouvons aujourd'hui, en Afrique p.ex., confrontés à la fois à la logique des OMD, axés sur le social, et à celle du NEPAD, axé sur les grands travaux d'infrastructures

⁸ cfr Naudet Jean-David : les OMD et l'aide de cinquième génération, Document de travail de l'AFD, mai 2005

- la 2^e génération est celle du **tiers-mondisme** (années 1970) : dans ce paradigme, l'aide s'inscrit dans une logique de justice procédurale redistributive à l'échelle mondiale. Elle découle d'une responsabilité internationale et doit être attribuée comme un droit selon les besoins et utilisée indépendamment de modèles universels imposés par le donateur. L'instrument représentatif en est l'aide telle que prévue dans la Convention de Lomé (entre l'UE et les pays ACP) : procédurale, partenariale, automatique, redistributive, liée avec les autres problématiques de développement (commerce, stabilisation des prix) ;
- les années 1980 marquent une rupture, avec la domination du paradigme de la « **libéralisation** ». C'est en partie un retour à la 1^{re} génération. Le souci de justice est réitéré sur une base correctrice temporaire et dans un but exclusif d'efficacité en faveur de la croissance. L'aide conditionnelle et le prêt d'ajustement structurel deviennent les nouveaux instruments de mise en œuvre du modèle de libéralisation ;
- la 4^e génération (années 1990) est celle de la **crise de l'aide**. Tout au long de cette décennie, les volumes de l'aide publique ont chuté rapidement, depuis le pic historique de près de 70 milliards de dollars atteint en 1991, à un creux également historique de 50 milliards, en 1998⁹. Cette crise a d'abord été une profonde **crise de légitimité**. L'aide publique au développement telle que nous la connaissons est en effet d'abord un enfant de la guerre froide. Conçue dans la foulée du Plan Marshall, elle a constitué un élément de la politique internationale de « *containment* ». Mais dans le contexte de la guerre froide, l'APD est aussi un enfant de la décolonisation. Les pays nouvellement indépendants deviennent, après la conférence de Bandoeng¹⁰, un des enjeux géopolitiques. La fin de la guerre froide, la fin de la période de décolonisation et la réorientation des priorités bilatérales ont, au début des années 1990, mis à bas cette légitimité « historique » de nature géopolitique et stratégique. Or, l'émergence d'une nouvelle légitimité de nature éthique, fondée sur le principe de la lutte contre la pauvreté, a peiné à s'établir tout au long de ces années. La « charité » doit-elle en effet relever de l'intervention des Etats, ou plutôt d'initiatives privées voire religieuses ? Certes, pour les responsables politiques, un consensus international semble s'établir progressivement autour de deux faits : l'adoption de la **lutte contre la pauvreté comme objectif universel** (du fait de

⁹ ce qui correspondait, en termes réels, au montant de l'aide internationale au début des années 1980

¹⁰ cette conférence réunissait, en 1955, les représentants de 29 pays d'Afrique et d'Asie. Elle marqua l'émergence internationale du tiers-monde et préluda au non-alignement

l'individualisation du fondement éthique de l'aide) et donc l'entrée dans une logique humaniste, et la **préoccupation centrale de la (bonne) gouvernance**, qui place les institutions au centre du développement. Mais alors l'aide humanitaire, plus spectaculaire et aux effets immédiats plus visibles est le plus souvent privilégiée, dans un univers soumis à la dictature du court terme et des médias.

Cette crise des années 1990 se nourrit aussi des **doutes** sur la bonne utilisation de l'APD et **sur l'efficacité de l'aide au développement**, surtout si l'on regarde les difficultés de nombre de pays africains à « décoller ». Cette controverse sur l'efficacité de l'aide, qui s'est nourrie de l'insuffisance des travaux conduits par les agences d'aide pour analyser l'impact de leurs actions, a encouragé la recherche économique¹¹. Ces travaux montrent que les pays pauvres bien gérés utilisent très efficacement l'aide qui leur est attribuée et que son impact est pour eux extrêmement bénéfique. Mais l'aide se révèle aussi particulièrement utile pour relancer ou reconstruire les économies de pays qui sortent de crise grave ou de conflit¹².

On peut dire aujourd'hui que ce discours sur l'inefficacité globale de l'aide publique au développement devient difficilement tenable. On ne peut nier, p.ex., le rôle de cette aide dans les grands succès en matière de chute de la mortalité et d'amélioration des conditions de vie. D'autre part, il y a consensus parmi les économistes pour dire que l'aide internationale stimule effectivement la croissance économique des pays du Sud.

Mais il convient de comprendre aussi les limites de l'aide. L'APD ne peut pas provoquer par elle-même la croissance économique et le développement. Et cela, quel que soit son montant. Si elle peut aisément stimuler une croissance déjà amorcée, elle ne peut, à elle seule, provoquer cette alchimie complexe qu'est le développement. Elle peut, en revanche, jouer un rôle important de facilitateur, voire de catalyseur.

Et n'oublions pas que si l'aide réduit en effet la pauvreté tout d'abord par sa contribution, même si elle est limitée, à la croissance économique

¹¹ pensons à P. Boone : *Politics and the Effectiveness of Foreign Aid*, in *European Economic Review*, 1996, à W. Easterly, *The Elusive Quest for Growth*, MIT, 2001 et à divers chercheurs de la Banque mondiale, tels que C. Burnside et D. Dollar, *Aid Policies and Growth*, 1997, *American Economic Review*, 2000 et *Assessing Aid*, World Bank 1998

¹² cfr notamment les travaux de Paul Collier, p.ex. : *Breaking the Conflict Trap*, The World Bank 2003, ou : *Understanding Civil War*, The World Bank 2005

dont l'effet sur la réduction de la pauvreté est désormais bien établi¹³, elle la réduit aussi par son impact direct, en particulier par le financement des dépenses sociales et des investissements publics ayant un impact immédiat favorable sur les populations les plus pauvres, comme ceux qui favorisent l'accès à l'eau potable, la restructuration des bidonvilles, la santé infantile ou maternelle, etc. ;

- la 5^e génération est celle du paradigme des **Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD)**.

Face à la crise de l'APD s'est constitué un vaste mouvement international d'opinion publique sincère et désintéressé, animé par des mouvements issus de la société civile et des églises. Une série de conférences internationales organisée tout au long de la 2^e moitié des années 1990 a permis deux avancées majeures.

La 1^{re} avancée a été la mise en route d'un processus assurant un traitement progressif du problème de la dette, permettant l'affectation des ressources ainsi épargnées à la lutte directe contre la pauvreté. Il s'agit de l'initiative dite de **réduction de dette des pays pauvres très endettés (PPTE)**, qui concerne 40 pays parmi les plus pauvres et dont l'objectif est double : d'une part, ramener la dette de ces pays à un niveau budgétaire « soutenable », d'autre part, utiliser ces ressources pour redresser les secteurs sociaux mis à bas dans le contexte des programmes d'ajustement structurel et des restrictions budgétaires des années précédentes. Par ailleurs, il s'agissait de lancer un processus visant à accroître massivement l'aide internationale et à réorienter ses flux pour attaquer directement la pauvreté en se fixant pour ce faire de grands objectifs internationaux détaillés et chiffrés, assortis de cibles quantifiées. Ainsi, en septembre 2000, 189 chefs d'Etat et de gouvernement ont adopté une **Déclaration dite du millénaire** dans laquelle ils s'engagent à atteindre huit grands objectifs de développement à l'horizon 2015. Ces objectifs portent sur l'élimination de l'extrême pauvreté et de la faim, sur l'éducation primaire pour tous, sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, sur la réduction de la mortalité infantile et maternelle, sur le combat contre le Sida et les grandes pandémies, sur le développement durable et sur la mise en place d'un partenariat global.

Ces OMD sont renforcés, au niveau mondial, par deux initiatives. D'une part le **consensus de Monterrey** (mars 2002) qui rappelle fermement

¹³ nous savons maintenant que cet impact peut facilement varier du simple au double selon les cas et on introduit désormais un concept de qualité de la croissance, le « *Pro Poor Growth* »

l'engagement des pays développés à consacrer 0,7% de leur PIB à l'APD et qui engage ces pays à doubler les flux d'aide annuels et de les porter au-delà de 100 milliards de dollars. D'autre part, la **Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide** (mars 2005)¹⁴ qui retient **5 principes** : **l'appropriation** (les pays partenaires exercent une réelle maîtrise sur leurs politiques et stratégies de développement et assurent la coordination de l'action à l'appui du développement), **l'alignement** (les donateurs font reposer l'ensemble de leur soutien sur les stratégies nationales de développement, les institutions et les procédures des pays partenaires), **l'harmonisation** (les actions des donateurs sont mieux harmonisées et plus transparentes et permettent une plus grande efficacité collective), **la gestion axée sur les résultats** (gérer les ressources et améliorer le processus de décision en vue d'obtenir des résultats) et **la responsabilité mutuelle** (les donateurs et les pays partenaires sont responsables des résultats obtenus en matière de développement).

Disons clairement que les **OMD** ont eu deux premiers **effets très heureux**. D'une part, ils ont facilité un extraordinaire mouvement de mobilisation des opinions, ce qui a permis de débloquent l'asphyxie de l'aide et de relancer à la hausse la mobilisation des ressources correspondantes. D'autre part, par la simplicité de leur formulation (et par le talent médiatique d'un Jeffrey Sachs), ils ont largement contribué à réhabiliter l'aide au développement aux yeux tant des politiques que des opinions publiques au niveau mondial.

Mais ces OMD sont aussi sujets à critiques.

Une 1^{re} critique concerne la **faisabilité pratique**. Concernant p.ex. le 1^{er} objectif, la simple poursuite de l'exceptionnelle croissance de la Chine et de l'Inde permettra, statistiquement, grâce au poids démographique de ces pays, d'atteindre cet objectif très global de réduction de moitié de la grande pauvreté sur le plan mondial d'ici 2015. Mais il est évident, dès maintenant, que cet objectif ne sera pas atteint pour l'Afrique de l'Ouest, p.ex., même si les taux de croissance moyens resteront, comme en 2006 ou 2007, autour de 5%.

Une autre faiblesse des OMD en termes de faisabilité pratique est l'inadaptation des objectifs à la situation concrète des pays. Même dans un pays comme le Burkina Faso, pays partenaire de la coopération luxembourgeoise, où la scolarisation primaire s'est très bien développée ces dernières années, l'objectif fixé : « assurer l'éducation primaire pour tous », ne pourra pas être atteint. N'oublions pas que dans la plupart de

¹⁴ cette conférence fut organisée, notamment, par le CAD (Comité d'Aide au Développement) de l'OCDE, la Banque mondiale et le FMI, la Commission européenne et quelque 80 pays du Nord et du Sud. Y participaient aussi des ONG

nos pays européens, il nous a fallu en général cinq à six décennies pour généraliser l'éducation universelle pour tous. Comment pouvons-nous demander à l'un des pays les plus pauvres de la planète d'accomplir cette tâche en 15 ans ?

Une 3^e faiblesse concerne la **capacité d'absorption** limitée des pays en développement. C'est un fait que les pays pauvres ne peuvent « digérer » des montants d'aide excessifs sans « indigestion ». D'une part, parce que les institutions locales sont en général incapables de gérer de forts accroissements de flux de ressources sans que se déclenchent gaspillages et/ou corruption. Car l'usage efficace de larges flux d'aide exige simultanément la consolidation des institutions locales qui la géreront, le renforcement des mécanismes de contrôle et la remise à plat des politiques sectorielles. D'autre part, l'abondance de l'aide peut générer des mécanismes de dépendance culturelle. Ou, formulé autrement : les donateurs non soumis aux dures contraintes budgétaires locales ont toutes chances d'imposer des normes d'investissement, des montages institutionnels et des modes de consommation qui sont budgétairement insoutenables sans pérennisation de l'aide. Il y a, enfin, ce qu'on appelle « le syndrome hollandais ». En gros, les flux d'aide « excessifs » ont, dans des économies fragiles, le même impact macro-économique négatif que des recettes pétrolières ou minières. Ce syndrome conduit à des distorsions des prix locaux, à une appréciation du taux de change effectif réel, à l'inflation et à une perte de compétitivité de l'économie, si les ressources d'aide dépassent un certain montant¹⁵.

Mais la faiblesse sans doute la plus importante est d'ordre politique, dans la sélection des OMD. **En privilégiant le social au détriment du productif**, en n'ancrant pas le social dans des économies productives, en fixant des objectifs sociaux qui sont déconnectés des capacités financières à venir des Etats concernés, on met durablement sous tutelle les secteurs sociaux des pays bénéficiaires et **on pérennise la dépendance de ces pays vis-à-vis de l'aide**. Or cette dépendance risque d'être d'autant plus lourde que les modèles institutionnels et les investissements mis en place seront également déconnectés des capacités budgétaires locales. Cette dépendance a donc toutes chances d'être structurelle et exige au minimum des assurances quant à la pérennité et la stabilité à venir des flux d'aide.

Nous trouvons déjà ici l'un des grands défis pour les années qui viennent : est-il réaliste de vouloir mettre en place un vaste filet social à

¹⁵ une estimation empirique considère que, au-delà de 30% du PIB sous forme d'aide, le risque est très sérieux, mais que ce risque existe déjà dans les économies les plus fragiles pour un taux dépassant 6 à 8% du PIB

l'échelle mondiale ? Une telle approche exige, à l'évidence, pour pouvoir fonctionner et être crédible, des engagements financiers de longue durée des pays donateurs. Elle demande aussi de pouvoir s'appuyer au moins partiellement sur des systèmes pérennisant et stabilisant les montants d'une partie des flux d'aide, p.ex. à travers une fiscalité internationale. Seule une telle fiscalité internationale pourrait assurer des financements d'aide relativement stables sur le long terme, ciblés afin de permettre aux plus pauvres d'atteindre une sorte de minimum social défini a priori¹⁶.

3. De nombreux défis attendent le développement et l'aide au développement dans les années qui viennent

Nous ne pouvons pas les traiter tous dans le temps qui nous est imparti. Mais un certain nombre parmi ces défis ressort déjà de la lecture que nous venons de faire du développement et de l'aide au développement en termes de bilan.

- le défi sans doute le plus important, pour les années qui viennent, est le **changement climatique**. Non seulement parce que la communauté internationale commence à le prendre très au sérieux¹⁷, mais surtout parce qu'il a un impact direct sur le développement et notamment sur le développement durable. Pensons à la désertification, à la sécurité alimentaire, à la réduction de la biodiversité, aux conflits et guerres, aux maladies et aux catastrophes naturelles. L'Afrique est le continent qui contribue le moins aux émissions

¹⁶ pour fixer des ordres de grandeur, ces transferts sociaux à l'échelle mondiale resteraient fort modestes, de l'ordre de 0,25% du PIB des pays donateurs, ces derniers consacrant à leurs transferts sociaux internes des montants qui sont facilement cinquante fois supérieurs. Signalons, cependant, que ces initiatives de fiscalité internationale, comme le International Finance Facility proposé par le Royaume-Uni, restent très critiquées par certains pays

¹⁷ rien qu'en cette année 2007, il y a eu des réunions aussi importantes que la session spéciale du Conseil de Sécurité et de l'Assemblée Générale des Nations-Unies, le G8 de Heiligendamm, le Prix Nobel de la Paix attribué au GIEC et à Al Gore, l'engagement très ferme de l'UE et les Journées européennes du Développement, consacrées cette année au thème du changement climatique et du développement (Lisbonne, début novembre 2007). Le Rapport annuel du PNUD sera consacré au thème du changement climatique et du développement. Et il y aura Bali à la fin de l'année, pour réfléchir à l'après-Kyoto (après 2012)

globales de gaz à effet de serre¹⁸, mais elle est particulièrement vulnérable aux effets du changement climatique, notamment à cause de sa dépendance à l'égard des rendements de l'agriculture sous pluie, de la pauvreté et du manque de capacités. Nous sommes ici en plein paradoxe : alors que ce sont principalement les pays riches qui polluent et qui causent donc le changement climatique, ce sont les pays en développement qui en seront les principales victimes, surtout parce que le changement climatique est un amplificateur des vulnérabilités structurelles existantes : vulnérabilité économique et environnementale, mais aussi sociale et institutionnelle. Même si les situations diffèrent d'une région à l'autre (les plus vulnérables étant les petites îles, les deltas et les zones côtières dans le Sud), il convient d'agir et d'agir vite. Comme l'a si bien montré le Rapport Stern¹⁹, le temps que nous perdons à réagir se payera beaucoup plus cher que les mesures que nous pourrions prendre dès aujourd'hui. Pour réagir vite et bien, l'UE et Louis Michel proposent aujourd'hui deux choses :

- une Alliance globale entre l'UE et les pays du Sud les plus touchés par les changements climatiques ;
 - un emprunt mondial, à long terme, remboursable par les pays riches. Un tel emprunt aurait l'avantage de libérer de l'argent frais dès maintenant, et en quantité. Par ailleurs, il permettrait d'éviter un glissement budgétaire des investissements pour le développement vers des dépenses pour la réparation et l'adaptation climatique ;
- **l'approvisionnement en énergie** : indispensable à la poursuite et à l'extension du développement, la croissance de la consommation d'énergie soulève aujourd'hui deux problèmes majeurs : l'épuisement des ressources fossiles et les risques climatiques liés aux gaz à effet de serre (voir ci-dessus). Comme l'a souligné le récent Rapport annuel de l'Agence internationale

¹⁸ Un Africain, en moyenne, génère 13 fois moins de GES (gaz à effet de serre) qu'un Nord-Américain et le continent est responsable de moins de 4% des émissions de GES produites dans le monde entier

¹⁹ Ancien économiste en chef de la Banque Mondiale, Sir Nicholas Stern, dans son remarquable Rapport d'octobre 2006 : *Stern Review on the Economics of Climate Change*, nous dit que sans action publique résolue et rapide, les coûts du changement climatique équivalent à une perte annuelle de PIB mondial comprise entre 5 et 20%. En revanche, les coûts annuels d'une politique de forte réduction des émissions de gaz à effet de serre se limiteraient à environ 1% du PIB mondial

de l'Energie (AIE)²⁰, la croissance économique de la Chine et de l'Inde – gourmande en pétrole et en charbon – va transformer le système énergétique mondial. Si l'on y ajoute la consommation des autres pays émergents et des nations industrialisées, les retombées de la hausse effrénée de la demande d'énergie sont alarmantes et incompatibles avec les impératifs de renforcer la sécurité des approvisionnements et de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Sans vigoureuse inflexion politique, les besoins augmenteront de 55% dans les 25 ans à un rythme moyen de 1,8% par an, les énergies fossiles représentant 84% de cette hausse (et +57% d'émissions d'oxyde de carbone), très loin devant le nucléaire et les énergies renouvelables. Où trouver ces 55% d'énergie supplémentaire, alors que les ressources s'amenuisent et que l'urgence est à la lutte contre le réchauffement climatique ? Sauf à interdire aux pays du Sud de se développer, la solution passe par la maîtrise de la demande. Un processus qui suppose, au Nord comme au Sud, une action volontariste afin d'abaisser la quantité d'énergie nécessaire à la production de richesses. Si le défi n'a rien d'impossible dans l'industrie, le tertiaire ou l'habitat, il est redoutable dans les transports, pour lesquels aucune alternative au pétrole n'existe vraiment, pour le moment du moins. D'autant que la croissance économique est largement adossée à leur essor. L'AIE propose à la communauté internationale de s'engager dans une « transition » visant à « décarboniser » l'énergie pour émettre moins de CO₂, ce qui permettrait au passage de sécuriser les approvisionnements. Aujourd'hui, quelques pays émergents et aussi des pays en développement pensent que les biocarburants pourront constituer une alternative viable, avec l'éthanol, produit à partir de plantes à sucre ou de l'amidon issu de céréales ou les EMHV (esters méthyliques d'huiles végétales), fabriqués à partir d'oléagineux. Si l'utilisation de biocarburants présente de nombreux avantages, notamment par la diminution des émissions de GES, elle pose cependant à terme la question des surfaces agricoles qui peuvent leur être consacrées, ainsi que la question de la concurrence entre production non-alimentaire et alimentaire qui aura (et qui a déjà) des tensions sur les prix des productions de blé ou de maïs ;

- **l'allègement de la dette** a joué un rôle important dans les augmentations de l'aide, depuis 2000, et il restera un facteur essentiel dans le moyen terme. L'initiative PPTE (pays pauvres très endettés) a été lancée par la

²⁰ AIE : *World Energy Outlook 2007*

Banque mondiale et le FMI en 1996 pour contribuer à réduire le poids de la dette des pays les plus pauvres. Elle a été renforcée en 1999 afin d'octroyer un allègement plus substantiel à un plus grand nombre de pays et plus rapidement. Actuellement, 40 pays, dont 33 sont des pays d'Afrique sub-saharienne, réunissent les conditions requises pour en bénéficier. L'Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale (IADM) prolonge et approfondit l'initiative PPTE. Dans ce cadre, l'IDA, le FMI et le Fonds africain de développement ont commencé en juillet 2006 l'annulation de la dette de 19 pays, dont 15 pays d'Afrique sub-saharienne. 5 pays partenaires de la coopération luxembourgeoise en font partie : le Burkina Faso, le Mali, le Nicaragua, le Niger et le Sénégal. Les autres pays PPTE pourront bénéficier d'une annulation totale de leurs créances auprès des trois institutions lorsqu'ils auront atteint le point d'achèvement dans le cadre de l'initiative PPTE. Malgré tous ces efforts, le poids de la dette continuera cependant d'être un problème pour de nombreux pays ;

- **la sécurité.** Depuis au plus tard les attentats du 11 septembre 2001, nous savons que désormais paix, sécurité et développement sont intimement liés. L'ancien Secrétaire général des Nations-Unies, Kofi Annan y a d'ailleurs souvent insisté. En face des menaces terroristes, des divers trafics (drogues, prostitution), des guerres au Darfour et d'autres conflits un peu partout dans les régions sub-sahariennes, ce qu'on appelle aujourd'hui « **la sécurité humaine** » se trouve au centre de toutes les politiques de développement : il s'agit à la fois de protéger les gens contre les menaces aiguës qui pèsent sur leur sort et de leur donner les moyens de prendre leur destin en main. Cette notion de sécurité humaine complète donc la sécurité de l'Etat, en contribuant à l'exercice des droits de l'homme et renforce ainsi le développement humain, en permettant l'*empowerment* des peuples et des sociétés ;
- comme nous l'avons vu, en parlant des OMD, les objectifs fixés en matière d'accès à l'eau, à la santé et à l'éducation sont loin d'être atteints, alors que nous avons dépassé déjà la moitié du temps que la communauté internationale s'est fixé (2015). Mais il reste aussi le problème de l'extrême pauvreté et de **la sécurité alimentaire**. 800 millions d'êtres humains continuent à souffrir de sous-alimentation. Si la planète dispose des ressources physiques pour se nourrir, l'élimination de la faim passe par des politiques visant à mieux répartir la richesse et les facteurs de production : réformes

foncières assurant l'accès des pauvres à la terre (l'immense majorité d'entre eux étant des ruraux), investissements de formation et d'équipement pour renforcer leurs capacités productives, régulation des marchés régionaux et mondiaux pour leur assurer des débouchés²¹, développement des emplois urbains pour absorber l'exode rural... La question qu'on doit se poser dans ce contexte : à force de renforcer son action dans les secteurs sociaux - comme le demandent les OMD -, la communauté internationale n'a-t-elle pas trop négligé le secteur productif agricole ?

- les **migrations** : c'est un domaine où nous oscillons constamment entre fantasmes et réalités. On a l'impression qu'il y a aujourd'hui une focalisation du débat public sur la maîtrise des flux de migration au profit de la seule migration de travail. Sans même parler de ce que Doudou Diène, rapporteur spécial de l'ONU sur le racisme, la discrimination raciale et la xénophobie, vient de qualifier de « criminalisation et (de) traitement exclusivement sécuritaire des questions relatives à l'immigration ». Ce qui occulte au moins deux réalités : d'une part, on ne peut pas totalement dissocier migration de travail et migration familiale. D'autre part, il est évident que, pour faire face au vieillissement de leurs populations, les pays du Nord devront s'ouvrir aux travailleurs étrangers, pour combler d'inévitables manques sur le marché du travail et pour assurer les systèmes sociaux et de sécurité sociale. Deux autres réalités : en Afrique de l'Ouest, les migrations font partie de la vie quotidienne, en quelque sorte. Sachons que seulement 5% de ces migrations partent vers l'Europe. D'autre part, les fonds envoyés dans leur pays d'origine par les émigrés venus du monde en développement ont doublé depuis 2000. Ils représentent deux fois le volume de l'aide internationale et quelque 1,7% du PIB global de ces pays. Dans quelle mesure ces gains sont-ils amputés par les pertes que constitue l'émigration des personnes qualifiées ? Difficile à dire, car l'exode n'a pas que des effets négatifs : outre les fonds qu'ils apportent, les expatriés peuvent créer de l'activité, apporter des idées et des savoir-faire quand ils reviennent - même pour des séjours courts - dans leur pays d'origine. A l'inverse, certains pays souffrent de véritables hémorragies : dans 16 pays africains, plus de la moitié des médecins travaillent à l'étranger,

²¹ Ici, il faudrait pouvoir faire tout un développement sur les Accords de Partenariat Economique (APE), actuellement en négociation entre l'UE et les 6 régions des pays ACP et les dangers que comportent ces APE pour des économies fragiles

alors que le nombre de médecins est, là comme ailleurs sur le continent, dramatiquement faible ;

- **la gouvernance**. La gouvernance s'impose à la fin des années 80 par le biais de sa déclinaison gestionnaire : la « bonne gouvernance » ou « bonne gestion des affaires publiques ». L'objectif est de conduire des réformes économiques dans des conditions de stabilité politique et de lutter contre la corruption. L'acception de la « bonne gouvernance » se développe ensuite, prenant en compte le mode d'élaboration et de mise en œuvre des politiques avec la participation des acteurs. La plupart des bailleurs multilatéraux et bilatéraux, ainsi que la Commission européenne, sont désormais dotés de stratégies de gouvernance qui alimentent le débat international. Si la gouvernance démocratique est d'abord une approche intégrée et un processus, on peut dégager cinq axes centraux :
 - prendre en compte la double dimension de la gouvernance, qui est à la fois un secteur d'intervention et une approche qui doit être appliquée à toutes les politiques sectorielles ;
 - donner tout son sens au concept d'appropriation. La gouvernance ne vise pas un régime institutionnel particulier, mais le soutien à des processus participatifs, source d'une appropriation réelle et de légitimité de l'action publique ;
 - réaffirmer la place centrale de la personne : la personne doit être actrice et bénéficiaire du développement dans une recherche d'égalité (notamment homme-femme) et d'équité sociale ;
 - travailler au renforcement des capacités humaines et institutionnelles. Le renforcement des capacités vise à accroître la légitimité et l'efficacité des institutions publiques ainsi que la possibilité d'exercice réel des libertés par les citoyens. Il s'agit également de renforcer les interactions entre ces acteurs, en construisant un environnement propice au dialogue (transparence, lutte contre la corruption, responsabilité, redevabilité) ;
 - adopter une démarche partenariale : une démarche partenariale doit être recherchée, tant dans la définition des instruments d'évaluation de la gouvernance que dans celle des instruments de l'aide.
- **l'interaction entre culture et développement : vers un nouveau paradigme ?** Pour moi, il s'agit là d'un des grands défis de la coopération au développement dans les années qui viennent. Les travaux à ce sujet se multiplient d'ailleurs ces dernières années : pensons aux diverses

initiatives de la Banque mondiale ou de bailleurs bilatéraux, mais aussi au Rapport du PNUD de 2004 sur « la liberté culturelle dans un monde diversifié ». Deux textes récents insistent sur cette nécessité de faire de la dimension culturelle l'un des éléments centraux des politiques de développement :

- la Convention UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles (2005) qui, dès son préambule, parle de la « nécessité d'intégrer la culture en tant qu'élément stratégique dans les politiques nationales et internationales de développement » ;
- la Communication du 10 mai 2007 de la Commission européenne sur un « Agenda européen de la culture » qui insiste sur la double nature de la culture : la culture en elle-même et la culture comme dimension transversale des autres secteurs et politiques et qui fixe trois objectifs : la promotion de la diversité culturelle et du dialogue interculturel ; la promotion de la culture en tant que catalyseur de la créativité dans le cadre de la Stratégie de Lisbonne pour la croissance et l'emploi ; et **la promotion de la culture en tant qu'élément indispensable dans les relations extérieures de l'UE, et notamment dans sa politique de coopération au développement** ;

- **le financement du développement et de l'aide au développement.** Rappelons d'abord qu'en amont des transferts stricto sensu, les échanges commerciaux ou, plus exactement, les exportations de biens et de services sont, de loin, le principal pourvoyeur de ressources financières vers les pays du Sud. Telle est la raison qui explique l'importance croissante attachée à la relation entre **commerce et développement**. Cette relation figure désormais en bonne place dans l'agenda international, que ce soit au titre des négociations conduites dans le cadre de l'OMC (cycle de Doha), celles concernant la mise en place des Accords de Partenariat Economique (APE), entre l'UE et les pays ACP ou au nom du consensus de Monterrey qui prévoit explicitement « une meilleure insertion des pays les plus pauvres dans le commerce international ». Par ailleurs, le gros des ressources, soit environ 85% des besoins, provient de l'épargne domestique, publique et privée, des pays en développement. Quant aux transferts en provenance de l'extérieur, l'aide publique n'en représente guère que le quart²². Ainsi, les **investissements directs étrangers (IDE)** sont aujourd'hui la principale source extérieure de

²² chiffres provenant de Global Development Finance, Banque Mondiale 2004, cités par Jean-Bernard Véron, dans *L'aide au développement*, AFD 2004-2005

financement de la formation du capital fixe dans les pays en développement, même si les IDE qui sont allés vers les pays les moins avancés n'ont pas dépassé 6 milliards de dollars (sur 135 milliards) en 2003²³. Faut-il y ajouter les « **remittances** », c.-à-d. les transferts de revenus de travailleurs migrants ? Certes, les transferts des émigrés sont des fonds privés et ils ne doivent pas être considérés comme un substitut à l'aide au développement. Mais le fait qu'il a été démontré que ces transferts de fonds réduisaient la pauvreté garantit leur prise en compte comme ressources financières sur lesquelles les pays en développement peuvent compter pour la réalisation des OMD. En tant que sources de devises, les transferts des émigrés dépassent les flux de capitaux privés et l'APD. Et il convient d'ajouter que les transferts informels des émigrés sont probablement plus importants que les envois officiels. Notons encore que ces transferts sont stables et sans doute anticycliques, qu'ils peuvent améliorer la cote de crédit d'un pays et faciliter son accès aux marchés internationaux de capitaux et qu'ils ont donc un impact significatif dans la lutte contre la pauvreté²⁴. L'APD (aide publique au développement) classique, telle que dispensée par les agences d'aide tant bilatérales que multilatérales, sort manifestement aujourd'hui du purgatoire qu'elle a connu après la fin de la guerre froide. Ses montants, en dollars constants, augmentent régulièrement, avec un effort particulier fait par les pays, anciens ou nouveaux, de l'UE qui représente plus de la moitié de l'APD mondiale. Cependant l'APD continue à faire débat, même si l'on s'accorde généralement à reconnaître qu'elle est dispensée de façon professionnelle par des organismes qui ont accumulé une importante expérience et qui ont un souci croissant d'efficacité. Mais il reste aussi des critiques. L'une des critiques touche aux montants qui restent largement insuffisants, sauf pour les membres du « G 0,7 »²⁵, notamment à l'aune de ce qui serait nécessaire pour atteindre les OMD. Mais **outre son insuffisance quantitative, absolue et/ou relative, l'APD présente d'autres inconvénients, inhérents tant à ses modalités de financement**

²³ Nous assisterons sans doute, dans les années qui viennent, à un changement de situation dans le domaine des IDE : dès aujourd'hui, il semble évident que les flux d'IDE de l'Inde et de la Chine vers l'Afrique, p.ex., sont supérieurs aux flux d'IDE en provenance des pays de l'OCDE

²⁴ Cfr Richard Adams et John Page, 2005, *The impact of international migration and remittances on poverty*, in : *Remittances : Development Impact and Future Prospects*, Banque mondiale

²⁵ C'est-à-dire les cinq pays (parmi lesquels le Luxembourg) dont l'APD dépasse les fameux 0,7% du Revenu National Brut (RNB)

qu'aux acteurs qu'elle met en présence. En effet, principalement alimentée par des ressources budgétaires et faisant l'objet de négociations entre pays contributeurs et bénéficiaires, elle ne présente pas les caractéristiques de régularité et de prévisibilité nécessaires à un effort de longue haleine tel que l'atteinte des OMD. En outre, elle supporte des coûts de transaction élevés puisqu'elle est le fruit de négociations entre Etats. Enfin, elle est imprévisible et volatile du fait tant du pouvoir discrétionnaire du pays donateur que des performances du pays bénéficiaire en matière de respect de « conditionnalités ». Beaucoup reste encore à faire pour mieux comprendre les liens entre l'APD et les autres apports. Par exemple, le CAD (Comité d'Aide au Développement) de l'OCDE²⁶ a élaboré des lignes directrices sur la façon dont l'aide au développement peut contribuer à mobiliser l'investissement (étranger et national) en réduisant les facteurs de risque, en développant les infrastructures économiques et les marchés financiers et en renforçant les capacités des entreprises locales. Les partenaires au développement peuvent aussi contribuer à promouvoir les transferts des émigrés en soutenant l'amélioration du climat des affaires et en renforçant la concurrence sur le marché des transferts de fonds pour favoriser une baisse des droits appliqués. Quelles sont les pistes novatrices pour prévoir de nouveaux canaux d'acheminement de l'aide, complémentaires des mécanismes existants et venant s'y ajouter ? Il y a évidemment l'**IFF (International Finance Facility)**²⁷ dont nous avons déjà parlé, une initiative du gouvernement britannique qui a pour ambition d'accroître immédiatement les transferts en anticipant l'augmentation future des ressources budgétaires consacrées à l'aide et en recourant aux marchés financiers. Ainsi, l'IFF se présente comme une plate-forme de financement recueillant les engagements irrévocables de contribution des pays membres, puis procédant à intervalles réguliers à des émissions obligataires dont le remboursement serait garanti par lesdits engagements et, enfin, acheminant les fonds ainsi levés vers les pays en développement

26 Cfr aussi « *Scaling Up for Results – Results on the Survey of Aid Allocation Policies and Indicative Spending Plans* », juin 2006 et « *L'architecture du financement du développement : quels flux, canaux et gisements ?* », juillet 2006

27 La facilité de financement international est fondée sur deux idées de base : acheminer l'aide rapidement, *frontload* (dépenser les crédits immédiatement pour faire d'importants investissements en faveur du développement afin d'atteindre les OMD), en se servant des engagements hors budget, ce qui aide les donateurs à faire face aux restrictions budgétaires tout en augmentant les recettes de l'APD, car les décaissements de la IFF ne seront comptabilisés comme APD reçue et non fournie jusqu'à ce que les bons d'obligation soient remboursés

en utilisant les institutions d'aide existantes. Un tel mécanisme permettrait de mobiliser sans délais une ressource importante et donc d'accélérer les déboursements de l'aide en déconnectant la capacité budgétaire des donateurs des besoins des bénéficiaires. En outre, il produirait une ressource raisonnablement stable et prévisible. Une autre piste est celle de **la mise en place d'une fiscalité internationale**. L'idée est partie du constat qu'il existait une catégorie de biens communs à l'humanité, les Biens Publics Mondiaux (BPM), mais qu'il n'y avait aucune autorité internationale ayant la capacité d'en tarifier l'usage et de récupérer le produit de cette tarification, par hypothèse sous forme de taxes²⁸. Cette suggestion d'une fiscalité internationale a été ensuite étendue au financement des OMD au nom de la solidarité entre pays riches et pauvres et, plus précisément, en se fondant sur le raisonnement selon lequel il ne serait pas illégitime de mieux répartir les fruits de la mondialisation en prélevant à cet effet une fraction du supplément de revenus induit chaque année par la croissance économique de la planète. Indépendamment de son assiette, une fiscalité internationale offrirait, pour le financement du développement, un quintuple intérêt. Elle produirait des ressources concessionnelles, prévisibles et raisonnablement stables. Elle protégerait donc les flux de l'aide allant vers les pays bénéficiaires des aléas tant de leurs relations politiques avec les pays donateurs que de la situation budgétaire de ces derniers. Elle réglerait automatiquement le problème du partage du fardeau entre pays contributeurs. Elle réduirait les coûts de négociation et de transaction entre les uns et les autres, coûts qui s'attachent inévitablement à l'aide classique. Enfin, elle ne pèserait pas sur les générations futures.

- **la cohérence des politiques.** C'est sans doute l'un des sujets les plus épineux de nos politiques actuelles. Il est lié à l'incohérence de nos politiques publiques qui, d'un côté, soutiennent les pays pauvres par des transferts financiers considérables dans le cadre de l'aide publique au développement et, de l'autre, contribuent à les étrangler par des politiques agricoles qui déversent des surplus sur les marchés mondiaux ou des politiques commerciales qui restreignent leurs importations sur nos propres marchés. Ces incohérences déjà difficilement acceptables au niveau de chaque pays sont tout aussi présentes au niveau des politiques suivies au sein de l'UE.

28 cette argumentation est encore renforcée par le fait que, pour certains de ces BPM, la fiscalité serait susceptible non seulement d'en financer la production, mais également d'exercer un effet dissuasif sur les externalités négatives résultant de leur insuffisante production (p.ex. taxation des activités polluantes)

Trois initiatives méritent cependant d'être signalées dans ce contexte. Il y a d'abord, au niveau de l'UE, la publication du 1^{er} Rapport sur la cohérence des politiques, où une dizaine de domaines politiques sont analysés concernant leur pertinence et cohérence par rapport à la politique de développement²⁹. Il y a aussi le « Center for Global Development » qui publie de « Development Index » dans lequel les pays du CAD-OCDE³⁰ sont analysés. Et, enfin, les peer-reviews du CAD qui permettent de suivre cette notion de cohérence des politiques au service du développement telle qu'elle est préconisée par la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide³¹.

4. La coopération luxembourgeoise – stratégies et principes

Il est vrai qu'à l'origine j'avais prévu de consacrer à ce chapitre la plus grande partie de mon exposé.

Mais est-ce que tout ce que je viens de dire ne constitue pas, en quelque sorte, une grille d'analyse pour mieux comprendre et mieux apprécier la coopération luxembourgeoise au développement ?

La coopération luxembourgeoise s'inscrit indéniablement dans la mise en œuvre des OMD, notamment par ses **secteurs d'intervention prioritaires** que sont **la santé, l'eau et l'assainissement, l'éducation et la formation professionnelle ainsi que le développement local intégré**.

Par souci d'efficacité et d'impact, elle se concentre sur **10 pays partenaires privilégiés**³², qui appartiennent majoritairement aux PPTE et aux PMA.

Dans la ligne de la Déclaration de Paris et de ses Recommandations, elle a conclu avec ces 10 pays partenaires des programmes pluriannuels de coopération, les **PIC (programmes indicatifs de coopération)**. Par ailleurs, toujours dans ce souci de partenariat, complété par le souci de l'appropriation des programmes et projets par les bénéficiaires, la

²⁹ L'Europe a placé la cohérence au centre de ses préoccupations depuis le Traité de Maastricht, en 1992, et les « 3C » : coordination, complémentarité et cohérence. Les différentes études montrent la nécessité de mettre en place une approche systémique, se fondant sur une volonté politique forte, large et soutenue dans la durée

³⁰ à vrai dire, seuls 21 des 22 pays membres du CAD le sont. Le Luxembourg est jugé trop petit pour y figurer !

³¹ n'oublions pas, enfin, que la cohérence des politiques de développement avec les politiques commerciales mondiales est traitée assez sérieusement dans le cadre de l'OMC

³² à savoir, en Amérique Centrale le Nicaragua et le Salvador, en Asie du Sud-Est le Vietnam et le Laos, et en Afrique sub-saharienne le Cap Vert, le Sénégal, le Mali, le Burkina Faso, le Niger et la Namibie

coopération luxembourgeoise dispose maintenant de cinq missions/bureaux conjoints MAE/Lux-Development à Managua, à Praia, à Dakar, à Ouagadougou et à Hanoi.

Lentement, mais sûrement, l'APD, qui a dépassé depuis longtemps les fameux 0,7% (seuls quatre autres pays, à savoir la Suède, la Norvège, les Pays-Bas et le Danemark sont dans cette situation), se rapproche du 1% que les deux derniers gouvernements se sont fixés comme objectif ultime.

En 2007, l'APD devrait se chiffrer à plus de 0,90% du RNB. Elle sera mise en œuvre, comme par le passé, par les instruments de la coopération bilatérale (essentiellement par l'Agence d'exécution Lux-Development), de la coopération multilatérale, de l'assistance technique et de la coopération avec les ONG de développement³³.

En guise de conclusion

Aujourd'hui, l'aide publique au développement paraît confirmée par la réaffirmation des finalités qui lui sont fixées, ce qui lui pose un double défi : d'abord être à la hauteur des fondements qui sont traditionnellement les siens, tout en prenant en charge de nouveaux objectifs. Ensuite, construire sur ces bases des stratégies globalisantes qui limitent les impasses et incohérences potentielles.

Cette ambition ne peut se concevoir sans s'appuyer sur un très sérieux effort de recherche et de réflexion commune, impliquant tous les acteurs concernés par les questions de développement, de façon à proposer des réponses adéquates.

Elle exige, aussi et surtout, un développement et un approfondissement de l'éducation au développement. C'est sans doute dans l'éducation au développement que nous trouvons la clef essentielle pour garantir un développement durable aux plus démunis.

³³ il convient d'y ajouter l'important volet d'assistance humanitaire qui se comprend dans le cadre plus large de la gestion civile des crises et peut être déployée à ce titre en cas de catastrophes naturelles, de même que dans des situations post-conflits

Sources

APPFEL-MARGLIN Frédérique et autres, 2003, *Défaire le développement. Refaire le monde*, Parangon, MOST, l'Aventurine, Paris

ASSIDON Elsa, 2002, *Les théories économiques du développement*, La Découverte, Paris

CHARNOZ Olivier/SEVERINO Jean-Michel, 2007, *L'aide publique au développement*, La Découverte, Paris

ETIENNE Gilbert, 2003, *Le développement à contre-courant*, Presses de Sciences Po, Paris

MICHAÏLOV Serge (éditeur), 2006, *A quoi sert d'aider le Sud ?*, Economica/AFD, Paris

NAHAVANDI Firouzeh (éd.), 2003, *Repenser le développement et la coopération internationale*. Etat des savoirs universitaires, Karthala, Paris

RIST Gilbert, 2001, *Le développement. Histoire d'une croyance occidentale*, Presses de Sciences Po, Paris

VERON Jean-Bernard, 2005, *L'Aide au développement*. Evolutions récentes et grands débats, Agence Française de Développement, Paris.

Afrique contemporaine n. 213, hiver 2005, Jean-Michel SEVERINO et Olivier CHARNOZ : *les mutations imprévues. Etat des lieux de l'aide publique au développement*, Editions De Boeck

Alternatives Sud, volume IV (1997) 1, *L'avenir du développement*, CETRI/Harmattan

II. IN MEMORIAM

Gaston Thorn
(1928-2007)

Gaston Thorn s'est éteint dans la nuit du 25 au 26 août 2007 à l'âge de 79 ans. Il était Membre d'honneur de l'Institut grand-ducal, Section des sciences morales et politiques depuis 1979, époque à laquelle il sortait de ses fonctions de président du gouvernement, à la veille d'être appelé à la présidence de la Commission européenne. La tâche qui l'attendait à la tête de l'Europe et, dans la suite, les mandats qui lui furent confiés au plus haut niveau des entreprises les plus importantes de notre pays, n'allaient pas lui laisser le temps qu'il aurait voulu consacrer, et que nous aurions voulu qu'il puisse consacrer, aux activités de notre Institut.

Il n'en représentait pas moins deux des trois volets de notre section: juriste d'origine, il avait été rattrapé par l'économie, puisqu'en 1977 il assumait le département des affaires économiques et des classes moyennes et, en 1979 seulement, celui de la justice. S'il lui avait été donné d'écrire ses mémoires comme put le faire Pierre Werner, premier ministre avant lui et après lui, et qui fut également notre Membre d'honneur, peut-être aurions-nous aussi trouvé en lui un philosophe, en l'homme inquiet voire tourmenté que nous lui avons connu en ses dernières années.

La carrière de Gaston Thorn a été non seulement brillante, comme chacun l'a dit, elle fut véritablement exceptionnelle, et cela à tous les égards.

Le fait qu'il était né en France par les vicissitudes de son père, ingénieur des chemins de fer, fut plus qu'un accident. Gaston, son deuxième prénom était Egmont - quel programme - allait passer les onze premières années de sa vie en France, et c'est ce qui allait lui donner non seulement son élocution française si différente du parler rocailleux des hommes de notre terroir, mais, au-delà, une éloquence qui n'est que rarement leur

fort. Et c'est sa francophonie originaire qui allait également orienter ses premiers pas dans la politique. D'emblée Gaston Thorn s'était jeté corps et âme dans ce que l'on appelait alors les Etats africains et malgaches. Déjà pendant sa courte activité au Barreau, Gaston Thorn s'investissait dans l'Afrique avec un dévouement que ses confrères avocats avaient parfois du mal à comprendre. Aussi, aucune séance de travail de notre section n'aurait-elle pu mieux convenir à son éloge que la conférence que présentera aujourd'hui notre confrère Raymond Weber sur l'avenir de la coopération avec l'Afrique.

Mais revenons en arrière. Le père de Gaston, Edouard, revenait au Luxembourg en 1939 au plus mauvais moment, puisqu'il fut bientôt déporté. La francophonie, pire, la francophilie, étaient, aux yeux des occupants, l'un des plus grands péchés, et Gaston lui-même, élève turbulent, se retrouva, à l'âge de 15 ans, pour plusieurs mois, à l'affreuse Burg Stahleck pour y être "rééduqué". Après ses études à l'Athénée, Gaston allait donner un premier exemple de diversité en s'inscrivant en médecine, peut-être dans la lignée de certains de ses amis comme Raymond Schaus, grand ami de la France lui aussi, et Félicien Steichen, qui allait faire une brillante carrière universitaire aux Etats-Unis et rester son bon copain et, à un moment critique, son médecin.

Mais la politique l'attirait vers le droit. Après des études bien sûr en France, il s'inscrivit comme stagiaire chez Tony Biever, pilier du Barreau, bastion du parti chrétien social, et membre méritoire et fidèle de notre Section.

La politique attendait Gaston Thorn. Il avait pour atout plusieurs filières traditionnelles de la politique. Le Barreau bien sûr, qui était encore à cette époque, comme aujourd'hui sinon plus, une pépinière d'hommes politiques. Les activités internationales ensuite, celles que j'ai déjà citées pour l'Afrique, mais en outre les mouvements d'étudiants, et le fédéralisme qui faisait de lui un pionnier de l'Europe, car le terme fédéralisme n'était pas encore tombé sous l'ostracisme qui a mis à mort notre constitution européenne. Et un troisième facteur qui est toujours payant en politique: le sport, plus particulièrement l'athlétisme. Ce n'est pas, que je sache, que Gaston ait beaucoup pratiqué l'athlétisme, mais il consacrait ses après-midi de dimanche à la présentation, aux commentaires et aux résultats des

concours d'athlétisme qui se déroulaient au stade municipal, comble de dévouement qui allait cependant trouver sa récompense lorsqu'il devint, beaucoup plus tard, aussi ministre des sports.

Un appui d'une autre nature, mais combien décisif, lui venait de son épouse Liliane, journaliste culturelle, amateur et connaisseur d'art et grande dame, qui fut pour lui cet encouragement et cet accompagnant dont tout grand homme a besoin.

Contrairement à un Pierre Werner, Gaston Thorn a dû parcourir – *von der Picke auf* – tous les laborieux échelons de la politique. Son patron chrétien social ne l'avait pas empêché de s'engager dans le parti démocratique dont il devenait bientôt secrétaire général, puis président jusqu'en 1980 où il passait la relève à Colette Flesch – autre Membre d'honneur de notre Section.. Pour bien comprendre ce que Gaston Thorn allait faire du parti démocratique et de l'évolution qu'il allait lui donner, il faut se rappeler que ce parti était encore largement composé d'hommes d'avant la guerre, dont beaucoup issus de la résistance. Gaston Thorn dut, longtemps après, lorsqu'il était ministre des affaires étrangères, conduire des négociations douloureuses, au cours desquelles il montrait son exceptionnel don de conciliation, pour convaincre les déportés et les réfractaires à se satisfaire du traité de réparation et de pardon avec la République fédérale allemande.

Revenons encore en arrière: Gaston Thorn fut élu au conseil communal en 1959 et devint échevin de la Ville de Luxembourg, en 1961. Un de ceux qui ont apporté à Gaston Thorn l'éloge le plus émouvant, Willy Müller, ancien journaliste et directeur honoraire de la Commission européenne, dans un article au Wort du 28 août 2007, rappelle que le jeune échevin Thorn s'était vu attribuer le département des parcs et des cimetières de la Ville de Luxembourg, et le journaliste se posait la question: «*Was der noch grüne Politiker, dieser ehemalige Studentenführer und Rechtsanwalt, wohl aus dieser Gras-Rosen-und Chrysanthemen-Domäne machen würde ?*» Apparemment le nouvel échevin se trouvait confronté à Joseph Bech, qui résidait dans sa belle maison de maître le long du parc, et qu'il s'agissait de convaincre de la nécessité de rajeunir notre parc si merveilleusement désigné par Monsieur André – l'architecte parisien – et, plus difficile encore, d'abattre des arbres magnifiques mais malades.

Gaston Thorn allait montrer son extraordinaire don de conviction en obtenant ce à quoi le père Bech s'était d'abord opposé: le parc fut rajeuni, au soulagement du chef jardinier. Willy Müller dit: «*Quasi aus dem Nichts heraus hatte Gaston Thorn den Hebel an einem ernsten Problem angesetzt. Ich war beeindruckt: sogar mit Bäumen konnte dieser junge Mann Politik auslösen*».

En 1964 Gaston Thorn entrait à la Chambre des Députés à laquelle il fut réélu en 1969, 1974 et 1979, c'est-à-dire aussi souvent qu'il s'y présentait. En 1969 il entrait au gouvernement Werner-Thorn. Le tout grand moment venait lorsqu'il accéda en 1974 à la charge de premier ministre dans le premier et le seul gouvernement libéral-socialiste depuis la deuxième guerre mondiale. Son département favori fut, on ne s'en étonnera pas, celui des affaires étrangères, mais en 1977 il assumait, à un moment particulièrement difficile, en pleine crise sidérurgique, le département des affaires économiques et des classes moyennes. Cet homme qui aurait pu paraître aux antipodes de la classe laborieuse, se révélait là encore un conciliateur hors pair, et, dans les articles parus lors de ses funérailles, des hommes politiques de tous les bords ont reconnu en lui un pionnier de la tripartite et du modèle dit luxembourgeois. Sur ce modèle il ne se fit d'ailleurs pas d'illusions excessives, ce qui l'amène à dire un jour: «*Les Luxembourgeois se portent bien, le Luxembourg se porte très mal*».

Et ce fut ensuite la grande carrière internationale, préparée déjà par le Parlement européen depuis 1959, suivie de la présidence de l'Assemblée des Nations Unies de l'année 1975 et de la présidence de la Commission Européenne de 1981 à 1985. Là encore il n'eut pas la tâche facile. Il se trouvait confronté à la Dame de fer et ce fut le temps de l'euroclérose. Gaston Thorn n'avait nullement démérité. Nous savons que l'Europe fonctionne comme la procession d'Echternach.

De retour de Bruxelles, ce fut la renonciation à la politique. Gaston Thorn allait se trouver propulsé aux premières loges du secteur privé. Il fut président de la Banque Internationale à Luxembourg, encore la BIL, sous les actionnariats successifs de 1985 à 1999, président du Foyer à partir de 1986, et jusqu'à sa mort, membre du conseil d'administration de la société-mère Foyer-Finance. De 1987 à 2004 il fut d'abord directeur général, puis

président du conseil d'administration de la Compagnie Luxembourgeoise de Télédiffusion.

Gaston Thorn fut aussi, jusqu'à sa mort, président de la Fondation Indépendance, une institution qu'il avait mise en place pour le mécénat de la BIL. La Fondation Indépendance intervient dans le domaine culturel, la musique, les lettres et les arts, s'efforçant entre autres de contribuer au beau parc de sculptures de la Dexia-BIL.

Il n'est pas étonnant que Gaston Thorn ait été l'objet des plus hautes décorations et de prix prestigieux tels que le prix Robert Schuman en 1977, le prix Eurafrique avec Léopold Senghor en 1978 et le Grand prix de l'Académie Française des sciences morales et politiques en 1988. Il était docteur honoris causa d'importantes universités.

Gaston et Liliane étaient très attachés à la Catalogne. Ils passaient à leur joli mas tout le temps que leurs activités multiples, et plus tard leur santé, leur permettaient. C'était plus qu'une résidence secondaire, car le politique invétéré qu'était Gaston avait lié avec ce pays des liens profonds.

Nous avions invité à cet éloge son épouse Liliane. Malheureusement son état de santé ne lui a pas permis de se joindre à nous. Son fils Alain, qui a choisi la magistrature, mais qui, comme l'ont montré ses remarquables interprétations de Molière, partage la qualité de la parole avec son père, nous a demandé de remercier toute la famille de cette séance que l'Institut Grand-Ducal consacre au grand homme qu'a été Gaston Thorn.

Luxembourg, novembre 2007

André Elvinger

III. TABLEAU DES MEMBRES

de la Section des Sciences morales et politiques
(Mai 2008)

La société, selon Auguste Comte, se compose de plus de morts que de vivants. Notre Section, progressivement, en fait l'expérience.

Statistique des membres:

<i>1) par catégorie</i>		<i>2) par sous-section</i>	
Membres effectifs et agrégés (décédés: 23)	44	Droit	22
Membres correspondants (décédés: 3)	7	Économie/Sciences sociales	12
Membres d'honneur (décédés: 29)	5	Philosophie	10
	<hr/> 56		<hr/> 44

Présidents de la Section

Alphonse Huss	1967 – 1978
Carlo Hemmer	1978 – 1983
Edmond Wagner	1983 – 2004
André Elvinger	2004 –

Institut Grand-Ducal
Section des Sciences morales et politiques

Tableau des Membres (2008)
 (entre parenthèses: année de l'élection)
 (Préfixe téléphone et fax 00352)

Membres effectifs et agrégés

NOM ET PROFESSION	ADRESSE PRIVÉE	DROIT	ECO	PHILO
AHLBORN Henri (1978) Maréchal de la Cour Tél.: 33 02 85 Bureau: 47 48 74-232 – Fax: 33 09 33 Courriel: henri.ahlborn@internet.lu	58, rue Belle-Vue L-7214 Bereldange		E	
ALS Georges (1966) Directeur hon. du Statec Prof. hon. à l'ULB Tél.: 44 22 46 Bureau: Tél + Fax: 45 65 63 Courriel: alsgeo@pt.lu	11, rue Adolphe L-1116 Luxembourg		E	
BAULER André (1995) Prof. d'éco. au Lycée du Nord Tél.: 81 61 18 ou bur. 95 93 20-232 Courriel: anbauler@pt.lu	12, rue de l'Indépendance L-9147 Erpeldange		E	
CAMPAGNA Norbert (1995) Professeur Tél.: 0033/3/82 216 139 Courriel: norbertcampagna@hotmail.com	3, allée des Marronniers F-54560 Serrouville			P
ELVINGER André (1978) Avocat Tél.: 24 13 90 ou bur. 44 66 440 Fax: 47 15 06 ou bur. 44 40 02 Courriel: andreelvinger@ehp.lu	174, av. de la Faïencerie L-1511 Luxembourg		D	
ELVINGER Marc (1991) Avocat Tél.: 45 24 17 – Fax: 44 22 55 Courriel: marcelvinger@ehp.lu	22, rue des Franciscaines L-1539 Luxembourg		D	
ENTRINGER Henri (1989) Directeur hon. de la C.E. Tél.: 44 51 19	31, rue Albert 1 ^{er} L-1117 Luxembourg		E	

NOM ET PROFESSION	ADRESSE PRIVÉE	DROIT	ECO	PHILO
ETIENNE Henri (1985) Directeur hon. de la C.E. Tél. et Fax: 40 57 15 Courriel: hetienne@pt.lu	4, rue P. de Coubertin L-1358 Luxembourg	D		
FRIEDEN Luc (1993) Ministre Tél.: 478-2701 – Fax: 22 19 80 Courriel: luc.frieden@fi.etat.lu	23, In der Grof L-5322 Contern	D		
GÉRARD Edmond (1988) Prsidentde chambrela Cour d'Appel Tél.: 44 28 39 ou bur. 47 59 81 363 Fax: 45 34 12	24, rue Alphonse Munchen L-2172 Luxembourg	D		
GOEDERT Georges (1985) Professeur hon. l'Athne et au C.U. Tél.: 44 48 72 – Fax: 44 43 98 Courriel: geogoe@pt.lu	40, rue Schrobilgen L-2526 Luxembourg			P
GOEDERT Henri (1979) Professeur associé à l'Université du Luxembourg Tél.: 44 83 86 Courriel: goedejeh@pt.lu	62, rue Charlemagne L-1328 Luxembourg	D		
HARLES Guy (1985) Avocat Tél.: 621 163 043 ou bur. 40 78 78-204 Fax: 40 78 04-641 Courriel: guy.harles@arendt-medernach.com	9, rue J.B. Fresez L-1542 Luxembourg	D	(E)	
HARPES Jean-Paul (1968) Professeur hon. au C.U. Tél.: 44 55 57 – Fax: 45 74 01 Courriel: jean-paul.harpes@education.lu	119, Val des Bons Malades L-2121 Kirchberg			P
HAUSEMER Hubert Professeur hon. Tél. et Fax: 51 09 39 Courriel: hubert.hausemer@education.lu	31, rue de Peppange L-3270 Bettembourg			P
HEIDERSCHEID André Abbé (retraité) Tél.: 4993 298 (matin Impr. Saint-Paul) 26 78 02 01 (après-midi)	L-6155 Plankenhaff	(E)		P

NOM ET PROFESSION	ADRESSE PRIVÉE	DROIT	ECO	PHILO
HIPPERT Paul (1995) Directeur hon. Chambre de Commerce	2, avenue Joseph Sax L-2515 Luxembourg		E	
HOSS Jean (1979) Avocat Tél.: 45 43 30 Bureau: 44 66 440 – Fax: 44 22 55 Courriel: jeanhoss@ehp.lu	4, rue Pierre d'Aspelt L-1142 Luxembourg	D		
KINSCH Patrick (1991) Avocat Tl.: 44 14 87 ou bur. 24 13 41 Fax: 48 99 20 Courriel: kinsch@vo.lu	9, rue Jean Bertels L-1230 Luxembourg	D		
KREMER Paul (1985) Professeur au C.U. Tél. + Fax: 22 90 65 Courriel: p.a.kremer@web.de	12, rue de l'Avenir L-1147 Luxembourg			P
LOESCH Jacques (1979) Avocat Tél.: 44 52 18 ou prof. 26 08-1 Fax: 26 08-88 88 Courriel: jacques.loesch@linklaters.com	9, rue des Foyers L-1537 Luxembourg	D		
MISCHO Jean (2000) Avocat Général à la Cour de Justice de la C.E. Tél.: 339820 – Fax: 26334199 Courriel: mischoj@pt.lu	21, rue de la Paix L-7244 Bereldange	D	(Sc. po.)	
MOUSEL Paul (1985) Avocat, Chargé de cours à l'Université du Luxembourg Tél.: 31 70 76 ou bur. 40 78 78-217 Fax: 40 78 04-667 Courriel: paul.mousel@arendt-medernach.com	13, rue de Dippach L-8055 Bertrange	D		
MUHLEN Ernest (1978) Ancien Ministre Tél.: 81 16 62 – Fax: 81 10 62 Courriel: ernmuhl@pt.lu	18, bd G.-D. Charlotte L-9024 Ettelbrck			E
NEUEN Jacques (1979) Juriste Tél.: 44 52 50 Fax: 25 41 79 Courriel: jacques@neuen.lu	286, av. Gaston Diderich L-1420 Luxembourg	D		

NOM ET PROFESSION	ADRESSE PRIVÉE	DROIT	ECO	PHILO
PESCATORE Pierre (1966) Prof. hon. à l'Université de Liège anc. Juge à la Cour de Justice de la C.E. Tél.: 22 40 44 Fax: 46 61 42	16, rue de la Fontaine L-1532 Luxembourg	D		
PRUM André (2002) Doyen de la Faculté de Droit (Université du Luxembourg) Tél.: 33 67 18 ou bur. 44 72 72 Fax: 45 24 70 Courriel: andre.prum@uni.lu	17, Bridelsknupp L-8135 Bridel	D		
RAVARANI Georges (2002) Président du Tribunal administratif Tél.: 43 14 58 ou bur. 42 105-7869 Fax: 42 105-7872 Courriel: georges.ravarani@ja.etat.lu	24, rue Funck-Brentano L-1544 Luxembourg	D		
SCHMIT Roger (1988) Professeur Tél.: 72 98 84 Courriel: roger.schmit@education.lu	4, rue des Bénédictins L-6414 Echternach			P
SCHULLER Guy (1988) Conseiller écon. 1 ^{re} cl. au Statec Tél.: 30 90 84 ou bur. 478-4271 Courriel: guy.schuller@statec.etat.lu	13, rue Erasme L-1468 Luxembourg		E	
SCHWALL-LACROIX Annette (1994) Avocat Tél.: 22 22 90 – Fax: 47 16 51	20, Côte d'Eich L-1450 Luxembourg	D		
SPELLER Jules Professeur hon. Tél.: 46 11 74	71, av. Pasteur L-2311 Luxembourg			P
SPIELMANN Dean (2002) Juge à la Cour des droits de l'homme Tél.: 00 33-3-88 41 30 54 Fax: 00 33-3-88 41 27 30 Courriel: dean.spielmann@echr.coe.int	2, rue Wimpheling F-67000 Strasbourg	D		
STEICHEN Alain (200?) Avocat – Prof. à l'Uni Lux Tél.: 45 58 58 – Fax: 45 58 59 Courriel: asteichen@bsslaw.net	108, Kohlenberg L-1870 Luxembourg	D		

NOM ET PROFESSION	ADRESSE PRIVÉE	DROIT	ECO	PHILO
STOFFELS Jules (1971) Professeur honoraire Tél.: 31 75 62	153, rue des Romains L-8041 Bertrange		E	
THEIS Robert Professeur à l'Université du Luxembourg Tél. + Fax: 31 63 93 Courriel: robert.theis@education.lu	4, rue de la Liberté L-8020 Strassen			P
TRAUSCH Gérard (2000) Professeur Tél.: 22 33 13 Courriel: getra@pt.lu	15, rue Fr. Clément L-1345 Luxembourg		E	
WAGENER Marco (2006) Conseiller à la Chambre de Travail Tél.: 621 249 802 Bureau: 48 86 16-207 – Fax: 48 86 16-220 Courriel: marwag@aol.com	Benediktinerstr. 10 D-54292 Trier		E	
WEBER Raymond (2007) Tél.: 23 69 75 20 GSM: 691 79 75 20 Courriel: rayweber@pt.lu	20, rue Jos Sunnen L-5403 Bech-Kleinmacher			
WEITZEL Albert (1985) Président hon. du Tribunal d'Arr. Tél.: 44 54 14 – Fax: 44 47 37	145, rue des Aubépines L-1145 Luxembourg		D	
WEITZEL Luc (1993) Référéndaire Cour Justice C.E. Tél.: 22 30 35 ou prof. 43 03 22 53 Fax: 46 30 41 ou prof. 43 03 31 82 Courriel: weitzell@pt.lu	36, rue J.B. Fresez L-1542 Luxembourg		D	
WIRTGEN Georges (1979) Dir. hon. de l'ISERP Vice-Prés. de la Section de linguistique Tél.: 22 85 36 – Fax: 22 21 39 Courriel: georges.wirtgen@ci.rech.lu	14, rue Soupert L-2541 Luxembourg			P
WIWENES Georges (2002) Premier avocat général Tél.: 47 59 81-331	62, avenue du Bois L-1250 Luxembourg		D	
WURTH Michel (1985) Dirigeant d'entreprise Tél.: 47 11 41 ou bur. 4792-2166 Fax: 4792-2695 Courriel: wurth@pt.lu michel.wurth@arcelormittal.com	43, rue d'Itzig L-5231 Sandweiler		E	

Membres élus, non encore reçus

NOM ET PROFESSION	ADRESSE PRIVÉE	DROIT ECO PHILO
SIWECK Jean-Lou (2006) Lic. en journalisme Tél.: 26 33 06 67 Bureau: 478-8116 Courriel: jean-lou@siweck.com	28, rue Josy Welter L-7256 Walferdange	E

*Les membres suivants ont présenté leur démission
pour raison de surcharges professionnelles ou d'autres raisons*

MORES Edouard
PIERETTI Patrice, Centre de recherche public du Centre Universitaire
RASQUIN Gérard
SCHAACK Robert
SCHABER Gaston
THOMA Gaston

Membres décédés

ARENDE Ernest (2003)	PRUSSEN Jules (1975)
DELVAUX Bernard (1972)	RAU Fernand (1994)
FABER Georges (1993)	RIES Adrien (1991)
HEIDERSCHIED Robert (1996)	SCHILTZ Louis (2006)
HEMMER Carlo (1988)	SCHROEDER Paul (1999)
HUSS Alphonse (1993)	SIMON Armand (1996)
KAUFFMAN Joseph (1988)	THIRY Roger (2000)
KAYSER Armand	WAGNER Edmond (2004)
KONZ Fred (1980)	WEBER Paul (Abb) (1988)
LIESCH Léon (1985)	WURTH Marcel (1972)
MAUL Roger (1987)	ZAHLEN Jean-Pierre (1986)
OLINGER Jean (1999)	

Membres correspondants

GREISCH Jean, Abbé (1988) Prof. émérite à la Faculté de Philosophie Institut Catholique de Paris Enseignant-Chercheur au CNRS	74, rue du 22 septembre F-92400 Courbevoie Tél.: 0033-1-47 68 72 12 Courriel: Greisch@wanadoo.fr
HELLMANN Rainer (1968) Dr rer. pol.-journaliste et économiste	61, avenue Baron d'Huart B-1150 Bruxelles Tél.: 00322-7790922 Fax: 00322-7632924 Courriel: Rainer.Hellmann@brutele.be
LALIVE d'EPINAY Pierre (1990) Professeur hon. à la Faculté de Droit de Genève Etude: Lalive Avocats Dom: 13, rue des Sources CH-1205 Genève	35, rue de la Mairie CH-1207 Genève Tél.: 0041-22-319 87 00 Fax: 0041-22-319 87 60 Courriel: info@lalive.ch
SITTER-LIVER Beat (1998) Prof. Dr Dr h.c. (Lausanne) Université de Fribourg Dép. de philosophie	Altenbergstraße, 98 CH-3013 Bern Tél.: 0041-31-3313243 Fax: 0041-31-3313241 Courriel: beat@sitter-liver.ch
TOMUSCHAT Christian (1985) Prof. Dr., Humboldt-Universität, Berlin Juristische Fakultät Dr h.c. (Univ. Zurich 2004)	Odilostrasse 25A D-13467 Berlin Tél.: 0049-30-405 414 86 Fax: 00 49-30-405 414 88 Courriel: Chris.Tomuschat@gmx.de
VAX Louis (1985) Professeur émérite à l'Université de Nancy	1, rue du Pressoir F-54850 Méréville Tél.: 0033-3-83 47 28 31
WALINE Jean (1985) Professeur émérite à la Faculté de Droit Université R. Schuman, Strasbourg	4, avenue de l'Europe F-67000 Strasbourg Cedex Tél.: 0033-3-88 35 39 79 Fax: 0033-3-88 25 18 33 Courriel: jean.waline@laposte.net

Membres correspondants décédés

CALOT Gérard, Directeur hon. de l'INED (2001)
MERGEN Armand, Prof. hon. de criminologie (1999)
THOLL Gérard, Dozent, Bonn

Membres d'honneur

NOM ET PROFESSION	ADRESSE PRIVÉE	DROIT ECO PHILO
BONN Alex (1997) Avocat-Avoué Prés. hon. du Conseil d'État	Centre Saint-Jean de la Croix 30, rue Sainte Zithe L-2763 Luxembourg Tl.: 22 59 61 – Fax: 46 45 93	D
FLESCH Colette (1979) Député Échevin Anc. Bourgmestre de Luxembourg Anc. Vice-Prés. du Gouvernement	11A, bd Prince Henri L-1724 Luxembourg Tél.: 47 39 10 – Fax: 46 39 15 Courriel: cflesch@chd.lu	E
JESCHECK Hans-Heinrich (1985) em. ord. Prof. Univ. Freiburg im Breisgau em. Direktor des Max-Planck-Instituts fr ausländisches und internat. Strafrecht	Günterstalstraße, 73 D-79100 Freiburg im Breisgau Tél.: 0049-761-7081-1	
LESOURNE Jacques (1988) Professeur hon. au Conservatoire National des Arts & Métiers Dépt. Économie et Gestion	52, rue de Vaugirard F-75006 Paris Tél.: 0033-1-43 25 66 05 Fax: 0033-1-56 24 47 98	E

Entre jubilaires

A l'occasion du 40^e anniversaire de la Section des sciences morales et politiques de l'Institut Grand-Ducal, le président, Me André Elvinger, et le secrétaire général, M. Georges Als, ont rendu visite au membre le plus âgé de la Section, Maître Alex Bonn qui, né le 18 juin 1908, aborde un anniversaire à 3 chiffres.

*Membres d'honneur décédés*

ANDERS Jérôme (1983)	MULLER Jean-Pierre (Rév.-P.)
BECH Joseph (1975)	RECKINGER Marcel
BIERMANN Pierre (1981)	REDING Marcel (1993)
BIEVER Tony (1990)	RODENBOURG Eugène (1975)
CALMES Albert (1967)	SAUVEPLANNE Jean Georges
FOOG Joseph (1998)	SCHAUS Lambert (1975)
FREDERICQ Louis (Baron) (1981)	SOLUS Henri
GANSHOF von der MEERSCH Walter (1993)	THORN Gaston (2007)
GOERENS François (1992)	VERLOREN VAN THEMAAT Pieter (2004)
HAMMES Ch.-Léon	WAGNER Camille
KRIEPS Robert (1991)	WEBER Paul (1975)
LEGROS Robert (mai 2004)	WEHRER Albert (1967)
LEVASSEUR Georges (2003)	WELTER Félix (1991)
LOESCH Alfred (1982)	WERNER Pierre (2002)
MAJERUS Pierre (1998)	WILWERTZ Paul (1979)

IV. SYSTÈME DES PUBLICATIONS

1967-2008

- A. Actes de la Section (annuels)
- B. Cahiers (N° 1-13)
- C. Ouvrages spéciaux
- D. Communications individuelles
- E. Conférences publiques
- F. Éloges funèbres

Disponibilité et prix

Les textes précédés d'un astérisque peuvent être obtenus en versant le prix au CCP à Luxembourg N° IBAN LU59 1111 0379 8356 0000 de la Section des Sciences morales et politiques (frais d'envoi compris):

Actes de la Section I-IX: 20 EUR, Vol. X: 25 EUR
 Cahiers 1-12: 15 EUR, N° 13: 6 EUR
 Communications individuelles: 5 EUR
 Ouvrages de Jules Prussen: 20 EUR par volume
 Rapports d'un diplomate 1950-1962: 30 EUR
 Art contemporain et société postmoderne: 20 EUR

Pour les textes non précédés d'un astérisque, s'adresser aux auteurs (cf. supra: Tableau des membres et adresses).

Secrétariat de la Section

M. Georges Als, 11, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg,
 Tél. + Fax: 45 65 63 – Courriel: alsgeo@pt.lu

Statistique des publications

14 volumes «Actes»
13 Cahiers
5 ouvrages spéciaux
env. 200 communications
32 éloges funèbres
plus de 7.000 pages

[1]

Le système des publications **Présentation**

La Section publie essentiellement le résultat de ses travaux, c'est-à-dire les conférences ou «communications» présentées et discutées lors de ses réunions internes, exceptionnellement des conférences publiques, ou encore des ouvrages spéciaux préparés par ses membres.

Les communications font l'objet de volumes, annuels depuis 2000, appelés «**Actes**». Entre 1979 et 1999 on avait jugé plus expédient de publier les communications individuelles, système auquel on a par la suite renoncé, en raison de l'accumulation d'un grand nombre de fascicules peu maniables et . . . de leur publication souvent tardive! Pour combler le «trou» de vingt ans il a été décidé en 2005 de réunir les communications de cette période en trois volumes s'intercalant entre les volumes III et IV des Actes et pour cela appelés IIIA, IIIB et IIIC; ces volumes n'ont pu être édités qu'à un faible tirage, pour des raisons de coût. Dans ces trois volumes (comme d'ailleurs dans les autres volumes ainsi que dans les «Cahiers»), les communications ont été présentées selon l'ordre alphabétique des auteurs, la date de la communication étant toutefois indiquée entre parenthèses. On pourrait se demander pourquoi les Actes de la période 1979-1997 tiennent en seulement trois volumes. La réponse est triple. D'abord ces trois volumes contiennent chacun 11 communications alors que les volumes suivants n'en contiennent en moyenne que 7. En outre, cette période a vu publier 10 «Cahiers». Enfin, les communications d'Edmond Wagner ont été réunies dans un «Ouvrage spécial».

Les Actes ne réunissent toutefois pas l'intégralité des travaux. La série des «**Cahiers**» groupe des communications de plusieurs auteurs sur un même thème, comme p.ex. le suicide, la réforme de la constitution, l'union monétaire, l'euthanasie, etc.

Une troisième série dénommée «**Ouvrages spéciaux**» contient, soit des oeuvres d'un membre décédé (p.ex. Jules Prussen, Edmond Wagner), soit des études ou collections de documents dues à un membre et rentrant dans l'objet de la Section (p.ex. Rapports d'un diplomate).

Enfin, pour faciliter les recherches, il a paru utile de reproduire la liste des **communications** selon l'ordre alphabétique des auteurs, avec également l'indication des prénoms.

A. Actes de la section

Les Actes, qui dorénavant paraissent chaque année au mois de mai, reproduisent les textes des communications présentées.

Actes: Vol. I 1970 128 p.

Séance académique du 24 octobre 1967

- Als G.: Fondements juridiques de la statistique
 Bonn A.: Considérations sur la fonction législative du Conseil d'Etat
 Muhlen E.: Possibilités et limites d'une politique des revenus
 Muhlen E.: L'Union douanière dans la théorie économique
 Pescatore P.: La protection des droits de l'homme dans l'intégration européenne
 Prussen J.: Fatalisme et logique

Actes: Vol. II 1973 186 p.

Avortement: v. Cahier N°1

- Arendt E.: Origine et portée de l'art. 23 al. 4 de la Constitution (réforme des études supérieures)
 Calmes C.: Fondement historique de l'art. 23 al. 4
 Elvinger A.: Obligation convertible et emprunt subordonné
 Kauffman J.: Les données actuelles de la politique fiscale
 Schaack R.: Réflexions sur la politique sociale
 Stoffels J.: Régulation de la population et démographie

Actes: Vol. III 1979 274 p.

Le suicide: v. Cahier N°2

- Als G.: Evolution économique et chômage intellectuel
 Als G.: L.-A. Quételet, savant universel et père de la statistique moderne
 Als G.: Adam Smith, père de l'économie politique
 Hemmer C.: Economie et écologie
 Goedert G.: Nietzsche – son aspiration à un idéal surhumain
 Harpes J.P.: A l'occasion du 250^e anniversaire de la naissance de Kant
 Harpes J.P.: Adam Smith philosophe: Sympathie et éthique
 Kunitzky N.: Indexation des revenus: système généralisé ou mesure d'urgence ?
 Peccei A.: Quels horizons pour l'humanité ? Les alternatives du futur selon le Club de Rome
 Stoffels J.: Economie énergétique et intégration européenne

Actes: Vol. IIIA 1978-1984 (1^{er} sem.) (à éditer en 2005)

Table alphabétique des auteurs (*date de la communication*)

- Batiffol H.: La jurisprudence, source de droit (16.5.1979)
 Biermann P.: Nagakal: Schlangenstab und Schlangenzauber (22.5.1980)
 Elvinger A.: Tendances actuelles du droit de la concurrence (15.10.1979)
 Harpes J.-P.: Wittgenstein: Philosophie et langage (8.12.1978)
 Heiderscheid A.: Particularités de la presse luxembourgeoise (7.7.1978)
 Huss A.: Louis Marchand, écrivain luxembourgeois polyvalent (1983)
 Kremer P.: La conception du langage d'après Foucault (8.4.1981)
 Kremer P.: Hegels Kritik der moralischen Weltanschauung (25.10.1983)
 Ries A.: Le Zollverein à rebours? (12.5.1979)
 Stoffels J.: La mutation ncessaire des PME luxembourgeoises (20.3.1984)
 Wagner N.: L'évolution du droit de la responsabilité civile (1.12.1980)

Actes: Vol. IIIB 1985 (2^e sem.) -1990 (1^{er} sem.) Projet

Table alphabétique des auteurs (*date de la communication*)

- Ahlborn H.: Luxembourg – Ses défis en l'an 2000 (25.1.1988)
 Arendt E.: Aspects nouveaux de la responsabilité de la puissance publique (6.11.1989)
 Goedert G.: Schopenhauers Willensmetaphysik und Mitleidsethik (24.10.1988)
 Harpes J.-P.: La méthode dialectique de Marx à l'époque de la genèse du «Capital» (4.12.1984)
 Hausemer H.: La philosophie personnaliste de Karol Wojtyla (3.6.1985)
 Hausemer H.: Qu'est-ce qu'une personne? La contribution du personnalisme d'Emmanuel Mounier (1905-1950) (14.5.1990)
 Kremer P.: Das gute Gewissen und das Böse (22.10.1984)
 Lesourne J.: L'économie européenne dans un monde d'incertitudes (9.3.1988)
 Ries A.: L'agriculture lux. à l'ore du XXI^e siècle (30.6.1986)
 Ries A.: J'ai prié pour vous à Compostelle (1988)
 Stoffels J.: Approvisionnement énergétique de l'Europe et coopération est-ouest (7.7.1986)
 Thill A.: La lutte contre la pauvreté (21.11.1988)

Actes: Vol. IIIC 1990 (2^e sem.) - 1997 Projet

- Berlinger R.: Der Traum des Sokrates (28.6.1990)
 Campagna N.: Darf ein liberaler Staat die Pornographie verbieten ? (23.10.1995)
 Campagna N.: Démocratie, libéralisme et république (16.1.1997)
 Elvinger A.: Le secret professionnel dans l'actualité (24.10.1990)
 Entringer H.: Présence de ressortissants luxembourgeois à la Commission européenne (1994)
 Harpes J.-P.: Il faudra, tout de même, une université à Luxembourg (20.1.1992)
 Kremer P.: Seelenwanderung und Ich-Analyse (10.5.1996)
 Neuen J.: Mediapolis ou Themis au pays des merveilles (16.1.1991)
 Olinger J.: Réflexions à propos des dépenses fiscales (11.6.1991)
 Ries A.: Mobilité – Staatsbeamtestaat – Eis Sprooch(en) (14.11.1990)

Actes: Vol. IV 1999 264 p.

- Als G.: Dans l'intimité de Brigitte Bardot
 Campagna N.: Montesquieu, le libéralisme et la religion
 Campagna N.: Justice et parité
 Kremer P.: Hello Dolly (à propos du clonage)
 Sitter-Liver B.: «Würde der Kreatur» – Ein Grenzbegriff
 Stoffels J.: Le social, entrave au progrès économique?
 Wagner E.: Science et responsabilité
 Wagner E.: Problèmes éthiques du clonage

Actes: Vol. V 2000 296 p.

- Campagna N.: Les limites morales de la souveraineté nationale
 Goedert G.: Nietzsche, philosophe «inactuel»
 Pescatore P.: Lecture critique de l'encyclique «Fides et Ratio»
 Schuller G.: L'économie de très petit espace face à la globalisation
 Vax L.: Les daimons de Ronsard et les diables de Bodin

Actes: Vol. VI 2002 264 p.

- Als G.: Le duel Churchill-Hitler en été 1940
 Bauler A.: Souveraineté nationale et développement économique: le cas du Luxembourg
 Campagna N.: Defensor iuris: Der Jurist Carl Schmitt und der Krieg
 Campagna N.: La société libérale et Léviathan

- Trausch G.: Développement socio-économique du Luxembourg et structures scolaires
 Trausch G.: La triple ouverture économique, démographique et socioculturelle du Luxembourg
 Trausch G.: L'immigration au Luxembourg: quelques réflexions

Actes: Vol. VII 2003 308 p.

- Garapon A.: La justice pénale internationale
 Pescatore P.: La philosophie du droit au tournant du millénaire
 Schuller G.: Economie et bonheur
 Trausch G.: Les 400 ans de l'Athénée de Luxembourg

Actes: Vol. VIII 2004 340 p.

- Campagna N.: La confiance comme problème de la philosophie politique
 Elvinger A.: Droit fiscal et confiance
 Entringer H.: Confiance et management
 Goedert H.: La chute du gouvernement de la Fontaine en novembre 1848
 Hausemer H.: Confiance et religion
 Schuller G.: Economie et confiance
 Trausch G.: Démographie, famille, société et confiance au Luxembourg
 Wagner E.: Science et confiance

Actes: Vol. IX 2005 360 p.

- Campagna N.: Immanuel Kant et la morale sexuelle (26.10.2004)
 Elvinger A.: Le Jug à l'école ou: Der Richter und sein D(H)enker (28.9.2004)
 Annexes: Le débat dans la presse
 Interventions des membres
 Greisch J.: «Horror religiosus»: l'âpre goût de l'absolu et le problème de la tolérance (14.12.2004)
 Mischo J.: Le projet d'une Constitution pour l'Europe (1.2.2005)
 Pescatore P.: La séparation des pouvoirs et l'office du juge, de Montesquieu à Portalis (23.11.2004)
 Speller J.: Pour comprendre le procès de Galilée (1633) (17.2.2004)
 Trausch G.: Création d'une fonction publique moderne au Luxembourg (15.3.2005)

Actes: Vol. X 2007 314 p.

- Als G.: La révolution sexuelle et ses problèmes
Où va la Sibérie ?
- Harpes J.-P.: Les comités d'éthique: Fonctionnement et objet
- Hausemer H.: Teilhard de Chardin: Foi et Science
- Kremer P.: La fin de l'homme
- Mischo J.: Les paramètres d'une solution du conflit
israélo-palestinien
- Schuller G.: La réémergence de la Chine
- Tarrach R.: En attendant Belval
- Entringer H.: L'Université du Luxembourg: Analyse critique

Actes: Vol. XI 2008 354 p.

- Campagna N.: D'un prétendu droit du coupable à la sanction pénale
- Hausemer H.: Athéisme et problème du mal
- Ravarani G.: Quel(s) juge(s) voulons-nous ?
- Sitter Liver B.: Albert Schweitzer : Bioethik im Rahmen
einer umfassenden Seinsethik
- Steichen A.: La légitimité des droits de succession
- Steiwer J.: La démocratie en question
- Wagener M.: La fin du travail
- Weber R.: La coopération au développement: enjeux, perspectives
et politiques

B. Cahiers (ordre chronologique)

Les «Cahiers» rassemblent les communications de plusieurs membres sur un même sujet. Dans chaque Cahier les communications ont été présentées dans l'ordre alphabétique des auteurs, pour la facilité des recherches.

N° 1 La libéralisation de l'avortement 1973

- Tiré à part du vol. II (pp. 45-108)
- Heiderscheid A.: Doctrine de l'Eglise et réflexions sociologiques
- Liesch L.: Législation comparée
- Prussen J.: L'avortement est-il immoral?
- Dr Pundel P.: L'aspect médical
- Pescatore P.: Notes de réflexion sur le problème
de la «libéralisation»
- Débat: Abbé P. Weber – E. Arendt – A. Heiderscheid –
E. Muhlen – L. Liesch

N° 2 Le suicide 1979

- Tiré à part du vol. III (pp. 55-135)
- Huss A. (président): Paroles introductives
- Als G.: Le suicide au Luxembourg. Analyse statistique
- Konz F.: Le suicide dans le droit et la pratique des assurances
- Dr Muller G.: Suicides et tentatives de suicide
- Wagner E.: Recherche d'une définition.
Aspects philosophiques et moraux

N° 3 Les étrangers et leur insertion à la collectivité luxbg. (116 p.) 1980

- Als G.: Les étrangers au Luxembourg: aspects économiques
et démographiques
- Kunitzki N.: Les étrangers et leur intégration au corps social
- Olinger J.: Le statut fiscal des étrangers
- Ries A.: Les étrangers dans l'agriculture luxembourgeoise
- Ruppert Ch.: Sécurité sociale des travailleurs migrants
- Wirtgen G.: Performances scolaires des élèves étrangers
et luxembourgeois
- Hemmer C.: Conclusions
(président)

N° 4 Presse écrite et télécommunications (134 p.) 1983

- Hemmer C. (président): Introduction
 Heiderscheid A.: L'imprimerie, la presse et l'électronique
 Neuen J.: L'évolution de la radiodiffusion au Luxembourg
 Ries A.: L'économie de la presse écrite au Luxembourg

N° 5 La liberté de la presse dans la loi luxembourgeoise (180 p.) 1985

- Bonn A.: L'abus de la liberté de la presse
 Heiderscheid A.: Considérations historiques sur la loi actuelle
 Hemmer C.: La notion de la liberté de la presse
 Huss A.: Observations particulières sur la chronique judiciaire
 Kunitzki N.: Problèmes, insuffisances, perspectives d'avenir
 Liesch L.: Liberté d'expression et droits de l'homme
 Mergen A.: Les aspects criminologiques du problème
 Ries A.: Un journaliste a-t-il le droit d'inventer des nouvelles?
 Thiry R.: Problèmes de la responsabilité et des prescriptions

N° 6 Enseignement public et éducation morale (92 p.) 1987

- Wagner E. (président): Introduction
 Flesch C.: L'article 48 de la loi du 10 mai 1968
 Hausemer H.: Pour une éducation morale à l'école publique
 Kremer P. et Schneider J.-Cl.: Pour une éducation morale autonome à l'école
 Stoffels J.: L'enseignement économique et la morale du bien
 Thiry R.: L'enseignement moral et les objections qu'il peut rencontrer
 Vax L.: Pour la neutralité de l'enseignement à l'égard des problèmes de morale
 Wagner E.: L'éducation de l'homme, personne morale
 Weber P. (abbé): Le droit des parents et l'obligation de l'Etat concernant une formation morale dans les écoles publiques

N° 7 Commémoration Descartes (40 p.) 1988

- Kremer P.: Adieu René !
 Harpes J.-P.: ... et pourtant
 Wagner E.: Connaissance et évidence

N° 8 Réflexions sur la réforme de la constitution (132 p.) 1988

- Arendt E.: Le clair-obscur de l'art. 50 de la constitution
 Arendt E.: Origine et portée de l'art. 23 al.4 de la constitution
 Bonn A.: Faut-il procéder à une réforme globale de la constitution ?
 Elvinger A.: La constitution et le droit au juge impartial
 Hemmer C.: Intervention sur la communication de M. Huss
 Huss A.: L'accentuation des dispositions visant le referendum
 Kauffmann J.: Observations sur les communications de MM. Elvinger, Pescatore et Thiry
 Ries A.: Enseignements à tirer de certaines constitutions étrangères
 Thiry R.: Droit de grève et liberté de travailler
 Waline J.: Le contrôle juridictionnel de la constitutionnalité des lois
 Weitzel A.: La constitution et les droits fondamentaux

N° 9 Le marché unique de 1993 et ses répercussions sur le Luxembourg 1989
Volume I (100 p.)

- Wagner E. (président): Introduction
 Braun F.: Le grand marché de 1992 au service du dév. écon. de l'Europe
 Cloos J.: Den eur. Eenheidsmaatw. de Ministerrot e gesait
 Etienne H.: Propriété industrielle et intellectuelle dans le marché unique
 Goergen R.: L'action de la Communauté en matière fiscale
 Schaack R.: Considérations sur la dimension sociale de l'Acte unique
 Stoffels J.: L'approv. énergétique au sein du marché unique européen

- Volume II (66 p.) 1990
 Etienne H.: Le marché unique et la fiscalité
 Mousel P. et Harles G.: La physionomie du droit lux. dans un marché unique
 Ries A.: 1992 oder 2001?
 Stoffels J.: Harmonisation de la fiscalité indirecte

N° 10 Mobilité et flexibilité dans l'économie lux. (40 p.)

1992

- Wagner E. (président): Introduction
 Heiderscheid A.: Un cas précis: L'Imprimerie Saint-Paul
 Neuen J.: Le secteur audiovisuel (case study)
 Stoffels J.: Observations théoriques et pratiques concernant la mobilité et la flexibilité des systèmes économiques

N° 11 Le traité de Maastricht et la constitution (57 p.)

1993

- Wagner E. (président): Introduction
 Document de travail de Me E. Arendt
 Observations de MM. A. Bonn, L. Frieden et de Mme C. Flesch
 Etienne H.: Le contrôle de la constitutionnalité des lois au Luxembourg
 Schaack R.: id.

N° 12 La problématique de l'Union monétaire européenne (136 p.)

1997

- Wagner E. (président): Introduction
 Als G.: L'union économique et monétaire
 Etienne H.: Monnaie commune et souveraineté nationale
 Flesch C.: La monnaie unique dans l'opinion publique
 Hippert P.: L'entreprise face à l'union monétaire
 Mersch Y.: Le point de vue gouvernemental sur l'union monétaire
 Schoder J.-P.: Le Lux. peut-il adhérer à l'U.M. en l'absence de la Belgique?
 Stoffels J.: Monnaie neutre ou monnaie active?
 VerLoren
 van Themaat P.: L'union monétaire dans la perspective d'une structure institutionnelle néoclassique
 Werner P.: Les perplexités institutionnelles de l'union européenne
 Weyland J.: Le débat sur l'UEM

N° 13 Faut-il dépénaliser l'euthanasie ? (82 p.)

2007

- Rapports d'experts sur la situation légale en Allemagne, Belgique, France et aux Pays-Bas et textes législatifs

C. Ouvrages spéciaux

- *1. Georges ALS: Essais sur quelques économistes 100 p. 1987
 2. Œuvres complètes de Jules Prussen (runies par Jean-Paul Harpes)
 *Vol.I Essais et conférences (Introduction par 240 p. 1985
 Hubert Hausemer, Claudine Schabo, R. Koch)
 *Vol. II Apologie du solipsisme 406 p. 1986
 *Vol. III Cours de théorie de la connaissance et de 366 p. 1992
 métaphysique
 *3. Robert ALS: Rapports d'un diplomate 1950-1962 624 p. 2003
 Préface de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre
 Edité par Georges Als
 *4. Henri ENTRINGER: Art contemporain et société 190 p. 2004
 postmoderne
 5. Edmond WAGNER: In memoriam. Communications 350 p. 2005
 présentées à la Section

D. Communications des membres ¹
(ordre alphabétique et chronologique)

AHLBORN Henri

- * Luxembourg, ses défis en l'an 2000 in: Vol. IIIB

ALS Georges

- * Fondements juridiques de la statistique in: Vol.I
 * Le chômage intellectuel in: Vol. III
 * Quételet, savant universel et père de la in: Vol. III
 statistique moderne et: Essais
 Le suicide au Luxembourg in: Vol. III
 * Adam Smith, père de l'économie politique in: Essais 1976
 Les étrangers au Luxembourg in: Cahier N°3 1981
 * Karl Marx et le socialisme scientifique in: Essais 1983
 * Optimisme et pessimisme dans l'histoire in: Essais 1986
 de la pensée économique in: Cahier N°12 1997
 L'union économique et monétaire in: Cahier N°12 1997
 * Dans l'intimité de Brigitte Bardot in: Vol. IV

¹ Les communications sont en règle générale reproduites dans les ouvrages sub A, B, C ci-dessus.

- * Le duel Churchill-Hitler de 1940
La révolution sexuelle en Amérique (2003)
Où va la Sibérie?
in: Vol. VI
in: Vol. X
in: Vol. X
- ARENDT Ernest †
Origine et portée de l'art. 23 al. 4 de la
Constitution, Considérations à propos de
la réforme des études supérieures
in: Cahier N° 8
in: Vol. II
* Le clair-obscur de l'art. 50 de la Constitution
in: Cahier N° 8 1985
* Aspects nouveaux de la responsabilité de
la puissance publique
in: Vol IIIB 1990
- BATIFFOL Henri
Conférence publique du 16.5.1979:
*La jurisprudence, source de droit
in: Vol. IIIA 1979
- BAULER André
Souveraineté nationale et développement
écon.: le cas du Luxembourg (1815-1999)
in: Vol. VI 2001
Livres: Les fruits de la souveraineté nationale
Caisse Centrale Raiffeisen (332 p.)
2002
- BERLINGER Rudolf Prof. Dr.
* Der Traum des Sokrates. Metaphysische
Variationen zur Tonkunst
in: Vol. IIIC 1991
- BIERMANN Pierre †
* Nagakal: Schlangenstab und Schlangen-
zauber im antiken Vorderen Orient
in: Vol. IIIA 1981
- BONDOLFI Alberto
L'éthicien au service de la Cité:
Réflexions à partir de l'expérience suisse
à paraître
- BONN Alex
Considérations sur la fonction législative
du Conseil d'État
in: Vol. I
Faut-il procéder à une réforme globale de
la Constitution?
in: Cahier N° 8 1982
L'abus de la liberté de la presse
in: Cahier N° 5 1985
- BRAUN Fernand
Le marché de 1993 au service du
développement économique en Europe
in: Cahier N° 9 1989

- CALMES Christian †
Le fondement historique de l'art. 23 al. 4
de la Constitution
in: Vol. II
- CALOT Gérard †
Conférence publique du 5 décembre 1995:
Évolution démographique en Europe.
Tendances actuelles et réponses politiques
non publié
- CAMPAGNA Norbert
* Darf ein liberaler Staat
die Pornographie verbieten?
in: Vol. IIIC 1996
Démocratie, libéralisme et république
in: Vol. IIIC 1998
Montesquieu, le libéralisme et la religion
in: Vol. IV
Une parité hommes-femmes est-elle plus
juste qu'une disparité?
in: Vol. IV
Limites morales de la souveraineté nat.
in: Vol. V
Carl Schmitt: le juriste et la guerre
in: Vol. VI
Thomas Hobbes et la société libérale
in: Vol. VI
Confiance et philosophie politique
in: Vol. VIII
Immanuel Kant et la morale sexuelle
in: Vol. IX
Le rapport entre science et métaphysique
dans la pensée d'Edmond Wagner
in: Ouvrage spécial N°5
à paraître
Tocqueville: Religion et droit
D'un prétendu droit du coupable
à la sanction pénale
in: Vol. XI 2008
- CLOOS Jim
Den europ-eschen Eenheidsmaat
wéi de Ministerrot e gesäit
in: Cahier N° 9 1989
- ELVINGER André
L'obligation convertible et l'emprunt
subordonné
in: Vol. II
* Tendances actuelles du droit
de la concurrence
in: Vol. IIIA 1980
La Constitution et le droit au juge impartial
in: Cahier N° 8 1980
* Le secret professionnel dans l'actualité
1991
Droit fiscal et confiance
in: Vol. VIII
- ENTRINGER Henri
* Présence de ressortissants lux.
à la Com. Eur.
in: Vol. IIIC 1994
La présence européenne à Luxembourg
p.m. (Éd. des Cahiers lux., 238 p.)
1997

- Le principe de confiance dans la théorie et la pratique du management in: Vol. VIII
 Observations sur «Économie politique et confiance» de Guy Schuller in: Vol. VIII
 p.m. Art contemporain et société postmoderne Livre 2004
 L'Univ. du Luxembourg. Analyse critique in: Vol. X
- ETIENNE Henri
 La propriété industrielle et intellectuelle dans le cadre du Marché unique in: Cahier N° 9 1989
 Le Marché unique et la fiscalité in: Cahier N° 9 1990
 Monnaie commune et souveraineté nationale in: Cahier N° 12 1997
- FLESCHE Colette
 L'article 48 de la loi du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement secondaire in: Cahier N° 6 1987
 La monnaie unique dans l'opinion publ. in: Cahier N° 12 1997
- GARAPON Antoine
 La justice pénale internationale in: Vol. VII
- GOEDERT Georges
 * Nietzsche: son aspiration à un idéal surhumain in: Vol. III
 * Schopenhauers Willensmetaphysik u. Mitleidsethik in: Vol. IIIB 1989
 Nietzsche philosophe «inactuel » in: Vol. V
- GOEDERT Henri
 La chute du gouv. de la Fontaine en 1848 in: Vol. VIII
- GOERGEN Robert
 L'action de la Communauté en matière fiscale in: Cahier N° 9 1989
- GREISCH Jean
 Horror religiosus: l'âpre goût de l'absolu et le problème de la tolérance in: Vol. IX
- HARLES v. MOUSEL

- HARPES Jean-Paul
 * 250^e anniversaire de la naissance de Kant in: Vol. III
 * A. Smith philosophe: Sympathie et éthique in: Vol. III
 * Wittgenstein: Philosophie et langage in: Vol. IIIA 1980
 p.m.: Édition des oeuvres de J. Prussen 1985-86
 * La méthode dialectique de Marx à l'époque de la genèse du Capital in: Vol. IIIB 1986
 * R. Descartes: ... et pourtant ... in: Cahier N° 7 1988
 * Il faudra, tout de même, une université à Luxembourg in: Vol. IIIC 1992
 Les comités d'éthique in: Vol. X
- HAUSEMER Hubert
 * La philosophie personnaliste de Karol Wojtyla in: Vol. IIIB 1986
 Pour une éducation morale à l'école publique in: Cahier N° 6 1987
 * Qu'est-ce qu'une personne? in: Vol. IIIC 1994
 E. Mounier 1905-1950 in: Vol. VIII
 Religion et confiance in: Vol. X 2007
 Science et foi chez Teilhard de Chardin in: Vol. XI 2008
 Athéisme et problème du mal
- HEIDERSCHIED André
 Avortement: Doctrine de l'Église in: Vol. II
 * Particularités de la presse luxembourgeoise in: Vol. IIIA 1980
 Considérations hist. sur la loi de la presse in: Cahier N° 5 1985
 Mobilité et flexibilité: le cas de l'Imprimerie Saint-Paul in: Cahier N° 10 1992
 L'imprimerie, la presse et l'électronique in: Cahier N° 4 1993
- HEMMER Carlo †
 * Économie et écologie in: Vol. III
 * Insertion des étrangers: Conclusions du prés. in: Cahier N° 3 1981
 * La notion de liberté de la presse in: Cahier N° 5 1985
- HIPPERT Paul
 L'entreprise face à l'Union monétaire in: Cahier N° 12 1997

- HUSS Alphonse †
 Le suicide. Introduction in: Vol. III
 * Louis Marchand, Écrivain luxembourgeois in: Vol. IIIA 1983
 * Observations sur la chronique (judiciaire) in: Cahier N° 5 1985
 L'accentuation des dispositions
 constitutionnelles visant le référendum in: Cahier N° 8 1988
- KAUFFMAN Joseph †
 Les données actuelles de la politique fiscale in: Vol. II 1973
- KONZ Fred †
 Le suicide dans le droit des assurances in: Vol. III 1979
- KREMER Paul
 * La conception du langage d'après Foucault in: Vol. IIIA 1981
 * Hegels Kritik der moralischen Weltanschauung in: Vol. IIIA 1983
 Pour une éducation morale autonome
 à l'école (avec J.Cl. Schneider) in: Cahier N° 6 1987
 * Das gute Gewissen und das Böse in: Vol. IIIB 1984
 * Adieu René! (Descartes) in: Cahier N° 7 1988
 * Seelenwanderung und Ich-Analyse in: Vol. IIIC 1996
 Hello Dolly in: Vol. IV
 La fin de l'homme in: Vol. X
- KUNITZKI Norbert von
 * L'indexation des revenus: système
 généralisé ou mesure d'urgence in: Vol. III
 Les étrangers et leur insertion au corps
 social luxembourgeois in: Cahier N° 3 1981
 La liberté de la presse dans la loi lux. in: Cahier N° 5 1985
- LESOURNE Jacques
 Conférence publique du 9 mars 1988 (20^e anniversaire de la Section)
 * L'économie européenne dans un monde
 d'incertitudes in: Vol. IIIB 1988
- LIESCH Léon †
 Libéralisation de l'avortement? in: Vol. II
 Liberté d'expression en société
 démocratique et droits de l'homme in: Cahier N° 5 1985

- MERGEN Armand †
 Liberté de la presse: aspects criminologiques in: Cahier N° 5 1985
- MERSCH Yves
 Le point de vue gouvernemental sur
 l'Union monétaire in: Cahier N° 12 1997
- MISCHO Jean
 Le projet d'une constitution pour l'Europe in: Vol. IX
 Paramètres d'une solution du conflit
 israélo-palestinien in: Vol. X
- MOUSEL Paul et HARLES Guy
 Droit luxembourgeois et marché unique in: Cahier N° 9 1990
- MUHLEN Ernest
 Possibilités et limites d'une politique de
 revenus au Luxembourg in: Vol. I
 L'union douanière dans la théorie écon. in: Vol. I
 La conversion d'une économie planifiée
 en économie de marché. Théorie et réalités 1998
- MULLER Georges
 Suicide et tentative de suicide in: Vol. III
- NEUEN Jacques
 L'évolution de la radiodiffusion au G.-D. in: Cahier N° 4 1983
 * Médiapolis ou Thémis au pays des merveilles in: Vol. IIIC 1991
 Mobilité et flexibilité: Secteur audiovisuel in: Cahier N° 10 1992
- OLINGER Jean †
 Le statut fiscal des étrangers in: Cahier N° 3 1981
 * Réflexions à propos des dépenses fiscales 1991
- PECCEI Aurelio (Fondateur du Club de Rome) †
 Conférence publique du 14.2.1977 en présence
 du Grand-Duc et de la Grande-Duchesse
 * Quels horizons pour l'humanité ?
 (Club de Rome) in: Vol. III

PESCATORE Pierre

La protection des droits de l'homme dans
l'intégration européenne in: Vol. I
Note de réflexion sur l'avortement in: Vol. II

À la recherche d'un partage des rôles entre le
niveau communautaire et le niveau national:
le principe de subsidiarité peut-il aider à la
délimitation des compétences?

* Lecture critique de l'encyclique
«Fides et ratio» 1997 in: Vol. V

La philosophie du droit au tournant du
millénaire: Problèmes, essais de solution in: Vol. VII

La séparation des pouvoirs et l'office du juge,
de Montesquieu à Portalis in: Vol. IX

Le principe de bonne foi, depuis son
origine (2003) à paraître

PRUSSEN Jules †

Fatalisme et logique in: Vol. I
L'avortement est-il immoral?
(v. ég. C: Ouvrages spéciaux) in: Vol. II

PUNDEL Paul, Dr. †

L'aspect médical de l'avortement in: Vol. II

RAVARANI Georges

Quel(s) juge(s) voulons-nous? in: Vol. XI 2008

RIES Adrien †

* Le Zollvereinrebours in: Vol. IIIA 1979

Les étrangers dans l'agriculture lux. in: Cahier N° 3 1981

L'économie de la presse écrite au Luxbg in: Cahier N° 4 1983

Case study: un journaliste a-t-il le droit
d'inventer des nouvelles? in: Cahier N° 5 1985

* L'agriculture lux. à l'orée du 21^e siècle in: Vol. IIIB 1986

* J'ai prié pour vous à Compostelle in: Vol. IIIB 1988

Marché unique: 1992 ou 2001? in: Cahier N° 9 1990

Enseignements à tirer de certaines consti-
tutions étrangères lors de la révision de la
constitution lux. 1988, 1992 ou 2001? in: Cahier N° 8 1990

* Mobilité et Flexibilité an der Lëtzebuerger
Ekonomie – De Staatsbeamtestaat –
Eis Sprooch(en) in: Vol. IIIC 1990

RUPPERT Charles

Sécurité sociale des travailleurs migrants in: Cahier N° 3 1981

SCHAACK Robert

Réflexions sur la politique sociale in: Vol. II
Dimension sociale de l'Acte unique in: Cahier N° 9 1989

SCHNEIDER Jean Claude

v. KREMER Paul

SCHODER Jean-Pierre

Le Luxembourg peut-il adhérer à l'Union
monétaire eur. en l'absence de la Belgique? in: Cahier N° 12 1997

SCHULLER Guy

Les relations économiques extérieures de l'U.E. 1997

L'économie de très petit espace face à la
globalisation in: Vol. V

Économie et bonheur in: Vol. VII

Économie politique et confiance in: Vol. VIII

La réémergence de la Chine in: Vol. X 1997

SITTER-LIVER Beat

Würde der Kreatur – Ein Grenzbegriff in: Vol. IV
Albert Schweitzer: Bioethik in: Vol. XI 2008

SPELLER Jules

Pour comprendre le procès de Galilée (1633) in: Vol. IX

STEICHEN Alain

La légitimité des droits de succession in: Vol. XI 2008

STEIWER Jacques

La démocratie en question in: Vol. XI 2008

STOFFELS Jules

La régulation de la population et le
problème démographique in: Vol. II

* L'économie énergétique et l'intégration eur. in: Vol. III

* La mutation nécessaire des petites et
moyennes entreprises luxembourgeoises in: Vol. IIIA 1984

* Renforcer l'approvisionnement
énergétique par la coopération est-ouest in: Vol. IIIB 1986

L'enseignement économique et la morale
du bien in: Cahier N° 6 1987

- Approvisionnement énergétique au sein
du Marché unique «européen» in: Cahier N° 9 1989
- Traité de Rome, Acte unique et
harmonisation de la fiscalité indirecte in: Cahier N° 9 1990
- Mobilité et flexibilité: observations théor. in: Cahier N° 10 1992
- Monnaie neutre ou monnaie active? (UME) in: Cahier N° 12 1997
- Le social, une entrave au progrès écon.? in: Vol. IV
- THILL André
- *La lutte contre la pauvreté in: Vol. IIIB 1988
- THIRY Roger †
- L'enseignement moral et les objections
qu'il peut rencontrer in: Cahier N° 6 1987
- Les prescriptions en matière de
délits de presse in: Cahier N° 5 1985
- Droit de grève et liberté de travailler in: Cahier N° 8 1988
- TARRACH Rolf
- En attendant Belval in: Vol. X
- TRAUSCH Gérard
- Relations entre le développement et les
structures scolaires in: Vol. VI
- La triple ouverture du Luxembourg in: Vol. VI
- L'immigration au Luxembourg: réflexions in: Vol. VI
- Les 400 ans de l'Athénée de Luxembourg in: Vol. VII
- Démographie, famille et confiance au
Luxembourg in: Vol. VIII
- Création d'une fonction publique moderne in: Vol. IX
- VAX Louis
- Pour la neutralité de l'enseignement à
l'égard des problèmes de morale in: Cahier N° 6
- Daimons de Ronsard et diables de Bodin in: Vol. V
- VERLOREN van THEMAAT Pieter †
- L'union monétaire dans la perspective
d'une structure institutionnelle néoclassique in: Cahier N° 12 1997
- WAGENER Marco
- La fin du travail in: Vol. XI 2008

- WAGNER Edmond † (v. Ouvrage spécial N° 5)
- Le suicide – Aspects philosophiques et moraux 1979
- * Théories biologiques et théories cognitives 1980
- La théorie évolutionniste de la connaissance 1984
- * Le roseau pensant dans l'univers en évolution 1984
- L'éducation de l'homme, personne morale en
vertu de sa constitution cérébrale 1987
- * Science et responsabilité en biologie 1987
- Connaissance et évidence in: Cahier N° 7 1988
- * La procréation artificielle: aspects juridiques
et éthiques 1991
- * Humanisme et pensée scientifique 1994
- * L'école face aux multiples chocs des
valeurs dans la société actuelle 1995
- L'Union économique et monétaire européenne 1997
- Génotecnologie, identité personnelle et
intégrité physique in: Vol. IV
- Problèmes éthiques du clonage in: Vol. IV
- Science (physique, chimie, biologie,
médecine, applications) et responsabilité in: Vol. IV
- p.m. Introductions aux volumes collectifs in: Vol. VI
- L'origine et l'avenir de l'univers in: Vol. VIII
- Science et confiance
- WAGNER Numa
- * Évolution du droit de la responsabilité civile in: Vol. IIIA 1980
- WALINE Jean
- Conférence publique du 5.2.1987:
- Le contrôle juridictionnel de la
constitutionnalité des lois in: Cahier N° 8 1988
- WEBER Paul †
- Droit des parents et obligation de l'État
conc. une formation morale dans les
écoles publiques in: Cahier N° 6 1987
- WEBER Raymond
- La coopération au développement in: Vol. XI 2008
- WEITZEL Albert
- La Constitution et les droits fondamentaux in: Cahier N° 8 1988

- WERNER Pierre †
Les perplexités institutionnelles de
l'Union européenne in: Cahier N° 12 1997
- WEYLAND Joseph
Le débat sur l'UEM in: Cahier N° 12 1997
- WIRTGEN Georges
Performances scolaires des élèves étrangers
et luxembourgeois in: Cahier N° 3 1981

**E. Conférences publiques par des personnalités étrangères
organisées par la Section**

Date	Conférences	Circonstances (Sujet: v. liste ci-dessus)
14.2.1977	Aurelio PECCEI	Fondateur du Club de Rome Conférence honorée de la présence du Grand-Duc et de la Grande-Duchesse
16.5.1979	Henri BATIFFOL	Professeur de droit réputé
4.2.1985	Gérard CALOT	Personnalité connue à Luxembourg depuis la publication du rapport Calot sur la démographie du Luxembourg
5.2.1987	Jean WALINE	Sujet d'actualité: Projet de création d'une Cour constitutionnelle
9.3.1988	Jacques LESOURNE	20 ^e anniversaire de la Section
25.4.2006	Rolf TARRACH	Recteur de l'Université du Luxembourg en voie de création

F. Éloges funèbres

de	par	in: Actes
Anders Jérôme	G. Als	IV
Arendt Ernest	G. Als	VII
Calot Gérard	G. Als	VI
Delvaux Bernard	A. Huss	II
Faber Georges	E. Wagner	IV
Goerens François	G. Als	IV
Heiderscheid Robert	A. Elvinger	IV
Hemmer Carlo	E. Wagner	IV
Huss Alphonse	E. Wagner	IV
Kauffmann Joseph	E. Wagner	IV
Krieps Robert	E. Wagner	IV
Levasseur Georges	G. Als	IX
Legros Robert	F. Rigaux	X
Liesch Léon	G. Als	IV
Maul Roger	G. Als	IV
Mergen Armand	G. Als	IV
Olinger Jean	G. Als	V
Prussen Jules	A. Huss et E. Wagner	III
Rau Fernand	G. Als	IV
Reding Marcel	G. Als	IV
Ries Adrien	E. Wagner	IV
Schiltz Louis	A. Elvinger	X
Schroeder Paul	E. Wagner	V
Simon Armand	G. Als	IV
Thiry Roger	A. Elvinger	V
Thorn Gaston	A. Elvinger	XI
VerLoren van Themaat Pieter	G. Als	IX
Wagner Edmond	G. Als (H. Ahlborn, H. Entringer)	IX
Welter Felix	E. Wagner	IV
Werner Pierre	E. Wagner	VII
Wurth Marcel	A. Huss	II
Zahlen Jean-Pierre	E. Wagner	IV

V. ORGANISATION DE L'INSTITUT GRAND-DUCAL

p.m. L'Institut n'a pas actuellement de vie propre comme organe de coordination des sections, ainsi que le postulait son règlement organique de 1868 (cf. infra). Seules ses six sections sont actives.

INTRODUCTION

L'Institut Grand-Ducal fut créé par Arrêté royal Grand-Ducal du 24 octobre 1868. Il comprenait alors les trois sections des sciences historiques, des sciences naturelles, physiques et mathématiques et des sciences médicales. S'y ajoutèrent au 20^e siècle la section de linguistique, de folklore et de toponymie et celle des arts et des lettres. La 6^e section, celle des sciences morales et politiques, fut créée par règlement ministériel du 23 novembre 1966. Elle est donc la plus jeune partie d'un organisme intellectuel et culturel auquel la Maison Grand-Ducale a accordé son patronage dès sa création.

C'est par modestie que les départements de l'Institut sont appelés «sections» et non pas «académies», comme tel est le cas à l'étranger.

Toutes les sections se sont signalées par une remarquable présence intellectuelle dans leur domaine et se sont efforcées de fournir des contributions de qualité. Certes, comme l'a souligné M. Alphonse Huss, premier président de notre section, dans son **allocution inaugurale du 24 octobre 1967**, *« nous n'entendons pas hisser nos modestes efforts à la hauteur qui est marquée, à l'étranger, par des compagnies de grand prestige et dont les membres, en style élevé, sont parfois taxés d'immortalité. Mais, si le Grand-Duché ne sait guère mettre sur pied, dans les différents domaines du savoir humain, des institutions pouvant se mesurer avec celles des grands pays, du moins se reconnaît-il le droit et s'imposera-t-il même le devoir de consacrer à des réalisations, dans ces mêmes domaines, des forces et moyens en proportion avec son importance territoriale et démographique »*.

Site Internet

On trouvera d'ores et déjà une documentation importante sur les deux sites Internet :

- Institut Grand-Ducal

- Institut grand-Ducal section des sciences morales et politiques

avec notamment une présentation en luxembourgeois de l'histoire et des aspects généraux de l'Institut, ainsi que des présentations en français des différentes sections : sciences naturelles, arts et lettres, folklore et

onomastique, sciences médicales, section historique, pour certaines sections même la liste des membres par sous-section.

Pour la section des sciences morales et politiques, la documentation se limite pour le moment aux textes de loi et aux titres (et prix) des publications.

La possibilité de porter sur Internet également les textes des publications est à l'étude dans différentes sections.

Législation relative à l'Institut Grand-Ducal

(p.m. à chaque arrêté est annexé un règlement organique)

Arrêté royal grand-ducal du 24 octobre 1868 portant approbation du règlement pour l'institut royal grand-ducal de Luxembourg (Mém. 1868, p. 245).

Section de linguistique

Arrêté ministériel du 26 novembre 1935 portant création d'une Section de linguistique, de folklore et de toponymie de l'Institut Grand-Ducal (Mém. 1935, p. 1182).

Section des Arts et Lettres

Règlement ministériel du 5 janvier 1962 portant création d'une Section des Arts et des Lettres de l'Institut Grand-Ducal (Mém.A 1962, p. 98).

Section des sciences morales et politiques

Règlement ministériel du 23 novembre 1966 portant création d'une Section des sciences morales et politiques de l'Institut Grand-Ducal (Mém. A 1966, p. 1114).

Objet des nouvelles sections

Arrêté du 26 novembre 1935

Art. 1^{er}. La Société luxembourgeoise d'études linguistiques et dialectologiques est érigée en (4^e)section de l'Institut Grand-Ducal, sous la dénomination de «Section de linguistique, de folklore et de toponymie».

(actuellement: Section de linguistique, d'ethnologie et d'onomastique)

Règlement ministériel du 5 janvier 1962

Art.1^{er}. Il est arrêté une 5^e section de l'Institut Grand-Ducal, sous la dénomination de «Section des Arts et des Lettres».

La Section a pour but de cultiver les arts et les lettres et d'encourager toutes autres activités à caractère artistique et culturel. Elle est divisée en six sous-sections:

- a) littérature française;
- b) littérature allemande;
- c) littérature dialectale;
- d) musique;
- e) théâtre et cinéma;
- f) peinture, arts plastiques, arts industriels et architecture.

Règlement ministériel du 26 novembre 1966

Art. 1^{er}. Il est créé une 6^e section de l'Institut Grand-Ducal, sous la dénomination de «Section des sciences morales et politiques».

La section a pour but de cultiver l'étude des sciences morales et politiques et de favoriser leur diffusion. Elle comprend trois sous-sections:

- a) philosophie;
- b) sciences sociales, politiques et économiques;
- c) science juridique.

ADRESSE ET ADMINISTRATION DES SECTIONS

Il n'y a que le provisoire qui dure!

Créé voilà plus d'un siècle – en 1868 – l'Institut vit encore dans le provisoire. Seule la section de linguistique possède un véritable siège, avec secrétariat et bibliothèque, au 2a rue Kalchesbruck, L-1852 Luxembourg – la section des sciences naturelles y disposant également d'un bureau. Dans ce même immeuble, de nombreux bureaux prévus pour des sections de l'Institut restent vacants, dont 2 pièces spacieuses réservées – en principe – à la section des sciences morales et politiques. Les mois et les années passent, sans que les instances responsables prennent une décision. Les bureaux restent inoccupés, alors que plusieurs sections ont leur siège administratif, voire leur bibliothèque ou leurs archives, au domicile du président ou du secrétaire. Ainsi s'explique la liste d'adresses ci-après. Il est vrai qu'il est question de réunir toutes les sections au Kirchberg dans l'immeuble à aménager pour la Bibliothèque Nationale. Aux calendes grecques ?

1. Section historique

Président: M. Paul Spang,
36, rue Louis XIV, L-1948 Luxembourg
Secrétaire: M. Jean Schroeder, Echternach

2. Section des sciences naturelles

Président: M. Pierre Seck,
162a, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg
Secrétaire: M. Paul Heuschling,
162a, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg

3. Section des sciences médicales

Président: Dr. Henri Metz,
6, rue des Eglantiers, L-1457 Luxembourg
Secrétaire: Dr. Marc Keipes,
Clinique Ste-Zithe, L-2763 Luxembourg

4. Section de linguistique, d'ethnologie et d'onomastique

Siège: 2a, rue Kalchesbruck, L-1852 Luxembourg
Président: M. Henri Klees,
53, rue de Kockelscheuer, L-5853 Fentange
Secrétaire: M. Ralph Fichtner, Tél.: 24 78 86 42

5. Section des arts et des lettres

Président: M. Pierre Schumacher,
18, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg
Secrétaire: M. Loll Weber,
3, rue Jacques Battin, L-4406 Belvaux

6. Section des sciences morales et politiques

Président: M. André Elvinger,
174, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg
Secrétaire: M. Georges Als,
11, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg

ARRETE ROYAL GRAND-DUCAL DU 24 OCTOBRE 1868, PORTANT APPROBATION DU REGLEMENT POUR L'INSTITUT ROYAL GRAND-DUCAL DE LUXEMBOURG

Nous, GUILLAUME III, par la grâce de Dieu, Roi des Pays-Bas,
Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg, etc., etc.;

Vu le règlement organique proposé par la société des anciens monuments, par la société des sciences naturelles et par celle des sciences médicales, pour l'Institut royal grand-ducal de Luxembourg;

Sur le rapport de Notre Directeur-général des finances et vu la délibération du Gouvernement réuni en conseil;

Avons arrêté et arrêtons:

Art.1^{er}

Le règlement susmentionné, tel qu'il est annexé au présent arrêté, est approuvé.

Art.2

Notre Directeur-général des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Luxembourg, le 24 octobre 1868.

Pour le Roi Grand-Duc:

Son Lieutenant-Représentant

dans le Grand-Duché,

HENRI,

PRINCE DES PAYS-BAS.

Pour le Prince:

Le Directeur-général des finances,
de COLNET-D'HUART

Le Secrétaire,
G. d'OLIMART

**INSTITUT ROYAL GRAND-DUCAL DE LUXEMBOURG
REGLEMENT ORGANIQUE (24.10.1868)**

1. Composition et but de l'Institut

Art.1^{er}

Il est établi à Luxembourg une société ayant pour but de cultiver les sciences, les lettres et les beaux-arts.

Cette société prend le nom d'Institut royal grand-ducal, et se compose actuellement des trois sociétés déjà existantes: de la société archéologique, de la société des sciences naturelles et de celle des sciences médicales.

Pour mieux atteindre le but que ces trois sociétés ont poursuivi jusqu'à ce jour, chacune dans sa spécialité, celles-ci sont réunies en une seule. Cette réunion met les sociétaires à même d'agir de concert, de se prêter un appui mutuel et de soigner davantage les intérêts communs à tous. Elle a en outre l'avantage de faciliter au public l'accès des collections.

Art.2

Sa Majesté le Roi Grand-Duc est Protecteur de l'Institut.

Son Altesse Royale le Prince Lieutenant-Représentant de Sa Majesté dans le Grand-Duché en est Président d'honneur.

En cette qualité Son Altesse Royale dirige Elle-même les opérations de l'association toutes les fois qu'Elle assiste à une de ses réunions.

Art.3

L'Institut est divisé, pour le moment, en trois sections. Ces sections correspondent aux susdites sociétés et se nomment respectivement: Section des sciences historiques, Section des sciences naturelles et mathématiques et Section des sciences médicales.

Le Gouvernement royal grand-ducal, d'accord avec la Société, se réserve d'ajouter une ou plusieurs sections à celles ci-dessus énumérées.

Art.4

L'Institut se compose de trois catégories de membres: de membres effectifs, de membres correspondants ou agrégés et de membres honoraires.

Ces membres sont nommés par les sections conformément aux règlements spéciaux de ces dernières.

Le nombre des membres n'est pas limité, sauf les cas prévus par les règlements particuliers.

Tout membre effectif nouvellement élu paie, en entrant dans sa section, un droit d'admission dont le minimum est fixé à dix francs, et dans la suite une cotisation annuelle de cinq francs au moins.

Le sociétaire qui est membre de deux ou de plusieurs sections, paie la contribution entière de la section pour laquelle il opte et la moitié seulement de la cotisation des autres sections dont il fait partie.

Art.5

Chaque membre effectif d'une section a le droit d'assister aux séances des autres sections, sans toutefois y avoir voix délibérative.

Art.6

Chaque section a son administration, son budget et ses publications séparées.

Art.7

Il n'y a d'autres dépenses communes à effectuer que celles autorisées par l'assemblée générale. Dans ces dépenses, chaque section ne supporte qu'une part proportionnelle au subside qui lui est accordé sur la caisse de l'Etat.

2. Administration et Personnel**Art.8**

L'Institut a un président et un secrétaire général. Il est administré par les présidents des sections, assistés du secrétaire général.

Art.9

Le président de l'Institut et le secrétaire général sont en exercice pendant un an, et entrent en fonctions immédiatement après la séance publique du mois d'octobre, dont il est question à l'art. 16.

Art. 10

Les fonctions de président annuel de l'Institut sont remplies tour-à-tour par les présidents des différentes sections, d'après l'ancienneté de leur fondation.

Il en est de même des fonctions de secrétaire général, qui sont exercées annuellement par le secrétaire de la section dont le président est en même temps président de l'Institut.

Art. 11

Le président gère les intérêts communs, ordonnance les dépenses, convoque et préside l'assemblée générale.

Art. 12

Le secrétaire général est chargé des écritures concernant l'Institut, de la correspondance générale, de la conservation des archives et de la comptabilité commune.

Dans les séances plénières, le secrétaire général peut se faire assister par les secrétaires sectionnaires comme secrétaires adjoints.

Art. 13

En cas d'empêchement, le président annuel est remplacé par celui des présidents de section qui doit lui succéder comme président de l'Institut.

Lorsque le secrétaire général est empêché d'exercer ses fonctions, elles sont remplies par celui des secrétaires sectionnaires qui doit lui succéder en sa dite qualité.

3. Séances et Délibérations**Art. 14**

Le Président convoque l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire.

Il la convoque aussi souvent qu'il le juge nécessaire ou que les bureaux sectionnaires le demandent.

Art. 15

Le secrétaire général rédige les procès-verbaux, et en donne lecture; il rend compte de la gestion des fonds, signale les faits nouveaux et communique aux sections les pièces ou les articles dont la connaissance peut les intéresser.

Après chaque séance générale, le secrétaire peut transmettre un extrait du procès-verbal à un ou plusieurs journaux. Lorsque l'assemblée le demande, il en publie un bulletin spécial.

Art. 16

Les membres de l'Institut se réunissent en séance ordinaire, chaque année le dernier mardi du mois d'octobre à cinq heures du soir. Si ce mardi tombe la veille de la Toussaint, la séance ordinaire aura lieu le lundi qui précède cette fête.

La séance ordinaire est publique.

L'ordre à observer dans les séances est fixé par le règlement.

Art. 17

Nul mémoire, rapport, discours et nulle communication quelconque ne peut faire l'objet d'une lecture ou discussion publique, et aucune expérience ne peut être faite sans approbation préalable du bureau de la section respective.

Art. 18

Les décisions de l'Institut sont prises par la totalité des sections réunies en assemblée générale.

Ces sections adoptent ou rejettent, à la majorité des suffrages, les propositions qui leur sont soumises.

4. Bibliothèques et Musées**Art. 19**

Les bibliothèques et les collections des trois sections de l'Institut sont conservées dans un bâtiment fourni aux frais de l'Etat.

Bien que distinctes, elles sont réunies pour autant que possible dans un local commun, qui servira également aux séances de l'Institut et à celles des sections.

Elles sont confiées à la garde des conservateurs et secrétaires des sections respectives.

Art. 20

En cas de nomination d'un bibliothécaire conservateur, les fonctions de cet employé seront déterminées dans le règlement spécial.

5. Publications**Art. 21**

Les sections font, chacune indépendamment des autres, publier leurs travaux. Elles font mutuellement l'échange de leurs publications.

6. Dispositions transitoires**Art. 22**

Si des changements ou des ajoutes au présent règlement organique sont jugés nécessaires, ils sont débattus en assemblée générale et votés à la majorité des voix.

Si l'assemblée générale les approuve, elle les soumet à la sanction du Gouvernement.

Art. 23

Chaque section introduira dans son règlement spécial les modifications nécessaires pour l'adapter au présent règlement organique.

Appartient à l'arrêté royal grand-ducal du 24 octobre 1868.

Le Secrétaire pour les affaires du Grand-Duché
G. d'OLIMART

**Règlement Organique de la Section des Sciences
Morales et Politiques de l'Institut Grand-Ducal**
Chapitre 1^{er} – But et activité de la section

Art. 1^{er}. La section a pour but de cultiver l'étude des sciences morales et politiques et de favoriser leur diffusion.

Par sciences morales et politiques, au sens du présent règlement, il y a lieu d'entendre, notamment, la philosophie, les sciences sociales, politiques et économiques, ainsi que la science juridique.

La section groupe des personnes qui, par la valeur de leurs travaux scientifiques, méritent d'être réunies en un collège représentatif des branches du savoir définies ci-dessus.

Art. 2. La section accomplit sa mission par tous les moyens qu'elle juge appropriés et, en particulier, par

- des réunions de travail;
- la participation à des réunions internationales d'étude;
- l'organisation de cours et de conférences publics;
- l'édition de publications.

Les travaux de la section font l'objet d'une publication annuelle.

La section peut prendre toute disposition, le cas échéant en coopération avec les autres sections de l'Institut grand-ducal et les institutions poursuivant des buts similaires, en vue de faciliter le travail scientifique de ses membres, notamment par la constitution d'une documentation et d'une bibliothèque.

La section conseille le Gouvernement dans le domaine de la compétence définie ci-dessus. Elle donne son avis sur les questions scientifiques qui lui sont soumises; elle peut prendre l'initiative d'adresser des rapports et des vux au Gouvernement, aux institutions et aux établissements publics.

Chapitre 2 – Composition de la section

Art. 3. La section comprend des membres effectifs, des membres correspondants, des membres agrégés et des membres d'honneur.

Le nombre des membres effectifs est limité à quarante; il ne pourra être excédé qu'en vertu d'une délibération prise et approuvée conformément à l'article 23 du présent règlement.

Les membres effectifs participent, de plein droit, à toutes les activités et délibérations de la section. Les autres membres y prennent part sur invitation et, en ce qui concerne les délibérations, avec voix consultative.

Art. 4. Pour être admis comme membre d'une des catégories déterminées par l'art. 3 il faut être proposé par deux membres effectifs. Toute proposition doit être présentée par écrit et adressée au président de la Section, accompagnée d'une notice exposant les mérites scientifiques du candidat et d'un relevé de ses publications. Le président soumet la candidature au conseil d'administration qui peut demander les informations supplémentaires qu'il juge utiles.

Sur avis positif du conseil d'administration, la demande d'admission est soumise au vote lors d'une réunion des membres effectifs de la section. Si l'avis du conseil d'administration est négatif, il est communiqué, avec ses motifs, à ceux qui ont proposé le nouveau membre, et s'ils le demandent, la candidature sera soumise à la réunion des membres effectifs. Pour être élu, le candidat doit réunir les deux tiers des suffrages des membres présents ou représentés. L'élection se fait au scrutin secret.

Le conseil d'administration veille à assurer un équilibre entre les différentes branches du savoir représentées au sein de la section conformément à l'article 1^{er}, alinéa 2 du présent règlement.

Art. 5. Les membres correspondants sont désignés en règle générale parmi les personnalités résidant à l'étranger, les membres agrégés parmi les personnalités susceptibles d'être admises ultérieurement en qualité de membres effectifs.

Art. 6. L'exclusion de la section peut être prononcée pour un fait grave, en vertu d'une décision prise à la majorité des deux tiers des membres effectifs.

Art. 7. Le membre effectif ou agrégé qui, pendant une année entière, n'a pas pris part, sans motif légitime, aux travaux de la section, est censé renoncer à sa qualité de membre.

Chapitre 3 – Administration de la section

Art. 8. La section est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins dont le président, élus par l'assemblée générale des membres effectifs de la section, pour des mandats de cinq ans;

Dans la mesure du possible les branches visées à l'article 2 seront représentées au conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut désigner en son sein un vice-président. Il désigne un secrétaire général et un trésorier.

Le conseil d'administration ne peut délibérer valablement que si la majorité de ses membres est réunie.

Art. 9. Le président gère les intérêts de la section, convoque et préside les assemblées et les réunions de la section, et veille à l'application du règlement.

En cas d'empêchement, le président est remplacé par le vice-président ou le secrétaire général.

Art. 10. Le secrétaire général est chargé des écritures et de la correspondance concernant la section. Il a en outre le soin de la documentation, de la bibliothèque et des archives.

Art. 11. Le trésorier de la section est chargé des recettes et des dépenses de la section. Tous les ans il rend compte de sa gestion.

Art. 12. Les actes, écritures et correspondances de la section sont signés par le président, le secrétaire général ou le trésorier, selon leurs attributions.

Art. 13. Le conseil d'administration pourra, d'après les besoins de la section, fixer une cotisation annuelle à payer par les membres effectifs et par les membres agrégés.

Art. 14. Au début de chaque année, la section adresse au Gouvernement son rapport d'activité pour l'année écoulée, son programme de travail pour l'année en cours, ainsi que le compte des recettes et des dépenses de l'année écoulée et le budget de l'année en cours.

Art. 15. Les recettes de la section sont constituées notamment:
1° par les subsides du Gouvernement; 2° par la vente des publications;
3° par les dons de particuliers; 4° s'il y a lieu, par les cotisations des membres.

Art. 16. Les membres qui se déplacent pour remplir une mission dans l'intérêt de la section peuvent obtenir le remboursement de leurs dépenses.

Art. 17. Les dépenses extraordinaires excédant les ressources de la section font l'objet d'une proposition spéciale et motivée à soumettre au Gouvernement.

Chapitre 4 – Réunions et délibérations de la section

Art. 18. Il sera tenu chaque année au cours du premier semestre une assemblée générale des membres effectifs. Le conseil d'administration en fixe le jour et l'heure.

Art. 19. Après la lecture du procès-verbal de l'assemblée générale précédente, le secrétaire général de la section donne sommairement connaissance de la correspondance et le trésorier rend compte de la gestion des fonds.

Le secrétaire général peut transmettre un extrait du procès-verbal à la presse, aux fins de publication.

Art. 20. Le président de la section fait convoquer des assemblées générales extraordinaires toutes les fois qu'il le juge nécessaire et, en tout cas, à la demande motivée d'au moins cinq membres effectifs.

Art. 21. Les rapports et les mémoires des membres ou des personnalités invitées sont présentés et discutés en séance, ou, si le conseil d'administration en décide ainsi, sont adressés aux membres. Les auteurs des mémoires ont droit à la livraison gratuite de vingt-cinq imprimés de leur travail.

Art. 22. L'assemblée générale délibère à la majorité des membres effectifs présents ou représentés, sous réserve des dispositions spéciales du présent règlement. Procuration ne peut être donnée qu'à un autre membre et seulement par écrit.

Les membres votent à haute voix, sauf dans les cas où le présent règlement en dispose autrement et lorsque le scrutin secret est soit proposé par le président, soit demandé par trois membres au moins.

Chapitre 5 – Dispositions finales

Art. 23. Le présent règlement ne pourra être modifié que par la délibération d'une assemblée générale de la section, pour laquelle la majorité des deux tiers des membres effectifs doit être présente ou représentée, sous réserve de l'approbation par le Gouvernement. La modification sera publiée au Mémorial.

Si l'assemblée a été convoquée sans que les deux tiers des membres effectifs soient présents ou représentés, elle pourra, après une nouvelle convocation, prendre une résolution sur les objets mis à l'ordre du jour à la majorité des membres présents ou représentés, quel que soit le nombre des membres présents ou représentés.

Art. 24. En cas de dissolution, le patrimoine de la section est acquis à l'Etat.

Art. 25. Il y a lieu d'entendre, dans le présent règlement, par l'expression «le Gouvernement», le Ministre ayant dans ses attributions les affaires culturelles.